

Supplément « Sans visa »

# Le Monde

15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14224 - 5 F

SAMEDI 20 OCTOBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

## L'armée syrienne en accusation

La France demande au secrétaire général de l'ONU d'intervenir  
à propos des exactions au Liban

### Résignation...

Il faut souhaiter que le secrétaire général de l'ONU fasse droit à la demande que vient de lui adresser la France à propos du Liban, par exemple en envoyant une mission d'enquête (la démarche française ne précise pas si c'est bien de cela qu'il s'agit) pour vérifier les graves accusations lancées contre le comportement des troupes syriennes pendant ou après leur attaque contre le réduit du général Aoun. Après tout, M. Perez de Cuellar espère faire de même - avec l'approbation du Conseil de sécurité et malgré l'opposition d'Israël - sur la tuerie de Jérusalem, et l'organisation internationale peut trouver là une nouvelle occasion de prouver qu'elle n'applique pas la règle des « deux poids, deux mesures », comme on l'en accuse si souvent.

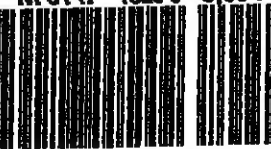
Cela dit, et comme l'indique la discrétion de la presse anglaise, américaine ou allemande sur cette affaire, il est douteux que la communauté internationale se mobilise beaucoup. D'abord parce que l'histoire du Liban ces quinze dernières années est jonchée de tant de massacres, de Tal-el-Zatar à Sabra et Chatila en passant par Damour et le Chouf, que l'opinion en est venue à les considérer comme inévitables. Ensuite parce que toutes les puissances, à commencer par les États-Unis, sont peu ou prou résignées à la mainmise de la Syrie sur le Liban.

L'OCCUPATION syrienne ne peut certes être comparée à celle que l'Irak fait subir au Koweït, dans la mesure où elle a été demandée à plusieurs reprises par les divers gouvernements de Beyrouth ou par telle ou telle fraction en présence, comme l'a récemment rappelé M. Mitterrand. Mais il est également vrai que toute occupation finit mal, et c'est encore plus le cas du Liban, où les Syriens n'ont amené ni la paix ni le calme. Même les « bonnes nouvelles » qui accompagnent les derniers événements de Beyrouth, telles que la suppression des barrières entre les deux parties de la ville ou la promesse d'une dissolution des milices « dans les six mois », doivent être accueillies, compte tenu de ce passé, avec le plus grand scepticisme.

ENFIN, dernière grande raison de l'indulgence sur laquelle paraît compter le président Assad, celui-ci s'est rangé dans le « bon camp » dans la crise du Golfe. Toute coalition à ses règles, et il n'y en a jamais eu dans l'histoire où tous les bons se seraient trouvés du même côté. La morale dût-elle en souffrir, les ennemis des dictateurs, deviennent plus ou moins des amis, même pour les démocrates.

La vraie leçon à tirer devrait être, dans ces conditions, le lien « échelonné » que la France et un nombre croissant de pays jugent nécessaire d'établir entre les divers drames du Proche-Orient : non pas celui, illusoire et suspect, qui consisterait à vouloir tout régler en même temps, mais un lien dynamique qui permettrait de poser sur la table, dans le Golfe, les problèmes du Liban, de la Palestine, et quelques autres qui ont au moins un point commun : une occupation mal supportée.

M 0147 - 1020 0 - 5 00 F



Le gouvernement français a demandé, jeudi 18 octobre, une « intervention immédiate » du secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, pour faire la lumière sur les récits « d'exécutions et d'exactions » qui auraient été commises à Beyrouth par l'armée syrienne. Le mystère demeure sur les circonstances exactes de ces exécutions, rapportées par différentes sources, et leur ampleur. Le ministre libanais de la défense, M. Albert Mansour, réclame, lui, le terme d'« exécution à froid » et parle de « double massacre ».

#### BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

« Il n'y a pas eu d'exécutions de soldats libanais » lors de l'opération syro-libanaise déclenchée samedi 13 octobre contre le fief du général Michel Aoun, nous a affirmé ce vendredi 19 octobre M. Albert Mansour, ministre libanais de la défense.

« Ce qui s'est passé est la chose suivante : après l'ordre de reddition donné par le général Aoun, nous avons commencé à arrêter les combattants, mais ceux-ci ont continué dans quelques endroits, notamment à Dahr-al-Wahch et Souk-al-Gharb. Nous avons su par la suite que le général Aoun avait donné un contre-ordre pour continuer les combats pendant trois heures et c'est ce qui s'est passé dans ces deux positions. »

« A Dahr-al-Wahch, les troupes syriennes qui rentraient avaient cru l'ordre de cessez-le-feu donné par le général Aoun, mais les unités qui lui étaient fidèles avaient

reçu le contre-ordre. Ce qui fait qu'il y a eu alors un double massacre. Il y a eu massacre de Syriens au départ », a affirmé M. Mansour. « Surprises, les troupes syriennes ont eu à peu près deux cents tués, et quant la demi-unité restante est arrivée sur les positions libanaises, il y a eu un autre massacre. Tout s'est déroulé pendant la période des combats. Il n'y a pas eu d'exécutions à froid après la fin des combats », a-t-il poursuivi.

Le ministère de la défense affirme par ailleurs que « les corps d'une vingtaine de soldats libanais qui se trouvent toujours à l'hôpital gouvernemental de Saabda [tenu par des religieux franciscains et dirigé par un médecin militaire] sont ceux de soldats tués au combat ».

Interrogés sous le sceau de l'anonymat, des officiers supérieurs de l'armée libanaise démentent aussi ces exécutions.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 4

## Un entretien avec M. Nallet

- « Affaires » : « Je me sens solide »
- Justice : mettre fin aux « insatisfactions »

Au moment où M. Henri Nallet est pris à partie pour avoir été le trésorier de la campagne de M. François Mitterrand pour l'élection présidentielle de 1988, le garde des sceaux, dans un entretien au « Monde », répond aux attaques : « Je me sens solide. (...) Je ne me tiens pas pour responsable de ce qui avait pu se passer avant et ailleurs. »

Il expose aussi ses projets au ministère de la justice, et sa volonté de lutter contre les « insatisfactions » tant des justiciables que des professionnels de la justice.

### ENCORE DE LA PUBLICITÉ ?

OUI, POUR L'EXTRÊME DROITE !



Lire page 11 - section B l'entretien réalisé par AGATHE LOGEART ainsi que l'article d'EDWY PLENEL, page 34 - section D

## Retraités : la fin d'un tabou

La contribution sociale généralisée impose aux retraités de participer davantage aux efforts de solidarité

A compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain, la contribution sociale généralisée (CSG) imposera à un retraité sur deux de participer aux dépenses de solidarité, ce qui pose la question du nouveau statut social des « anciens ».

Grâce à la CSG, quatre salariés sur cinq vont bénéficier d'un gain de pouvoir d'achat. En revanche, pour un peu plus d'un retraité sur deux, cette réforme représente une perte de revenu. Discrimination envers des anciens actifs ayant pourtant cotisé toute leur vie ou nécessaire rééquilibrage pour une catégorie dont « l'effort social » reste, à revenu égal, inférieur au reste de la population ? Ce débat, encore sous-jacent, porte sur la place qu'occupent aujourd'hui les retraités dans la société française.

La CSG, qui sera prélevée au taux de 1,1 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain, ne concernera que les retraités qui acquittent déjà l'impôt sur le revenu, soit 55 % des titulaires de pensions. Alors que les salariés verront leur cotisation d'assurance-vieillesse réduite de 1,1 % en plus

d'une remise forfaitaire de 42 francs par mois, les retraités ne profiteront pas de cet avantage puisqu'ils ne cotisent plus. Certes, la suppression du prélèvement de 0,4 % sur les revenus imposables allègera la note mais cela sera insuffisant pour équilibrer la CSG. La perte de pouvoir d'achat devrait atteindre 0,8 %. Pour un retraité dont les pensions atteignent 8 000 francs par mois, la perte sera de 64 francs par mois, soit 768 francs par an (960 francs annuels pour un revenu mensuel de 10 000 francs).

En revanche, un salarié percevant également 10 000 francs par mois verra son revenu disponible s'accroître de 780 francs par an. « Pour un revenu égal, je serai davantage taxé qu'un salarié. Est-ce cela la justice sociale ? » proteste un retraité.

On ne peut cependant perdre de vue que ceux qui ont achevé leur carrière professionnelle supportent, à revenu égal, moins de prélèvements obligatoires que les actifs.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire la suite page 28 - section D

## Les nouvelles voix de la laïcité

Le Grand Orient de France organise, pour la première fois depuis dix ans, des Assises de la laïcité. Le débat redevient actuel

par Henri Tincq

Il y a exactement un an, l'affaire du « voile islamique », mineure par son prétexte, démesurée par ses effets et ses rebondissements, divisait la France. Depuis, les esprits se sont apaisés. Place a été faite à une réflexion plutôt sereine, vu le caractère explosif du sujet, sur l'avenir des relations entre l'Etat et les confessions religieuses, c'est-à-dire du modèle séculaire français de laïcité.

Comme le soulignent nombre d'interventions, de colloques et d'ouvrages depuis la dernière guerre scolaire de 1984, l'édifice des lois laïques souffre d'un certain nombre d'inadaptations.

Le souhait d'une mise à jour apparaît à travers les besoins nouveaux du culte musulman, le recours à des personnalités confessionnelles dans les instances d'éthique médicale, les lacunes de la culture religieuse, déplorées par des enseignants de toute discipline, et l'environnement européen, qui compte des pays également sécularisés, mais sans tradition laïque comme la France, voire avec des Eglises établies et des religions d'Etat.

On peut distinguer, à ce point du débat, trois types de réflexes et d'attitudes : le repli sur la forteresse assiégée de la laïcité ; la tentation « néo-concordataire » qui vise une « ré-institutionnalisation » forte du rapport entre l'Etat et les confessions ; la défense d'une conception moderne et dynamique de la laïcité, dépassant les règles du jeu Eglises-Etat, pour devenir le pôle d'une animation morale de la société.

Sans reprendre les antennes connues du discours anticlérical, les milieux les plus attachés à l'héritage laïque n'en manifestent pas moins une irritation et une inquiétude croissantes devant la remontée des orthodoxes religieux. Les obédiences maçonniques, des hommes politiques, des intellectuels, comme Alain Finkielkraut ou Régis Debray, montent régulièrement au créneau de la laïcité assiégée par la menace intégriste.

Dans la communauté juive, des associations « humanistes et laïques » se créent pour riposter au grand rabbin Joseph Sitruk, jugé ultra-orthodoxe.

Lire la suite page 12 - section B

### SANS VISA

Sofia plein ouest

- La soupe aux piranhas
- Sainte Victoire et martyre
- Bergères sans folie
- Le collectionneur de musées
- La table
- Les jeux

pages 19 à 26 section C

## L'HERMÈS

COLLECTIONS pour B.T.S.

SENTIEL SUR  
mémoire  
pour révisions

MANUELS  
cours adaptés  
aux programmes

OUTILS DE  
travaux de cours  
exercices corrigés

MANUELS DE REVISION  
méthodologie  
exercices corrigés commentés

Diffusion MEDILIS SA 9, rue Séguier 75006 PARIS Tél: (1) 46 34 07 70

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 2,20 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 80 p ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 \$ ; USA (autres), 2 \$.



## DÉBATS

Communismes

## Le complexe du moine

par Yves Clot

On a pris l'habitude de penser que c'est l'aveuglement qui dicte les comportements de la présente direction du Parti communiste : « ils » ne regardent pas la réalité en face, « ils » ne se rendent pas compte que le monde change... Voilà le type même de l'idée trompeuse. En fait, le Parti communiste vit le drame d'une génération dont l'expérience et la lucidité ont été prises en défaut. Dans cette génération, de nombreux dirigeants à tous les niveaux ont pris la mesure de la catastrophe. Elle est en eux. Non seulement « ils » ne l'ignorent pas mais « ils » la vivent (les yeux grands ouverts, écarquillés ; en leur âme et conscience. Le tournant que vient de prendre le monde est entré par effraction dans leur vie. Il a annulé, d'un seul coup, les efforts consentis durant des années pour continuer à croire à l'incroyable, malgré tout. Le socialisme sorti de la révolution d'Octobre s'est retourné contre ses fidèles. Le mur de Berlin s'est effondré sur eux. Du coup, non seulement « ils » se sentent trompés mais ils se demandent pourquoi « ils » se sont laissés tromper. Ont-ils mérité cela ?

## Un seuil d'eau dans la figure

Je mets sur le compte d'un sentiment de culpabilité politique l'agressivité et l'arrogance avec lesquelles cette direction a cru pouvoir traiter ceux qui témoignaient d'un discernement plus grand que le sien.

Mais pourquoi si peu de clairvoyance ? L'explication par le comportement ordinaire du stalinien cynique fait partie du genre de facilités psychologiques qu'il faudrait éviter. On n'apprendra plus grand-chose de ce côté-là. Parmi toutes les réponses possibles, je suggère qu'on s'intéresse plus à celle-ci : je veux parler de celle que Brecht prête au « petit moine », fils de paysan, qui implore Galilée de bien vouloir renoncer à dire la vérité sur le ciel ; le plus haut des mobiles qui doivent nous faire taire, c'est la paix de l'âme des malheureux : « On leur a assuré

que l'œil de la divinité est posé sur eux (...), que tout le théâtre du monde est construit autour d'eux afin (...) qu'ils puissent faire leurs preuves (...). Que diraient les miens s'ils apprenaient de surcroît qu'il n'y a aucun œil posé sur eux ? Je les vois poser leurs cuillers sur la pierre des foyers, je vois comme ils se sentent trahis et trompés... »

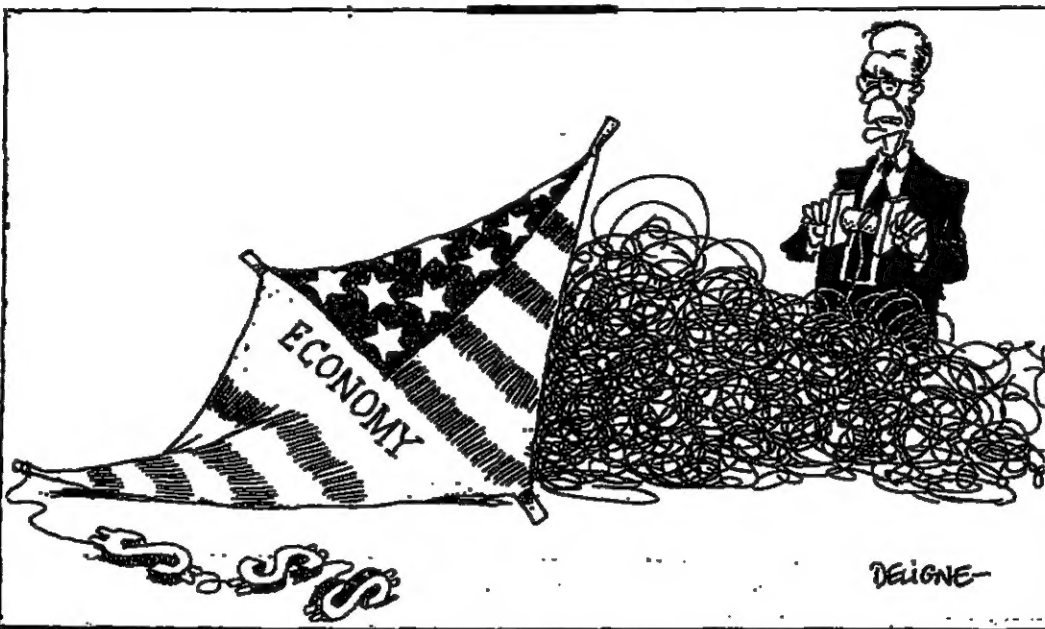
Ainsi prend corps le complexe du moine. Sans lui, le vrai cynisme de quelques-uns n'aurait jamais réussi à fermer les yeux à des milliers de communistes. Mais il ne fallait pas « désespérer Billancourt ».

Dans ces conditions, l'embrassement récent du monde est un seuil d'eau dans la figure. Mais voilà : rien ne dit qu'on y voit plus clair, les yeux mouillés. Au contraire, c'est le ressentiment à l'égard des évolutions contemporaines qui peut l'emporter, et la proclamation de la Vérité est alors d'un bien faible secours.

La Vérité, finira d'ailleurs par dire Galilée, a besoin de « l'âme des malheureux ». Encore faut-il accepter les deux faits suivants : premièrement, c'est la gauche entière qui est dans le cyclone. Deuxièmement, « l'âme des malheureux » est double. Le moine de Brecht est aussi astronome, ses paysans doutent en même temps qu'ils subissent, Billancourt a compris depuis longtemps que l'espoir n'était pas au ciel, parmi les communistes, ceux qui ont les yeux fermés ne sont pas aveugles, parmi les socialistes, Mitterrand n'est plus Dieu. Personne ne réclame plus la protection de personne. Mais, surtout, laissons l'âme des malheureux parler à l'âme des malheureux. Il y va, peut-être, de la vérité.

► Yves Clot est philosophe, membre du collectif de direction de l'Institut de recherches marxistes.

## TRAIT LIBRE



Yougoslavie

## Justice pour les Serbes

par Komnen Becirovic

La réalité de la Yougoslavie, avec sa mosaïque de peuples aux divers passés, religions et cultures, est trop complexe pour que l'on puisse se permettre une mauvaise appréciation de la situation dans ce pays qui induirait les hommes d'Etat à prendre des décisions erronées à son encontre. Comme cela s'est déjà produit avec le Vietnam, le Cambodge et l'Iran, où l'opinion publique occidentale fit tout son possible pour jeter aux fers ces nations, avant de s'apitoyer, ensuite, sur leur sort.

On est sur le point de commettre la même erreur en Yougoslavie, par l'image déformée qu'en donne la majorité des médias à l'Ouest, en épousant sans réserve les thèses croato-slovéniennes et albanaïses et en rejetant, ou en ignorant, les thèses serbes. On comprend mal ce qui a valu au peuple serbe — qui, contrairement aux autres peuples de la

Yougoslavie, fut dans les deux grands conflits mondiaux l'allié de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. — une telle disgrâce.

Selon des concepts simplistes et malveillants, les Serbes sont systématiquement présentés comme hégémonistes et dominateurs, anti-libéraux et antidémocrates, alors que l'on n'a pas assez de mots pour louer l'esprit ouvert, libéral et démocratique des Croates, des Slovénes et des Albanaïses. Ainsi voit-on régulièrement traité de bolchevique le leader serbe Slobodan Milosevic qui, pourtant, fit crouler l'immense appareil bureaucratique légué par Tito, et ouvrit la voie aux changements en Yougoslavie. Alors que le leader slovène Milan Kucan, qui s'était opposé à l'époque à ces changements, en tant que chef des communistes slovènes, est qualifié de réformateur. Il en est de même avec l'actuel président de la Croatie, l'ex-général de Tito, Franjo Tudjman, dont on loue les vertus d'historien, à l'heure où il est accusé d'être un plagiateur, comme l'affirme, preuves à l'appui, l'éminent historien croate Ljubo Boban.

## Un long calvaire

Mais il y a plus grave encore, puisque M. Tudjman s'efforce dans son livre *Les Réalités de l'histoire* (Zagreb, 1989) de faire l'apologie du génocide perpétré par les oustachis croates sur les Serbes durant la seconde guerre mondiale. Il soutient, en effet, croyant ainsi disculper les Croates, que les oustachis, de même que les nazis, n'étaient au fond que les exécutants, plus ou moins inconscients, d'un ordre des choses inscrit dans le destin des Serbes et des juifs ou de toute autre minorité jugée menaçante. Mais le général — philosophe ne se contente pas de justifier l'Holocauste, il en diminue scandaleusement l'ampleur, ramenant le nombre des victimes serbes du camp d'extermination de Jasenovac de plus d'un demi-million à quarante mille seulement, et en diminuant de la même manière le nombre des victimes juives.

On assiste à la même déformation, pour ne pas dire perversion, de la vérité sur le Kosovo, qui consiste à présenter constamment les Serbes comme les oppresseurs des Albanaïses, bien que la réalité soit tout autre depuis des siècles. En dépit des témoignages de civilisation que sont les innombrables églises chrétiennes au Kosovo et de la toponymie du pays, attestant de la présence slave et serbe depuis mille ans, on n'a d'yeux que pour quelques mosquées du temps de l'occupation turque, et pour quelques pierres illyriennes d'avant la grande migration des peuples, afin de démontrer la légitimité des prétentions albanaïses sur le Kosovo. Encore faudrait-il démontrer le bien-fondé de la descendance illyrienne des Albanaïses.

Aussi se montre-t-on parfaitement insensible au long calvaire des Serbes du Kosovo dans la Yougoslavie titiste, et ne prête-t-on qu'une oreille compatissante aux seules doléances albanaïses après le retour de la souveraineté de la Serbie sur cette province que Tito, dans sa haine des Serbes, avait livrée à leurs ennemis héréditaires. On en arrive ainsi à cette aberration que l'Occident chrétien et humaniste soutient une entreprise antichrétienne et raciste : la création d'un Kosovo ethniquement pur, en attendant la restauration de la Grande Albanie qui fut créée par Mussolini, comme la Grande Croatie le fut par Hitler. Il faut avoir vraiment dépeuplé toutes les causes à défendre pour défendre encore celle-ci.

Pourtant, rien de décisif ne pourra se faire en Yougoslavie ni dans les Balkans sans le peuple majoritaire de la région, les Serbes, qui, ayant enfin pris conscience des maux qu'ils ont endurés aussi bien sous le communisme que sous le fascisme, s'opposent résolument à toute atteinte à leurs territoires et à leur dignité humaine et nationale enfin recouvrée. Ils ont assez d'être blâmés et cloués au pilori, après avoir été massacrés et relégués au dernier plan dans la Yougoslavie dirigée durant près d'un demi-siècle par le trio croato-slovène, Broz-Kardelj-Bakarić, qui la conduisit là où elle est actuellement, au bord de l'abîme. Notre seule faute, à nous autres Serbes, est celle de nous être révoltés contre cet injuste état des choses.

Les Serbes ne se laisseront pas faire. Ils ne permettront pas que l'on partage à leurs dépens la dépouille de la Yougoslavie pour laquelle ils ont consenti tant de sacrifices. D'accord pour un Etat croate, puisque les Croates l'attendent depuis un millénaire, mais pas pour un Etat croate anti-serbe, pour une reprise de l'abomination oustachiste, un anachronisme raciste et fasciste en Europe, et cela au moment où les nations du Vieux Continent sont au seuil d'une vie commune !

► Komnen Becirovic est journaliste et écrivain serbe du Monténégro.

## COURRIER

## Victimes aussi de la syntaxe

Un tic langagier — l'emploi de la tournure « se faire » plus infinitif au lieu de la voix passive « être » plus participe passé — traduit assez bien la suspicion ou la vox populi tient certaines victimes.

On apprend, en effet, dans le *Monde* daté 14-15 octobre qu'un « élève s'est fait voler son blouson sur le chemin de l'école... » et qu'un « lycéen s'est fait voler à l'intérieur de l'établissement » (scolaire). En fait, l'un a été volé, l'autre a été violé.

Lorsque l'on se fait livrer son épicerie à domicile, que l'on se fait couper les cheveux chez le coiffeur, etc., ce sont là des actions dont le résultat est souhaité par celui qui les suscite.

Si un piéton « se fait renverser par une automobile », si un élève « se fait voler », si une lycéenne « se fait voler », faut-il comprendre qu'ils l'ont bien cherché, ou bien voulu ? La syntaxe n'est pas innocente.

JEAN-PIERRE GRÉLOIS, Paris.

## BIBLIOGRAPHIE

## Après la révolution de 1989

**RAPPORT ANNUEL MONDIAL SUR LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET LES STRATÉGIES**  
IFRI (Institut français des relations internationales)  
Dunod, 424 pages, 165 F.

A l'heure de la tombée des feuilles, celles de RAMSES versent chaque année à la vitrine des librairies. On a plaisir à retrouver le rapport de l'IFRI. C'est maintenant une vieille connaissance (nous en sommes au neuvième) qui a ses habitudes de classement, sa manière d'habiller de couleurs ses tableaux, ses cartes et ses encadrés, sa mise en page aérée, sa typographie sobre et claire.

L'équipe que dirige Thierry de Montbrial a choisi, comme il

convenait cette année, de mettre l'accent sur les bouleversements de l'Europe depuis 1989 et ses conséquences politiques, économiques et financières. Ainsi analyse-t-on le temps des troubles en URSS, les débuts du post-communisme dans « l'autre Europe », la question allemande, la CEE dans le nouveau paysage.

Ce n'est sans doute pas par hasard que Thierry de Montbrial a daté son introduction générale du 2 août 1990. Il achevait en effet son panorama d'ouverture le jour de l'entrée des troupes de l'Irak au Koweït. A peine un nouvel ordre naissait-il en Europe, qu'un autre, sur le registre international cette fois, allait peut-être voir le jour, dans la guerre ou la négociation. Le rideau était tiré pour RAMSES le 31 juillet 1990. Heureusement,

les techniques de fabrication des livres permettent aujourd'hui des réajustements impossibles hier, et l'on peut nous parler de la crise du Golfe (pp. 98, 99, 100 et 203, 204 et 205).

Comme les années précédentes, le rapport comprend deux parties thématiques. L'une s'intéresse à la compétitivité européenne, l'autre à l'environnement. Les capacités concurrentielles du Vieux Monde restent excellentes dans la chimie et la mécanique, mais faiblissent beaucoup dans l'automobile et un peu moins dans les produits électroniques. Dans les deux cas, ce sont évidemment les fortes capacités d'adaptation du Japon au marché qui expliquent cette évolution. Flexibilité et globalisation doivent être les maîtres-mots des entreprises,

qu'il faut gérer en ayant le souci d'être présent dans la triade Etats-Unis, Japon, Europe.

L'industrialisation et l'explosion démographique ont conduit à une plus forte prise de conscience écologique. L'environnement prend une nouvelle dimension, multiforme. On parle aussi bien à travers le monde de la couche d'ozone, de la prolifération des déchets, de la dégradation des sols, de la surexploitation des eaux et des forêts. Ces nouveaux constats conduiront-ils demain à une vraie solidarité planétaire ?

On devrait avoir le tourment à la sortie de RAMSES. Ce n'est pas le cas. L'exploitation de cette mine d'informations et de commentaires est parfaitement maîtrisée.

PIERRE DROUIN

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 120 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Bonne-Méry »

Société anonyme

des locuteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-23-33

Imprimerie du Monde • 40, rue de Valenciennes • 75011 Paris

40532 IVRY Cedex

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BONNE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS :

1, PLACE HUBERT-BONNE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Autres pays : voir ci-dessous

FRANCE

3 mois 400 F

6 mois 780 F

1 an 1 400 F

SUISSE-ROYAUME

3 mois 372 F

6 mois 720 F

1 an 1 320 F

2 086 F

2 760 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs et provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PP-Paris 90

**B**  
P&F

Depuis 1711  
**BOUCHARD PÈRE & FILS**

**BEAUNE DU CHATEAU**  
présent  
exclusivement  
des  
DOMAINES  
DU CHATEAU  
DE BEAUNE  
dans ce  
Beaune Prestige Cuvée :  
Les Vignes  
Les Clos  
Les Perrières  
Les Arènes  
Les Trévins  
Les Béhérens  
Les Sauts  
Les Rivoires  
Clos du Roi  
Les Vignes  
En Grand  
Les Bruns  
Les Trévins  
Les Trévins  
Les Trévins  
A l'En

Documentation  
1. Pour demander  
à M. Bouchard Père & Fils  
en Chateau 21, 23, 25  
21203 Beaune Cedex  
Tél. 03.21.14.11  
Téléc. Bouchard 210.800 F  
Distributeur exclusif  
de la région  
de la Bourgogne  
et de la Champagne  
« Aux Régions »  
de la Société Civile  
de Chateau  
de Beaune-Sauvignat

« A consommer avec modération »

1500



# LA CRISE DU GOLFE

pour les Serbes

L'émisssaie spécial du président Mikhaïl Gorbatchev pour la crise du Golfe, M. Evgueni Primakov, a exclu, jeudi 18 octobre à Washington, tout « marché » qui récompenserait le président irakien pour un éventuel retrait de ses troupes du Koweït. M. Primakov, qui devait rencontrer vendredi M. George Bush, a donné ces indications à la presse à l'issue d'entretiens avec des responsables du département d'Etat, dont M. James Baker.

« Nous devrions rechercher des possibilités d'éviter (...) les affrontements militaires, mais ne pas récompenser l'Irak, bien sûr, pour ses actions », a déclaré

M. Primakov. Invité à préciser s'il était porteur d'un message du président Saddam Hussein prévoyant des négociations après un retrait presque total des troupes irakiennes du Koweït, il s'est contenté de répondre : « Permettez-moi de ne pas faire de commentaire sur votre très sage question. »

L'émisssaie de M. Gorbatchev a également rencontré le conseiller du président Bush pour les affaires de sécurité, M. Brent Scowcroft.

A Vienne, où il était allé rencontrer son homologue soviétique dans la perspective de la venue prochaine à Paris de M. Gorbatchev, le ministre français des

affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré que l'embargo reste « la seule voie possible » pour Paris comme pour Moscou. Les deux pays estiment que « la possibilité d'une solution pacifique et politique demeure. Toutefois, elle est subordonnée à l'efficacité de l'embargo », a-t-il dit. M. Chevardnadze a indiqué de son côté que la situation dans le Golfe « reste très difficile » et qu'il n'y a pas d'éléments nouveaux.

Le secrétaire d'Etat américain, qui répondait jeudi aux questions de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, a redit lui aussi que l'administration américaine préférerait une

solution « diplomatique et pacifique » et qu'elle y travaillait. Il a estimé que les pays arabes hostiles à Saddam Hussein soutiendraient toutefois les Etats-Unis si une intervention militaire devenait inéluctable. Il a fait état d'« indications » selon lesquelles Saddam Hussein « pourrait être réceptif à une solution partielle », comme le retrait de ses troupes en échange de la cession de certaines parties du Koweït, solution qu'il a de nouveau écartée.

Selon un sondage Gallup publié jeudi, 70 % des Français, Britanniques, Allemands, Italiens et Espagnols approuveraient une intervention militaire pour forcer l'Irak à se retirer du Koweït. — (AFP, Reuters.)

## A l'écoute de Radio-Bagdad

### « Toi dont la face est le croissant de lune annonçant la fête... »

LE CAIRE

de notre correspondant

L'homme est ange ou bête, Ange s'il se rallie à la bannière du chevalier sans peur et sans reproche, le défenseur des opprimés qu'est Saddam Hussein. Bête s'il commet la félonie de rejoindre les forces des ténèbres conduites par George Bush. Tel est le message qu'entend à longueur de journée l'auditeur de Radio-Bagdad.

Chaque jour, la radio irakienne lance un défi « aux Américains et aux sionistes », secondés par « les puissances colonialistes occidentales » et « des régimes arabes stipendiés ». « L'Irak est prêt pour la bataille historique dont l'issue sera la libération des lieux saints : Jérusalem, La Mecque et Médine. » « Les corps de millions d'Arabes et de musulmans sont au diapason du peuple irakien. »

Pour les besoins de la cause, Radio-Bagdad a fait de l'annexion du Koweït l'accomplissement de la volonté d'Allah. C'est ce qu'explique docilement un cheikh citant le Coran : « Combien de cités injustes avons-nous broyées et nous avons créé un autre peuple après leur disparition. » La radio qui, il y a quelques mois encore, se faisait le porte-parole de l'idéologie « progressiste » et laïque du Parti Baas, s'est convertie, depuis le mois d'août, à l'islamisme. Elle diffuse

les cinq appels à la prière, des hadiths (tradition du Prophète) et nombre de programmes religieux.

Bagdad a même lancé sur les ondes une nouvelle quête du Graal façon islamique à laquelle sont appelés « les deux milliards et demi de musulmans » (1) : « La libération du saint tombeau du Prophète, à lui bédiction et salut. » Un tombeau « souillé par les armées des envahisseurs infidèles et impérialistes télégués par les sionistes, ces ennemis ancestraux du Prophète qui réalisent enfin leur vieux rêve d'occuper les lieux saints de l'Islam ». Cette quête du Graal a son Paracelsus en la personne du « Commandant combattant, chevalier de l'Arabie et leader dont l'attachement à la cause arabe et à l'Islam confirme les positions nationalistes et musulmanes sincères : le président Saddam Hussein el Takriti ».

Il n'est pas étonnant que le président irakien se soit récemment découvert être un descendant du Prophète. Il n'est pas non plus surprenant d'entendre des chansons comme « Toi dont la face est le croissant de lune annonçant la fête (...) ». Le cœur de Saddam est une source pure qui désaltère tout le monde (...). Nous l'aimons plus que l'anneau et nous en ferons témoigner le monde (...). Quand le visage de Saddam rit, il efface les soucis des gens. »

Les informations sont une énumération de messages et de manifestations de soutien à la décision héroïque de l'Irak d'engager la bataille de la destinée. « Onze organisations populaires palestiniennes ont annoncé leur soutien aux forces de la justice et du droit contre les infidèles et les puissances du mal. »

L'Union générale des ouvriers algériens, celle des paysans tunisiens, vingt organisations des droits de l'homme en Tunisie, le Front de libération arabe, l'Organisation des femmes pakistanaïses, celle des poètes indiens : tous soutiennent « la résistance héroïque de l'Irak face au complot impérialiste-sioniste-colonialiste ». Il y a aussi le soutien matériel apporté par « les masses arabes », comme ces travailleurs de la Compagnie jordanienne du bétail et des poulains, qui ont fait don d'une journée de travail, ou le Syndicat des commerçants de tissu qui a envoyé des vivres par camions.

#### « Brigands » et « serfs félon »

Sur les ondes de Radio-Bagdad, on entend aussi des interviews « de quelques-uns des centaines de milliers de volontaires qui se sont engagés dans l'armée populaire ». Le combattant Khaled Mustapha,

de Libye, Mohamed Gamal, de Tunisie, Ouassem Osmann, du Soudan, ont tous déclaré « être convaincus que la victoire sera pour l'Irak et le déshonneur pour ses ennemis ».

Mais l'irakien moyen doit également savoir que l'appui apporté à Bagdad vient aussi d'Europe, comme en témoigne ce message au président Saddam Hussein envoyé par le chef de l'Union socialiste de la province d'Alicante, en Espagne, avec lequel Radio-Bagdad a ouvert deux fois son bulletin d'information. « Le pays de la Seine » n'est pas absent : « Le premier vice-premier ministre, Tahar Yassin Ramadan, a reçu une délégation de volontaires français conduits par le cheikh El Hachemi Samir, président de l'Association des anciens combattants musulmans de France. M. Ramadan a estimé que l'initiative de la délégation de venir en Irak pour être son hôte dans les zones stratégiques prouve que les peuples prouvent la guerre. » National Hebdo est l'une des lectures favorites des fabricants de revues de presse puisqu'il a écrit : « Pourquoi il ne faut pas que les Français meurent pour le Koweït. »

Le reste des émissions de la radio du pays du Tigre et de l'Euphrate est consacré à réitérer « les envahisseurs et leurs serfs félon ». Les Américains sont des « brigands venus piller les richesses des

Arabes », contrairement à l'Irak qui veut « redistribuer équitablement les richesses entre les masses, de l'Océan au Golfe ». Accidents, avions qui s'écrasent, insulations, poussière, tout est rapporté dans le moindre détail pour démontrer que la machine de guerre américaine est inefficace.

Mais les flèches les plus acérées sont réservées à l'Arabie saoudite et à l'Egypte. Le roi Fahd devient « le traître [au lieu du « serviteur »] des lieux saints », les habitants de Najd et le Hedjaz (Arabie saoudite) « verront les puits de pétrole se consumer en flammes en cas d'agression contre l'Irak ». Le président Mubarak est présenté comme « l'agent Hosni qui regrettera d'être né ». Selon Bagdad, c'est un dictateur muselman la liberté d'expression de son peuple, foncièrement pro-irakien. Et de citer un article du journal égyptien d'opposition Al Ahali critiquant la campagne de la presse officielle égyptienne contre l'Irak.

Pour mieux attaquer ses ennemis, Radio-Bagdad s'adresse directement à eux. Durant deux heures, les marines ont droit, sur ondes courtes, à une émission en anglais où on leur prédit qu'ils « rentreront à home sous forme de cadavres dans des sacs ». Sur Radio-Médine, les habitants d'Arabie sont informés du fait que les Américains auraient décidé que les responsables

linés de l'état-major saoudien se « réduisent aux chambres à coucher et au nettoyage des latrines ». La voix de l'Egypte arabe apprend aux Egyptiens que leurs femmes sont « envoyées en Arabie satisfaire les pervers vices des soldats américains ». Enfin, la voix de l'Alliance nationaliste pour la libération de la Syrie annonce au président Assad son prochain renversement.

Si ce matraquage médiatique a peu d'effet sur « les ennemis », il est en revanche difficile de juger de son impact sur les Irakiens. Radio-Bagdad parvient-il à remonter le moral d'une population qui commence à ressentir le poids de l'embargo ?

En tout état de cause, il est certain que les quelque 600 000 chrétiens chaldéens et nestoriens d'Irak doivent être préoccupés par le discours islamiste véhiculé sur Radio-Bagdad. Jusque-là, ils soutenaient le régime parce qu'il était laïque.

Aujourd'hui, ils entendent des « volontaires » déclarer à la radio qu'il faut combattre les sionistes et « tous ceux qui portent une croix ».

ALEXANDRE BUCCIANTI

(1) Deux fois plus que les estimations les plus optimistes.

#### A 21 dollars le baril

#### L'Irak cherche à brader son pétrole

L'Irak vient de proposer de vendre son pétrole à 21 dollars le baril et a annoncé qu'il accepterait que le produit des ventes ne lui soit effectivement versé qu'après le règlement du conflit du Golfe.

Le ministre irakien du pétrole, M. Issam Al Jalabi, a précisé que son pays ne ferait pas de discrimination et qu'il était prêt à livrer ses hydrocarbures à toutes les compagnies et à tous les pays, y compris les Etats-Unis. Il a ajouté que cette décision, prise sur ordre du président Saddam Hussein, était motivée par « le souci de contribuer au règlement des problèmes, et notamment le renforcement des prix du brut » depuis deux mois. « Nous aurons ainsi ouvert pour mettre au grand jour le jeu de politiques compliquées de certaines compagnies pétrolières qui s'adonnent à la spéculation », a-t-il déclaré.

Le niveau de 21 dollars avait été fixé par l'OPEP lors de sa réunion fin juillet, au lieu de 18 auparavant.

(Le président irakien brade. Le prix du baril qu'il propose est presque deux fois moins élevé que les cours internationaux de ces derniers jours (mais la proposition irakienne a provoqué le 18 octobre une baisse des cours à Londres, le baril de Brent tombant à 33 dollars). Mieux encore : il propose aux acheteurs un paiement à crédit... Mais en bon commerçant, M. Saddam Hussein tient tout de même compte des évolutions du marché. Il y a six mois, il proposait son pétrole gratuitement aux pays du tiers-monde, sans succès d'ailleurs. Aujourd'hui, avec un baril à 21 dollars, il répercute presque exactement la baisse des cours enregistrée depuis lors sur le marché de New-York.)

Des diplomates irakiens et irakiennes ont pris leurs fonctions à Bagdad et à Téhéran. — Le chargé d'affaires irakien désigné par Téhéran pour diriger l'ambassade de son pays en Irak est arrivé mercredi 17 octobre à Bagdad à la tête d'une mission diplomatique, a annoncé l'agence irakienne INA, sans préciser l'identité du diplomate. Jeudi, un chargé d'affaires irakien a pris ses fonctions à Bagdad. L'Iran et l'Irak reprendront la semaine prochaine l'échange de prisonniers de guerre entre les deux pays, a annoncé jeudi le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Manouchehr Mottaki. — (AFP.)

## Une division d'infanterie irakienne face au dispositif français « Daguet »

Selon des informations recueillies par les services français de renseignement, les Irakiens ont aligné au Koweït une division d'infanterie face au dispositif « Daguet » en Arabie saoudite. Cette unité irakienne est la 16<sup>e</sup> division d'infanterie. Bordée à l'est par des éléments pakistanaïses, le dispositif français « Daguet » a devant lui des parachutistes marocains, mais il se situe à moins de 100 kilomètres de la frontière avec le Koweït, où est massée la division irakienne.

Fort de 13 000 hommes et de quatre mille véhicules, la 16<sup>e</sup> division d'infanterie irakienne est organisée sur le modèle soviétique, avec notamment trois régiments d'infanterie, un régiment de chars, un régiment d'artillerie sol-sol, un bataillon de génie, un bataillon d'armes antichars, un bataillon de reconnaissance et un bataillon d'armes sol-air.

A ce jour, l'ensemble du dispositif irakien au Koweït réunit, selon ces mêmes sources, environ quatre cent soixante-dix mille hommes, qui n'ont pas tous le même degré de préparation au combat.

En première ligne, devant la frontière entre le Koweït et l'Arabie saoudite, on recense vingt-quatre divisions avec trois mille sept cents chars (soit les deux tiers du

total du parc irakien), deux mille trois cents véhicules de combat d'infanterie (environ 45 % du parc) et deux mille deux cents pièces d'artillerie (dont deux bataillons de missiles sol-sol Frog-7 de conception soviétique, qui portent à 70 kilomètres avec une précision de 400 mètres sur l'objectif).

Plus en retrait de ce dispositif irakien se tiennent, selon ces mêmes estimations, quatre divisions de renfort.

A environ une centaine de kilomètres de là, l'Irak a déployé trois divisions de la Garde républicaine, qui sont des unités d'élite selon les observateurs alliés. A proximité, cinq autres divisions irakiennes sont en réserve.

Ce dispositif est protégé par l'armée de l'air irakienne, qui effectue des « sorties » à des rythmes très variables selon les jours. Depuis quelque temps, les services de renseignement avaient cru noter une diminution régulière du nombre de ces vols quotidiens, tombé à une quarantaine par jour, quand la cadence précédente avait été, en moyenne, de soixante-dix. Ils en avaient déduit que l'Irak était soucieux d'économiser ses stocks de carburant de guerre. Mais, plus récemment, on a compté cent trente « sorties » par jour et même

cent soixante-treize — chiffre record — pour la seule journée du 16 octobre. La moitié des vols recensés sont, selon les services de renseignement, des vols d'entraînement pour avions de combat.

Au Koweït, les Irakiens ont constitué des champs de mines nombreux et enterré la plupart de leurs blindés. C'est cette observation qui permet aux analystes de prétendre que, pour l'instant, Bagdad semble se préparer à une bataille défensive sur une partie du Koweït face à la coalition anti-irakienne.

J. I.

## Des otages italiens font la grève de la faim

« Deux mois, c'est assez », estiment les otages italiens en Irak. Dans un message envoyé au président de la République, au pape Jean-Paul II et à la presse, des ressortissants italiens retenus à Bagdad annoncent qu'ils ont entamé une grève de la faim, mercredi 17 octobre, dans l'ambassade d'Italie, et menacent d'entreprendre une grève de la soif.

Ces otages ont l'intention de poursuivre leur mouvement jusqu'à ce que les autorités italiennes rencontrent les responsables irakiens pour obtenir leur libération. Ils exigent aussi que la présence italienne dans le Golfe soit révisée à la baisse. « Un

conflit militaire ne résoudrait pas cette crise et ne ferait rien d'autre que d'accroître le désastre », indique leur message. Mercredi, plusieurs dizaines d'entre eux ont manifesté devant l'ambassade d'Italie à Bagdad, en compagnie d'un groupe de pacifistes — « Les volontaires de la paix » — arrivés la semaine dernière dans la capitale irakienne. Une délégation de manifestants a remis à l'ambassadeur un texte dans lequel les otages se plaignent d'être délaissés par leur pays et reprochent à Rome de ne pas se préoccuper de leur situation matérielle. Environ 320 Italiens sont retenus en Irak. — (AFP.)

#### Dans un entretien à l'hebdomadaire « VSD »

### M. Chirac exprime son inquiétude face à l'hypothèse d'une guerre

Dans un entretien publié vendredi 19 octobre par l'hebdomadaire VSD, M. Jacques Chirac considère que la stratégie de la France dans le Golfe sera « très difficile à mettre en œuvre dans le cas d'une intervention militaire décidée par les Etats-Unis ».

« A partir du moment où nos troupes, basées au nord des zones américaines qui protègent les zones pétrolières saoudiennes en face de la frontière irakienne, (...) se trouvent en fait sur un front évenuel, il est évident qu'elles sont vulnérables en cas de guerre », explique le président du RPR.

« Dès lors, on peut craindre que notre autonomie de décision soit beaucoup plus théorique que réelle, de même que notre autonomie de commandement », ajoute-t-il.

M. Jacques Chirac se déclare « plus que relativement inquiet » devant la menace d'une guerre. « Tout doit être fait pour l'éviter », affirme-il. « La capacité de l'armée irakienne permet de dire qu'il y aurait des pertes importantes », indique-t-il, en évoquant également les conséquences politiques, sur l'opinion publique arabe, et économiques, avec la hausse du prix du pétrole.

# GUILLEMIN



Henri Guillemin

Vérités complémentaires

Seuil

Editions du Seuil



## LA CRISE DU GOLFE

Malgré les consignes de l'OLP

### Les Palestiniens de Jérusalem se munissent de masques à gaz

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Tant pis pour les consignes de la Direction unifiée du soulèvement (DUS) : les Palestiniens de Jérusalem, eux aussi, vont chercher leurs masques à gaz. Du moins étaient-ils des centaines, sinon des milliers, à se presser, jeudi 18 octobre, dans la cour de l'école primaire de Beit-Hanina, l'un des plus anciens centres de distribution installés dans les quartiers palestiniens de la ville sainte. Fils sage et patiente, encadrée par des réserves de l'armée, il y avait là des

cent guère dans les 400 centres de distribution mis à leur disposition. Un million de masques ont été livrés en une semaine.

#### Nouvelle enquête sur la tuerie de l'esplanade des Mosquées

Les autorités espéraient en distribuer près de deux millions, et l'armée doit passer en jeep dans les rues pour recueillir au haut-parleur.

Alors que la police de Jérusalem a, à son tour, ordonné une enquête - celle-là confiée à un magistrat - sur les incidents de l'esplanade des



familles, des jeunes, des laïcs et des islamistes, des cheikhs et des commerçants - bref, un échantillon de la population palestinienne de Jérusalem. Une certaine gêne, tout de même, pour répondre aux questions : son « kit » de protection sous le bras (masque, seringue d'atropine et poudre de décontamination), on se justifie par un haussement d'épaules : « s'il y a la guerre, ça ne servira à rien ».

Les mêmes diraient, dans le même souffle, toute leur admiration pour le président irakien, M. Saddam Hussein, auquel on prête au moins une vertu essentielle : il fait peur aux Israéliens et tient tête aux Occidentaux. Il reste que cet empressement à venir chercher des masques destinés à se protéger contre une éventuelle attaque chimique irakienne cadre mal avec les mots d'ordre militants. Ceux-ci exhortent la population à soutenir « la propagande israélienne » et, donc, à boycotter cette distribution des masques.

De l'autre côté de la « ligne verte », les Israéliens ne se précipitent pas.

Mosquées, la situation reste tendue dans les territoires occupés. Jeudi soir, il a suffi que l'armée veuille installer un poste d'observation, surmonté d'un drapeau israélien, sur une maison d'un camp de réfugiés du sud de la bande de Gaza pour déclencher un affrontement général avec la population. Les heurts ont duré plusieurs heures. L'armée a annoncé que vingt-six manifestants avaient été blessés par balle ; de source palestinienne, on parle d'une quarantaine de blessés.

Dans la foulée du drame du mont du Temple, le mouvement islamiste Hamas a fait distribuer un tract appelant à « tuer les juifs », reprenant nombre de clichés traditionnels de l'antisémitisme européen d'avant-guerre et exhortant à l'emploi des armes à feu dans les territoires. A plusieurs reprises déjà, depuis le déclenchement de la révolte palestinienne en Cisjordanie et à Gaza, l'armée israélienne s'est préparée à cette dernière évolution : le passage à « la lutte armée », qui n'a jamais lieu.

ALAIN FRACHON

#### La crainte du terrorisme en Australie

### Les marins interdits d'uniforme à Sydney

CANBERRA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

Sydney ne verra plus ses mousquetaires aux uniformes blanc-neige arpenter les trottoirs ou se presser dans les transports en commun. Les marins de la Royal Australian Navy ont en effet reçu instruction de troquer leur uniforme pour des habits civils dès qu'ils se trouvent dans des lieux publics ainsi que de varier leurs itinéraires.

« Mesures de précautions », dit-on laconiquement à l'état-major de la marine. Tout aussi évasif, le ministre de la défense, M. Robert Ray, admet seulement que le gouvernement est en possession d'« informations ». Mais la presse ne s'embarrasse pas de formules sibyllines : elle assure que de telles mesures sont liées à des menaces terroristes pesant sur le pays en raison de sa participation à la force multinationale déployée dans le Golfe. Le quotidien l'Australian a même affirmé, vendredi 19 octobre, qu'un groupe terroriste

serait sur le sol australien.

La décision gouvernementale de « démissionner » l'allure des marins de Sydney a, en tout cas, indigné l'opposition conservatrice et chagriné les anciens combattants. Elle a également froissé la communauté arabe immigrée, qui se sent indirectement visée par ce nouveau climat de suspicion. Cet incident n'est d'ailleurs pas le premier à jeter une ombre au tableau du « multiculturalisme » australien. Après avoir vu leur loyauté à l'égard de leur pays d'adoption mise en doute par la presse populaire, les Australiens d'origine arabe se sont sentis offensés par la récente présentation à la télévision d'une singulière party à bord d'une frégate australienne mouillant dans le Golfe : affublés de tenues traditionnelles arabes, les marins singaïens des fidèles musulmans en se prosternant sur le pont du bâtiment. La Navy avait présenté ses excuses.

FRÉDÉRIC BOBIN

Pour votre  
**DEMEUNAGEMENT**  
ODOUL AGENT DE  
15, rue de l'Atlas - 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

## PROCHE-ORIENT

Les exactions au Liban après la reddition du dirigeant chrétien

### L'armée syrienne en accusation

Suite de la première page

Ils attribuent la contenance de cadavres transportés par la Croix-Rouge libanaise - qui les a ramassés du théâtre des opérations à l'hôpital de Baabda - à ceux de soldats tués dans les très violents combats qui s'étaient poursuivis samedi, plusieurs heures après la reddition du général Aoun, en particulier à Dhar-el-Wahch.

Versus de la montagne du Metn vers la route Beyrouth-Damascus, la position de Dhar-el-Wahch a offert la plus grande résistance à l'armée syrienne, et les combats n'y ont cessé qu'en début d'après-midi, samedi 13 octobre. Les forces spéciales syriennes ont eu, en cet endroit, de très lourdes pertes, estimées à une centaine d'hommes, et auraient fait environ quatre-vingt-cinq prisonniers. Les habitants de Kahale, l'un des plus proches villages du lieu de cette bataille, affirmaient dimanche avoir vu, la veille en fin d'après-midi, quatre-vingt-cinq soldats, mais liés derrière le dos, en simple slip, encadrés par des soldats syriens et contraints de chanter dans leur village, pendant une dizaine de minutes, des slogans hostiles au général Aoun. Ils seraient ensuite remontés, avec leur escorte syrienne, vers les positions qu'ils défendaient. Interrogé le dimanche matin sur leur sort, un soldat syrien a affirmé qu'ils avaient été tués, mais les habitants de Kahale se montrèrent alors sceptiques, en l'absence de toute preuve.

Selon des officiers supérieurs de l'armée libanaise, les officiers et les soldats qui ont poursuivi le combat après l'ordre de reddition donné par le général Aoun et qui ont été faits prisonniers sont, aujourd'hui, détenus par l'armée syrienne. Une dizaine d'officiers, dont le colonel Amer Chehab, chef des services de renseignement du général Aoun, le général Fouad Aoun, auteur d'un livre *L'armée est la solution*, possèdent par certains comme le programme politique du général Aoun - le colonel Fayez Karam, chef de l'unité des commandos, le colonel Fouad Aschkar, qui assurait les nou-

breux contacts du général Aoun, le colonel Jean Saloum, sont d'autre part interrogés par les services de renseignement syriens dans leur quartier général d'Anjar, dans la plaine de la Bekaa. Une enquête serait en cours, notamment auprès du chef de la salle des opérations militaires du général Aoun, le général Jean Fahat - qui s'est immédiatement rallié au général Lahoud, commandant l'armée libanaise, pour comprendre pourquoi les combats ont continué plusieurs heures après l'ordre de reddition.

#### Piège ?

Une chose paraît sûre : les communications militaires normales du général Aoun avaient été brouillées dès le début de l'opération, et on peut penser que les officiers en poste d'Anjar, en pleine bataille, à l'époque de la radio sur laquelle a été diffusé l'ordre de reddition, de cessez-le-feu et de ralliement au général Lahoud. De plus, le général Aoun ayant pour habitude de donner lui-même ses ordres aux officiers sur le terrain, en cours d'opération, leur ordre de cessez-le-feu et de ralliement aurait été demandé à ses officiers de tenir au moins de trois à cinq heures - les versions diffèrent sur ce point - leur silence jusqu'à maintenant, pu être vérifié de source indépendante. L'une d'entre elles affirme qu'en même temps qu'il donnait, sur sa radio, l'ordre de cessez-le-feu, le général Aoun aurait demandé à ses officiers de tenir au moins de trois à cinq heures - les versions diffèrent sur ce point - leur silence jusqu'à maintenant, pu être vérifié de source indépendante. L'une d'entre elles affirme qu'en même temps qu'il donnait, sur sa radio, l'ordre de cessez-le-feu et de ralliement au général Lahoud, le général Aoun aurait demandé à ses officiers de tenir au moins de trois à cinq heures - les versions diffèrent sur ce point - leur silence jusqu'à maintenant, pu être vérifié de source indépendante.

A partir de là, d'insistantes rumeurs circulent à Beyrouth, sans qu'aucune n'ait, jusqu'à maintenant, pu être vérifiée de source indépendante. L'une d'entre elles affirme qu'en même temps qu'il donnait, sur sa radio, l'ordre de cessez-le-feu et de ralliement au général Lahoud, le général Aoun aurait demandé à ses officiers de tenir au moins de trois à cinq heures - les versions diffèrent sur ce point - leur silence jusqu'à maintenant, pu être vérifié de source indépendante.

Une autre rumeur veut que les unités présentes à Dhar-el-Wahch aient tenu un piège à l'armée syrienne en lui faisant croire qu'elles se rendaient, et qu'au moment où les officiers supérieurs syriens - dont le propre adjoint du général Hicham Monla - s'approchaient, ils se soient fait faucher par

des tirs. A la suite de cette embuscade, des représailles immédiates auraient eu lieu.

Que s'est-il exactement passé ? Il est, pour l'instant, impossible de répondre avec certitude à cette question. Aucune source indépendante n'a pu, à notre connaissance, voir les cadavres, et, jeudi après-midi, la direction de l'hôpital de Baabda, qui interdisait l'accès de la morgue aux journalistes, faisait identifier par des photographes les corps aux familles, avant que celles-ci puissent se rendre à la morgue.

Ce qui est certain, en revanche, c'est que de très nombreuses exactions - vols et pillages - ont été commises par l'armée syrienne ; à tel point que l'armée libanaise a ouvert deux bureaux de plaintes auxquels peuvent s'adresser les habitants. Le déploiement de l'armée libanaise dans le Metn a sans doute été accéléré, aussi, en raison de ces exactions. Ce sont aujourd'hui trois brigades, qui n'étaient pas originellement basées en pays chrétien - c'est-à-dire la première et la sixième à majorité chiite et la seconde à majorité sunnite, qui y sont stationnées.

Le regroupement des brigades anciennement fidèles au général Aoun a toutefois commencé, et la quasi-totalité des commandants de ces brigades ont repris contact avec leurs soldats, dont nombre d'entre eux s'étaient cachés, pour annoncer leur ralliement à l'armée libanaise. Pour sa part, le général Selim Khallaf, l'un des plus proches compagnons du général Aoun et commandant de la huitième brigade, est avec ses hommes dans son cantonnement. Ses soldats assurent toujours la défense des fronts qui font face à la milice chrétienne des Forces libanaises.

A cet égard, les officiers supérieurs de l'armée libanaise ne craignent pas d'affirmer, tout en conservant l'anonymat, que les témoignages sur les exactions font partie d'une campagne orchestrée, notamment à partir de la France, pour empêcher la réunification de l'armée libanaise. Quoi qu'il en soit, un mystère demeure sur une très grave affaire, que le gouvernement et l'armée libanaise auraient tout intérêt à éclaircir le plus rapidement possible.

FRANÇOISE CHIPAUX

### « Le cas du général Aoun n'influera pas sur nos bonnes relations avec la France »

déclare le premier ministre M. Selim Hoss

Le premier ministre libanais, M. Selim Hoss, a indiqué, jeudi 18 octobre, que le cas du général Michel Aoun « n'influera en aucun cas sur nos bonnes relations avec la France ». « Le cas du général Aoun, qui se trouve à l'ambassade de France, est une affaire secondaire qui ne doit en aucun cas influencer nos bonnes relations avec ce pays. La politique de la France envers le Liban est claire, saine et positive, en dépit de certaines voix discordantes qui s'élèvent de temps à autre au sein de l'opposition » française, a dit M. Hoss dans une déclaration à la presse.

« Le président François Mitterrand a exprimé de la meilleure manière la position de la France et du Liban, et pour nous, c'est l'essentiel. Il n'est pas permis que la question du général Aoun occupe tellement les responsables. Nous avons beaucoup de soucis qui passent en premier, laissons cette affaire être réglée calmement et d'une manière amicale », a ajouté M. Hoss.

Par ailleurs, le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk El-Charah, a fait savoir que son pays s'opposait à la formation d'un tribunal militaire libano-syrien pour juger le général Aoun. « Nous ne nous nous pas l'idée de former un tribunal libano-syrien, car il s'agit là d'une question purement libanaise, et la Syrie n'est nullement concernée », a déclaré le ministre syrien dans un entretien publié par le quotidien saoudien al-Sharq al-Awsat. (AFP.)

### La famille et des collaborateurs du général vont partir pour la France

Les autorités libanaises ont autorisé la famille et des collaborateurs du général Michel Aoun, réfugiés à l'ambassade de France, à partir vendredi 19 octobre pour la France, a-t-on appris de source autorisée.

L'épouse de Michel Aoun et ses trois filles, des parents de deux de ses principaux officiers, ainsi qu'un capitaine et deux lieutenants, figurent parmi la quinzaine de personnes autorisées à partir, précise-t-on de même source. (Reuters.)

#### Dans les milieux politiques français

### Dégoût et indignation

Dans un communiqué publié jeudi 18 octobre, le secrétaire national aux relations internationales du Parti socialiste, M. Pierre Guédoni affirme que « les tortures, les exécutions sommaires et les assassinats perpétrés par l'armée syrienne ou par des bandes armées à la solde de la Syrie après la reddition des troupes qui défendaient les abords du palais de Baabda ne peuvent qu'inspirer un sentiment de dégoût, d'indignation et de révolte ».

M. Marcel Lucotte, président du groupe de l'Union des républicains et des indépendants au Sénat, et M. Gérard Larcher, sénateur (RPR) des Yvelines, ont demandé que le

Conseil de sécurité de l'ONU soit saisi « des tortures et des assassinats perpétrés contre une centaine d'officiers et de soldats libanais » et qu'il condamne la Syrie comme il a condamné l'Irak et Israël.

Enfin, M. Jean-Marie Le Pen a indiqué dans un communiqué que « le Front national n'admet pas que les chrétiens du Liban soient livrés sans défense à la vengeance d'une troupe d'occupation ». Le président du Front national a lancé un appel à une manifestation lundi 22 octobre à 18 h 30, place Victor-Hugo à Paris (16<sup>e</sup>) « pour dénoncer les atrocités syriennes et la passivité de la France ».

### La tuerie de Jérusalem et l'envoi éventuel d'une mission de l'ONU

### La Ligue arabe condamne Israël et désapprouve les Etats-Unis

A l'issue d'une réunion au cours de laquelle ils ont frisé la rupture, les vingt et un Etats de la Ligue arabe ont « condamné », jeudi 18 octobre, Israël pour la mort de vingt et un Palestiniens la semaine dernière à Jérusalem, et ont « déploré » la position des Etats-Unis, « alignée sur celle d'Israël ». La résolution, adoptée à l'unanimité des membres du conseil ministériel de la Ligue réuni à Tunis, a permis d'entendre la « condamnation » de la politique américaine, proposée par l'OLP dans un projet initial, et de le remplacer par la « réprobation ».

La réunion extraordinaire du conseil de la Ligue arabe, entamée mercredi (le Monde du 19 octobre), avait été réclamée par l'OLP pour condamner la tuerie du Mont du Temple, le 6 octobre à Jérusalem-Est. L'organisation palestinienne espérait, à cette occasion, voir la Ligue arabe oublier ses profondes divisions apparues après l'invasion irakienne du Koweït. Mais, jeudi matin, les clivages nés de la crise du Golfe sont réapparus avec le vote de onze pays membres sur vingt et un (les Etats du Golfe, la Syrie, l'Egypte, le Liban, la Somalie et Djibouti), qui se sont opposés à une ferme condamnation des Etats-Unis.

La délégation de l'OLP, suivie par celles d'Irak, du Soudan et du Yémen, a alors claqué la porte de la réunion, ce qui a placé les délégués et les fonctionnaires de la Ligue dans un désarroi total, menaçant

d'aggraver encore la désunion. « Mes félicitations pour votre amitié avec les Etats-Unis, je vous salue bien », a notamment dit M. Farouk Kadoumi, chef du département politique de l'OLP, en quittant la salle de réunion. Il a fallu plus de six heures de tractations, menées par les représentants des cinq pays du Maghreb, pour aboutir à un compromis qui donne satisfaction sur le fond aux Palestiniens et sur la forme à la délégation égyptienne, qui avait pris la défense de Washington.

Dans la résolution finalement adoptée, les premiers incidents avaient été écartés de l'ouverture de la réunion, mercredi, les Etats arabes « condamnant Israël pour sa nouvelle agression contre la mosquée de Jérusalem et le dôme du Rocher, et pour la tuerie commise contre le peuple palestinien ». Ils demandent au Conseil de sécurité des Nations unies de prendre des sanctions, « conformément à l'article 7 de la charte, contre Israël pour son refus de se plier aux résolutions des Nations unies ».

Les pays arabes demandent également que soit assurée « la protection des populations palestiniennes dans les territoires occupés par l'envoi d'observateurs ou de forces internationales ». Enfin, ils « déplorent la position des Etats-Unis, alignée sur celle d'Israël » et demandent à Washington de faire évoluer son attitude à l'égard « des droits nationaux palestiniens ». (AFP, Reuters.)

### M. Perez de Cuellar tente toujours d'obtenir l'accord du gouvernement israélien

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Après quatre jours d'échange de questions-réponses entre le gouvernement israélien et le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, celui-ci a reçu à sa demande, le 18 octobre, l'ambassadeur israélien à l'ONU, M. Johanan Bein s'est borné à indiquer que Tel-Aviv « acceptait de coopérer pour trouver les moyens d'aider le secrétaire général à établir son rapport sur les événements de Jérusalem » et à le présenter. Cette formule ambiguë n'implique aucun changement par rapport au refus initial et catégorique d'Israël d'accueillir son soi la mission de l'ONU.

#### Projet de résolution sur le Golfe

Mais certains observateurs croient voir dans les propos de M. Bein une éventuelle et discrète ouverture faite par le gouvernement israélien, en attendant que sa propre mission d'enquête ait rendu ses conclusions. De son côté, M. Perez de Cuellar rejette toute idée d'envoyer en tant qu'observateur une mission qui n'aurait pas accès aux responsables israéliens dont le témoignage serait jugé nécessaire. Le secrétaire général a déclaré qu'il espérait « avant la fin de la semaine », c'est-à-dire vendredi, une réponse du gouvernement israélien. D'autre part, à propos de la crise

du Golfe, les Cinq ont approuvé le 17 octobre dans la soirée un nouveau texte de résolution soumis à l'approbation de leurs capitales respectives avant d'être proposé à l'ensemble du Conseil de sécurité. Ce document, dont le contenu exact n'est pas encore public, porte sur les problèmes d'approvisionnement auxquels sont notamment soumis les personnels d'ambassade, ainsi que sur les compensations qui pourraient être réclamées à l'Irak par les pays qui pâtissent du conflit et pour les exactions commises au Koweït.

Les pays non alignés, réticents à adopter dès maintenant une nouvelle résolution condamnant l'Irak, alors qu'Israël n'a pas accepté la mission de l'ONU, ne se sont toutefois pas encore prononcés.

SERGE MARTI

Boycottage arabe des compagnies transportant des juifs soviétiques vers Israël. - L'Office arabe de boycottage d'Israël (OBI) a annoncé, jeudi 18 octobre, l'inscription sur sa « liste noire » de toutes les compagnies aériennes et maritimes transportant des immigrants juifs « en Palestine » et dans les territoires arabes occupés. Au cours de sa 63<sup>e</sup> session, l'OBI a indiqué que trois sociétés yougoslaves avaient été ajoutées à cette liste. La réunion de l'OBI, d'autre part, été le théâtre d'un affrontement entre les représentants du Koweït et de l'Irak.

مسألة من الامتحان



## AFRIQUE

ALGÉRIE : au cours d'un voyage de trois jours

## M. Ben Bella n'a pas obtenu en Oranie le succès escompté

M. Ahmed Ben Bella effectue un voyage de trois jours en Oranie. Après avoir visité le complexe gazier d'Arzew il a, jeudi 18 octobre, tenu un meeting au stade du 19 juin d'Oran. Cette tournée est considérée par beaucoup comme un test de l'avenir politique de l'ancien président algérien.

ORAN

de notre envoyé spécial

Mercredi, dans un village en lisière d'Arzew, gigantesque centre de liquéfaction de gaz naturel, M. Ben Bella avait lâché, ironique : « J'ai visité quatre-vingt ans et je suis là. Où sont les autres ? ». Rassemblée devant l'estrade d'où parlait l'ancien président, la foule, ravie, avait applaudi le trait. Le lendemain, à Oran, avec un jour de plus à ses soixante-quatorze ans, le « Raïs » n'évoque à nouveau son âge pour dire sa conviction d'avoir la jeunesse à ses côtés et l'avenir avec lui.

Certes, la jeunesse était là, déchaînée comme à un match de foot, mais cependant moins dense que ne l'espèrent les organisateurs qui avaient cru pouvoir retenir un stade de quelque cinquante mille places. Massée aux pieds de son idole, scandant à perdre haleine le nom de l'Orateur, cette foule chahuteuse n'a pu totalement masquer une bonne moitié de gradins demeurés vides. Pour cette première tournée dans sa région natale depuis son retour d'exil, les amis de M. Ben Bella s'étaient pourtant dépensés sans compter, comme s'il s'agissait de faire oublier la réserve de l'accueil algérois (le Monde du 28 septembre). Oran, capitale de cet Ouest considéré comme le « fief » du bonhomisme - policiers et douaniers l'applaudissent spontanément à sa descente d'avion - s'était donc recouverte d'affiches et de slogans à la gloire de l'ancien président. Des



encarts de publicité avaient même été réservés dans la presse. Peine à moitié perdue : pour n'être pas honnêtes, le résultat est loin de constituer le triomphe escompté.

Faut-il incriminer l'âge du proscrit et la dureté de son éloignement, qui en feraient un inconnu pour la grande majorité des Algériens ? Faut-il en rendre responsable, comme l'affirme M. Ben Bella lui-même, la campagne de dénigrement dont il aurait été l'objet de la part « d'une partie de la presse » ? Ou faut-il avancer le manque d'expérience des militants animés d'autant de bonne volonté que d'un génie tout particulier à créer la confusion ? Le peuple oranais de M. Ben Bella aura été ainsi accompagné de boucanades qui doivent moins aux débordements de ses partisans qu'aux cafouillages

de son service d'ordre, dont quelques membres, perdant tout contrôle, se sont sévèrement empoignés à plusieurs reprises avec des militants.

C'est d'ailleurs dans un tel climat, au milieu d'un concert de vociférations et, pour ne rien arranger, à travers une sonorisation défaillante, que, jeudi matin, M. Ben Bella s'est adressé à la foule. Le discours est déjà connu et l'ancien président n'a fait qu'en répéter les grandes lignes, réaffirmant son credo fait d'un mélange de justice sociale et de grands travaux, tels la mise en valeur des terres sahariennes et, à l'exemple du Koweït, le dessalement de l'eau de mer pour lutter contre la sécheresse. Mais c'est dans la dénonciation du premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, que M. Ben Bella a été le mieux entendu de son auditoire.

Dénouant « la corruption du régime », les « inégalités qui se créent » et la marche vers le « libéralisme sauvage », qui laisse sur le carreau des millions de chômeurs, M. Ben Bella a su faire vibrer sa clientèle, qui, malgré ses conseils de modération, s'en est prise, au président de la République, M. Chadli Bendjedid, en le traitant d'« assassin ». Remarque aussi aura été celle unie en garde adressée aux islamistes du FIS : « Nous n'acceptons pas que d'autres nous dénie notre qualité de musulmans », a déclaré M. Ben Bella sous les applaudissements du public conquis d'avance.

En quelques phrases, l'ancien président aura ainsi tracé la frontière qui le sépare de ses concurrents. Son programme est surtout l'exploitation de son propre symbole : celui d'un homme arbitrairement jeté en prison, qui a su rester « propre » et proche du petit peuple. « Barbus » impénitents mis à part, il vise la même cible que les islamistes du FIS, cherchant sa base sociale auprès de la jeunesse, qui constitue la majorité de la population et dont les perspectives sont bouchées. Si, incontestablement, l'ancien président n'a pas l'impact de M. Abassi Madani, sa prestation de jeudi montre en tout cas que son discours n'est pas sans rencontrer quelque écho chez ceux à qui il est destiné.

GEORGES MARION

□ Rectificatif : Contrairement à ce qui était écrit dans le Monde du 5 octobre, M. Rabah Bitat, compagnon de M. Ben Bella, ne se trouvait pas dans l'avion de l'ancien président algérien arraisonné en 1956. Ne se trouvant dans l'appareil, aux côtés de M. Ben Bella, que MM. Boudiaf, Ali Ahmed et Khider, hauts responsables du FLN, ainsi que M. Lachraf, écrivain.

RWANDA : à l'issue de sa visite à Paris

## Le président Habyarimana se déclare favorable à une négociation avec les rebelles dans un cadre régional

A l'issue de son entretien, jeudi 18 octobre à Paris, avec le président François Mitterrand, le chef de l'Etat rwandais, M. Juvenal Habyarimana, s'est déclaré prêt à « étendre l'ouverture politique » à l'ensemble de l'opposition « interne et externe ». D'autre part, il a indiqué avoir informé le chef de l'Etat français de l'initiative de la Belgique, qui suggère l'envoi au Rwanda d'une force d'interposition de la Communauté économique européenne (CEE) pour contrôler un éventuel cessez-le-feu entre les belligérants.

Selon le président rwandais, la composition de la force d'interposition fera l'objet de discussions entre le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, les autres membres de la Communauté européenne et les dirigeants des pays voisins du Rwanda. Il reste qu'en l'état actuel des structures

européennes, aucun cadre juridique ne se prête à la constitution d'une telle force.

Concernant le problème des réfugiés rwandais - estimés à deux millions de personnes, et qui forment le gros des troupes rebelles qui ont pénétré au Rwanda début octobre, - le

président Habyarimana a fait preuve de davantage de souplesse. « Le Rwanda est prêt à accueillir tous les réfugiés qui voudraient revenir à l'intérieur », a-t-il affirmé. Les négociations avec les rebelles pourraient constituer l'un des éléments d'un programme de réforme politique qui devrait conduire, d'ici à 1992, à un référendum sur une Constitution autorisant l'existence de plusieurs partis politiques.

Le président rwandais a cependant déclaré qu'il cherchait toujours à obtenir une condamnation de l'invasion par le Conseil de sécurité de l'ONU. Son homologue ougandais, le président Yoweri Museveni, lui aurait confirmé que beaucoup de rebelles

étaient d'anciens militaires de l'armée régulière ougandaise, qui « ont déserté et ont volé des armes ». Selon des sources diplomatiques belges à Nairobi (Kenya), les deux chefs d'Etat auraient conclu un accord prévoyant l'organisation d'une conférence régionale pour régler la crise au Rwanda. Cette conférence réunirait le Rwanda, l'Ouganda, le Zaïre, le Burundi, la Tanzanie et le Kenya, a-t-on précisé de même source.

On semble donc se diriger vers une solution négociée, à l'échelle régionale, dont les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ne seraient pas exclus. Mais ces derniers n'ont pas encore fait connaître leur position. - (AFP, Reuter.)

AFRIQUE DU SUD

## Levée de l'état d'urgence au Natal

Le président Frederik De Klerk a levé l'état d'urgence au Natal, seule région d'Afrique du Sud où il était encore en vigueur (nos dernières éditions du 19 octobre). Au cours d'une conférence de presse, il a annoncé, jeudi 18 octobre, que cette décision avait été prise après consultation des conseillers du gouvernement en matière de sécurité et du chef-ministre du Kwazulu, M. Mangosuthu Buthelezi, également président de l'Inkatha, parti politique majoritairement zoulou. M. De Klerk a toutefois précisé que, si les circonstances l'exigeaient, le gouvernement n'hésiterait pas à prendre les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre.

PRETORIA

de notre correspondant

« Une seule route mène à la paix et à la réconciliation dans notre pays, celle des négociations pacifiques », a déclaré M. De Klerk en appelant les Sud-Africains à relever « le défi de la porte ouverte ». L'état d'urgence avait été instauré par le président Pieter Botha une première fois du 21 juin 1985 au 7 mars 1986. Il avait été imposé de nouveau le 12 juin 1986 et renouvelé tous les ans jusqu'au 3 juin dernier. La mesure n'avait été maintenue que pour la province du Natal, où les affrontements entre membres de l'Inkatha et militants de l'ANC (Congrès national africain) ont fait plus de quatre mille morts au cours des quatre dernières années.

La levée de l'état d'urgence figurait en première ligne des revendications du Congrès national africain (ANC) pour aller plus avant dans les négociations avec le gouvernement. Elle était également inscrite dans la loi anti-apartheid américaine, qui interdit tout commerce avec l'Afrique du Sud ainsi que sur les tablettes de la Communauté européenne, qui en faisait une condition de la levée de ses sanctions économiques. M. De Klerk a estimé que la « majeure partie des obstacles aux négociations » étaient désormais balayés.

L'Inkatha et l'ANC satisfaits

En prenant cette décision une semaine avant son départ pour les Pays-Bas et le Luxembourg, il marque un point. M. Nelson Mandela est en Asie pour recueillir des fonds et pour prêcher le maintien des sanctions. L'ANC, aux prises avec ses propres contradictions et ses oppositions internes, a perdu l'initiative dans le processus de négociation depuis que M. Mandela a accepté de suspendre la lutte armée lors de la rencontre de Pretoria, le 6 août. M. De Klerk se présentera en Europe en homme de bonne volonté, après une escale au Maroc, où il s'entretiendra avec le roi Hassan II.

M. Mangosuthu Buthelezi a exprimé sa satisfaction, tout en menaçant ceux qui penseraient qu'il s'agit là d'une nouvelle situation propice à l'expression de la violence. Le président de l'Inkatha a fait observer que cette mesure coïncidait avec le début du dialogue entre son parti et l'ANC pour mettre fin aux « ruelles politiques ». L'ANC s'est également félicité de la fin de l'état d'urgence au Natal, indiquant que cette étape était nécessaire pour « débloquer le chemin menant aux négociations ». Le communiqué de l'ANC souligne toutefois qu'une telle mesure devrait être suivie du « retrait de la troupe du Natal, et notamment du bataillon 32 », un régiment lusophone composé d'éléments qui ont fait leurs preuves dans le conflit angolais.

Jeudi soir, dans une allocution prononcée en ouverture du congrès régional du Parti national à Pretoria, le président De Klerk a fustigé les partisans d'extrême droite, opposés au processus de réformes, et plus particulièrement le Parti conservateur (CP) et ses dirigeants. Citant notamment le chef du CP et son adjoint, MM. Andries Treurnicht et Ferdi Hartenberg, il a déploré qu'ils s'accrochent à « des positions radicales que l'ANC, de son côté, abandonne progressivement ». L'implication de la direction du CP dans des opérations illégales est « inacceptable », a-t-il dit, affirmant que « l'appel au boycottage, à la désobéissance civile, au désordre, au cours de réunions publiques », militait « contre toutes les valeurs que les gens raisonnables veulent préserver dans la nouvelle Afrique du Sud ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

□ LIBÉRIA : arrivée en Sierra Leone de deux mille réfugiés. - Environ deux mille réfugiés ayant fui la guerre au Libéria sont arrivés, jeudi 18 octobre, à Freetown, la capitale sierraléonaise, à bord d'un bateau nigérian en provenance de Monrovia, ont annoncé les autorités portuaires. Quatre déportés mortelles, dont celles de deux soldats ghanéens, ont également été rapatriés du Libéria. - (AFP, Reuter.)

□ SÉNÉGAL : les séparatistes casamançais disposeraient d'armes irakiennes. - Selon l'Agence de presse sénégalaise (APS), citant « des sources dignes de foi » on Casamance (sud du Sénégal), les séparatistes casamançais seraient armés par la Mauritanie avec du matériel militaire fourni par l'Irak. Ces armes irakiennes parviendraient aux séparatistes par le biais du consulat de Mauritanie à Banjul (Gambie). L'APS affirme que les séparatistes casamançais reçoivent une formation militaire en Mauritanie avant de regagner la Gambie - d'où ils mènent leurs attaques contre le Sénégal, - et qu'ils bénéficient également de complicités en Guinée-Bissau. - (AFP.)

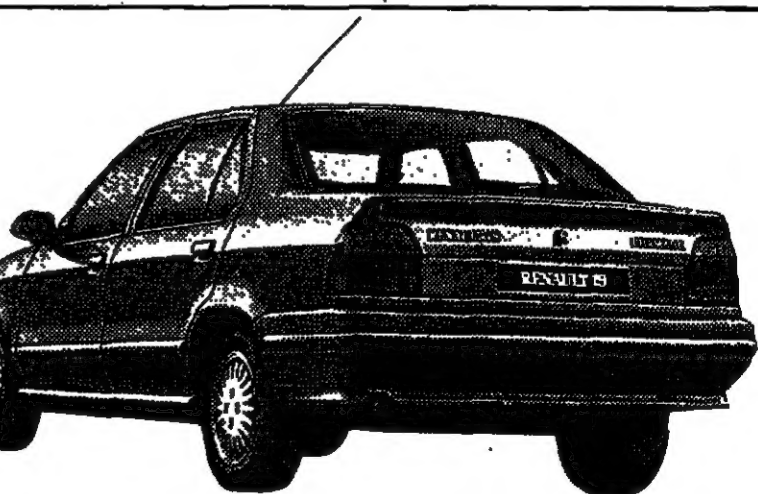
Jusqu'au 31 octobre, les concessionnaires Renault vous font économiser jusqu'à 5000 F sur l'achat de votre Renault 19 ou 19 Chamade et la vie est belle.

REPRISE ARGUS + 5000 F ou 5000 F TTC minimum de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois pour l'achat d'une Renault 19. Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

Ces offres ne sont pas cumulables. Elles concernent les

RENAULT 19  
RENAULT 19  
CHAMADE

V.P. neufs marqués d'un point bleu et sont réservées aux particuliers.



ECONOMISEZ 90% sur le prix des équipements en option ou sur le contrat Losange ou le contrat d'entretien dans la limite de 5000 F pour l'achat d'une Renault 19. EN PLUS, FINANCEMENTS EXCEPTIONNELS.





## EUROPE

## La libéralisation économique dans les pays de l'Est

## Roumanie : M. Petre Roman annonce des mesures « exceptionnelles »

Le premier ministre roumain, M. Petre Roman, a annoncé jeudi 18 octobre des « mesures exceptionnelles d'urgence », dont la mise à l'écart de cadres du régime Ceausescu, pour accélérer le passage « sans compromis » à l'économie de marché.

BUCAREST

correspondance

L'heure de vérité économique — semble avoir sonné pour le gouvernement de M. Petre Roman. Après avoir promis, lors de la campagne électorale de mai dernier, une transition en douceur, le premier ministre a solennellement demandé jeudi, lors d'une séance extraordinaire réunissant députés et sénateurs, l'accélération du passage à l'économie de marché afin d'éviter un « désastre » économique.

M. Roman a affirmé que ceux qui freinaient les réformes allaient être destitués, aux niveaux local et national. « Les réformes (économiques) sont une illusion tant que ceux qui en ont directement responsables n'ont ni les capacités ni

le désir de les appliquer », a-t-il déclaré, lors de cette séance retransmise en direct par la télévision. La veille, le secrétaire général du gouvernement et treize secrétaires et sous-secrétaires d'Etat avaient été limogés. Un ex-ministre de Ceausescu, jusqu'alors simplement rétrogradé, a été destitué.

Le premier ministre a annoncé, pour le 1<sup>er</sup> novembre, une hausse de certains prix et une libération d'autres, ainsi qu'une dévaluation du leu de près de 75 %, le leu devant devenir partiellement convertible à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain. Après cette dévaluation, 1 dollar vaudra 35 lei, contre 20 actuellement (et près de 100 au marché noir).

## Un nécessaire « choc législatif »

M. Roman a demandé aux parlementaires d'accorder à son gouvernement des « pouvoirs accrus » dans le domaine économique et les a pressés d'adopter en procédure d'urgence les réformes sociales, économiques et fiscales, soulignant la nécessité d'un « choc législatif ». Cependant, le premier ministre, qui n'est pas « partisan d'une libéralisation sauvage », a aussi

annoncé une compensation pour les hausses de prix et la mise en place d'une indexation des salaires sur les prix libérés. Il a également fait part de son intention de déstabiliser 50 % de l'économie dans les trois ans à venir.

Ces mesures d'urgence sont rendues nécessaires, a-t-il expliqué, par le déficit de la balance commerciale, en passe d'atteindre « 1,2 milliard de dollars par trimestre ». La Roumanie qui, à la chute de Ceausescu, n'avait pas de dette extérieure et disposait d'un matériel de devises, a, selon des sources diplomatiques, épuisé ses réserves par des importations massives. M. Michel Camdessus, directeur du FMI, en visite à Bucarest la semaine dernière, a fait valoir que son organisation ne pourrait aider la Roumanie que si celle-ci faisait « des pas concrets » vers l'économie de marché.

Reste à savoir si la population, déjà confrontée à de sévères difficultés d'approvisionnement, suivra des dirigeants qui ont en partie bâti leur victoire électorale sur les dangers d'une transition rapide vers l'économie de marché. Et si l'ex-nomenclature, viciée par l'« accélération », ne trouvera pas quelque moyen de s'y opposer.

J.-B. N.

## TCHECOSLOVAQUIE

## Un membre de la Charte 77 nommé ministre de la défense

Le président Havel a nommé jeudi 18 octobre un ancien compagnon de dissidence, M. Lubos Dobrovsky, au poste de ministre de la défense, en remplacement du général Vacek, démis la veille. Ce dernier, ancien chef d'état-major, a été impliqué dans la préparation d'une intervention contre le mouvement populaire de novembre 1989, par la commission chargée d'enquêter sur les faits. Par ailleurs, M. Milos Jakes, fils de l'ancien secrétaire du PCT Milos Jakes, a été inculpé de malversations et placé jeudi en détention préventive. Il était directeur du bureau de l'Organisation internationale des journalistes (OIJ, communiste).

C'est le porte-parole du ministère des affaires étrangères, un francophone âgé de cinquante-huit ans, qui a été choisi pour remplacer le général Vacek. Journaliste

entre 1959 et 1970, licencié lors de la « normalisation » des années 70, M. Lubos Dobrovsky est un membre fondateur de la Charte 77 pour les droits de l'homme, devenu porte-parole du mouvement démocratique Forum civique lors de la « révolution de velours » de novembre dernier.

L'armée tchécoslovaque avait alors proposé de mettre plus de 14 000 hommes et 300 blindés à la disposition du Parti communiste tchécoslovaque pour étouffer le mouvement populaire, a révélé jeudi à Prague le colonel Jiri Horak, membre d'une commission chargée par le président Havel d'enquêter sur le rôle de l'armée lors de ces événements.

A l'époque, le général Vacek était chef d'état-major général et participait à la préparation de l'opération qui n'a pourtant jamais été réalisée, faute d'une décision politique au niveau suprême du Parti communiste, a ajouté ce responsable militaire. Le général Vacek faisait depuis plusieurs mois

l'objet d'attaques de la part de la Légion libre, un petit groupe d'officiers réformateurs qui critiquent la lenteur des réformes dans l'armée, nous indique notre correspondant à Prague Peter Green.

Ces officiers ont affirmé avoir livré à la commission d'enquête des documents prouvant la préparation d'une action contre les manifestants de novembre. Les rumeurs en ce sens circulaient à Prague depuis fin septembre et les démentis apportés par le ministère de la défense n'ont pas accru la confiance de la population à son égard.

Mais M. Vacek a été également accusé d'avoir détruit ou laissé détruire des documents compromettants sur cette affaire. Un aspect des choses sur lequel la commission a gardé le silence, ce qui permet au président Havel, qui a salué la « loyauté » du général en le remerciant d'éviter des explications sur la confiance qu'il lui avait accordée. — (AFP)

■ Au moins 21 morts dans l'explosion d'une mine. — Une explosion, suivie d'un incendie, a entraîné, jeudi 18 octobre, la mort d'au moins vingt et une personnes dans la mine de charbon d'Ostrava-Karvina, à 270 km à l'est de Prague, a annoncé la radio nationale. Le bilan, encore provisoire, pourrait atteindre une trentaine de morts. — (AP, Reuters)

■ GRANDE-BRETAGNE : les Tories perdent un fief électoral. — Lors d'une élection partielle, jeudi 18 octobre à Eastbourne, dans le sud de l'Angleterre, les conservateurs ont perdu un de leurs bastions au profit d'un candidat centriste qui a emporté avec 51 % des suffrages. Le scrutin faisait suite au décès du député de la circonscription, Ian Gow, un proche de Margaret Thatcher, tué en juillet dernier dans un attentat revendiqué par l'IRA. — (AFP, Reuters)

## URSS

## De nouvelles élections pourraient avoir lieu en Ukraine en 1991

Parmi les concessions obtenues par le mouvement étudiant d'Ukraine (le Monde du 18 octobre), une des plus significatives est l'engagement pris par le Parlement de Kiev d'organiser en 1991 un référendum de confiance, suivi, s'il s'avère négatif, par de nouvelles législatives.

Les étudiants ont pris début octobre le relais des manifestations organisées par les groupes nationalistes. S'installant dans des tentes au centre de Kiev, des grévistes de la faim, le front ceint d'un bandeau en référence à ceux de la place Tiananmen à Pékin, ont créé un foyer de mobilisation. Les étudiants des universités en grève, très organisés, ont manifesté par dizaines de milliers et, rejoints par des élus, ont suscité des actions de solidarité dans toute la République. Ils comptent maintenant imposer, à Kiev, la tenue du traditionnel défilé militaire du 7 novembre. — (AFP)

## HONGRIE

## M. Gabor Demszky bien placé pour devenir maire de Budapest

M. Gabor Demszky, trente-huit ans, l'un des chefs de file du mouvement d'opposition libéral Alliance des démocrates libres (SZDSZ) et opposant acharné au régime communiste dans les années 80, est quasiment assuré de devenir le prochain maire de Budapest, à l'issue de tractations entre le SZDSZ et la Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ).

Les deux mouvements, qui sont sortis vainqueurs des récentes élections municipales dans les grandes villes, ont négocié pendant un jour et demi pour parvenir à des concessions mutuelles leur permettant de tirer le meilleur parti possible de leur victoire face à la coalition gouvernementale, dirigée par le Forum démocratique (MDF).

## A TRAVERS LE MONDE

## ASIE

## MALAISIE : les élections législatives

## L'ampleur de la victoire de la coalition gouvernementale est la seule incertitude du scrutin

Le premier ministre de la fédération, M. Mahathir Mohamad, devrait de nouveau remporter les élections qui auront lieu ce week-end, mais il aura fort à faire pour conserver sa majorité des deux tiers au Parlement. L'ampleur de la victoire du Front national de M. Mahathir, âgé de soixante-cinq ans et chef du gouvernement depuis 1981, face à la coalition multiraciale People's Might (Puissance du peuple), conduite par un ancien ministre des finances, Tengku Razaleigh Hamzah, est, en effet, incertaine.

Dans ce pays qui compte 58 % de Malais, 32 % de Chinois et 10 % d'Indiens, la majorité des deux tiers est nécessaire pour l'adoption de tout amendement constitutionnel. La coalition du Front national a toujours disposé de cette majorité, sauf après les élections de 1969, qui avaient été suivies de troubles ayant fait des centaines de morts, pour la plupart dans la communauté chinoise. Le Front national, qui se présente pour un troisième mandat de cinq ans à la tête du pays, domine la vie politique depuis l'indépendance de la Malaisie en 1957. Conduit par le parti de M. Mahathir, l'Organisation nationale unifiée des Malais (UMNO), il vient cependant d'être ébranlé par la défection, le 15 octobre, du parti chrétien au pouvoir dans l'Etat de Sabah (est de l'île de Bornéo), qui pourrait ainsi faire perdre jusqu'à 21 sièges à la coalition. Cette défection, le Parti Bersatu Sabah (PBS), a quitté la coalition parce que le premier ministre n'a pas tenu compte de ses revendications, visant notamment une augmentation, pour les habitants de Sabah, des royalties tirées de l'exploitation pétrolière et du nombre d'emplois de fonctionnaires.

Le Front national contrôle 133 des 177 sièges du Dewan Rakyat, l'actuelle Chambre basse du Parlement, 73 étant détenus par l'UMNO du premier

ministre. L'opposition compte de son côté 42 sièges, les deux derniers parlementaires étant non inscrits. Pour les élections de ce week-end, qui commenceront samedi au Sabah et dans l'Etat voisin du Sarawak et auront lieu dimanche dans le reste du pays, 180 sièges seront en jeu, le Parlement ayant été élargi. Les électeurs auront également à pourvoir les 351 sièges de députés des assemblées dans l'ensemble des treize Etats de la fédération, à l'exception de Sabah et du Sarawak.

## Un dur affrontement

La campagne électorale de deux semaines a été davantage dominée par la personnalité des candidats que par un débat de fond. Elle s'est rapidement transformée en un dur affrontement entre MM. Mahathir et Razaleigh. Ce dernier avait failli remplacer le premier ministre à la direction de l'UMNO en 1987. Agé de cinquante-trois ans et originaire de l'Etat du Kelantan (Nord-Est), M. Razaleigh a créé une coalition autour de son propre parti composé de dissidents de l'UMNO et appelé « L'Esprit de 46 » (année de création du parti). Cette coalition comprend notamment les fondamentalistes du Parti Islam, qui souhaitent la création d'un Etat musulman en Malaisie, et le Parti d'action démocratique (DAP), principal mouvement de la communauté chinoise.

L'opposition fait campagne sur le thème de la lutte contre la corruption. M. Mahathir prône, quant à lui, la continuité et insiste sur les bons résultats de l'économie malaisienne, au taux de croissance, et qui attire de nombreux investisseurs étrangers. Les élections législatives seront suivies, le mois prochain, par des élections au sein de l'UMNO. Même si le parti au pouvoir n'obtient pas la majorité des deux tiers ce week-end, M. Mahathir devrait, sans difficulté, demeurer à la tête de l'UMNO et, donc, du gouvernement. — (AFP)

## DIPLOMATIE

## Les entretiens de Vienne entre MM. Dumas et Chevvardnadze

## Un traité franco-soviétique sera signé à Paris lors de la venue de M. Gorbatchev les 28 et 29 octobre

La France et l'Union soviétique signeront un traité « d'entente et de coopération » lors du sommet des 28 et 29 octobre à Paris entre MM. Mitterrand et Gorbatchev, ont confirmé jeudi 18 octobre à Vienne les ministres des affaires étrangères des deux pays.

« Ce sera un traité qui se tournera vers l'avenir », a précisé M. Roland Dumas à l'issue de ses entretiens de près de cinq heures avec son homologue soviétique à l'ambassade d'URSS. La forme définitive de cet accord n'est pas encore arrêtée, mais le ministre a indiqué qu'il tiendrait compte « des modifications structurelles en Europe, des problèmes de désarmement et de la sécurité en Europe, des questions nouvelles qui se posent à nos sociétés telles que le développement et l'environnement ».

## Le CICR obtient le statut d'observateur à l'ONU

## GENÈVE

## de notre correspondante

Le comité international de la Croix-Rouge (CICR) qui, jusqu'à présent, ne bénéficiait auprès des Nations unies que d'un statut comparable à celui des grandes organisations non gouvernementales (ONG), vient de se voir accorder à l'unanimité par l'Assemblée générale en session à New-York le statut d'observateur. Le CICR est une institution suisse de droit privé composée uniquement de citoyens helvétiques. Mais il mérite sa qualité d'« international » parce que son action doit pouvoir être universelle, parce que ce sont principalement les Etats qui le financent et surtout parce qu'il est le promoteur des conventions de Genève auxquelles adhèrent presque tous les pays du monde et qu'il est garant de l'application du droit international humanitaire.

La décision de l'ONU est considérée à Genève comme une consécration du CICR. Celui-ci maintenait depuis 1970 à Manhattan une délégation très active,

en contact constant avec le secrétariat de l'ONU et les représentations des pays membres de l'organisation. Depuis juin dernier, le CICR avait engagé des pourparlers avec M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, et ses conseillers juridiques pour obtenir un statut qui rendrait sa tâche plus aisée.

ISABELLE VICHNIAC

■ Première visite d'une télévision australienne à Mururoa. — Pour la première fois, une équipe de télévision australienne a été autorisée à se rendre, jeudi 18 octobre, sur le site d'expérimentation nucléaire français de Mururoa. Les journalistes de la chaîne SBS ont été accueillis par le commandant des forces françaises dans le Pacifique. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la volonté française de mettre fin au secret entourant ses essais. — (Reuters)

سكنا من الامم المتحدة



# AMÉRIQUES

## BRÉSIL

### Le gouvernement s'engage à ne pas fabriquer la bombe atomique

Le Brésil ne fabriquera pas la bombe atomique : c'est l'assurance qui a été formulée, ces dernières semaines, par le gouvernement Collor. A la mi-septembre, le président s'était rendu lui-même sur un site qui aurait pu servir à des explosions nucléaires souterraines, et avait ordonné sa destruction.

Il s'agissait d'un puits profond d'environ 300 mètres, situé dans la zone (montagne) de Cachimbo, dans l'Etat de Para, dans le nord du pays. L'existence de ce puits, creusé par l'armée de l'air, avait été dénoncée par la presse il y a trois ans. M. Collor avait pris sa décision après avoir reçu un rapport de ses ministres

militaires indiquant que le site en question était le seul capable, pour des raisons géographiques, de se prêter à une explosion atomique souterraine.

**Informations « sensibles »**

Depuis, le ministre brésilien de la science et de la technologie, M. José Goldemberg, a reconnu qu'il existait depuis quinze ans un programme militaire secret visant à produire la bombe atomique, et que le gouvernement Collor avait décidé d'y mettre fin.

Dans un discours à l'Assemblée

générale des Nations unies, le 24 septembre, le président brésilien a rejeté explicitement l'idée de procéder à des explosions nucléaires, même à des fins pacifiques.

Alors qu'il se trouvait à New York, M. Collor avait pris d'autres engagements auprès de M. George Bush. Il avait promis de présenter devant le Congrès de Brasilia un projet de loi empêchant d'anciens responsables de son pays de fournir, une fois dans le privé, des informations nucléaires « sensibles » à des pays étrangers.

Selon un haut responsable américain, M. Collor regretta même, devant M. Bush, que son pays eût

pu avoir, dans le passé, des « relations clandestines avec l'Irak, concernant la vente d'informations nucléaires potentiellement significatives ».

M. Goldemberg a promis par ailleurs d'ouvrir à la presse, aux parlementaires et aux scientifiques les installations nucléaires brési-liennes. S'il rejette l'idée, pour son pays, de signer le traité de non-prolifération nucléaire, il affirme en revanche que les autorités civiles exerce- ront désormais un contrôle sur les recherches menées dans ce domaine par les forces armées.

Ch. V.

## ARGENTINE

### M. Menem oriente le péronisme de plus en plus à droite

Quatre attentats à la bombe, qui ont fait d'importants dégâts matériels mais aucune victime, ont été commis à Buenos-Aires le 17 octobre, le jour même où le mouvement péroniste - aujourd'hui profondément divisé - célébrait son quarante-cinquième anniversaire.

#### BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Au calendrier péroniste, le 17 octobre est depuis quarante-cinq ans une date sacrée, celle de la loyauté « aux fondateurs du mouvement justicialiste » (1), mais les trois manifestations différentes qui l'ont marquée cette année montrent qu'un peu plus d'un an après le retour au pouvoir du péronisme, le malaise est profond en son sein.

M. Carlos Menem - en route vers l'Europe - était absent des cérémonies. Point de « grand-messe », donc, sous les balcons de la Casa Rosada (le palais présidentiel), comme les aimait le général Peron. A l'inverse, un sérieux coup de semonce aux syndicats, qualifiés en leur temps par Peron de « colonne vertébrale » du mouvement.

Le chef de l'Etat a en effet signé un décret réglementant sévèrement le droit de grève dans l'administration et les entreprises publiques : une décision qui souligne la volonté du gouvernement de poursuivre sa politique d'austérité « néo-libérale » en étouffant la grève sociale qu'elle suscite.

#### « Opportunisme à l'état pur »

Les opposants de M. Menem au sein du parti n'en sont pas surpris, qu'il s'agisse du groupe des Huit, un rassemblement de députés de gauche, ou de la CGT-Arropardo, dirigée par M. Saul Ubaldini, l'une des deux branches de la centrale syndicale. Ils dénoncent depuis longtemps la trahison du « péronisme historique » qui, rappellent-ils, fonda sa doctrine sur la défense des « sans-chemise » chers à Eva Peron.

Ils ne voulaient pas être dupes de l'idylle soudaine et, pour beaucoup, contre nature, entre les secteurs les plus conservateurs de la société argentine et l'équipe au pouvoir. Celle-ci affirme la nécessité d'« actualiser la doctrine du parti » et traite d'« archaïques » les contestataires. M. Eduardo Menem, frère du chef de l'Etat, explicite ainsi le nouveau credo : « Agir d'abord, s'arranger ensuite des principes. (...) Le monde d'aujourd'hui et celui de 1945 sont entièrement différents. »

Pour M. Dante Caputo, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement radical, il s'agit là d'un « opportunisme à l'état pur ». Pour un fidèle entre les fidèles du péronisme, comme M. Jorge Antonio, M. Menem n'a pas trahi l'héritage. « Peron était fondamentalement conservateur, dit-il. S'il avait vécu aujourd'hui, il aurait fait la même chose que Menem. Il aurait même été plus loin. Vous, les Européens, n'avez jamais compris le péronisme. C'est un mélange de gaullisme et de léninisme. »

L'ancrage à droite, voire à l'extrême droite, du péronisme s'est produit sans grande opposition. Le groupe des Huit demeure marginal. Les syndicats sont mis à mal par la crise économique et la récession qui l'accompagne. Le courant de « rénovation » dirigé par M. Antonio Cafiero, gouverneur de Buenos-Aires, s'est peu à peu fait exclure de l'appareil du parti et a dû souffrir de multiples défections, dues à l'opportunisme de nombre de ses compagnons. Indéniablement, M. Menem contrôle le parti. Il prétend que son programme de gouvernement est la seule façon d'éviter le chaos : un argument de poids dans une société marquée par deux vagues d'hyperinflation. Il reste que la popularité de M. Menem est en baisse : il a été accueilli par des sifflets lors de récentes manifestations publiques.

EDITH CORON

### Le kidnapping, nouveau fléau de Rio

#### RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Sujet de discussions sans fin et d'aigres échanges, la violence à Rio-de-Janeiro fait régulièrement la une des journaux, surtout depuis la recrudescence, il y a quelques mois, des enlèvements. Dans un récent numéro de l'hebdomadaire *Veja*, l'écrivain et ancien journaliste Aguiinaldo Silva affirmait ne sortir pratiquement que contraint et forcé de sa résidence sous protection de la Barra de Tijuca, dans l'extrême sud de la ville.

Il disait aussi ne pas emprunter sa voiture pour pouvoir, « la peur au ventre, fermer les yeux pendant le trajet ». Il concluait : « Quand vous rentrez chez vous, vous n'êtes pas un quelconque citoyen qui ouvre la porte de sa maison, vous êtes un survivant qui a eu beaucoup de chance. »

Le quotidien *A Folha de Sao Paulo* a publié les résultats d'un sondage montrant que 55 % des Cariocas (habitants de Rio) désiraient vivre ailleurs, 57 % estimant que la violence et l'insécurité étaient les principaux problèmes

de leur cité. Lors d'un récent kidnapping - il y en eut quinze en un mois - les ravisseurs réclamèrent 6 millions de dollars. La famille, pensant qu'il s'agissait de 6 millions de dollars, négocia pour faire baisser ce montant. L'accord se fit sur la somme de 1 million de dollars, à la plus grande joie des malfaiteurs qui avaient d'abord parlé en cruels et qui ont vu ainsi le produit de leur méfait multiplié par... quatre-vingts.

La vie quotidienne, dans Rio la violence, est soumise à de multiples risques, du simple chapardage au cambriolage, en passant par le braquage et l'agression violente. Les compagnies d'assurances facturent leur prime annuelle contre le vol de voiture à 10 % du prix du véhicule. La peur collective trouve aussi sa justification dans la multiplication des *bêz* - les contrôles volants de la police effectués à grand renfort de troupes, - preuve visible d'une dégradation du climat.

M. Nilo Batista est cependant serain. Avocat et ancien responsable de la police locale, candidat au poste de vice-gouverneur aux élections du 3 octobre, M. Batista

estime que la criminalité actuelle, certes, atteint un sommet, mais qu'il y a eu beaucoup d'autres sortes de violence depuis une dizaine d'années.

Il en distingue plusieurs types : la violence des enfants de la rue (les *piquetes*), celle des trafiquants de drogue, et le grand banditisme classique. Il voit dans l'absence d'organisation policière et d'une réelle politique de prévention « la principale cause du délabrement actuel ». Il soupçonne aussi des policiers de participer « à certains types de délinquance ».

D'autres experts attribuent cette aggravation au plan Collor. En gelant les avoirs des particuliers et des entreprises, dans le cadre de son plan de stabilisation, en mars dernier, le président brésilien aurait plongé la mafia dans le plus profond embarras. A court de liquidités - bloqués en banque, - les trafiquants en tout genre cherchaient à renflouer au plus vite leur déficiente trésorerie.

Comme le fait remarquer M. Roberto José Dos Santos, coordonnateur d'une association d'aide à l'enfance en détresse, « un tiers des dix millions de Cario-

cas vit dans l'une des cinq cents favelas de l'agglomération, dans des conditions plus que précaires ». Les jeunes - en grande majorité - sont très tôt entraînés par la mafia locale et forment des bandes qui régissent la vie de la communauté - en l'absence, la plupart du temps, de toute autorité légale. « Ces enfants, dit-il, n'ont souvent pas d'autre choix que de se soumettre ou de quitter les lieux. Mais ailleurs, ils devront faire partie d'une autre bande pour assurer leur subsistance, et les rivalités sont toujours sources d'affrontements. »

En un an, Rafael, éducateur bénévole, a vu mourir par balles six des trente adolescents dont il s'occupe.

La Baixada fluminense, banlieue nord de Rio, est le lieu de prédilection des homicides en tout genre, ainsi que des cinquièmes clandestins. Près du quart des crimes recensés sont commis dans cet endroit où, plus encore qu'ailleurs, la frontière entre la police, les délinquants et les *escadrons de la mort* est tout à fait floue, et où les règlements de comptes sont monnaie courante.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

## LES MONNAIES OLYMPIQUES EN OR OU EN ARGENT EN AVANT-PREMIERE DES JEUX DE 1992

Les monnaies officielles des XVI<sup>es</sup> Jeux olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie



Véritables œuvres d'art, ces monnaies sont réalisées par la MONNAIE DE PARIS. Vous découvrirez à travers cette magnifique collection de 10 pièces en OR et 9 en ARGENT, la remarquable précision de la gravure qui donne aux pièces vie et mouvement.

Pour mettre en valeur votre collection, un superbe coffret vous est offert lors de l'achat simultané de deux pièces.

Tirage mondial strictement limité à 30000 exemplaires pour chaque pièce en OR, 300000 pour chaque pièce en ARGENT. Les 6 premières pièces de la série (les 4 suivantes paraîtront en mars et octobre 1991) sont disponibles en OR au prix de 3000 F et en ARGENT au prix de 250 F.

Les monnaies officielles olympiques resteront la mémoire des Jeux.

Procurez-vous dès maintenant et en avant-première, ce souvenir exceptionnel :

- A la galerie de vente de la Monnaie : 2, rue Guénégaud, Paris 6<sup>e</sup>.
- A l'Etablissement monétaire, Voie Romaine à Pessac
- Au magasin « Les Pyramides » sous la Pyramide du Grand Louvre.

- Dans toutes les agences du Crédit Lyonnais.
- A La Poste, dans tous les bureaux.

- Et chez les distributeurs agréés par la Monnaie de Paris.

Vente par correspondance : La Monnaie de Paris 11, quai de Conti, 75270 Paris Cedex 06 ou renseignements : 36.14 code MODEPA

Pour recevoir notre documentation, veuillez retourner ce coupon-réponse à LA MONNAIE DE PARIS 11, quai de Conti, 75270 Paris Cedex 06

NOM \_\_\_\_\_  
PRENOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_



Sur les 9 premières pièces, présentées ci-dessus, un dessin original associe une discipline olympique à un autre thème : trois animaux de Savoie, trois sites de Savoie, trois sportives de la « Belle Epoque ». La dixième pièce, frappée uniquement en OR, sera à l'effigie du fondateur des Jeux : Pierre de COUBERTIN. Le revers, identique pour les 10 pièces de cette collection prestigieuse, représente le logo officiel des XVI<sup>es</sup> Jeux olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie.



## POLITIQUE

L'examen du projet de budget à l'Assemblée nationale

## Les socialistes acceptent d'abaisser le plafond de la taxe professionnelle

Les députés ont continué, jeudi 18 octobre, l'examen en première lecture de la première partie (ressources) du projet de loi de finances pour 1991, présenté par M. Michel Charasse, ministre délégué au budget. Parmi les principales dispositions adoptées jeudi figurait la baisse de 37 % à 34 % de l'impôt sur les sociétés, celle du taux de plafonnement de la taxe professionnelle, la réduction du taux majoré de TVA de 25 % à 22 %, ainsi que la révision du montant de l'abattement à la base sur les droits de succession. La discussion de la première partie du budget 1991 devait se poursuivre vendredi 19 octobre.

Un joli caillouillage : voilà quel a été, en apparence, le fruit de la « concertation » entre le gouvernement et le groupe socialiste sur le projet de loi de finances. On avait parlé de préparation modérée ; on a assisté à des improvisations singulières. On s'était félicités des multiples rencontres, à l'hôtel Matignon, entre les députés et les ministres concernés ; on a eu des suspensions de séance et des conciliabules de dernière heure dans l'hémicycle. On avait annoncé de larges points d'accord entre le gouvernement et sa majorité ; on a vu des députés socialistes quitter furieusement

leur banc, en pestant contre l'inflexibilité discursive du ministre du budget. Le tout dans une Assemblée anormalement désertée pour une séance de débat budgétaire, la minorité numérique des députés socialistes ayant même contraint M. Charasse à recourir à des artifices de procédure parlementaire pour faire adopter les articles du projet de loi. Le tout nouveau président du groupe socialiste, M. Jean Auroux, s'efforçait pourtant à l'optimisme, en ne voulant voir dans cette inhabituelle désertion de ses troupes que la preuve d'une concertation efficace. « Les députés ont le sentiment que tout est joué depuis, sur de nombreux points, ils ont été entendus par le gouvernement, qui a repris à son compte certaines de nos propositions », observait-il dans les couloirs du Palais-Bourbon. A chacun sa vérité.

## M. Charasse recourt au vote bloqué

Certes, une disposition aussi importante que la baisse de trois points (au lieu des deux initialement retenus) du taux de l'impôt sur les sociétés, qui avait, en son temps, semblé chagriner beaucoup de députés du PS, a été entérinée sans coup férir et pour la plus grande satisfaction, d'ailleurs, des élus de l'opposition, qui, comme M. Gilbert Gantier (UDF, Paris), se sont félicités de voir le gouvernement faire preuve de tant de

sagesse. Les débats préparatoires n'auront pas non plus été vains à propos de la révision de l'abattement à la base des droits de succession, puisque les députés ont obtenu de M. Charasse une réponse à leurs vœux, même si ceux-ci ne doivent être exaucés qu'en 1992.

En revanche, la série d'amendements en faveur des jeunes entreprises déposés par M. Jacques Roger-Machart (PS, Haute-Garonne) et adoptés par la commission des finances n'ont pas du tout trouvé grâce aux yeux du ministre délégué au budget. Face à l'hostilité du groupe socialiste, M. Charasse a dû recourir à un coup de force parlementaire pour contraindre l'Assemblée à se prononcer, en vote bloqué, sur les seules dispositions retenues par le gouvernement. Provoquant la colère de certains députés socialistes, le ministre a utilisé la même technique pour refuser les amendements PS, RPR et UDF instituant une déductibilité à 100 % de la TVA sur les achats de fuel domestique pour les agriculteurs.

Le ministre du budget n'a pas non plus cédé d'un pouce sur la volonté du groupe socialiste de voir engager une réforme de la taxe professionnelle. Même le strict minimum - la promesse de remise d'un rapport au Parlement en juin 1990 sur cette question - ne leur a pas été accordé.

Voici les détails des principales dispositions adoptées jeudi :

• **Taux de l'impôt sur les sociétés** : le taux de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis a été abaissé de 37 % à 34 %. MM. Philippe Auberger (RPR, Yonne) et Gilbert Gantier (UDF, Paris) ont exprimé leur désaccord avec la discrimination faite par le gouvernement entre la fiscalité des bénéfices réinvestis et celle des bénéfices distribués. Selon M. Auberger, « un écart de huit points entre les deux taux tend à fixer les capitaux, alors qu'il faut permettre leur circulation », et, « à terme, il est souhaitable d'avoir un taux unique ». M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), rapporteur général du budget, s'est déclaré sensible à cet argument et a admis qu'un tel écart peut avoir un « effet pervers » en entraînant des comportements « strictement motivés par des considérations fiscales ».

Soulignant toutefois le coût de la baisse de l'impôt sur les sociétés, le rapporteur a ajouté que « pour cette première moitié de législature, le gouvernement et sa majorité préfèrent leur circulation », et, « à terme, il est souhaitable d'avoir un taux unique ».

• **Allègement de la taxe professionnelle** : conformément au texte initial du projet, les députés ont adopté la baisse du plafond de la cotisation de taxe professionnelle de chaque entreprise de 4 % à 3,5 % de sa valeur ajoutée. M. Jean-Pierre Brard (PC, Seine-Saint-Denis) s'est déclaré chaudement partisan d'une révision de l'assiette de cette taxe et a déposé, au nom de son groupe, une série d'amendements tendant à instituer, pour toutes les entreprises, un plancher minimum. Le député communiste a ironisé sur l'attitude des députés socialistes, qui, faute d'accord avec le gouvernement, avaient dû renoncer à déposer des amendements allant dans le même sens.

## Baisse du taux majoré de la TVA

M. Raymond Douyère (PS, Sarthe) a tout de même fait part de l'hostilité de son groupe à la poursuite des allègements de taxe professionnelle, qui conduisent paradoxalement l'Etat à participer de plus en plus au financement de ce qui doit rester un impôt. Sans s'engager dans la voie d'une éventuelle réforme de la taxe professionnelle, M. Charasse a indiqué que « le système n'est pas satisfaisant » et que ses limites seront très vite atteintes, puisque une nouvelle baisse de 3,5 % à 3 % du plafond

coûterait de 5 milliards à 6 milliards de francs.

• **Réduction du taux majoré de TVA** : les députés ont adopté sans la modifier la baisse de 25 % à 22 % du taux majoré de TVA. Les députés de l'opposition, qui avaient déposé des amendements mal de la TVA, n'ont pas été suivis par la majorité.

• **Allègement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers** : pour limiter l'impact du renchérissement du prix du pétrole sur le budget des ménages et alléger la charge des entreprises, le relèvement de l'indexation annuelle de la taxe intérieure sur les produits pétroliers sur la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu a été limité à 50 % au lieu de 75 %.

• **Droits de succession** : les députés PS, RPR, UDF et UDC ont adopté un amendement du gouvernement relevant de 275 000 francs à 300 000 francs le seuil de l'abattement à la base pour les droits de mutation à titre gratuit. Ce seuil est fixé à

330 000 francs pour la part du conjoint survivant. Une actualisation de ce montant est instituée et sera fixée chaque année dans la loi de finances (il n'y a donc pas d'indexation pure et simple sur l'indice des prix). Ce dispositif entrera en vigueur en 1992.

Il aura fallu un long débat et la pression exercée par tous les groupes de l'Assemblée pour que les députés obtiennent *in fine* de M. Charasse ce relèvement du seuil de l'abattement à la base des droits de succession, qui n'avait pas été revu depuis 1959. Cette mesure, à laquelle le groupe socialiste était particulièrement attaché, même s'il voulait aller plus loin en renforçant la taxation sur les grosses successions - comme le préconisait le rapport sur la fiscalité du patrimoine de M. François Hollande (PS, Corrèze) - avait été demandée, par amendements, sur tous les bancs de l'hémicycle.

M. Charasse semble même avoir outrepassé les consignes du premier ministre en acceptant le principe d'une actualisation annuelle du montant de l'abattement à la base. Le ministre du budget a indiqué qu'il ne pouvait pas « accepter toute dégradation du solde budgétaire » pour justifier le renvoi de l'entrée en vigueur de cette disposition à 1992.

PASCALE ROBERT-DIARD

## Un Boucheron peut en cacher un autre

Pour tenter de mettre un terme aux quiproquos provoqués par l'homonymie parfaite des deux Jean-Michel Boucheron, le président du groupe PS de l'Assemblée nationale, M. Jean Auroux, a fait diffuser, jeudi 18 octobre, un communiqué à l'attention de « Mesdames et Messieurs les Journalistes », indiquant : « Le groupe socialiste rappelle que, s'agissant de l'Assemblée nationale, Jean-Michel Boucheron, député de l'Ille-et-Vilaine, conseiller général, maire-adjoint de Rennes, président de la commission de la Défense nationale, est des forces armées, membre du groupe socialiste ; et Jean-Michel Boucheron, député de la Charente, membre de la commission de la Défense, est le second Boucheron (Charente), ancien maire d'Angoulême, mis en cause pour sa gestion municipale avant qu'il ne soit battu en 1989, a été placé en « congé de parti » par les instances du PS (le Monde du 18 octobre) et siège parmi les non-inscrits.

La commission des lois réserve son vote sur les crédits de la fonction publique. La commission des lois de l'Assemblée nationale a réservé, mercredi 17 octobre, le vote des crédits du ministère de la fonction publique et des réformes administratives. Le rapporteur, M. Dolez (PS), a estimé que les commissions des lois n'étaient pas en mesure de se prononcer puisqu'ils ne connaissent ni les mesures qui seront prises d'ici à la fin de l'année en matière de rémunérations ni les perspectives d'évolution pour l'année prochaine. « La représentation nationale se devait d'adresser au gouvernement un message dans lequel elle exprimerait ses réserves sur les conditions dans lesquelles il mène, pour le moment, sa politique salariale et son souci de le voir faire un geste pour permettre la reprise de la négociation salariale actuellement au point mort, enfin son souhait que soient davantage prises en considération les revendications des fonctionnaires sur le maintien de leur pouvoir d'achat », a expliqué le rapporteur.

• **POLYNÉSIE** : homologations pénales. Le Sénat a adopté, mercredi 17 octobre, un projet de loi visant à homologuer neuf délibérations de l'Assemblée territoriale prises en matière pénale pour réprimer les infractions aux règlements qu'elle édicte, en application de l'article 34 de la Constitution, selon lequel « la détermination des peines applicables aux délits ainsi que les peines qui leur sont applicables » est de la compétence exclusive du Parlement et ne peut être transférée aux Assemblées territoriales. Les réglementations instituées tiennent compte des spécificités du territoire. L'Assemblée polynésienne a, en effet, estimé que, pour faire respecter certaines des règles qu'elle édicte, les sanctions prévues devaient se situer des peines contraventionnelles.

## M. Joxe indique que la coopération locale ne sera pas imposée aux communes

Pour examiner l'imposant projet de loi sur l'organisation territoriale de la République, une commission spéciale a été créée à l'Assemblée nationale. Malgré le souhait de l'opposition que la présidence de cette commission spéciale soit confiée à M. Olivier Guichard (RPR, Loire-Atlantique), c'est M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne) qui a été élu à cette fonction. Le rapporteur est M. Christian Pierret (PS, Vosges). Le débat en séance publique pourrait commencer le 21 novembre. Au cours de son audition, mercredi 17 octobre, M. Pierre Joxe a expliqué que le gouvernement souhaitait un examen rapide en première lecture dans chacune des deux Chambres du Parlement, afin que, compte tenu des premières orientations du

Parlement, il puisse, dès le début de 1991, engager la concertation sur son projet de charte de la décentralisation.

Présentant ce projet de charte, le ministre de l'Intérieur a expliqué que ce texte aurait pour objet de préciser la répartition des missions entre les différents échelons territoriaux, les principes d'organisation et de fonctionnement de ces services, ainsi que les modalités des transferts d'attributions entre administration centrale et services extérieurs. M. Joxe a surtout insisté sur « le principe de volontarisme » qui guide toute la démarche de son texte sur la coopération communale. C'est, en effet, cet aspect du projet qui est le plus sévèrement contesté par l'opposition ; M. Pascal Clément (UDF,

Loire) s'est ainsi déclaré « hostile à toute formule permettant qu'une commune soit englobée, sans son consentement, dans un établissement public de coopération ». La procédure prévue pour des « référendums » communaux a aussi inquiété plusieurs commissaires. Porte-parole de l'Union pour la France pour la décentralisation, M. Charles Baur, président UDF du conseil régional de Picardie, a qualifié, jeudi 18 octobre, le projet de M. Joxe d'« insulte pour la décentralisation et de danger pour les communes dont il menace l'autonomie ». Il a répondu que « négliger les problèmes essentiels » que sont « la clarification et l'extension des compétences des collectivités locales et la réforme des finances locales ».

## Au Sénat

## La Nouvelle-Calédonie va bénéficier des principaux acquis de la décentralisation

Le Sénat a adopté, à l'unanimité, mercredi 17 octobre, en première lecture, un projet de loi portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie, en vertu de la loi de décentralisation du 2 mars 1982, qui n'était pas encore appliquée dans le territoire.

Les accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, signés en 1988, prévoyaient l'extension aux trente-deux communes du territoire des principaux acquis de la décentralisation intervenue

en métropole depuis 1982. C'est chose faite, pour compléter la mise en œuvre de la provincialisation issue de la loi référendaire du 6 novembre 1988. Le texte voté par le Sénat, au cours d'un débat très serré, permettra aux délibérations des assemblées municipales de devenir sur le champ exécutoires, le contrôle du haut-commissaire de la République, représentant de l'Etat, ne s'exercera plus qu'a posteriori. Le pouvoir d'annulation appartiendra au seul juge administratif auquel le haut-commissaire déferra les actes qu'il estimera contraires à la loi. Le contrôle des actes budgétaires sera assuré, dans les mêmes conditions

qu'en métropole, par une chambre régionale des comptes.

Parmi les novations essentielles figure aussi l'instauration d'un droit de préemption au profit de l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier (ADRAF), qui verra ainsi ses prérogatives élargies dans un domaine particulièrement sensible, où les réformes opérées depuis deux ans se traduisent déjà par un bilan très positif dans le sens d'un meilleur partage entre les communautés. D'avril 1989 à juillet 1990, l'ADRAF a traité trois cent trente dossiers d'attribution de terres et a redistribué 41 557 hectares, dont les deux tiers dans la province indépendante du Nord, 76,9 % des superficies attribuées l'ayant été à des Mélanésiens. « L'objectif de 35 000 hectares attribués par an fixé par le premier ministre est donc largement dépassé », a observé le ministre des DOM-TOM. « Jamais la Nouvelle-Calédonie n'avait eu autant d'atouts pour réussir », a souligné M. Louis Le Penec. Ce constat exprime à la fois une satisfaction, celle du chemin accompli, et un défi à relever, celui de la poursuite d'une dynamique encore fragile.

## M. Mélenchon contre M. Laffeur

L'atmosphère consensuelle qui régnait au palais du Luxembourg n'a pas empêché M. Jean-Luc Mélenchon, le sénateur socialiste de l'Essonne qui se passionne pour la Nouvelle-Calédonie, de régler quelques comptes avec le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), M. Jacques Laffeur, député RPR, qui ne le porte pas dans son cœur

et ne manque pas une occasion de le faire savoir, gracieusement à l'appui. M. Mélenchon a notamment stigmatisé le comportement politique de M. Laffeur vis-à-vis de l'Union océanienne, le mouvement localiste qui exprime localement les revendications de la communauté originaire de Wallis-et-Futuna. « Pourquoi ne pas admettre ce parti au débat politique autour des accords de Matignon ? », a-t-il demandé.

Soucieux de ne pas froisser, sur ce point, la susceptibilité de M. Laffeur, dont le sénateur RPR du territoire, M. Dick Ulicéwé, venait de prendre la défense, M. Le Penec a fait à M. Mélen-

chon une réponse de Normand. En revanche, en réponse à une autre question du sénateur de l'Essonne, qui s'était fait l'écho des critiques formulées par le président du FLNKS, M. Paul Néaoutyine, sur le retard apporté à la publication des décrets prévus pour fixer les modalités d'établissement des listes électorales particulières lors du référendum de 1998, le ministre des DOM-TOM a dit que les deux textes attendus seraient publiés à brève échéance, de sorte que la révision des listes électorales puisse commencer en mars prochain.

A. R.

## M. Alain Prestat directeur adjoint du cabinet de M. Rocard

M. Alain Prestat va succéder à M. Yves Lyon-Caen comme directeur adjoint du cabinet de M. Michel Rocard. M. Prestat va reprendre les fonctions de directeur adjoint du cabinet de M. Michel Rocard qu'occupait M. Yves Lyon-Caen, nommé président du Crédit national (le Monde du 18 octobre).

[Né le 1<sup>er</sup> août 1951, ancien élève de l'Ecole polytechnique et ingénieur des télécommunications, le nouveau directeur adjoint de M. Rocard est un habitué de Matignon. Chargé des questions industrielles dans le cabinet Mauroy au début de 1984, puis dans le cabinet Fabius jusqu'en 1986, M. Alain Prestat part ensuite faire ses classes chez Thomson, où il dirigea

l'opération d'acquisition de la firme américaine RCA. En mai 1988, M. Rocard l'avait appelé à son cabinet pour suivre les questions industrielles, de recherche, d'espace et de télécommunications.]

M. Prestat sera lui-même remplacé par M. Gilles de Margerie, actuellement directeur adjoint du cabinet de M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication  
André Fontaine :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)  
Jacques Fauvet (1989-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
Directeur de la rédaction :  
Daniel Vernet  
Administrateurs délégués :  
Antoine Griez, Nelly Pierrat  
Rédacteurs en chef :  
Bruno Frappat,  
Jacques Amiel,  
Jean-Marie Colombani,  
Philippe Herremann,  
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUERE,  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-30-10



## POLITIQUE

# Un entretien avec M. Jacques Barrot

« Nous sommes entrés dans l'ère de la mitterrandolence »  
nous déclare le secrétaire général du CDS avant la convention nationale

Du vendredi 19 au dimanche 21 octobre, le CDS organise une convention nationale que les dirigeants du mouvement entendent consacrer exclusivement aux débats d'idées.

Cette démarche avait été décidée au lendemain des élections européennes de juin 1989. Institutions, démocratie locale, nouvelles solidarités, éducation, justice, Europe :

« Au moment où les partis politiques sont absorbés par les querelles d'hommes, au moment où le CDS semble lui-même y succomber, votre démarche n'est-elle pas utopique ? »

« Non, si l'on prétend combler le fossé entre les citoyens et la politique. Nous avons la prétention d'inverser les rôles : les convictions d'abord, la quête du pouvoir ensuite ! La politique apparaît trop comme le choc des ambitions personnelles où l'opinion ne perçoit plus les différences en termes d'enjeux de société. C'est le résultat d'une décadence qui s'achève et qui a connu un traumatisme idéologique très fort provoquant une réaction tout aussi forte de la droite libérale. Une dédramatisation des enjeux politiques s'en est suivie, donnant le sentiment aux Français qu'il n'y a plus entre les uns et les autres de grandes différences. Les Français regrettent de voir leurs problèmes ne pas être pris en compte, mais ils se résignent en pensant que, quel que soit le discours des hommes politiques, le traitement des problèmes se ressemble. Nous sommes entrés dans l'ère de la « mitterrandolence ».

« Vous donnez-vous pour tâche de briser le consensus ? »

« Non, nous en avons besoin. On veut le dépasser. Face à un pouvoir trop attentiste, à un Michel Rocard dont l'action est largement entravée par les forces politiques qui le soutiennent, il faut en appeler pour la décennie prochaine à un volontarisme plus engagé. Il faut réveiller la faculté d'indignation, des Français, car il existe quand même dans ce pays des situations qui ne sont pas tolérables. Pourquoi la France a-t-elle bientôt le record du nombre de chômeurs de longue durée ? Pourquoi a-t-elle la démocratie locale la plus compromise, suscitant le record des abstentionnistes ? Prenons l'exemple de la décentralisation : un consensus général existe, mais il faut que la volonté de décentraliser la France conduise à dire qu'il n'existera plus qu'une dizaine de grandes régions disposant de certaines prérogatives de l'Etat.

« Vous imaginez donc à terme la

sur tous ces thèmes, le CDS entend définir et actualiser sa pensée pour livrer à l'opposition une plate-forme valable de discussions, dans la perspective des prochaines élections législatives.

Le CDS n'avait pas entrepris ce travail idéologique, qui regroupera ce week-end quelque six cents délégués, depuis la parution de son programme « l'autre solution » produit en

disparition des départements ?

« S'il faut, pour réussir cette décentralisation, redéfinir la géographie politique, pourquoi pas ? On peut privilégier au terme d'une décennie les grandes régions pour qu'elles incarnent face à Paris un véritable pôle de pouvoir, en privilégiant à la base la ville dans le monde urbain et le bourg-centre en milieu rural.

« N'est-ce pas beaucoup demander à un parti comme le vôtre, dont l'assise rurale est forte et le nombre de notables importants ? »

« Sans doute, mais nous sommes pour une pédagogie du courage. La décentralisation est tellement importante qu'il faut bien accepter une répartition des compétences plus claire. De même la moralisation de la politique doit être posée très fortement. Aller plus loin contre les cumuls des mandats. Rendre obligatoire le vote personnel dans les assemblées pour ramener la confiance entre l'électeur et l'homme politique. Associer une déontologie politique de la transparence. Poser le problème du régime présidentiel, tout cela est devenu indispensable. Plus généralement, notre ambition est de faire émerger à côté d'un centrisme rural un nouveau centrisme urbain, pour attirer, notamment en Ile-de-France, ces gens tentés par un écologisme considéré comme une riposte à une droite parfois trop dominante.

« Pourquoi un tel sursaut ? L'expérience de la cohabitation entre 1986 et 1988 vous ferait-elle craindre de nouvelles déviances ? »

« On a en effet le sentiment que si, entre 1986 et 1988, nous avions parlé plus haut, nous aurions évité à l'opposition un certain nombre de malheurs. Nous voulons tenir le rôle de l'aile marchante d'une opposition qui a encore beaucoup de mal à se concevoir comme une force d'alternance. Les deux généraux de l'opposition le prouvent : l'opposition a encore trop tendance à regarder derrière elle, à répondre à ce que les socialistes disaient il y a cinq ans. Cela ne suffit plus. Il faut parler autrement, si l'opposition ne veut pas se contenter de gérer ses échecs. Aller aux élections

décembre 1977. Les dirigeants centristes parviendront-ils pour autant à évacuer de Saint-Malo toutes les querelles de personnes nées depuis l'été dans leurs rangs ? Le pari semble hasardeux. Un congrès statutaire est fixé au milieu de l'année 1991.

Certains regrettaient déjà le maintien de cette convention de Saint-Malo, arguant qu'avant de

s'attaquer aux grands problèmes leur parti devrait s'évertuer à régler « son triple déficit de démocratie, d'organisation et de communication ». M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, s'explique sur tous ces sujets dans l'entretien qu'il nous a accordé, affirmant que « nous sommes entrés dans l'ère de la mitterrandolence ».

« L'entrée de M. Bruno Durieux au gouvernement ne vous menace-t-elle pas d'assister impuissant à la victoire de vos idées ? »

« La démarche de Bruno Durieux nous confirme au contraire dans la justesse de la nôtre. Son aventure personnelle est pleine de périls. Le voici seul pour gérer un secteur de la santé très difficile, où de surcroît le gouvernement est loin d'avoir des idées claires. Nous, nous entendons privilégier une démarche collective. Chaque fois que le centre a pesé dans la vie politique française, ce fut grâce à la cohérence de son projet et à la cohésion de ses hommes. Nous ne voulons pas l'oublier. »

Propos recueillis par DANIEL CARTON.

## Huit responsables nationalistes corses se démettent de leurs mandats électifs

Les trois conseillers régionaux nationalistes à l'Assemblée de Corse, MM. Alain Orsini, Léo Battesti et Dominique Bianchi, un des deux élus municipaux nationalistes de Bastia, M<sup>me</sup> Marie-France Giovanangeli, un conseiller municipal d'Ajaccio, M. Pierre Medurio, ainsi que MM. Yves Stella, José Pietri et Jean-Louis Antonelli, tous trois membres du conseil exécutif de A Cuncolta nazionalista, principal mouvement nationaliste de l'île, ont démissionné collectivement de leurs mandats électifs, internes et externes. « Nous restons membres de A Cuncolta, ont affirmé ces élus. Nous démissionnons parce que nous sommes devenus minoritaires au comité exécutif pour défendre la stratégie d'autodétermination prônée notamment par le FLNC. »

BASTIA

de notre correspondant

Cette démission collective a fait l'effet d'un coup de tonnerre, tant les personnalités concernées sont, ou ont été, des acteurs de premier plan de la lutte nationaliste depuis la création des structures légales et - ou - clandestines actuelles.

« Que se passe-t-il chez les nationalistes ? On n'y comprend plus rien. Les dissidences succèdent aux exclusions, qui elles-mêmes précèdent des démissions... » Le commentaire presque inquiet de cet ancien militant autonomiste traduit la tonalité dominante de l'opinion publique corse. Une opinion surprise de constater que la mouvance nationaliste, la seule force politique insulaire qui, depuis quinze ans, n'avait pas été soumise

aux turbulences de la contestation interne, traverse une crise dont certains craignent le pire (le Monde du 19 octobre).

Depuis un an, les premiers signes d'une crise profonde et confuse sont apparus au public. Sans qu'il soit possible de tracer de façon certaine des lignes de partage entre « tendances » organisées, il semble que le débat s'ordonne autour de trois idées.

### Crise profonde

L'organisation clandestine doit-elle ou non s'effacer derrière les organisations légales ? L'ex-FLNC doit-il rester la source unique d'inspiration des réflexions et des actions des militants ? La mise en œuvre d'une stratégie d'autodétermination suppose-t-elle, au contraire, une prise de responsabilité individuelle des militants, avec des participations actives dans la vie sociale, associative, etc. ? Paradoxalement, il semble que les partisans du parti unique source d'inspiration des militants soient actuellement minoritaires au sein de l'ex-FLNC, pourtant actuellement unique dans la lutte clandestine.

L'interrogation fondamentale qui transparaît derrière ce débat semble aujourd'hui la suivante : les nationalistes doivent-ils ou non maintenir l'existence d'un outil militaire, quitte à le mettre provisoirement en sommeil ? Ces interrogations stratégiques sont, évidemment, provoquées par l'imminence du débat parlementaire autour du projet de M. Pierre Joxe pour la Corse, un texte qui présente la caractéristique d'avoir déstabilisé tout l'échiquier politique insulaire avant même que d'avoir été rendu public.

MICHEL CODACCIONI



JACQUES CARTIER  
A ACCEPTE L'INVITATION.



CHRISTOPHE COLOMB  
L'ATTEND A GENES EN 1992.

## GENES 1992, 15 MAI - 15 AOUT EXPOSITION INTERNATIONALE SPECIALISEE "CHRISTOPHE COLOMB: LE NAVIRE ET LA MER"



Christophe Colomb, un Génois, découvrit le Nouveau Monde en 1492. Cet exploit, fondamental pour l'évolution de la conscience humaine, fut le résultat d'une volonté de l'homme d'un grand esprit en avance sur son temps. En 1992, à l'occasion du 500<sup>e</sup> anniversaire de la Découverte de l'Amérique, aura lieu à Gènes l'Exposition Internationale Spécialisée "Christophe Colomb: le navire et la mer". Parmi les pays participants ne pouvant manquer la France, un pays riche en culture et traditions maritimes. Elle rencontrera les autres grandes civilisations de la mer pour célébrer et illustrer l'histoire de la navigation, et présenter des projets et des innovations technologiques permettant de regarder la mer en pensant à l'avenir. Le Vieux Port de Gènes a été choisi pour servir de cadre à l'exposition. Il sera admirablement restructuré par l'architecte Renzo Piano, qui prévoit une restauration minutieuse des constructions portuaires antiques, uniques au monde. La réalisation de ce travail a été confiée à Italimpianti, une société du Groupe Iri. Ainsi, la ville retrouvera son "cœur" d'origine, autour duquel la civilisation génoise est née et s'est développée, et le complexe tout entier sera conservé en tant que centre polyvalent important. L'an 1992 devient ainsi le rendez-vous à ne pas manquer pour les nations maritimes du monde entier : elles se rencontreront à Gènes pour élaborer ensemble, au saut de l'an 2000, un nouveau rapport entre l'homme et la mer.



COLOMB 500: CEUX QUI JOUENT LA CARTE DE LA MER  
SE DONNENT RENDEZ-VOUS A GENES.







12 Les Etats généraux des infirmières.  
- Le Vatican précise les exceptions au célibat des prêtres.

13 Théâtre : « le Partage de midi », de Paul Claudel.  
- Un colloque sur l'architecture commerciale.

14 Art : le déséquilibre entre artistes américains et français.  
18 Crainte d'une récession des recettes publicitaires pour les médias.

## Un entretien avec M. Henri Nallet, garde des sceaux

● Professions judiciaires : la justice traverse « une crise sociale et politique »  
● « Affaires » : « Je revendique complètement la responsabilité de la campagne de M. Mitterrand »

Alors que l'intersyndicale des magistrats, avocats et fonctionnaires de justice a maintenu son mot d'ordre d'action nationale pour le 23 octobre, M. Henri Nallet reconnaît, dans un entretien au Monde, que la justice traverse « une crise sociale et politique » et se déclare « très sensible » au « malaise » exprimé par le monde judiciaire. Tout en estimant que le budget de son ministère a été présenté par son prédécesseur « de façon un peu trop triomphaliste », le ministre espère pouvoir engager le dialogue avec les syndicats. Une rencontre avec l'intersyndicale, prévue jeudi 18 octobre, a pourtant tourné court.

M. Nallet revient aussi sur les « affaires » : « Ma position est solide. (...) J'avais la responsabilité de la campagne officielle de François Mitterrand. Je la revendique complètement, mais je ne me tiens pas pour responsable de ce qui avait pu se passer avant et ailleurs. »

« Vous avez quitté des agriculteurs en colère pour une justice en crise. Comment analysez-vous le malaise du monde judiciaire ? »

« Je crois qu'il y a en fait deux crises qui se superposent. Une crise de la société à l'égard de la justice : la demande de justice ne cesse d'augmenter, ce qui est pour résoudre une crise, pour garantir un droit, voire protéger un individu contre la vie économique ou la dureté des temps. Or les justices sont insatisfaites. Ils trouvent que c'est trop long, trop compliqué, trop cher, que les décisions ne sont pas toujours suivies d'effet. »

« Il s'ensuit des critiques qui peuvent devenir dangereuses pour la démocratie. Je suis un élu local : en tant que maire ou député, on reçoit les gens qui n'ont pas trouvé la réponse à leur problème. On les voit bien, là, les dysfonctionnements. L'autre crise, c'est le malaise de la justice elle-même sur sa propre fonction. Tous ceux qui concourent à la justice sont insatisfaits. Ils expliquent bien que leurs conditions de travail sont mau-

aises, qu'ils sont insuffisamment reconnus, et qu'ils ont du mal à faire leur travail dans de bonnes conditions. Je suis très sensible à ce malaise : la justice est l'un des services publics fondamentaux de la démocratie. »

« Le 23 octobre, alors que vous serez en train de défendre votre budget à l'Assemblée nationale, les magistrats, les avocats et les fonctionnaires, pour la première fois unis, organisent une journée nationale d'action et ont prévu de déposer, un peu partout devant les monuments aux morts des palais de justice, des gerbes « en l'honneur d'une justice défectueuse ». Que pensez-vous de ce mouvement ? »

« Ce mouvement était parti avant que je n'arrive. A ceux qui vont manifester, j'ai envie de dire les formes que prendra leur action - c'est toujours un peu surprenant de voir un juge en train de faire grève, - que j'ai entendu l'inquiétude et le malaise qu'ils expriment. Je voudrais, dans la discussion avec eux, lever certains malentendus et amorcer un dialogue. Certains syndicalistes m'ont dit, ainsi, qu'ils avaient espéré un doublement du budget de ce ministère. Ce n'est pas raisonnable. Il y a donc d'évidence un malentendu entre les indications qui leur ont été données par le premier ministre, lorsqu'il a annoncé qu'il entendait faire de la justice une de ses priorités en 1991, et la manière dont ils ont reçu un budget présenté sans doute de façon un peu trop triomphaliste. »

« L'amnistie a été très mal expliquée »

« Le budget augmenté de 6,7 %. Si l'on ne tient pas compte du programme de construction de 13 000 places de prison, il augmente, c'est vrai, de plus de 12 %. Mais moi, le chiffre avec lequel je vais discuter, c'est 6,7 %. Beaucoup de ceux que j'ai rencontrés m'ont paru soulever la mise en place d'un programme pluriannuel d'amélioration de la justice. C'est une idée intéressante, encore faut-il que nous nous mettions d'accord sur son contenu. »

« En tout état de cause, j'aurai à me battre, année après année, pour que le gouvernement s'engage dans

une amélioration progressive des moyens de la justice. Ce que je veux leur dire, aussi, c'est que nous sommes solidaires des uns des autres. Demander un effort budgétaire à l'Etat, il faut pouvoir le justifier : il y a un grand effort de communication à faire en direction de l'opinion sur ce qui se fait déjà dans la justice. La justice est beaucoup plus moderne qu'on ne le dit : il y a des gens compétents, dévoués, des gens qui font des choses. Il faut que les Français le sachent, si on veut leur demander un effort supplémentaire. Mais je sais bien que le 23, ceux qui manifesteront, ne demandent pas seulement un meilleur budget. »

« Les magistrats, par exemple, posent la question de leur statut : je partage leur souci. Mais ce n'est pas le ministre de la justice, seul, qui peut décider d'une réforme constitutionnelle. Il faut aux magistrats une véritable reconnaissance sociale de l'ensemble de la société. Cela passe par des moyens, mais aussi par une meilleure défense de leur corps, lorsqu'il est attaqué, lorsque c'est la machine qui peut décider d'une réforme constitutionnelle. Il faut aux magistrats une véritable reconnaissance sociale de l'ensemble de la société. Cela passe par des moyens, mais aussi par une meilleure défense de leur corps, lorsqu'il est attaqué, lorsque c'est la machine qui peut décider d'une réforme constitutionnelle. Il faut aux magistrats une véritable reconnaissance sociale de l'ensemble de la société. Cela passe par des moyens, mais aussi par une meilleure défense de leur corps, lorsqu'il est attaqué, lorsque c'est la machine qui peut décider d'une réforme constitutionnelle. »

« Comprenez-vous l'irritation manifestée par nombre de magistrats à propos de la loi amnistiant les crimes et délits liés au financement des partis politiques ? »

« Ce texte a été très, très mal expliqué à l'opinion publique et très mal discuté avec les magistrats qui doivent l'appliquer. Et donc ce n'est pas un texte qui fait mal. Ces mesures pouvaient pourtant se justifier, dès lors qu'enfin on définissait une règle du jeu claire, accompagnée de sanctions extrêmement sévères. Il est normal en ce domaine d'être sévère. Mais je trouve dommage que la loi de janvier 1990, on n'ait voulu retenir que l'amnistie et qu'on ait occulté tout le reste du texte, dont le but est d'assurer beaucoup plus de transparence et de vraies sanctions. Je travaillerai d'ailleurs très étroitement avec Pierre Joxe sur

les décrets d'application pour que la loi puisse fonctionner dans toute sa rigueur pour les prochaines consultations électorales. On s'apercevra, à ce moment-là, que cette loi est extrêmement sévère. »

« Les attaques, prix de la responsabilité »

« Vous-même, en tant qu'ancien trésorier de la campagne électorale de François Mitterrand venez d'être violemment mis en cause. »

« C'est malheureusement un aspect du jeu politique. Dans ce milieu, on prend des coups. J'en ai pris, j'en prendrai encore. Je suis très calme par rapport à cette attaque : c'est la simple répétition d'attaques que j'ai déjà subies. Dans le livre de M. Gaudin, en ce qui me concerne, il n'y a aucun fait nouveau par rapport à des articles de presse du début de l'année. Et moi, je sais ce que j'ai fait. Et j'ai fait ce que je dois. Je reçois ces attaques comme le prix de la responsabilité. Je trouve simplement que c'est un peu bas, car il s'agit à la fois d'une opération publicitaire : pour vendre un livre, que ne ferait-on pas ? »

« C'est aussi sans doute pour certains une tentative d'opération politique. Mais elle aura du mal à se développer, car il n'y a pas de choses qui puissent m'être reprochées. Ma position est solide. Simplement, je ne souhaite pas que cela me handicape dans ma responsabilité de garde des sceaux. »

« Trésorier de la campagne de M. Mitterrand, comment pouvez-vous ignorer que les fonds que vous avez recueillis et déclarés n'ont pas été, et de très loin, le seul financement de cette campagne ? »

« J'ai été trésorier du 23 mars à la fin mai 1988. Cela fait peu de temps pour faire rentrer de l'argent, organiser des souscriptions auprès des entreprises, obtenir de l'argent des différents partis politiques qui avaient décidé de soutenir M. Mitterrand. Je ne me suis pas posé de questions ni enquis de savoir ce que faisaient les autres. J'avais la responsabilité de la campagne officielle de François Mitterrand. Je la revendique complètement, mais je ne me tiens pas pour responsable de ce qui avait pu se passer avant et ailleurs. »

« Revenons à vos projets place Vendôme. La justice folle des « grands châtiments » qui ne violent jamais le jour. Est-il temps de faire des choix ? »

« J'espère dans un premier temps être parvenu à « désembourber » le texte sur la réforme des professions juridiques et judiciaires que doivent examiner les sénateurs le 5 novembre. Dernière,

très rapidement, il y a l'aide légale, qui demande encore un gros travail de concertation et d'arbitrage. Mais je veux que l'on en sorte assez vite : la réforme des professions a quelque chose à voir avec le droit des affaires, alors que l'aide légale concerne plus directement le justiciable. Je m'engage à ce que ce deuxième texte soit examiné à la session de printemps, et je veux que ce soit interprété comme ma volonté de faciliter l'accès de tous à la justice. »

« Et puis, il y a le code pénal : c'est un travail énorme qui occupera le Parlement pendant dix-huit mois minimum. Parallèlement, il faudra entamer la réforme de la procédure pénale, qui est dans la délégation de Georges Kiejman. Nous n'avons pas tranché sur le fond entre le texte qu'avait présenté Robert Badinter et les propositions de la commission Delmas-Marty. »

« Je ne serai pas un ministre laxiste »

« Certains parlementaires semblent très attachés à la peine de sûreté de trente ans, cette peine que M. Jacques Toubon appelle « la peine inexorable ». Quel est votre sentiment face à ce type de sanction ? »

« Je ne serai pas un ministre laxiste. Je pense qu'il faut trouver un équilibre entre la nécessaire dissuasion et l'idée que chaque homme est amendable. Mais il est aussi responsable de ses actes. Il y a des règles. Lorsqu'on les enfreint, des sanctions sont prévues, et il faut les appliquer. Mais il ne faut pas fermer toutes les portes à celui qui montre une volonté de se rattraper. Il y a les principes, les questions d'éthique : je pense que ceux qui en débattent avec des positions très opposées sont d'une égale bonne foi. Mais il y a aussi les questions d'ordre pratique. Comment encadrer et surveiller des gens qui savent qu'ils n'ont devant eux aucune espèce de chance ? Dans le débat que nous aurons, il faut que nous en tenions compte. »

« Un jour de 1986, dans un colloque, vous avez dit : « L'Etat de droit est un trésor. Aujourd'hui, en France, les peines s'allongent, le nombre de détenus qui attendent d'être jugés est toujours trop important, il y a encore beaucoup à faire pour garantir les libertés individuelles ». Le trésor est-il en péril ? »

« L'Etat de droit, c'est ce que nous avons trouvé de mieux pour sortir d'une société de violence. Je souhaite, dans ce secteur, soutenir et organiser le progrès. Il faut juger

plus vite, recourir davantage à la palette des peines de substitution, mieux utiliser le milieu ouvert. Il y faut à la fois de la sagesse et de la fermeté. »

« Que savez-vous du monde des prisons ? »

« La première fois que j'ai visité une prison, c'est resté pour moi une image très forte, j'étais étudiant à Sciences-Po, à Bordeaux. C'était à Mazas, bien avant la conception du nouveau centre de détention sous Robert Badinter. C'étaient des baraquements, un centre de tri datant de la guerre. Ce qui m'a frappé, c'est la privation de liberté de ces gens en situation de grande détresse, chez lesquels j'ai senti à la fois de la pitié et de l'agressivité... Et puis la grande difficulté de la tâche de ceux qui les encadrent, surveillent et éduquent. Et entre eux des règles du jeu très compliquées. »

« J'ai ressenti la même chose, plus récemment, dans mon département, en visitant le nouveau centre de détention de Joux-la-Ville. La prison, ce n'est pas le rebul, ce n'est pas l'arrière-pensée de notre société : on ne doit pas la cacher, on doit en parler, on doit l'assumer. »

« Le texte réformant le droit des mineurs est prêt. Qu'allez-vous en faire ? »

« J'ai besoin d'un peu de temps. Ce n'est pas parce qu'un texte est prêt que je le fais passer. La justice n'est pas seule concernée par les mineurs en danger et les mineurs délinquants. Il faut situer le débat dans une politique plus globale à l'égard des jeunes en difficulté dans notre société. Il serait bon que ce texte ne soit pas seulement porté par le ministre de la justice. »

« Est-ce un avantage d'être un politicien plus qu'un technicien à la tête de ce ministère ? »

« L'environnement du droit, qu'il est important d'avoir un regard d'homme politique avec des responsabilités locales et nationales, justement parce que la justice traverse une crise politique et sociale. Et puis un politicien a l'habitude du dialogue. Il ne fait que ça. Et puis on verra. Avec Georges Kiejman, qui sera peut-être bien plus à l'aise que moi dans des domaines comme le code pénal ou le code de procédure pénale, il y a une complémentarité. Cela devrait nous permettre d'avancer plus rapidement sur un certain nombre de chantiers. Ce n'est jamais facile d'être à deux, mais nous sommes tous deux suffisamment adultes pour que ça puisse être un enrichissement. »

Propos recueillis par AGATHE LOGEART

### SPORTS

BOXE : les championnats du monde à Bercy

## Le ring civilisé par la télévision

L'Américain Michael Nunn a conservé jeudi 18 octobre son titre de champion du monde (IBF) des poids moyens devant son compatriote Donald Curry, par arrêt de l'arbitre à la dixième reprise. Le Français Fabrice Benichou, ex-champion du monde (IBF) des super-coqs, a pour sa part été battu par le Colombien Luis Mendoza aux points. Succès, en revanche, pour Canal Plus, promoteur de la soirée, qui avait réussi à faire venir 15 000 personnes autour du ring du Palais omnisports de Paris-Bercy (POP).

Le smoking va bien à Michel Drucker. L'animateur fut sur le ring de Bercy comme sur la scène d'un show télévisé, parfait dans son registre. Genêt Drucker, il avait été tellement aimable avec la cantatrice américaine qui a entonné « capella l'hymne américain » en l'honneur des boxeurs prêts à se disputer l'un des quatre titres mondiaux des poids moyens qu'un seul spectateur a crié « à poil ! », tous les autres ont applaudi. On était autour d'un ring, et on était à des années-lumière de l'ambiance familière des soirées de boxe. On était à la télé, pas devant l'écran mais devant les caméras.

En devenant promoteur de cette soirée pugilistique, Canal Plus a réussi une sorte de prodige : la boxe est passée de l'au-

tre côté du miroir. Tout cela avait coûté une fortune : on a parlé de 10 millions de francs, et on a dit aussi que les bénéfices de la quatrième chaîne s'en trouveraient amputés de 2,5 millions. Mais Canal Plus n'avait pas regardé à la dépense pour bien montrer qu'en dépit des prétentions des uns et des autres, sur ce sport, elle restait la meilleure. Affaire de prestige. Des lasers percèrent l'obscurité, des projecteurs aveuglèrent la foule, des flashs mitraillèrent ses vestes. Il n'a manqué que la poudre aux yeux.

Pas de danseuses

On aurait peut-être fini par y croire. Croire que Vincent Moscato, le talonneur teigneux du Rugby Club de Bègles-Bordeaux, pouvait à sa première apparition sur un ring mettre en difficulté un splendide athlète comme Yacine Kingbo, actuel champion de France amateur des super-lourds. Croire que Fabrice Benichou, sans son étoile de David sculptée aux ciseaux sur le crâne, était encore en mesure de reconquérir le titre mondial des super-coqs face au Colombien Luis Mendoza. Croire que Donald Curry pouvait échapper au sort commun à tous les adversaires qui s'étaient présentés devant Michael Nunn, dernier terror made in USA des poids moyens. On ne vit donc rien de tout cela.

D'autres choses manquèrent au spectacle. On attirait notre

attention sur le fait que le temps semblait moins long quand des danseuses du Lido, ou d'ailleurs, brandissaient le numéro du round à venir entre les reprises. Inexplicablement elles ne furent pas de cette distribution. On eut d'autres sujets d'étonnement, le cortège de Kingbo inspiré de celui des griots de sa Guinée originelle et comme coloré par un couturier halluciné.

Finalement, on s'attendit au pire, à un mouvement d'honneur des quinze mille spectateurs qui avaient payé pour des lanternes et pas pour des vessies. Les rares combats de boxe organisés au POPB avaient toujours plus ou moins mal tourné : on y avait échangé des coups de couteau, on y avait lancé des gaz lacrymogènes. On se trompait. Cette soirée fut aussi calme que pour un concert de musique de chambre. On n'entendit même pas les habituelles imprécations de Sydney, l'historien qui tourne autour des rings comme le chat autour du pot de lait.

C'était comme si la télévision avait civilisé la boxe. Le seul point d'ancrage au mythe fut le reportage, d'inspiration « escorsienne », sur Nunn et Curry les jours précédant le combat : quelques plans replongeaient les deux hommes au plus profond d'un univers qui ne supporte vraiment que le noir et blanc.

ALAIN GIRAUDDO

### EN BREF

Le Conseil d'Etat juge responsables des fournisseurs de matériel médical. - Le Conseil d'Etat vient d'admettre, dans un arrêt, la responsabilité des fournisseurs de matériel médical à l'égard des hôpitaux en cas d'accidents provoqués par un fonctionnement défectueux du matériel. Appelé à se prononcer sur l'indemnisation de la famille de M<sup>me</sup> Jocelyne Girard, décédée en avril 1981 à la suite d'un accident provoqué par un appareil respiratoire défectueux, dispensant de l'oxygène et de l'azote, du Centre hospitalier régional de Bordeaux, le Conseil d'Etat a estimé que le fournisseur du matériel de réanimation du CHR « avait contribué au dommage ». Tout en confirmant la condamnation du CHR de Bordeaux « entièrement responsable à l'égard de la victime et de ses ayants droit », il a jugé que « l'hôpital était fondé à se retourner contre son fournisseur », la société, Duffour et Igon, « pour obtenir le remboursement partiel des condamnations prononcées contre lui ».

Evénements de Vaux-en-Vella : 76,5 millions de francs de dégâts, selon la mairie. - La mairie de Vaux-en-Vella estime à 76,5 millions de francs, selon un bilan non définitif communiqué à la Préfecture du Rhône, le coût des dégradations intervenues pendant les événements de la semaine dernière dans la banlieue lyonnaise. Par ailleurs, quarante-et-une personnes ont été interpellées, douze à ce jour déferées devant le parquet, et six d'entre elles déjà placées sous mandat de dépôt.

BROADWAY

# 42ND STREET

## AU CHATELET

A PARTIR DU 6 NOVEMBRE

EN ASSOCIATION AVEC WELLS FARGO PRODUCTIONS ET MEL HOWARD

40 28 28 40

MAIRIE DE PARIS



## SOCIÉTÉ

## RELIGIONS

## Célibat des prêtres

## Le Vatican justifie l'ordination de deux hommes mariés au Brésil

Le Vatican a justifié, jeudi 18 octobre dans un communiqué, l'ordination de deux prêtres mariés au Brésil. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire catholique italien *Famiglia cristiana* « Famille chrétienne », le cardinal brésilien Aloisio Lorscheider, archevêque de Fortaleza, avait révélé en début de semaine que deux hommes mariés avaient été ordonnés prêtres dans son pays. Il y a quelques années, avec l'autorisation du pape.

Le Vatican, par la voix du cardinal Wiygan Tumi, archevêque de Garoua (Cameroun) et actuellement président délégué du synode sur la formation des prêtres, a indiqué que la séparation « de lui et de toi » avait été la condition exigée par le pape afin qu'ils vivent « comme frère et sœur ». Les mariages ont été suspendus, mais non invalidés, puisqu'un sacrement ne peut être délié.

L'un des deux hommes mariés ordonnés prêtres, l'abbé Ivo Schmidt, soixante-six ans, ancien diacre permanent du diocèse de Frederico Westphalen, dans l'Etat de Rio Grande do Sul, a reconnu que sa femme, soixante-sept ans, vivait encore sous le même toit que lui.

Mais il a précisé à l'AFP qu'elle avait été « très malade et n'était plus apte physiquement, bien avant l'ordination, à avoir des rapports sexuels ». L'identité de l'autre prêtre, qui vit actuellement dans l'Etat de Pernambuco (Nord du Brésil) n'a pas encore été révélée par le Vatican.

## Exception rarissime

De telles ordinations constituent, pour l'Eglise catholique de rite latin, une exception rarissime. Le droit canon, qui prévoit que le prêtre doit rester célibataire, n'exclut cependant pas les dispenses dans certains cas très particuliers. Après enquête, accord éventuel de l'épouse, des enfants et examen des problèmes successoraux (ce qui a été le cas au Brésil), le pape peut, selon l'expression canonique, « relâcher l'application du droit ».

Des cas de vœux admis au sacerdoce ne sont pas rares, tout comme le cas de pasteurs d'autres confessions chrétiennes qui se convertissent au catholicisme. Mais pour ceux-ci, la position du Vatican est différente. « L'entrée de tels pasteurs dans l'Eglise catholique, a expliqué le cardinal Tumi en évoquant le cas de pasteurs américains anglicans mariés, convertis en 1980, doit être entendue comme la réconciliation des individus qui désirent la pleine

communauté catholique. Cette exception n'implique pas un changement d'avis de l'Eglise au sujet du célibat sacerdotal ».

La doctrine de l'Eglise catholique de rite latin reste en revanche toujours très stricte sur le célibat des prêtres. Aucun prêtre n'a jamais eu le droit de se marier après son ordination. Cependant, plusieurs évêques, lors du synode en cours à Rome, ont souhaité l'ordination de « viri probati » (« d'hommes ayant fait leur preuve ») c'est-à-dire des prêtres mariés, dans certains cas graves, au manque de vocations. Les représentants des Eglises catholiques orientales ont également appelé que des prêtres de leur clergé étaient mariés et « n'en remplissaient pas moins leur fonction ».

Aujourd'hui, le Vatican doit par ailleurs traiter du dossier de prêtres d'Europe de l'Est qui, ayant vécu longtemps dans la clandestinité, réapparaissent mariés. Le rapporteur général du synode, le cardinal brésilien Lucas Moreira Neves, avait quant à lui estimé que la question du célibat et de l'ordination d'hommes mariés, largement débattue au synode de 1971 sur le sacerdoce des prêtres, n'était pas à l'ordre du jour.

J.-M. Dy

## Les nouvelles voix de la laïcité

## Suite de la première page

On se souvient également des tempêtes soulevées en 1988 par les interventions de l'épiscopat français contre la *Dernière Tentation de Christ*, le film de Martin Scorsese, contre la commercialisation de la pilule abortive et les campagnes publicitaires en faveur du préservatif.

Un tel discours laïque a sans doute la faiblesse de considérer les religions comme monolithiques. Toutefois, la crainte d'un néo-catholicisme militant (en Europe de l'Est, par exemple, libère du communisme), ou, pis, d'un « consensus mou » où les valeurs laïques traditionnelles risqueraient de se dissoudre. Le Grand Orient de France considère ainsi comme « une dérive de la démocratie » l'appel à des personnalités religieuses, lancé en 1983 par M. François Mitterrand, pour participer au Comité national d'éthique et en 1988 par M. Michel Rocard pour une mission exploratoire en Nouvelle-Calédonie (1).

## La tentation neo-concordataire

A défaut de nouveau concordat, c'est donc bien la « concorde » actuelle entre le gouvernement de gauche et les responsables religieux qui brouille les cartes dans le camp laïque. Celui-ci ne devrait pourtant pas s'en étonner. Du « cartel des gauches » à Guy Mollet, jusqu'aux gouvernements de M. François Mitterrand, la gauche a toujours à toujours commencé dans l'anticléricalisme pour se poursuivre dans une recherche de compromis acceptables par les parties, avec ou sans esprit de revanche.

Tout le monde a tiré les leçons de la stérilité de la dernière guerre scolaire de 1984. On a vu récemment M. Jack Lang donner un coup de pouce au financement d'une cathédrale à Evry, par le biais d'une subvention au musée d'art sacré jouxtant le futur édifice de culte. Des laïcs ont crié gare. Pourtant, le ministre de la culture ne faisait que suivre l'exemple d'Edouard Herriot qui, dans les années 20, avait financé la construction de l'Institut culturel de la Mosquée de Paris.

De même, depuis des mois, M. Lionel Jospin et la hiérarchie

catholique négocient-ils un compromis sur le délicat problème du temps réservé (par la loi) à l'enseignement religieux. Le ministre de l'Education vient d'annoncer un projet de réorganisation de la semaine scolaire à l'école élémentaire parce qu'il ne prévoyait pas les « garanties nationales » pour le temps de la catéchèse réclamées par l'épiscopat.

Ce n'est pas tout. Devant le caractère radicalement nouveau des questions posées par l'islam en France, un dialogue institutionnel

parler sur la naissance prochaine, à Strasbourg même, d'un institut de théologie musulmane, à l'instar des instituts de théologie catholique et protestante, les seuls qui soient en France reconnus et subventionnés par l'Etat.

Qu'à la faveur de l'intégration de l'islam, des brèches ne s'ouvrent ainsi dans l'édifice des lois de séparation est la crainte principale du camp laïque aujourd'hui. Elle est agitée par le souhait qu'exprime la hiérarchie catholique d'une « redéfinition du cadre institutionnel de la laïcité » (Mgr Vilnet, 1987). « Entre l'Eglise et l'Etat, on ne peut plus parler de séparation, mais de collaboration », déclarait en 1988 le cardinal Dequen, à la même année, Mgr Lustiger ajoutait, dans un entretien au *Monde* : « Si l'Etat ne faisait



s'est noué entre l'Etat et un Conseil supérieur de l'islam créé à l'initiative de M. Pierre Joxe, pour tenter de répondre aux problèmes posés par l'exercice du culte musulman (construction de mosquées, abattage de viatique rituelle, etc.).

A Strasbourg, le 12 septembre dernier, le même ministre des cultes a prononcé un discours remarqué, en forme de défense et illustration du régime concordataire, particulièrement du droit local en Alsace et en Moselle. Nul doute que M. Joxe ne voie dans le régime d'encadrement des cultes, lié au parcours historique des provinces bies annexées par l'Allemagne, un modèle plus ou moins applicable à la gestion de l'islam. Il y a fort à

par l'effort de redéfinir les conditions de la séparation, dans l'état actuel des mœurs et de la société. Il porterait gravement atteinte à un droit imprescriptible, au patrimoine spirituel qui est un bien de la nation ».

## La morale laïque à bout de souffle

L'Eglise française connaît trop bien aujourd'hui les avantages, en termes de liberté de manœuvre et de parole, du régime de séparation qu'elle a, dans le passé, tant combattu. Elle ne réclame certainement pas de nouveau concordat de type napoléonien, mais, avec beaucoup d'autres, elle mesure les sérieux inconvénients de la situation actuelle.

Au début du siècle, la religion était renvoyée à la sphère du privé et la laïcité occupait tout le champ de la morale sociale. Qu'en est-il quatre-vingt-dix ans après ? A part quelques tentatives de réanimation — comme cette « morale républicaine » que M. Chevènement, sans grand succès, a essayé de réintroduire à l'école après 1984 —, la morale laïque est à bout de souffle. Sur les questions de sens de la vie ou de la mort, ou d'éthique scientifique et médicale, elle est souvent muette.

« Nous nous sommes endormis sur le scolaire », reconnaît M. Jean-Robert Ragache, grand maître du

## MÉDECINE

## Deux ans après leur mouvement

## Les infirmières organisent des états généraux

Des états généraux infirmiers se tiennent, samedi 20 octobre à Paris, avec pour principal objectif la création d'une grande union professionnelle de type syndical. Deux ans après le mouvement infirmier, le malaise persiste au sein de cette profession mais les multiples organisations sont-elles prêtes à se mobiliser au sein d'une seule structure ?

« Il n'y aura pas de solution sans union ». C'est sous ce slogan que se tiennent samedi 20 octobre les états généraux infirmiers, à la Maison de la mutualité, à Paris. Deux ans après le vaste mouvement revendicatif des infirmières, les organisations, associations et syndicats représentatifs de la profession, se sont multipliés. La coordination nationale, symbole du rassemblement mutuel de 1988, a traversé une crise de représentativité (le *Monde* du 24 février 1989) ponctuée de querelles intestines qui l'ont affaiblie. Sa constitution en syndicat professionnel, en décembre 1989, n'a, semble-t-il, pas suffi à lui redonner un réel pouvoir fédérateur.

« La coordination nationale a canalisé un ras-le-bol mais n'a pas réussi, ensuite, à mettre en place une organisation qui représente d'une seule et unique voix la profession infirmière. On n'a jamais pu faire l'unité au sein des bureaux », estime M. Nicole Bénévise, ancien porte-parole de la coordination. Les états généraux, organisés par une ving-

taine d'associations et de syndicats professionnels, parviendront-ils pour autant à créer une nouvelle organisation, l'« Union professionnelle infirmière », qui soit représentative de l'ensemble de la profession ?

## Malaise et pénurie

Malgré les avantages, principalement financiers, obtenus après le mouvement de 1988, le malaise persiste. On estime qu'une infirmière diplômée d'Etat exerce sa profession en moyenne pendant neuf ans. Sur les 365 515 infirmières diplômées d'Etat depuis 1953, c'est-à-dire de moins de soixante ans, seulement 240 711, soit les deux tiers, continuent actuellement à exercer leur profession.

Aujourd'hui, une infirmière débutante de l'Assistance publique a un salaire net de 7 195 francs, auquel s'ajoute la prime de service d'une valeur moyenne de 511 francs. Cette rémunération, jugée insuffisante, ne justifie pas à elle seule le malaise du milieu infirmier. Le manque de dialogue, de reconnaissance de la profession, les conditions de travail difficiles ou encore l'insuffisante participation aux instances de décision et consultatives, y contribuent tout autant. « Ce n'est pas la création d'un collège infirmier au sein de l'hôpital, comme le prévoit le projet de loi sur la réforme hospitalière, qui va changer les choses », explique M. Bénévise. On doit pouvoir réunir tous les acteurs : administrateurs,

médicins, soignants, etc. pour élaborer un vrai projet d'établissement ».

La profession attire de moins en moins de candidats. En 1989, le nombre d'élèves-infirmiers inscrits en première année était de 12 312 sur la France entière pour un quota, c'est-à-dire un recrutement optimal défini par les pouvoirs publics, de 14 136. Ce déficit de 13 % entre « l'offre » et la « demande » varie considérablement suivant les régions. « L'Ile-de-France figure parmi les régions les plus touchées. « Depuis la fin de l'année 1988, nous avons des difficultés à remplir nos écoles et nous devons déployer des efforts inhabituels pour y parvenir », reconnaît Jean-Pierre Cendron, directeur du personnel de l'Assistance publique, l'an dernier, des concours et des campagnes de publicité ont été mis en place en province afin de recruter des infirmières pour les hôpitaux parisiens de l'Assistance publique.

Face à ce malaise, les états généraux étudieront une série de propositions : l'assimilation du diplôme d'Etat à un diplôme d'enseignement supérieur, une meilleure représentation des infirmières au sein du Comité national d'éthique, une formation continue systématique pour préparer le passage d'un service à un autre ou une meilleure prise en compte de l'ensemble des responsabilités liées à cette profession en font partie.

MARTINE LARONCHE

## SCIENCES

## Directeur du département de chimie de l'Ecole normale supérieure

## Le professeur Marc Julia médaille d'or 1990 du CNRS

La médaille d'or du CNRS 1990 a été décernée, jeudi 18 octobre, au professeur Marc Julia, soixante-huit ans, directeur du département de chimie de l'Ecole normale supérieure (ENS) de Paris, « pour ses travaux dans le domaine de la chimie organique de synthèse moderne », proches de ceux réalisés par l'un de ses collègues et ami, le Nobel de chimie 1990, Elias James Corey. Le professeur Julia a réalisé la synthèse de nombreux produits en agrochimie ou en chimie pharmaceutique, dont celle de la vitamine A, en collaboration avec le groupe français Rhône-Poulenc, devenu ainsi le second producteur mondial de cette substance. Il a

promu l'utilisation de la résonance magnétique (RMN) pour construire des molécules complexes.

[Né le 23 octobre 1922 à Paris, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, docteur ès sciences, agrégé de sciences physiques, le professeur Julia a poursuivi ses études à l'Imperial College of Science and Technology de Londres. Rentré en France, il fut professeur à l'Ecole polytechnique, à la faculté des sciences de Paris, puis à l'Ecole nationale supérieure de chimie, avant de prendre la direction du département de chimie de l'ENS. Il est membre de l'Académie des sciences.]

## WEEK-END D'UN CHINEUR

## PARIS

## Samedi 20 octobre

Drouot-Richelieu, 14 h : livres, bijoux ; Drouot-Montaigne, 14 h 30 : haute époque, mobilier, objets d'art.

## ILE-DE-FRANCE

## Samedi 20 octobre :

Fontainebleau, 14 h 30 : livres ; Le Raincy, 14 h : mobilier, objets d'art ; Rambouillet, 14 h : vins.

## Dimanche 21 octobre :

Argenteuil, 14 h 30 : bijoux, orfèvrerie ; Auxerre, 14 h 30 : archéologie, Extrême-Orient ; Chartres, 14 h : mobilier, tableaux ; Cossonville, 14 h : arts d'Asie ; Clon, 14 h : antiquités architecturales ; Eglise-Adam, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Nanterre, 14 h : mobilier, objets d'art ; Nogent-le-Rotrou, 14 h : objets africains ; Provins, 14 h : objets africains ; Rambouillet, 14 h : vins ; Saint-Germain-en-Laye, 14 h 30 : sculptures, dessins modernes ; Sceaux, 14 h 30 : tableaux modernes, mobilier ; Suresne, 14 h 30 : objets d'art, tableaux ; Toussaint, 14 h 30 : tableaux, mobilier.

## PLUS LOIN

## Samedi 20 octobre :

Montargis (Vendée), 14 h : mobilier, objets d'art ; Auch, 14 h 30 : vins, alcools ; Beaune, 14 h 30 : timbres ; Belfort, 14 h : mobilier, tableaux ; Compiègne, 14 h : vins ; Laval, 14 h : mobilier, objets d'art ; Lyon (Sidoine-Apollinaire), 14 h 30 : gravures, dessins ; Marseille-Prado et Marseille-Castellane, 14 h 30 : photographies anciennes ; Nancy, 14 h : livres ; Nantes, 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Nice, 14 h : tableaux, mobilier ; Orléans, 14 h : mobilier, objets d'art.

## Dimanche 21 octobre :

## Amber, 14 h : mobilier, objets d'art ; Arles, 14 h : tableaux anciens, mobilier ; Arzac, 14 h 30 : tableaux modernes, tapis d'Orient ; Bar-le-Duc, 14 h : mobilier, objets d'art ; Belfort, 14 h : mobilier, argenterie ; Bernay, 14 h 15 : tableaux modernes, mobilier ; Chalon-sur-Saône, 10 h : argenterie, bijoux ; Chalon-sur-Marne, 14 h : tableaux modernes, argenterie ; Deuil-la-Croix, 14 h 30 : grands vins ; Dijon, 14 h : mobilier, tableaux ; Doullens, 14 h 30 : objets d'art, argenterie ; Douzay, 14 h : jouets anciens ; Duclair, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Evreux, 14 h 30 : tableaux modernes ; Gisors, 14 h : livres ; Issoudun, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Le Tonquet, 15 h : automobiles de collection ; Les Andelys, 14 h 30 : appareils photo ; Lyon-Brocard, 15 h : mobilier, objets d'art ; Lyon (rue Cronstadt), 15 h : tableaux modernes ; Marseille-Castellane, 14 h 30 : affiches ; Mayenne, 14 h : mobilier, tableaux ; Montluçon, 14 h 30 : argenterie, bijoux ; Nancy, 14 h : mobilier, argenterie ; Nantes, 14 h 30 : mobilier, tableaux modernes ; Neuville-de-Poitou, 14 h 30 : argenterie, mobilier ; Reims, 14 h : arts plastiques, mobilier ; Rochefort, 14 h 30 : tableaux modernes ; Rouen, 14 h : mobilier, objets d'art ; Saint-Amand-Montrond, 14 h 30 : tableaux modernes, mobilier ; Sens, 14 h 30 : tableaux de l'Ecole russe ; Soissons, 14 h 30 : mobilier, tapis d'Orient ; Tours, 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Vendôme, 14 h : accessoires de cirque.

## FOIRES ET SALONS

Rouen, Marseille, Lyon (salon du jouet ancien), Belle-Epine, Annale, Chaurou, Mandres-les-Roses (94).



# CULTURE

## THÉÂTRE

### Barouf à Fou-tcheou

« Ce n'est autre que l'histoire un peu arrangée de mon aventure »  
disait Claudel à propos du « Partage de midi »



Didier Sandre bouleversant d'intensité spirituelle

L'aventure : lorsque Claudel, en 1900, rejoint son poste de consul en Chine, à Fou-tcheou, il voit monter sur le bateau, à la Réunion, une femme qu'il connaît déjà, Rosalie Vetch, trente ans, quatre enfants et son mari qui file en Chine car il est sous le coup d'un mandat d'arrêt, « une abominable crapule », dit Claudel.

Claudel tombe amoureux fou de Madame Vetch. Il l'installe, avec mari et enfants, carrément à son domicile consulaire, expédie en missions diverses le mari, qui s'emploie à un trafic de travailleurs chinois vers Madagascar. La « vie partagée » de Claudel et Rosalie va durer trois ans et demi, de décembre 1900 au 1<sup>er</sup> août 1904 ; ce jour-là le ménage Vetch reprend le bateau, Rosalie attend un enfant de Clau-

del, elle est enceinte depuis mai. En février 1905 Claudel apprend la naissance de sa fille, Louise.

En mars, il prend le bateau pour la France. Il découvre que Rosalie Vetch a choisi de vivre avec un autre homme, appelé Lintner. Claudel, en tandem avec M. Vetch, loue une voiture et se lance à la poursuite de Rosalie, en Belgique, en Hollande. C'est Lintner qui, avertissant la justice, mettra fin à cette course-poursuite.

Claudel se fait mater par sa sœur Camille, dans les Pyrénées. Il écrit alors le *Partage de midi*. Les trois partenaires, Claudel, Rosalie, son mari Vetch, sont là sous les noms de Mesa, Ysé, et de Ciz. Claudel ajoute un personnage qu'il nomme Amalric, dont il fait l'amant d'Ysé. Ce n'est autre que Lintner, et c'est le point

faible de la pièce, parce qu'il n'est jamais dans une situation juste.

La première version du *Partage de midi* était très belle, assez rimée, mais par moments. Quarante-trois ans plus tard, sur l'intervention de Jean-Louis Barrault qui veut créer la pièce, Claudel va écrire une seconde, puis une troisième version, d'une langue plus directe, et d'une trame, si l'on peut dire, presque plus grossière. Ysé y perd son « aura ».

Claudel l'appelle alors « l'aventurière ». S'adressant à Mesa, il dit : « Ah, mon bonhomme, tu croyais que tu allais te débarrasser comme ça... La voilà revenue, c'est la créature... » Il résume l'aventure désormais ainsi : « J'ai eu la gale... quelque chose qui ressemble pas mal à l'enfer ».

Nicole Garcia, au Théâtre de l'Atelier, reprend le rôle d'Ysé de la deuxième version, un peu « débouloonnée ». Elle donne sur scène ce que prescrivait Claudel, « le long pas de déesse quand il faut, avec un grand rire qui nous prend aux moelles ». Elle sait jouer aussi de son ascendant sur Mesa, par l'intensité d'un charme sans trivialité sensible.

Nicole Garcia est donc une remarquable Ysé-1946, de même que Jean-Pierre Marielle un excellent Amalric-Lintner pas à sa place. Bien sûr, Claudel, dans toutes les versions, s'est gardé le plus grand rôle et les plus belles pages pour son Mesa-Claudel, et dans ce rôle Didier Sandre est tout à fait bouleversant d'intensité spirituelle, d'énergie créatrice, d'aventure intérieure fiévreuse et sincère, et de poésie de la terre et du ciel.

C'est pour voir et entendre, avant tout, Didier Sandre jouer le Claudel des grands jours, qu'il ne faut à aucun prix manquer ces soirées de l'Atelier.

MICHEL GOURNOT

Atelier, du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 15 h 30. Tél : 46-06-49-24.

### Un bleu nuit lumineux

Le dialogue magnifique d'un homme avec la Mort :  
« Le Laboureur de Bohême », texte médiéval allemand

Le Laboureur (Jean-Marc Bory) a les bras ballants, avec des mains énergiques, à hauteur des hanches. Dans son costume de velours côtelé, un peu paysan, l'homme ne bouge pas. Tout son corps dit la révolte, mais il ne démentira pas de son attitude obstinée d'homme sûr de son droit. Dans la terre, il semble avoir pris racine. Il insulte la Mort, et la maudit. Et voici que la Mort (Serge Maggiani) apparaît : un visage, une silhouette à demi-mangée d'ombre.

La Mort vient d'emporter la femme du Laboureur. Et tous deux plaident le bien-fondé de leur cause en une discussion aigre où le prosaïsme le dispute au mysticisme, le coup bas à la hauteur de vue. La langue est superbe, avec des accents parfois hugoliens, brasant les astres et les entrailles du monde, la science et le souffre, convoquant l'arithmétique ou la géométrie au même titre que « l'hydropneumonie clairvoyante dans le tourbillon des eaux », ou « l'haruspex qui lit l'avenir dans la fumée de l'autel ». Sous ce déchaînement d'arguments scholastiques, se dessine une vision du monde naïve, savoureuse, frémissante d'intuitions inquiètes et d' accents profondément humains.

Les Allemands connaissent dès leur jeune âge, dit-on, le *Laboureur de Bohême*, un texte daté de 1401, écrit au lendemain de la perte de son épouse par Johannes von Saz.

letté qui, à la lisière du Moyen Âge et de la Renaissance, parcourt l'Europe, de Prague à Bologne. La découverte de ce texte traduit pour la première fois intégralement en français (par Dieter Welke) et du spectacle mis en scène par Christian Schiaretti, nouveau directeur du Centre dramatique de Reims, tient de l'éblouissement. Le décor abstrait, une courbe magistrale dans l'espace (Renaud de Fontaineau) est astucieux : en haut, sans que l'on puisse précisément définir le lieu de son apparition, la Mort, qui peu à peu s'approche du Laboureur, resté en bas. Puis, car il faut bien trancher entre ces plaidoiries retors, apparaît, avec son aile de plastique ondulé, l'ange rouge de Dieu, conventionnel et sûr de lui (Laurent Poitrenaux).

Jean-Marc Bory et Serge Maggiani habitent le même monde lumineux et bleu nuit. Un faisceau de lumières douces entoure le corps du Laboureur des pieds à la tête, tandis qu'elles confèrent au Seigneur des Ténébreux un je ne sais quoi d'évanescence. Leur rencontre est un instant rare, magnifié par une mise en scène qui fuit l'effet.

ODILE QUIROT

Théâtre Gérard-Philipe, Saint-Denis. Jusqu'au 27 octobre du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 17 h. Tél : 42-43-17-17.

**CONNAISSANCE DU MONDE**  
SALLE CHOPIN-LEVEL : Dimanche 21 octobre 18h30 (14 h 30), Lundi 22 (18 h 30), Mardi 23 (18 h 30), Mercredi 24 (15 h et 20 h 30), Jeudi 25 (15 h et 18 h 30), Vendredi 26 (15 h et 18 h 30), Samedi 27 (14 h 30 et 17 h), Lundi 28 (15 h).  
Film de Maurice KRAFFT - A L'ASSAULT DES PLUS BEAUX  
**VOLCANS DU MONDE**  
Eruption du Mont Saint-Helens, Volcans des Andes, du Mexique, d'Alaska, d'Antarctique, Guyana de Yellowstone. Le volcans sur la Soufrière et le Montserrat. Fabuleux images à l'écran.  
PROCHAIN SUJET : ISTANBUL, du 4 au 12 NOVEMBRE - Tél : 46-01-16-89

CENTRE DRAMATIQUE DE LA COURNEUVE-GRÉNIER DE BOURGOGNE  
Le Directeur et Directeur  
**LE PILON FLAMBOYANT**  
du 4 au 28 octobre  
Centre Culturel Jean-Benoît - La Courneuve 23, avenue du Général-Lecour - réservations : 03.36.11.44 et 3 Place

## MUSIQUES

### Touré Kunda en paroles

Le nouveau spectacle du groupe sénégalais, « En fête », est au Palais des Congrès

Les musiciens arrivent au gouste à gouste. Une voix off nous pose la question fatidique : « C'est qui, Touré Kunda ? » sur fond sonore d'oiseaux et de chants du coq. C'est l'aube (lumière bleutée). Des bûches artificielles flambent sur le devant de la scène. Quelques accessoires traverseront ainsi l'espace du Palais des Congrès au fil du spectacle censé résumer une journée en Casamance. Les quatre frères Touré (Ismael, Ousmane et Sixu ont été rejoints au début de cette année par Hamidou) racontent : l'égalité, la fraternité, la Casamance, ils bavardent au coin du feu. Entre les morceaux, pour la plupart repris de leur dernier album *Salam* (Tremat/Pathé-Marconi), mais les mots arrivent dans un désir de musique (ce qui du public) comme un cheveu sur la soupe.

Le nouveau spectacle des frères de Ziguinchor, se cherche. Les Kunda, épaulés par six musiciens talentueux, se font raver la vedette par les seconds couteaux, les quatre danseuses réunies autour de Naby Diop, véritable boule d'énergie en parfaite adéquation avec le groupe.

Le feu lance de petites flammèches électriques et quelq'un dans la salle crie : « Musique ». Des cerbères empêchent une grosse dame en bou-bou d'investir la scène. Pour le reste, on est sage. On est venu en famille voir cette famille d'un autre continent. Les Touré Kunda, enfants terribles de la musique noire des années 80 auraient-ils changé d'image ? Tout à coup, des éclairs, des fulgurances, une marée impressionnante de rythmes resurgissent. Un des meilleurs titres de l'album *Salam*, sorti début 90, *Guerilla*, évocation de la guerre d'indépendance de Guinée-Bissau chantée en créole portugais,

réveille les vieux démons du groupe, ceux-là même qui le menèrent sur le chemin du disque d'or avec le *Paris Ziguinchor live* (Celluloid 85). Le groupe sénégalais ne s'est jamais tout à fait remis de ses tournées épuisantes (des États-Unis au Japon), des coups du destin (la mort subite d'Hamadou, l'initiateur, en 1983), de ses négligences et des appétits commerciaux qui l'accompagnent. Touré

Kunda brille vers la fin. Impressionnant de rythme et d'aisance. Les quatre frères, représentant *Baobab*, *Emma*, *Casa da Mansa*, les titres de la grande époque : on attend le prochain âge d'or de la famille Touré.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Touré Kunda, au Palais des Congrès, porte Maillot, jusqu'au 21 octobre. Tél : 48-78-11-74

### James, quelle nouvelle !

Le groupe de Manchester ouvre en beauté le festival des Inrockuptibles

Le concert que James a donné en conclusion de la première soirée du festival des Inrockuptibles, jeudi soir à la Cigale, admet mal la réplique. Il faut pourtant parler, avant, des deux premiers groupes de la soirée. En ouverture, My Jealous God, guitares wah-wah et chapeau à frange loirée, pendu au micro, a tout juste gagné le droit de revenir une fois prochaine pour confirmer quelques vagues promesses, faites sur le mode néo-psychédélique. Ensuite, Band of Holy Joy s'est lancé à corps perdu dans son cabaret rock, pas très éloigné - dans les moyens tout au moins - de celui des Nègresses vertes (trombone, accordéon, caléone). Mais leur univers est triste, et Johnny Brown, le chanteur, petite moustache sous amphetamines, lui donne vie avec l'énergie du désespoir, celle qui fait passer les

approximations instrumentales. Il chante à la manière de Jacques Brel le triste sort de Marvin Gaye et se sort presque sans ridicule de ce très grand écart.

Et surtout, James, souple et rigoureux, ouvert et serré, emmène dans une cavalcade majestueuse et irréfutable par Tim Booth, sans doute le meilleur chanteur de sa génération. Derrière lui, le groupe change, de texture, de configuration, prend des risques sans jamais se perdre, sans jamais lâcher la salle. Tout ce qui est rare dans le rock - l'honnêteté et la virtuosité bien comprises - est dans un concert de James. Il ne reste plus au groupe de Manchester qu'à revenir faire une vraie tournée en France.

THOMAS SOTINEL

## COLLOQUE

### Urbanisme, architecture et commerce

Le commerce peut-il contribuer à l'intégration des centres-villes et de leurs périphéries ? C'est le thème d'un colloque qui s'est déroulé à Paris

« Je préfère baliser ma marge bénéficiaire plutôt que d'investir dans le beau », a-t-on entendu au colloque organisé par les ministères du commerce et de l'équipement au Palais des Congrès de la porte Maillot, à Paris. Il réunissait des représentants de l'Etat, des grandes chaînes de distribution commerciale, des architectes, des urbanistes et des élus locaux. Il s'agissait de résoudre le problème posé par les « entrées de villes », ces zones indistinctes mais toutes semblables, qui défigurent la périphérie des cités. Là, depuis une vingtaine d'années, les bâtisses informes, cernées d'immenses parkings, se sont multipliées le long des routes. Les poids lourds de la distribution commerciale y proposent, dans une débauche de panneaux publicitaires stridents, toute une gamme de produits, du meuble à l'alimentation. Les chaînes commerciales, dont l'esthétique n'est pas le premier souci, ont trouvé ici des espaces à bon marché. La clientèle a suivi.

Pourtant cette médiocrité ravageuse n'est pas inéluctable. Des voyages d'études organisés par le ministère du commerce dans différents pays européens ont montré que ces improbables constructions sont une spécialité bien française. Ni en Allemagne ni en Grande-Bretagne, les abords des grandes

cités ne sont à ce point défigurés.

Cette situation particulière s'explique, en partie, par le morcellement excessif des communes françaises et leur manque de coopération. « Très souvent », a noté Philippe Cattiaux, directeur du commerce intérieur, ces zones périphériques ne sont pas sur le territoire de la ville qu'elles prolongent. Et la chasse à la taxe professionnelle autorise tous les dérapages, toutes les dérogations. « Elle s'expliquerait aussi par un effet pervers de la loi Royer destinée à protéger les petits commerçants, qui aurait ainsi rejeté les Mamouths et autres Casino loin des centres. Une enquête révèle enfin le comportement paradoxal des citoyens qui nient l'intérêt de ces concentrations alors qu'ils les fréquentent plusieurs fois par semaine.

« Avoir le courage de la chirurgie »

Comment donner une figure urbaine à ces quartiers qui n'en sont pas ? Plastiquer ces constructions, comme le suggère rondement Michel Péricard, député et maire de Saint-Germain-en-Laye ? Obliger les communes concernées à une concertation ? Catherine Grandin, directrice du CAUE du Rhône, indique les limites d'une telle pratique. A la sortie de Lyon, la RN 6

est devenue une véritable route du meuble, totalement anarchique. Après cinq ans de discussions, les trois communes concernées sont parvenues à réglementer la publicité sur le territoire de l'une d'entre elles. Modeste résultat. Raymond Cerruti, président de la chambre de commerce d'Aurillac est plus optimiste. Il estime que l'évolution naturelle du commerce - vente à domicile, évolution des habitudes de transports - suffira à modifier l'urbanisme commercial. L'architecte Paul Chemetov lui fait remarquer que l'une des fonctions du commerce étant d'organiser un simulacre nécessaire d'échange, aucune messagerie électronique ne pourra remplacer les lieux où il s'opère. « Les zones commerciales à l'entrée des villes existent, explique Chemetov. Si l'on ne tient pas compte de cette situation, les problèmes que nous aurons à résoudre demain ne seront que l'extrapolation - aggravée - de ceux que nous connaissons aujourd'hui. »

C'est aussi le sentiment de Jacques Auroux, député et maire de Rouanne, qui lie la désertification des centres-villes et l'anarchie qui règne aux portes des métropoles : « Quand le cœur des villes ne bat plus assez fort, ce sont les périphéries qui sont malades, affirme-t-il. On s'est adressé à des ingénieurs, plutôt qu'à des architectes, pour construire ces grandes surfaces. Ces méthodes doivent changer. Cette déplorable urbanisation, dont les Français ne veulent plus, est à repenser totalement. Aujourd'hui, il faut avoir le courage de la chirurgie. » Mais si la plupart des assistants estimaient suffisant l'arsenal juridico-administratif dont disposent les pouvoirs publics, il reste à savoir qui aura le courage de tenir le bistouri.

EMMANUEL DE ROUX

**TGP**  
Le laboureur de Bohême  
Christian Schiaretti  
Christian Schiaretti a mis en scène le laboureur avec une confiance absolue dans la puissance du texte.  
Serge Maggiani, et plus encore Jean-Marc Bory, démontrent qu'il ne s'est pas trompé.

**EUROPE**  
JUSQU'AU 4 NOVEMBRE  
**ODEON**  
**Roundja**  
LA JEUNE FILLE PLUS BELLE QUE LUNE ET QUE ROSE  
de TAOS AROUCHE  
spectacle conçu et interprété par LAURENCE BOURDIL  
réalisé avec la participation de Derri Berkani  
DU MARDI AU SAMEDI A 18 H 30 • DIMANCHE A 15 H ET 21 H

LOTTO										MERCREDI 17 OTTOBRE 1990									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
ES										FR									
1										2									
3										4									
5										6									
7										8									
9										10									
11										12									
13										14									
15										16									
17										18									
19										20									
21										22									
23										24									
25										26									
27										28									
29										30									
31										32									
33										34									
35										36									
37										38									
39										40									
41										42									
43										44									
45										46									
47										48									
49										50									
51										52									
53										54									
55										56									
57										58									
59										60									
61										62									
63										64									
65										66									
67										68									
69										70									
71										72									
73										74									
75										76									
77										78									
79										80									
81										82									
83										84									
85										86									
87										88									
89										90									
91										92									
93										94									
95										96									
97										98									
99										100									
101										102									
103										104									
105										106									
107										108									
109										110									
111										112									
113										114									
115										116									
117										118									
119										120									
121																			



## CULTURE

ARTS

## Des liaisons périlleuses

Les artistes américains ont largement pénétré sur les marchés français et européen. La réciproque est plus douteuse.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Octobre 1990 à New-York : vernissages, rentrée des galeries, présentation de la nouvelle collection automne-hiver d'art contemporain. Peu d'artistes « étrangers » parmi les élus, hors quelques Sud-Américains, dont la vogue paraît revenue, et quelques Européens : l'Anglo-Indien Anish Kapoor, l'Italien Giovanni Anselmo, de jeunes Allemands, auxquels on peut ajouter de rares Japonais.

De jeunes artistes français de trente ans, pas trace dans Soho, là où se font toujours carrières et réputations. Seul signe d'évolution : l'annonce d'une exposition de Bertrand Lavier chez Leo Castelli en novembre.

Octobre 1990 au MOMA, Museum of Modern Art, le saint des saints des musées du vingtième siècle. Dans les salles « historiques » triomphent Matisse, Picasso et les

surréalistes parisiens. Dans celles consacrées à l'après-guerre, tout juste deux Français, Jean Dubuffet et — le seul de nos compatriotes vivants accroché en permanence — Pierre Soulages. Dans le jardin de sculpture du musée, un seul sculpteur français actuel, lequel vit et travaille à New-York depuis les années 70 : Alain Kirili. On croirait que les institutions américaines, tout comme les galeries new-yorkaises, ont la conviction que, depuis 1945, il n'y a plus guère en France que d'heureuses exceptions.

Le lamento n'est pas neuf. Depuis la vieille querelle entre expressionnistes abstraits new-yorkais et parisiens de l'« abstraction lyrique » des années 50, l'animosité a plus souvent réglé les relations transatlantiques que l'estime réciproque. D'un côté de l'océan, on est passé de la condescendance (« ces Américains sont si jeunes, si naïfs ! ») à la rancune (« ils se servent de leur puissance économique pour nous éra-

ser ») au complexe d'infériorité (« de toute façon, nous n'existons plus à leurs yeux »). De l'autre côté, de l'envie à la fièvre d'avoir égalé les modèles, puis à l'autoglorification sans nuance. L'ouvrage que l'historien américain Irving Sandler a consacré à l'expressionnisme abstrait a pour titre *The Triumph of American Painting*. On ne peut guère être plus clair.

Que, dans ces circonstances, les États-Unis aient longtemps paru parfaitement imperméables à l'art français ne surprend plus. Français, et non point européen : les Italiens de l'Arte Povera ont bénéficié de leur cousinage formel avec les minimalistes et su créer et entretenir un axe Turin-New-York. Leurs successeurs de la Transavantgarde et les Allemands du néo-expressionisme ont surpris par leurs outrances, et nombre d'entre eux, de Chia à Fetting, ont établi leurs ateliers dans Soho, à proximité des galeries où leurs compatriotes marchands, Sp-

roné ou Werner, étaient prêts à les soutenir. Les sculpteurs de la nouvelle école britannique, Richard Deacon et Tony Cragg les premiers, s'exposent et se vendent bien. Anselmo Kiefer a, à New-York, ses collectionneurs les plus convaincus. Comment alors comprendre le « cas » français ? Est-ce incompatible ou impuissant ?

## Valeurs « exotiques »

Aboulie plutôt, absence d'énergie, si l'on en croit Alain Kirili. Il a, l'un des seuls, pris le risque de quitter Paris pour New-York. Il y a près de vingt ans, en un temps où la colonie française à New-York n'était ni nombreuse ni brillante, et fait l'expérience des réticences et résistances du marché américain. A ses yeux, artistes et marchands français manquent essentiellement d'audace et de résolution. Les premiers évitent de rencontrer et de recevoir leurs confrères américains, pour lesquels le voyage à Paris demeure un plaisir nécessaire. « Cologne », dit Kirili, « a une meilleure image que Paris. Les Américains savent qu'ils y seront bien reçus, qu'ils y rencontreront de l'intérêt pour leurs travaux de la part des artistes allemands. Ils sont tout prêts ensuite à accueillir ceux-ci généreusement. Avec les artistes français, s'il y a échange, c'est de mauvais procédés. » Autre faiblesse, celle des institutions culturelles, sur lesquelles les Français se reposent volontiers du soin de se défendre

aux États-Unis. « Les Italiens, continue Kirili, ont travaillé seuls, artistes et marchands associés, sans le secours d'aucune institution. Ils ont obtenu de la sorte leur reconnaissance. Les Français s'en remettent à leurs attachés culturels, qui font bien peu d'efforts, et aux conservateurs de musée, qui, eux, ne parviennent pas à rompre avec l'habitude d'un rapport hiérarchique. Ils n'osent pas traiter avec les Américains d'égal à égal. Les galeries les initient : le marché parisien n'est que la boîte postale de New-York et ne tente rien pour défendre les Français. »

Il le regrette d'autant plus que la France peut, selon lui, incarner des valeurs « exotiques » : la sensualité, le plaisir, dont les pays protestants, sinon puritains, n'ont guère l'expérience. Ce qui était un « handicap fondamental », la référence française, la réputation d'impudique et de licence qui lui est associée aux États-Unis, s'inverserait et exorciserait désormais son attitude sur des artistes un peu las de la rigueur des minimalistes géométriques.

Les « rares » artistes français qui ont suivi l'exemple de Kirili dans les années 80 n'ont pas un sentiment bien différent de leur situation. Sculpteurs, comme Anne Rochette, ou peintres, comme Bruno Rousselet, ils s'accrochent à reconnaître que l'acclimatation a pris du temps et demandé de la peine. Anne Rochette se souvient des petits métiers de toutes espèces qu'elle a été contrainte d'accepter avant de

réussir à se consacrer à son œuvre. Bruno Rousselet a dû s'installer à Brooklyn, dans un quartier pour films noirs, parce qu'un jeune peintre ne peut plus payer les loyers d'un loft de Soho, devenus exorbitants à mesure que grandissait la réputation de l'endroit. Mais tous deux admettent aussi que les artistes américains de trente ans, leurs véritables contemporains, les ont accueillis sans méfiance et même aidés avec une bienveillance dont ils n'avaient pas l'habitude à Paris.

Ils les jugeraient même de plus en plus francophiles et remarquent — signe des temps — que nombre de natifs des États-Unis projettent à leur tour de franchir l'océan, dans l'autre sens naturellement. Ils renoueraient de la sorte avec une tradition qui ne s'est interrompue qu'au début des années 60. Joan Mitchell, Shirley Jaffe, Sam Francis, Ellsworth Kelly et Brice Marden ne jugeaient pas inutile de séjourner longuement dans la ville de leurs maîtres. Joan Mitchell et Shirley Jaffe s'y sont même fixés. Il se pourrait que, après une lacune d'un quart de siècle, les petits-fils de ces maîtres décident de les imiter. Qu'en somme les liaisons artistiques entre France et Amérique soient, enfin, en cours de rétablissement.

PHILIPPE DAGEN

## MODES

## Milan sexy

Court et transparent, pour séduire les clientes paresseuses

MILAN

correspondance

Après des années de sagesse, de longueurs raisonnables et de pudiques transparences, les créateurs italiens semblent se défaire de leur image d'écouliers modèles et vouloir enfin découvrir les jambes, dévoiler les seins. La « femme manager » n'est pas allée jusqu'à jeter aux orties son tailleur ou sa robe de cocktail, mais dans une crise d'angoisse existentielle elle a tout coupé au deux.

Le pantalon devient short, le bustier soutien-gorge et la jupe mini. La panoplie des années 60 envahit les passerelles : la forme trapèze et la taille haute, la robe Mondrian d'Yves Saint Laurent recrée en maille (Laura Biagiotti), les robes Courrèges, le fuseau, les lunettes et les chapeaux d'Audrey Hepburn (Byblos, Complice). Même Armani parle du « désir de sex-appeal », ose le court très court et le corsage en voile.

Aux teintes douces comme l'eau, chaudes comme le sable (Krizia, Armani), poudrées ou mordorées (Gianfranco Ferré, Mario Valentino),

qui viennent des collections précédentes, s'ajoutent les contrastes vifs des couleurs électriques. Les voiles et les cotons s'opposent au satin verni et aux paillettes surabondantes. Très beau, très doux, le daim est présent partout, traité comme un tissu, porté directement sur la peau, ou travaillé comme le cuir.

## Baisse sensible des ordres

Mais, influence trop marquée des bureaux de style ? Attention trop grande accordée aux sondages de marché ? Les collections souffrent d'uniformité. Heureusement, il y eut Moschino. Revenu à sa forme d'antan, il dirigea les mannequins dans un défilé pétillant, plein d'humour et de tendresse. Les enfants, les fleurs, la corolla et la « bella Napoli » l'ont inspiré. Comme toujours une sortie était dédiée à la petite veste Chanel, garnie cette fois de clochettes et brodé d'une vache sur le dos.

A sa deuxième collection, Massimo Monteforte, jeune Romain qui revendique Chaliapine dans son ascendance, présentait des formes

apparemment simples, obtenues par un travail sophistiqué de coupe. Ses vêtements ne tiennent aucun compte des tendances actuelles, sont construits en trompe-l'œil, transformables, à géométrie variable. Une robe peut devenir veste, une jupe se nouer de mille façons.

A partir du mois de février prochain, pour la première fois à Milan, les industriels présenteront seuls leurs collections. Les deux salons, Modet et Milanovendemoda, avanceront leurs dates d'un mois. Les créateurs de Milano Collezione sont invités à suivre. Mais, dans une conjoncture incertaine — depuis le mois de juillet les ordres ont enregistré une baisse sensible, — ce déplacement semble, au moins pour le moment, impossible. Si la manifestation se trouve trop éloignée des dates françaises, les acheteurs et journalistes, habitués à enchaîner les deux villes, devront choisir. Choix imprévisible surtout depuis le départ pour Paris de créateurs comme Romeo Gigli, un des symboles de la créativité italienne.

LUMI RUSNAK

**RTL VOUS OFFRE  
1000 PLACES  
POUR  
42ND STREET  
AU CHATELET**

BROADWAY

**CONCOURS RTL DU 22 AU 26 OCTOBRE  
A 6 H 30 / 10 H / 12 H 15 / 16 H 30 / 19 H**

**châtelet**  
THEATRE MUSICAL DE PARIS

**Ballett Frankfurt  
William Forsythe**

**Slingerland**  
Musique  
Gavin Bryars  
Thom Willems

**Limb's Theorem**  
Musique  
Thom Willems

20-30 octobre 1990



FONDATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE POUR LA MUSIQUE

EUROPE 1

40 28 28 40

MAIRIE DE PARIS



# AGENDA

VENDREDI 19 OCTOBRE

## CINÉMAS

### LA CINÉMATHEQUE

Palais de Chaillot  
(47-04-24-24)

Les Dames du bois de Boulogne (1944), de Robert Brasseur, 16 h ; Les Dernières Volontés (1983), de Rangel Velichanov, 19 h ; Les Chiens courants (1988), de Lyudmil Todorov, 21 h.

### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Salle Garance (42-78-37-29)

Le Cinéma des pays nordiques : Vers la joie (1950, v.o. traduction simultanée), d'Ingmar Bergman, 14 h 30 ; Sésame pour les Indes (1947, v.o. s.t. anglais - traduction simultanée), d'Ingmar Bergman, 17 h 30 ; Les Communistes (1962, v.o. s.t.f.), d'Ingmar Bergman, 20 h 30.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)

En voiture, Paris 1 : Travail : Arrêt sur image (1984), Camarades (1989) de Marin Karmirz, 14 h 30 ; Ville moderne : Actualités Gaumont, Une tournée anglaise visite Paris (1965) de Jean-Christophe Averty, Zéro dans le métro (1980) de Louis Malle, 16 h 30 ; Exploit sportif : Eclair journal, le Salaire de la peur (1952) de Henri Georges Clouzot, 18 h 30 ; Exploit sportif : Dim Dan Dom (1987) de Daisy Galard, C'était un rendez-vous (1978) de Claude Lelouch, Un homme et une femme (1966) de Claude Lelouch, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

#### A LA POURSUITE D'OCTOBRE

ROUGE (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 14 (40-28-12-12) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95).

#### LES AFFRANCHIS (A. v.o.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-93-93) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8 (43-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Bretagne, 6 (45-44-28-80) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; Les Trois Balzac, 6 (45-61-10-80) ; La Bastille, 11 (43-07-48-50) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

#### CASTE CRIMINELLE (Fr. v.o.)

Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

#### LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.)

George V, 8 (45-62-41-46) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

#### CHARLIE (A. v.f.)

Le Barry Zèbre, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (43-32-91-88).

#### CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A. v.f.)

Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

#### CINÉMA PARADISO (Fr.-It. v.o.)

George V, 8 (45-62-41-46) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

#### 58 MINUTES POUR VIVRE (A. v.o.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

#### COMME UN OISEAU SUR LA BRANCHE (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

#### CRY-BABY (A. v.o.)

Cincoches, 6 (46-33-10-92).

#### CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

#### DADDY NOSTALGIE (Fr. v.o.)

UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

#### LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

#### LES FILMS NOUVEAUX

##### ETOILE CACHÉE. Film indien de Ritwik Ghatak, v.o. : Panthéon, 6 (43-54-15-04).

##### MOI, LA COMTESSE. Film bulgare de Peter Popstev, v.o. : Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).

##### TAXI BLUES. Film franco-soviétique de Pavel Lounguine, v.o. : Gaumont Les Halles, 14 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; Max Linder Panorama, 8 (48-24-88-60) ; La Bastille, 11 (43-07-48-50) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20) ; Knopocrama, 15 (43-09-50-50) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

##### DO THE RIGHT THING (A. v.o.)

Cincoches, 6 (46-33-10-92).

##### DICK TRACY (A. v.o.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; Max Linder Panorama, 8 (48-24-88-60) ; La Bastille, 11 (43-07-48-50) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20) ; Knopocrama, 15 (43-09-50-50) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

##### DOCTEUR PETITOT (Fr.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Pathé Haute-Faule, 6 (46-33-79-39) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

##### DO THE RIGHT THING (A. v.o.)

Cincoches, 6 (46-33-10-92).

##### DICK TRACY (A. v.o.)

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; Max Linder Panorama, 8 (48-24-88-60) ; La Bastille, 11 (43-07-48-50) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20) ; Knopocrama, 15 (43-09-50-50) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

##### EXTREMES LIMITES (A.)

La Gode, 19 (46-42-13-13).

##### FULL CONTACT (A. v.f.)

UGC Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Gaumont Les Halles, 14 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Bretagne, 6 (45-44-28-80) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; Les Trois Balzac, 6 (45-61-10-80) ; La Bastille, 11 (43-07-48-50) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

##### LE GRAND BLEU (Fr. v.f.)

Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

##### GREMLINS 2 (A. v.o.)

George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86).

##### HALFMOON (Fr.-Tun. v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25) ; Les Trois Balzac, 6 (45-61-10-80) ; UGC Opéra, 9 (47-42-56-31) ; La Bastille, 11 (43-07-48-50) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).

##### PROMOTION CANAPÉ (Fr.)

Gaumont Les Halles, 14 (40-28-12-12) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (47-03-38-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

##### QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A. v.o.)

Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

##### 48 HEURES DE PLUS (A. v.o.)

UGC Normandie, 8 (45-63-18-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95).

#### HENRY & JUNE (Fr. v.o.)

Gaumont Les Halles, 14 (40-28-12-12) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-93-93) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

#### ILS VONT TOUTS BIEN (It. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Latina, 4 (42-78-47-88) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-93-93) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52).

#### L'INSOUTENABLE LÉGERÉTÉ DE L'ETRE (A. v.o.)

Cincoches, 6 (46-33-10-92).

#### LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

#### MADO POSTE RESTANTE (Fr.)

Logos, 15 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

#### LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).

#### RÈVES (Jap. v.o.)

14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-84-65) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Robocop 2 (A. v.f.) : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

#### ROGER ET MOI (A. v.o.)

Republique Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

#### S'EN FOUT LA MORT (Fr.)

Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

#### SEX & PÉRESTRONKA (Fr. v.o.)

George V, 8 (45-62-41-46) ; Le Sixième Doigt (Fr. v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

#### TOUT POUR RÉUSSIR (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; Studio 28, 18 (46-08-36-07).

#### SUSIE ET LES BAKER BOYS (A. v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

#### LE TEMPS DES GITANS (Youg. v.o.)

Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

#### TORCH SONG TRILOGY (A. v.o.)

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).

#### UN MONDE SANS PITIE (Fr.)

UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50).

#### UN WEEK-END SUR DEUX (Fr.)

Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

#### LA BRUYÈRE (48-74-76-99)

Gaumont Les Halles, 14 (40-28-12-12) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-93-93) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (47-20-76-23) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

#### LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11)

L'Odyssée : 20 h 30.

#### LE FUNAMBULE THÉÂTRE-RES-TAURANT (42-23-85-83)

A ce moment précis : 21 h.

#### LE REVERBÈRE (45-79-50-74)

Soleil brisé : 20 h 30.

#### LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34)

Paroles : 18 h 45. La Comédie du paradoxe : 20 h. Mélodie de Varsovie : 21 h 30. Théâtre rouge, Oh! Elle est nu-gni-gue : Andy Warhol : 20 h. Huis clos : 21 h 30.

#### MADELINE (42-65-07-09)

La Carisale : 21 h.

#### MARAI (42-78-03-53)

Une répétition au théâtre du cinéma : 21 h.

#### MARIE STUART (45-08-17-80)

Entr'acte pour femmes seules : 20 h 30. François Villon ou la Ballade d'un mauvais garçon : 21 h 45.

#### MARIGNY (42-56-04-41)

Cyrano de Bergerac : 20 h 15.

#### MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74)

Love Letters : 21 h.

#### MATHURINS (42-65-90-00)

Les Palmes de M. Schurz : 20 h 30.

#### MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00)

La Confession de Rousseau. Rendez-vous des Petits Mathurins : 18 h.

#### MÉTAMORPHOSIS (THÉÂTRE SAISON D'ENCHANTEMENT) (42-61-35-70)

Une histoire de la magie : 21 h.

#### MICHEL (42-65-35-02)

Bisous, bisous : 21 h 15.

#### MICHOÏRE (47-42-95-23)

Tiercé gagnant : 20 h 30.

#### MOGADOR (48-78-75-00)

La Légende de Jimmy : 20 h 30.

#### PARIS EN VISITES

« Fresques médiévales : Images et techniques », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

#### SAMEDI 20 OCTOBRE

« La place des Victoires et son vieux quartier », 15 heures, sortie métro Louvre (Résurrection du passé).

#### « Artistes montmartrois au cimetiè-re Saint-Vincent et vieux Montmar-tr »

15 heures, métro Lamarck (Approche de l'art).

#### « Histoire et jardins du Marais, place des Vosges »

15 h 30 et 17 heures, métro Saint-Paul (C.A. Mosser).

#### TOUT POUR RÉUSSIR (A. v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Lucernaire, 6 (45-44-57-34) ; Studio 28, 18 (46-08-3

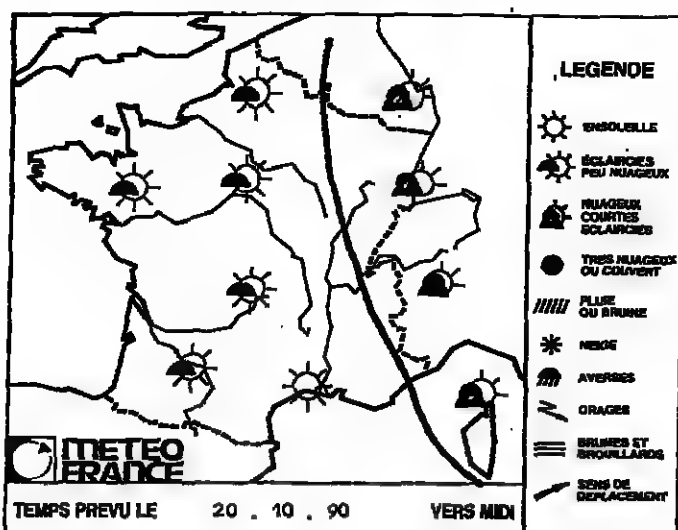


## AGENDA

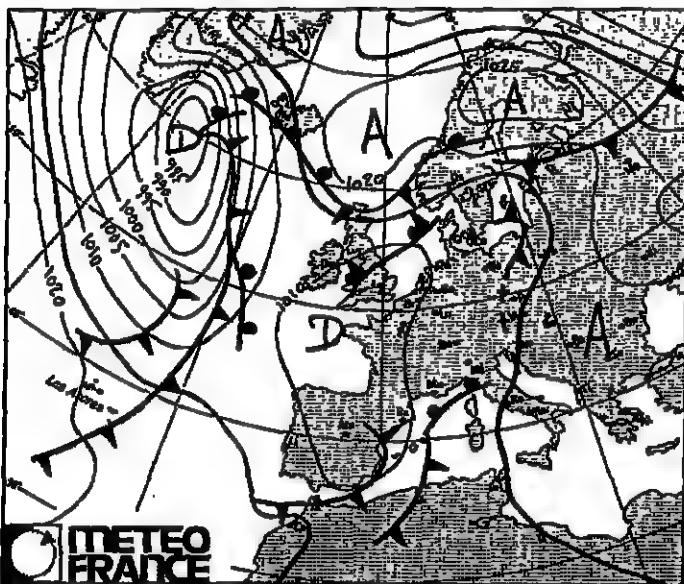
## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 20 octobre 1990

Soleil et douceur



SITUATION LE 19 OCTOBRE 1990 A 0 HEURE TU



Dimanche 21 octobre : pluies à l'Ouest, éclaircies à l'Est. Sur la Bretagne et le littoral atlantique, la journée débutera sous un ciel couvert et pluvieux. Ces pluies cesseront en cours de journée mais le ciel restera nuageux. La forte dépression du sud-est se situera entre 35 et 60 km/h. Sur Normandie, Pays de Loire, Poitou, Limousin, Centre, est d'Aquitaine et Midi-Pyrénées, après un début de journée souvent brumeux, les nuages présents au lever du jour s'éclairciront et apporteront des ondées.

Sur le nord-est du pays, après la dissipation des brumes matinales, le ciel sera couvert voilé par quelques passages nuageux. Sur le Sud-Est, le ciel

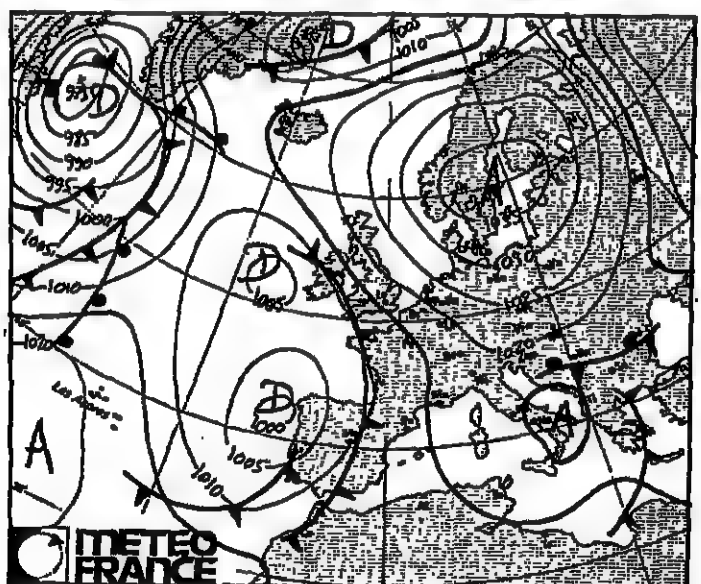
sera souvent peu nuageux, mais des orages sont à craindre en soirée en Corse.

Sur Champagne-Ardenne, Bourgogne, Auvergne et Rhône-Alpes, le soleil sera caché par les nuages et des ondées orageuses pourront se produire le soir sur le massif Central.

Les températures maximales seront comprises entre 7 et 11 degrés sur le nord, 19/22 degrés dans l'intérieur et 22/24 degrés sur les régions méridionales.

Les températures maximales s'échelonneront entre 17/18 degrés sur le nord, 19/22 degrés dans l'intérieur et 22/24 degrés sur les régions méridionales.

PRÉVISIONS POUR LE 21 OCTOBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 19-10-90 à 6 heures TU et le 19-10-90 à 6 heures TU

FRANCE	TOURNAI	LIÈGE	BRUXELLES	PARIS	LYON	MARSEILLE	NANTES	STRASBOURG
21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16
21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16
21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16
21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16
21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16
21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16
21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16
21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16
21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16	21/16

A B C D N O P T \*  
averse brume ciel couvert ciel dégagé nuageux orage pluie tempête neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## PHILATÉLIE

## Programme des TAAF

Les timbres des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) seront vendus par séries individuelles regroupant onze valeurs début janvier 1991 : 30<sup>e</sup> Anniversaire du service postal à Crozet (0,50 F) ; Balles de mousse (1,70 F) ; Albatros boqué Argos (2,10 F) ; Albatros Max Douglas (2,30 F) ; Chaland l'Aventure (3,20 F) ; Otarie à fourrure (3,60 F) ; Minéral, modernité (5,20 F) ; Poisson, gunarti (7,80 F) ; 30<sup>e</sup> Anniversaire du traité sur l'Antarctique (9,30 F) ; Charles de Gaulle (18,80 F) ; Evolution des climats (diptyque, timbres à 20 F et 3,60 F séparés par une vignette sans valeur).

L'Agence des timbres-poste d'outre-mer (ATPOM, 85, avenue de la Bourdonnais, 75007 Paris) se charge des réservations par correspondance. Comme chaque année, elle propose d'apporter son concours pour obtenir les obligations « premier jour » de Terre-Adélie, Kerguelen, Crozet ou Saint-Paul-et-Amsterdam pour ces nouvelles valeurs. Avec toute une procédure importante à suivre

absolument. Date limite de participation le 9 novembre 1990. Borneaux à retirer à l'ATPOM.

Enfin, l'ATPOM met en vente une gravure originale, qui aura pour thème Max Douglas, de format 1/4 raisin, tirée à 1 500 exemplaires, numérotée et signée par le graveur Pierre Béquet.

P. J.

Pour les passionnés du thème polaire, deux ouvrages : Recherche et technologie polaires (75 F) et Terres extrêmes : la grande aventure des pôles, par Nicolas Skrotzki (Denoël, 100 F). Commandes auprès des Expéditions polaires françaises, missions Paul-Emile Victor, 47, avenue du Maréchal-Fayolle, 75116 Paris.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 5, rue Antoine-Bourdelle Tél. : 40-65-29-27

## En filigrane



McDonald's sponsorise la philatélie. - Octobre, mois de la philatélie au Canada : en effet, les postes canadiens organisent, depuis dix ans, un Mois de la philatélie, destiné à accroître l'intérêt des jeunes pour le timbre. Les enseignants, des écoles primaires du Canada reçoivent à cette occasion des trousseaux philatéliques pédagogiques. Cette année, les restaurants McDonald's sont le commanditaire officiel de cette opération. Le logo de cette entreprise apparaît sur les marges d'un bloc de quatre timbres dédiés aux monstres fantastiques du folklore canadien (loup-garou, ogopogo, sasquatch et kraken).

Agenda postal 1991 en Belgique. - La Régie des postes belge édite son agenda annuel, bourré d'informations utiles, contenant la reproduction en couleurs de la plupart des timbres belges émis en 1990 et, à l'intention des philatélistes, un feuillet détachable reprenant un tirage noir et blanc du timbre du bicentenaire de la mort de Mozart, avec empreinte du timbre à sec de la Régie des postes. L'agenda postal 1991 est vendu 300 francs belges par la Régie des postes, direction générale commerciale, centre Monnaie, 1000 Bruxelles, Belgique.

Expos-bourses. - 150<sup>e</sup> anniversaire de la création de la commune d'Aulnat, avec bureau de poste temporaire ouvert à la Maison des associa-

tions d'Aulnat, le samedi 20 octobre (souvenirs philatéliques 14,30 F auprès de l'UPPTT Aulnat, BP 200, 63006 Clermont-Ferrand Cedex) ; exposition philatélique sur le thème « Union de l'Europe », les 20 et 21 octobre, pour le dixième anniversaire du jumelage Crest-Nidda-Cromer, salle des Acacias à Crest (Drôme) ; exposition sur le thème de la nature, salle polyvalente des Echassons à Longpont (Essonne), les 20 et 21 octobre ; expo-bourse toutes collections dans la salle des fêtes de Vouziers (Ardennes) le 21 octobre ; 5<sup>e</sup> Bourse aux timbres, cartes postales et vieux papiers, le 21 octobre, à la salle des fêtes de la Haute-Bergerie à Villiers-sur-Marne (Yvelines) ; Naviphil 90, exposition de marophilie navale et maritime, dans la salle des fêtes Georges-Brassens de Villiers-sur-Marne (Vendée), du 20 au 22 octobre, comprenant cent cinquante cadres d'exposition, cartes postales et maquettes (souvenirs philatéliques 14,30 F auprès de la Marophilie navale, BP 43, 94350 Villiers-sur-Marne) ; bureau de poste temporaire à Orly-Annexe 2 (Orly-Ouest), le 24 octobre, sur le thème de l'aéropostale de nuit, avec souvenir philatélique comportant quatorze oblitérations de villes desservies par l'aviation intérieure de nuit (renseignements : Entrelas Sud-Est-PTT, 87, rue du Charolais, 75571 Paris Cedex 12. Tél. : (1) 40-19-76-52).

## EN BREF

La guerre d'Algérie et les Français. - Un débat sur le thème de la guerre d'Algérie et les Français aura lieu le dimanche 21 octobre à 15 h 30, à l'église Notre-Dame du Travail, avec la participation du Père Alain de la Morandais, ancien officier en Algérie, auteur de l'Honneur est sans (Scail), de Jean-Pierre Rioux, Jean Planchais, Noël Copin et Laurent Beccaria, Noël Maurice Bannassay, délégué aux Rapatriés, a annoncé sa présence.

Eglise Notre-Dame-du-Travail, 59, rue Vercingétorix, 75014 Paris. Entrée libre.

Les Journées des plantes de Courson. - Comme chaque année, les Journées des plantes de Courson se tiendront les 19, 20 et 21 octobre dans le parc du domaine de Courson à Bruyères-le-Châtel entre Limours et Arpajon (Essonne). L'ouverture au public se fera le vendredi à 14 h 30. Une centaine de pépiniéristes, de pro-

ducteurs et de collectionneurs français et étrangers exposeront des plantes rares (arbres et arbustes).

Méto fastême. - Pour une nuit, celle du samedi 24 au dimanche 25 novembre, une des célèbres rames vertes du métro parisien sortira de sa retraite pour une promenade insolite sur les lignes souterraines de la capitale. Ce train spécial, affrété par le COPEF (Cercle ouest-parisien d'études ferroviaires), partira vers minuit de la station Gare-du-Nord et accomplira un voyage, sans changement, vers Cluay, Mirabeau, Bastille, Stalingrad... et la mystérieuse station Porte-Molitor, en empruntant les raccourcissements de service normalement fermés aux voyageurs. Retour vers 5 heures au point de départ.

Inscriptions. - avant le 12 novembre, auprès du COPEF, 19, rue d'Amsterdam, 75008 Paris. 250 F. Joindre chaque enveloppe timbrée pour envoi de la convocation.

## CARNET DU Monde

## Décès

M<sup>me</sup> Yvonne Allab, son épouse, Myriam et Claude-Allab Allab, ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Hadj Mokhtar ALLAB, professeur, conseiller principal d'éducation honoraire, chevalier des Palmes académiques, ancien combattant, invalide de guerre 1939-1945, médaillé de la Reconnaissance française, médaillé d'argent de la Ville de Paris, administrateur du bureau d'aide sociale, survenu le 15 octobre 1990, à Paris.

La levée du corps aura lieu le samedi 20 octobre 1990, à 7 h 45, au 59, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, à Paris-3<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise.

On se réunira à 8 h 15 à l'entrée principale, boulevard de Ménilmontant.

185, boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris.

Dominique Darr, Marie-Claire et Henri Duizend et leurs enfants, Catherine et Jean-Claude May et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Françoise DARR, survenue dans sa quatre-vingt-huitième année, le 10 octobre 1990.

Les obsèques ont eu lieu le 12 octobre, dans l'intimité familiale.

13, quai Louis-Bleriot, 75016 Paris.

M<sup>me</sup> Renaud de La Genière, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> François des Closiers, et leurs enfants, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Wohret, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Louis de La Genière, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. Renaud de LA GENIÈRE, le 16 octobre 1990.

La famille tient à remercier tout particulièrement l'équipe du professeur Chigot, de la Pitié.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité au cimetière de la Pitié.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le président, le conseil d'administration et le personnel de la Compagnie de Suez ont la très grande tristesse de faire part du décès du président d'honneur de la Compagnie,

M. Renaud de LA GENIÈRE, ancien inspecteur général des finances, commandeur de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, gouverneur honoraire de la Banque de France, ancien président de la Banque Indosuez, survenu le 16 octobre 1990.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

1, rue d'Assol, 75008 Paris.

Le président, le conseil d'administration, les commissaires aux comptes, le directeur général et tous les dirigeants de l'Institut bancaire San Paolo di Torino, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. le gouverneur Renaud de LA GENIÈRE, administrateur de l'Institut bancaire San Paolo di Torino, survenu le 16 octobre 1990.

Dominique Chatillon, président de l'Association française des banques, Et les membres du conseil, ont le regret de faire part du décès, survenu le 16 octobre 1990, de

M. Renaud de LA GENIÈRE, commandeur de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, ancien vice-président de l'Association française des banques.

18, rue La Fayette, 75009 Paris.

Le Groupe Eurotunnel a appris avec une profonde tristesse le décès de

M. Renaud de LA GENIÈRE, président d'honneur de la Compagnie de Suez.

M. Renaud de La Genière a été administrateur du Conseil Commun d'Eurotunnel en 1987 et 1988.

(Le Monde du 18 octobre.)

M<sup>me</sup> Jules Guéron, née Geneviève Bernheim, Maurice et Jacqueline Guéron, Henri et Judith Guéron, Frédéric et Anelly Guéron, ses enfants, Michèle, Claire, Nicole, Sophie, David et Yves, ses petits-enfants, Georges et Jeanine Guéron, Jean et Gil Guéron, ses frères et belles-sœurs, Et la famille, prient d'annoncer le décès de

Jules GUÉRON, directeur général honoraire à la Communauté européenne de l'énergie atomique, ancien directeur au Commissariat à l'énergie atomique, professeur honoraire des universités, officier de la Légion d'honneur, survenu subitement le 11 octobre 1990, à Paris.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue de Siam, 75116 Paris.

Né en 1907 à Tunis, Jules Guéron, universitaire, rejoint la France libre en juin 1940. Il dirige le réseau de la chaîne de l'équipe atomique anglo-canadienne. Dédicé avec ses collègues français de rompre le secret au profit du général de Gaulle, il informe en juillet 1944 de l'existence d'un programme conduisant à l'arme atomique. A la création du CEA, il y dirige la physique-chimie, et sera le premier directeur du centre de Saclay, puis des programmes généraux. En 1958, il devient directeur général de la recherche et de l'enseignement d'uranium. La confiance qu'inspirent son intégrité et sa compétence scientifique contribue à la conclusion d'un traité avec les Etats-Unis faisant sa juste part à la Communauté. Il a été dans son action une technique nouvelle, l'atome, et un principe d'organisation alors révolutionnaire, l'Europe.

On nous prie d'annoncer le retour à Dieu, le 9 octobre 1990, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

M. Paul JANIN, architecte des bâtiments civils et des palais nationaux.

De la part de M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Didier Janin, M<sup>me</sup> Renaud Janin, M<sup>me</sup> Charles Marquaire, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Nodet, Comte et comtesse François de Crecy, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

M<sup>me</sup> Jean Pucelle-Maubec, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

M<sup>me</sup> Alice Janin, M<sup>me</sup> Marie-Claire Janin.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu, le 11 octobre, à Trambly (Seine-et-Loire).

« Les âmes des justes sont dans la main de Dieu. » (Sag. 3.)

Nous avons appris le décès de Georges MERCHIER.

(Le Monde du 19 octobre.)

Né le 23 janvier 1915 à Châteaufort, dans la Chère, ancien membre de la Résistance, du réseau Alliance, Georges Merchier fit la plus grande partie de sa carrière de journaliste dans deux quotidiens : de 1948 à 1954, en Algérie, la Dépêche de Constantine puis, de 1955 à 1978, à Paris, à l'Aurore où il tint les rubriques de l'éducation, de la religion, des sciences et de l'économie. A ce dernier titre, il fut désigné par ses confrères, avec lesquels il entretenait toujours des liens de cordiale sympathie, comme président de l'Association des journalistes de l'économie et de l'espace (AJAPE).

Anniversaires

Le 23 octobre 1989, disparaissait, à quarante et un ans, Alain LANDRÉAT.

Ceux qui l'ont connu et aimé auront une affectueuse pensée pour lui.

En mémoire de M. Marc ZYSMAN, décédé le 19 octobre 1989.

De la part de sa compagne Irène Spirid.

Avis de messe

Une messe sera célébrée le lundi 22 octobre 1990, à 12 h 10, en l'église Saint-Louis-d'Antin, 63, rue Caumartin, Paris-9<sup>e</sup>, pour le repos de l'âme de

Claude de POUGET de NADAILLAC, marquis de Roquevaure, rappelé à Dieu, le 7 octobre 1990.

Messes anniversaires

Une messe a été célébrée, le 18 octobre 1990, à la chapelle Sainte-Agathe de l'église Saint-Eustache, à Paris, à la mémoire de

Pierre SALA, ancien directeur de théâtre, metteur en scène-décorateur, décédé le 18 octobre 1989.

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94



# AGENDA

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

### Vendredi 19 octobre

**TF 1**

**MIREILLE MATHIEU**  
DE SOIR, DANS "TOUS A LA UNE" ET DU 6 NOV. AU 9 DEC. 90 AU PALAIS DES CONGRES DE PARIS  
LOCATION: 48 78 75 00

20.35 Variétés : Tous à la Une. Avec Mireille Mathieu, Pierre Palmade, Toto, Corrigno, François Feldman, Philippe Lafontaine.  
Magazine : 52 sur la Une. Capogliese de la terre.  
23.40 Série : Madame SOS. 0.45 Journal.

**A 2**

20.40 Divertissement : La télé des Inconnus. De Pascal Légitimus.  
21.55 Caractères. Magazine littéraire. Invités : Jacques Laurent (le Miroir aux Héros), Hervé Hamon et Patrick Rotman (Tu vois, je n'ai pas oublié), Serge Filipini (l'Homme Incendie), Gilles Pernoux (Notre ami le roi).  
23.15 Journal et Météo.

23.35 Cinéma : Stardust memories. ■■■■ Film américain de Woody Allen (1980) (v.o.).

**FR 3**

**VOUS AIMEZ LE BILLARD**  
rendez-vous samedi 20 octobre à 10 h 30 sur FR3 avec *Billard* *Billard*

20.40 Magazine : Thalassa. Broome, la perle des antipodes.  
21.35 Feuilleton : Tendre est la nuit.  
22.35 Journal et Météo.

**CANAL PLUS**

20.30 Téléfilm : Commando week-end. Documentaire : Une vie de crack. De Jean-Louis Barga.  
22.50 Flash d'informations.  
23.00 Cinéma : Wall Street. ■ Film américain d'Oliver Stone.  
1.00 Cinéma : I want to go home. ■■ Film français d'Alain Resnais (1989).

**LA 5**

20.40 Téléfilm : A l'œil nu.  
22.25 Série : L'inspecteur Derrick.  
23.20 Magazine : Ciné Cinq.  
23.30 Magazine : Nomades.

0.00 Journal de minuit.

**M 6**

20.35 Téléfilm : Le détective et son double.  
22.15 Série : Brigade de nuit.  
23.05 ► Magazine : La 6<sup>e</sup> dimension. Des légendes pour quel faire ?  
23.35 Magazine : Avec ou sans rock.  
0.05 Capital.  
0.15 Six minutes d'informations.

**LA SEPT**

21.00 Feuilleton : Napoléon et l'Europe.  
22.00 Série : Time code.  
22.30 Série : Grafik (Le cube).  
22.45 Série : Portraits (La renaissance). D'Alain Cavalier.  
23.00 Théâtre : La manivelle.

**FRANCE-MUSIQUE**

20.30 Concert (en direct) : Composition 3 pour orchestre, de Herchet ; D'ombres lointaines... pour voix et orchestre, de Jérémy ; Ausstrahlung pour mezzo-soprano, flûte, harpe, bande et orchestre, de Maderna, par l'Orchestre symphonique du Südwestfunk de Baden-Baden.  
23.07 Poussières d'étoiles.

**FRANCE-CULTURE**

20.30 Radio-archives. Jean Cocteau.  
21.30 Musique : Black and blue.  
22.40 Les nuits magnétiques. Paysages de l'Aube.

### Samedi 20 octobre

**TF 1**

13.50 La Une est à vous.  
13.55 Feuilleton : Salut les homards !  
14.30 La Une est à vous (suite).  
14.45 Tiercé à Auteuil.  
15.55 La Une est à vous (suite).  
16.00 Série : Formule 1.  
17.30 Divertissement : Mondo dingo.  
18.00 Magazine : Trente millions d'amis.  
18.30 Jeu : Une famille en or.  
18.50 Série : Marc et Sophie.  
19.20 Jeu : La roue de la fortune.  
19.50 Trage du Loto.  
20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.  
20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou ! Emission présentée par Patrick Sébastien.  
22.25 Magazine : Ushuaïa. Trumbling ; Symbole ; Quatre secondes de plaisir ; L'esprit de Scott n° 2 ; Records d'hier.  
23.25 Magazine : Formule sport.  
0.20 Journal et Météo.

**A 2**

13.55 Magazine : Animaux. Dans les coulisses du « vrai » Dakari ; D'autres « samaritains » ; Lions, ours ou pumas, tuez comme des chiens dans un enclos ; Le chien de la semaine.  
14.50 Magazine : Sports passion. Cyclisme : Tour de Lombardie ; Gymnastique : Championnat du monde de GRS à Bruxelles.  
17.45 Club sandwich.  
18.50 Magazine : Télé-zèbre. Invités : Maître Georges Kleiman et Jacques Séguéla.  
19.59 Journal et Météo.  
20.40 Feuilleton : Le pouvoir et la gloire. De Jeffrey Archer, avec Peter Strauss, Sam Neill (1<sup>er</sup> épisode).  
22.05 Variétés : Etoile-palace. Emission présentée par Frédéric Mitterrand.  
23.40 Journal et Météo.  
0.00 Eurocups-Euroffics. La longue traque, de Stephen Whitaker.

**FR 3**

13.00 Télévision régionale. Rencontres.  
14.00 Magazine : Rencontres.  
15.00 De 15.00 à 19.00 La SEPT.  
19.00 La 19-20 de l'information.  
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.  
20.00 à 0.00 La SEPT.  
Série rose : L'épreuve d'amour. D'Alain Schwarzstein, avec Cyrille Brisse.

0.30 Magazine : L'heure du golf.

**ZINGARO**  
Cabaret équestre  
Le film.  
Le 20 octobre, sur LA SEPT et FR3 à 21 H.

*la sept*  
**LA CULTURE SE DECHAÎNE**

**CANAL PLUS**

15.50 Documentaire : Les élémés... Le géant de Tignes.  
16.15 Cinéma dans les salles.  
16.40 Série : Zorro.  
17.05 Les superstars du catch.  
En clair jusqu'à 20.30  
18.00 Dessins animés : Décade pas Bunny.  
19.30 Flash d'informations.  
19.35 Top 50.  
20.30 Téléfilm : Une blonde presque parfaite. De Paul Lynch.  
22.00 Les Nuls... l'émission. En direct du Pavillon Gabriel. Invité : Vanessa Paradis.  
22.55 Flash d'informations.  
23.00 Cinéma : L'ensorceleur. ■ Film américain de Janet Greek (1988).  
0.35 Cinéma : Ratboy. ■■ Film américain de Sandra Locke (1986) (v.o.).

**LA 5**

13.35 Sport : Tennis. Demi-finale du tournoi de Lyon.  
16.35 Série : Chasseurs d'ombres.  
17.35 Série : Super kid.  
18.05 Journal images.  
19.10 Jeu : Télé-contact.  
19.45 Journal.  
20.30 Drôles d'histoires.  
20.40 Téléfilm : La danse du scorpion. De Joséé Dayan.

22.20 Série : Deux films à Miami.  
23.25 Divertissement : Désir.  
0.00 Journal de minuit.

**M 6**

14.45 Série : Laramie.  
15.30 Série : Poigne de fer et séduction.  
16.00 Documentaire : Chasseurs d'images. Mygale (rediff.).  
16.15 Série : La saint.  
17.10 Série : L'homme de fer.  
18.00 Six minutes d'informations.  
18.05 Variétés : Multitop.  
19.20 Magazine : Turbo.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.30 Magazine : Sport 6.  
20.35 Téléfilm : Mai, la petite fille de la guerre.  
22.20 Téléfilm : La folle aventure du trivial Pursuit.  
0.00 Six minutes d'informations.

**LA SEPT**

14.30 Série : Time code.  
15.00 Magazine : Dynamo.  
15.30 Claude Berni rencontre Ernest Beyeler (1).  
16.20 Documentaire : Philippe Favier.  
16.30 Grafik. (La renaissance).  
16.45 Portraits (La renaissance).  
17.00 Antéroches.  
18.00 Mégamix.  
19.00 Boulez XX<sup>e</sup> siècle (fin).  
20.00 Histoire parallèle.  
21.00 Documentaire : Zingaro.  
22.15 Soiré 3.  
22.30 ► Documentaire : Les documents interdits. Documentaire : Passée sous silence.

**FRANCE-MUSIQUE**

20.30 Concert de jazz (donné le 11 août lors du Festival de Merce) : œuvres de Mandel, Barron, Kem Jones, Feldman, Young Porter, Getz, Carter, Rodgers.  
23.05 Poussières d'étoiles.

**FRANCE-CULTURE**

23.30 Photo-portrait-Raymond Beller. Raym. Les nuits.  
20.45 Dramatique. Le cimetière des défunts.  
22.35 Musique : Opus. Grace Sumbry, la Vénus noire.

### Dimanche 21 octobre

**TF 1**

12.25 Jeu : Le juste prix.  
12.55 Météo et Journal.  
13.20 Série : Hooker.  
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.  
15.10 Divertissement : Vidéo-gag.  
15.40 Série : Côte Ouest.  
16.40 Tiercé à Longchamp.  
16.45 Dessins animés : Disney parade.  
18.00 Magazine : Téléfoot.  
19.00 Magazine : 7/7.  
19.50 Loto sportif.  
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.  
20.40 Cinéma : La chaire. ■■ Film français de Francis Veber (1981). Avec Gérard Philipe, Pierre Richard, Michel Robin.  
22.20 Magazine : Ciné dimanche.  
22.30 Cinéma : Les fous du stade. ■ Film français de Claude Zidi (1972). Avec les Chéris, Paul Préboist.  
0.00 Journal et Météo.

**A 2**

11.00 Messe, célébrée en la chapelle Sainte-Bathilde, à Chelles (Seine-et-Marne).  
12.05 Dimanche Martin. Ainsi font font font...  
13.00 Journal et Météo.  
13.20 Dimanche Martin (suite). La monde est à vous, avec Claude Zidi.  
14.55 Série : Mac Gyver.  
15.45 Dimanche Martin (suite). L'école des fans, avec Herbert Léonard.  
16.35 Série : Aliô ! Béatrice. Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.  
17.35 Balades et escalades.  
18.25 Magazine : Stade 2. Automobile : Grand Prix de formule 1 du Japon à Suzuka ; Football : Sochaux et Bastia ; Rugby : Tournoi des All Blacks ; Basket-ball : Championnat de France, Antibes-Jimones ; Les résultats de la semaine ; Cyclisme : Critérium des As ; Lutte : Championnat du monde ; Boxe : Championnat du monde ; Moto : Portrait d'Alain Michel.  
19.30 Série : Maguy.  
19.59 Journal et Météo.  
20.40 Série : Le gorille. Le pavé du gorille, de Roger Hanin, avec Karim Alaoui, Robert Hossain.  
22.10 Magazine : L'œil en coulisses. La cuisine du steward ; La passion du théâtre de deux jeunes comédiens ; Mille francs de récompense ; Le mime Mercœur.  
23.10 Journal et Météo.  
23.30 Série : Les brigades du Tigre.

**FR 3**

12.05 Télévision régionale.  
12.45 Journal.  
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. De Jean-Claude Widemann.  
13.30 Magazine : Musicales. Diffuse de la musique française.  
14.30 Expression directe. PS ; CNPF.  
14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Tennis : Finale de l'European Community Championship, en direct d'Anvers.  
17.30 Magazine : Montagne. Compagnons du vide, de Claude Andrieux et Gilles Chappard. 1. La passion.  
18.00 Amuse 3.  
19.00 Le 19-20 de l'information.  
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.  
20.10 Série : Benny Hill.  
20.40 Série : Les grands. De Jean-Pierre Cottet et Jacques Audoubert.  
22.15 Magazine : Le divin. D'Henry Chapier.  
Invité : Carole Laure.

22.35 Journal et Météo.  
22.50 Cinéma : L'oiseau noir. ■■■■ Film américain de Tod Browning (1926).  
0.00 Cinéma : The road to Mandalay. ■■ Film américain de Tod Browning (1926). Avec Lon Chaney, Lois Moran, Henry B. Walthall (muet).  
0.35 Musique : Carnet de notes. Symphonie n° 59, de Haydn, par le Sinfonietta de Chambord, dir. Amaury du Closel.

**CANAL PLUS**

En clair jusqu'à 14.00  
12.30 Flash d'informations.  
12.35 Magazine : Mon zénith à moi. Présenté par Michel Denisot. Invité : Michel Serrault.  
13.30 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Caunes.  
14.00 Dactact.  
14.04 Téléfilm : Un témoin de trop. De Noël Israel, avec Dina Manoff, Julia Duffy.  
15.45 Magazine : 24 heures (rediff.).  
16.40 Série : Zorro.  
17.00 Les Nuls... l'émission (rediff.).  
18.00 Cinéma : Suivez cet avion. ■ Film français de Patrick Ambard (1989). Avec Lambert Wilson, Isabelle Gélinas, Claude Piéplu.  
En clair jusqu'à 20.40  
19.25 Flash d'informations.  
19.30 Dessins animés : Ca cartoon. Présenté par Philippe Dana.  
20.30 Dis Jérôme... 7. Présenté par Jérôme Bonaldi.  
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Présentation du soir.  
20.40 Cinéma : Cinglée. ■ Film américain de Martin Ritt (1987). Avec Barbra Streisand, Richard Dreyfuss, Maureen Stapleton.  
22.30 Flash d'informations.  
22.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football : Flash sport ; L'événement : Football américain.  
1.00 Cinéma : Dedicatória. ■ Film franco-espagnol de Jaime Chavari (1980) (v.o.).

**LA 5**

12.45 Sport : Inshore. Résumé du Grand Prix de Lyon.  
13.00 Journal.  
13.35 Série : Simon et Simon.  
14.30 Sport Tennis. Finale du Tournoi de Lyon.  
16.35 Série : Bergerac.  
17.45 Série : La loi de Los Angeles.  
18.42 Journal images.  
18.50 Série : L'enfer du devoir.  
19.45 Journal.  
20.30 Drôles d'histoires.  
20.40 Cinéma : Hold-up. ■ Film français d'Alexandre Arcady (1984). Avec Jean-Paul Belmondo, Guy Marchand, Kim Cattrall.  
22.40 Cinéma : Le mors aux dents. ■■ Film français de Laurent Heynemann (1979). Avec Michel Piccoli, Jacques Dutronc, Michel Galabru.  
0.25 Le journal de minuit.

**M 6**

12.00 Informations : M6 express.  
12.05 Magazine : Sport 6 première.  
12.15 Série : Mon ami Ben.  
12.40 Série : L'ami des bêtes.  
13.30 Série : Madame est servie (rediff.).  
14.00 Série : Murphy Brown.  
14.30 Série : Dynastie.  
16.00 Documentaire :

Chasseurs d'images. Crotale.  
16.15 Série : Médecins de nuit.  
17.10 Série : L'homme de fer.  
18.00 Six minutes d'informations.  
18.05 Série : Clair de lune.  
18.55 Magazine : Culture pub.  
19.25 Série : La famille Ramdam.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.30 Magazine : Sport 6.  
20.35 Cinéma : Cause toujours, tu m'intéresses. ■■ Film français d'Edouard Molinaro (1978). Avec Annie Girardot, Jean-Pierre Marielle, Christian Marquand.  
22.10 Six minutes d'informations.  
22.25 Capital.  
22.30 Cinéma : Emmanuelle. ■ Film français de Just Jaeckin (1974). Avec Sylvia Kristel, Marika Green, Christine Boisson.  
0.00 Six minutes d'informations.  
0.10 Capital.

**LA SEPT**

12.00 Cours d'italien (26).  
13.00 Série : Objectif amateur.  
13.30 Histoire parallèle.  
14.30 Documentaire : Benazir Bhutto.  
15.30 Documentaire : Palettes. (Anna Akhmatova).  
16.00 ► Préfagos (Anna Akhmatova).  
16.30 Vidéo-danse : Ils vivent dans les villes...  
17.00 Théâtre : La manivelle. Pièce de Robert Pinget.  
17.45 Danse : A la renverse.  
18.00 Téléfilm : Août.  
19.30 Musique.  
20.00 Histoire de la bande dessinée (7).  
20.30 Cinéma : Vingt jours sans guerre. ■■ Film soviétique d'Alexei Guerman (1976).  
22.10 Portrait d'Alexei Guerman.  
22.30 Cinéma : Paris vu par... ■■ Film français de Rouch, Chabrol, Douchet, Rohmer, Follet, Godard (1965).  
0.00 Courts métrages.

**FRANCE-MUSIQUE**

20.05 Opéra (donné le 24 mai au Grand Théâtre de Genève) : Alcina, de Haendel, par l'Orchestre de la Suisse romande, le chœur du Grand Théâtre de Genève, dir. William Christie ; sol. : Arleen Auger, Della Jones, Donna Brown, sopranos, Kathleen Kuhlmann, contralto, Jorge Lopez-Yanez, ténor, Gregory Reinhart, basse, Martina Musacchio, soprano ; Noam Krieger, clavecin, David Simpson, violoncelle baroque ; Stephen Stubbs, théorbe.  
23.15 Poussières d'étoiles.

**FRANCE-CULTURE**

20.30 Atelier de création radio-phonique.  
22.35 Musique : Le concert (donné à Strasbourg, le 26 septembre) : Œuvres de Cohen, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg et l'ensemble Accroche-Noté.  
0.05 Clair de nuit.

### Audience TV du 18 octobre 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	55,4	Roue fortune 14,5	Mac Gyver 12,9	Act. région. 20,3	Nulle part 2,7	Je compte... 2,2	Fête maison 2,7
19 h 45	61,3	Roue fortune 26,5	Mac Gyver 14,2	19-20 Info 12,9	Nulle part 3,6	Journal 1,9	Rosanne 2,5
20 h 16	72,5	Journal 30,1	Journal 18,7	La classe 10,0	Nulle part 4,0	Journal 4,0	Madame... 5,9
20 h 55	73,4	Com. Moulin 21,4	Envoyé spéc. 13,3	Greniers 25,6	Nico 4,1	Détermin... 6,5	Jardnier... 7,1
22 h 08	83,7	Com. Moulin 21,7	Bonjour... 6,9	Greniers 24,7	Boxe 2,7	Détermin... 6,9	Jardnier... 8,4
22 h 44	34,8	Ex-Libris 3,7	Bonjour... 11,9	Soir 3 9,5	Boxe 5,2	Reporters 2,0	Mortelle... 2,6

Le Monde / SOFRES/NIelsen



## COMMUNICATION

## Médias en manque de manne

Presse écrite en tête, les médias français redoutent une récession publicitaire qui a déjà frappé les Etats-Unis et la Grande-Bretagne

Dans le microcosme médiatique, le catastrophisme est du dernier chic. Il n'épargne personne, que ce soit dans les agences de publicité ou dans les journaux. La moindre baisse de la pagination publicitaire d'un magazine ou le transfert d'un budget d'une agence à l'autre alimente les cauchemars des professionnels. « La conjoncture économique actuelle incite à l'inquiétude, mais elle est aussi amplifiée par l'« infox » ambiante », assure M. Alain Cayzac, PDG de RSCG-France. Cela ne l'empêchera pas de « serrer les boulons » de son agence et d'examiner, service par service, là où il est possible d'« ôter du gras », mais « sans licenciements ». Il en va de même dans les journaux. Plusieurs d'entre eux — du Monde à l'Expansion en passant par le Point — étudient des mesures d'économie. La crise du Golfe aidant, la France des médias aborde, avec une stupeur à demi feinte, les remous d'une crise qui sévit depuis plus d'un an outre-Manche et de l'autre côté de l'Atlantique.

#### La fin de l'époque des petits fours

Aux Etats-Unis, l'inflation et le financement de la dette obscurcissent l'horizon. Madison Avenue, la Mecque new-yorkaise de la publicité, se penche avec anxiété sur le puits de l'industrie américaine : 1990, avec un taux de croissance compris entre 1 % et 2 %, marque une stagnation des investissements publicitaires. En 1989, ils n'avaient augmenté que de 5,3 % contre 7,2 % en 1988. L'année en cours sonne la fin de l'euphorie et les agences envisagent des licenciements.

Le paysage des médias accuse le choc : les networks (ABC, NBC, CBS) s'installent dans la crise, plusieurs groupes de presse comme Hearst ou Condé-Nast repoussent le lancement de nouveaux magazines, tandis qu'Hachette, faisant l'année expédition de la récession américaine, suspend la parution de *Memories* et se voit contraint de conserver *Woman's Day* (le Monde du 13 octobre).

La presse quotidienne n'est pas à l'abri : sur les 100 premiers titres américains du marché, 21 seulement enre-

gistrent une baisse de leur diffusion. Mais, en matière de recettes publicitaires, les grands quotidiens souffrent de la concurrence des « hebdomadaires alternatifs » (*Boston Phoenix*, *Chicago Reader*, *New Times*, etc.) dont les longues enquêtes, les articles sur les arts et les petites annonces attirent la clientèle des dix-huit à trente-cinq ans et se transforment en véritables « niches de marketing ». Annonceurs et agences américains redécouvrent aussi les vertus de la radio, se tournant vers la télévision par câble, nationale ou locale, ou s'attachent de « hors-médias » (promotion, marketing direct, relations publiques, etc.). Car l'heure est à la rentabilité immédiate des investissements.

Les quinze ans de croissance dans lesquels a baigné le secteur de la communication en Grande-Bretagne tournent au film noir. C'est « la fin de la période des petits fours », selon une expression du *Financial Times*. Plus dramatique qu'aux Etats-Unis, la baisse du profit des entreprises et du revenu des ménages, accentuée par l'inflation, a plongé l'ensemble des médias dans la crise. Selon les prévisions d'Information et publicité (IP, régie de RTL), les investissements publicitaires ne devraient croître que de 1,8 % en 1990 par rapport à l'année précédente, alors que l'augmentation en 1989 était de 10,3 % ! Il y a pire : selon l'Advertising Association, les dépenses publicitaires des entreprises vont chuter cette année d'environ 5 %.

Cette baisse brutale est due à des retraits de budgets ou des campagnes retardées. Et elle fait des victimes. Des agences de publicité à l'exemple de Satchel and Satchel ou Colled Dickson, Pearce-Allyn Brady and Marsh ont eu recours aux licenciements. Tous les personnels (mannequins, photographes, etc.) sont touchés : la NABS, qui s'occupe en Grande-Bretagne de recaser les publicitaires sur le pavé, reçoit entre 20 à 30 appels par jour. Les nouvelles agences comme les conseils prestigieuses se lancent à la conquête de nouveaux budgets en ramenant à 12 % ou 13 % leur taux de commission, fixé théoriquement à 15 %.

Les médias ne sont pas épargnés. La chute vertigineuse du marché des petites annonces et de l'immobilier —

on parle de 50 % de baisse entre 1989 et 1990 — a affaibli les journaux les plus récents (*The Independent*, *The Sunday Correspondent*). Ici aussi, la compression des coûts est à l'ordre du jour. La direction d'un quotidien londonien a récemment adressé à ses journalistes un guide leur indiquant comment réduire leurs frais de 90 %, tandis que le groupe de presse magazine IPC a suspendu la parution de deux titres et en a fusionné deux autres.

#### Le dérapage français

On conçoit que la tourmente américaine et britannique, mais aussi l'incertitude des investissements publicitaires y régressent d'au moins 2 % en 1990, selon l'IP. Effraie les médias et les agences de publicité hexagonaux, l'onde de choc de la récession internationale n'épargne pas la France. Mais elle ne suffit pas à expliquer la panique qui s'empare depuis quelques semaines des médias et des publicitaires. D'autres facteurs conjoncturels jouent leur rôle : la crise du Golfe, bien sûr, mais aussi les difficultés rencontrées par certains secteurs économiques. L'informatique, par exemple, investit moins dans la publicité commerciale et dans les annonces classées. De même, mais pour des raisons opposées, des secteurs en bonne santé comme l'automobile ralentissent leur effort promotionnel, leurs carnets de commandes étant pleins.

« La crise actuelle des investissements publicitaires est due à un tassement après une forte expansion », affirme M. Alain Grangé-Cabane, vice-président de l'Union des annonceurs (UDA). La France a longtemps été à la traîne des autres pays occidentaux, notamment anglo-saxons. Puis, au début des années 80, les annonceurs modifient leur attitude, et la croissance des investissements augmente alors de 1 % à 5 % par an. Avec la création de Canal Plus, de la Cinq et de TF1, puis la privatisation de TF1, c'est l'âge d'or. Les annonceurs ont de nouveaux supports à leur disposition. Malgré les craintes d'alors, affichées surtout par la presse écrite, l'ensemble des médias ont bénéficié d'un gâchis publicitaire élargi, dont le taux de croissance flirte avec les 12 % l'an.

A la faveur de cette embellie, le système s'est emballé. Les télévisions, entrées dans l'ère de la concurrence, ont surenchéri sur leurs tarifs. Et l'ensemble des médias, face à la montée en puissance des centrales d'achat d'espace en cinq ans et à la rigueur de leurs exigences, ont tenté de sauvegarder leurs marges en augmentant le prix de vente de leurs espaces publicitaires. « Nous sommes devenus trop chers par rapport à la réalité du marché », avoue aujourd'hui le patron d'un important magazine. Les annonceurs, échaudés par ces hausses tarifaires et par le faible impact de leur campagne, sont devenus méfiants à l'égard des mesures d'audience. Les manipulations auxquelles celles-ci donnent parfois lieu ainsi que les fuites techniques au sein des divers comités techniques ont laissé des traces.

Sur les conseils de leur direction du marketing, voire du service de média-planning dont ils se dotent de plus en plus, de nombreux annonceurs se sont réfugiés dans le « hors-médias ». Selon les professionnels, le marketing direct,

la promotion des ventes, la promotion sur les lieux de vente, les salons-expositions, etc., représentent aujourd'hui plus de 50 % du total des investissements publicitaires des entreprises (65 milliards de francs en 1989 selon la Sécodip). Ces changements d'orientation des annonceurs, renforcés par leur attentisme vis-à-vis des événements internationaux grèvent les recettes publicitaires des médias en 1990. L'interdiction de la publicité pour l'alcool et le tabac ajoute une pierre dans le jardin des médias.

Leurs recettes vont donc être réduites à la baisse. Mais selon M. Claude Matricou, directeur du marketing d'IP, elles devraient augmenter d'environ 9 % cette année, soit un taux de progression inférieur à celui de 1989 (12,9 % d'augmentation selon l'Institut de recherche et d'études sur la publicité) et largement en deçà de celui de 1988 (15,5 %). « C'est un pourcentage très honorable, le palier de croissance normal d'un marché qui mûrit après une forte offre télévisuelle », résume M. Matricou. « Cette progression publicitaire est trois fois supérieure au taux de croissance moyen ; cela n'incite pas à partager le pessimisme ambiant », renchérit M. Grangé-Cabane, de l'UDA. Ce rythme est celui de l'accalmie avant le coup d'accélérateur du marché européen. Un taux qui prouve aussi que, structurellement, la France n'a pas encore atteint ses plénières capacités : l'investissement publicitaire par habitant est inférieur à ceux des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et du Japon.

#### Une progression trois fois supérieure

Pourtant, cette accalmie n'est pas sans gravité. Les agences de publicité s'inquiètent. On murmure qu'une agence comme Bèlier (Eurocom-Ravay) préparerait des licenciements ; et partout on « serre les boulons ». Les médias sont aussi touchés, mais diversement, par la croissance « au petit pas » des investissements publicitaires. En engageant des recettes de toute nature — publicité, parrainage, — les télévisions conservent globalement leur part de marché, même si elles prennent le risque de la saturation de leur antenne. La radio retrouve sa vigueur — en témoignent les résultats d'Europe 1, aidé par Europe 2 et Skyrock, et ceux de RMC — tandis que l'affichage, qui campe sur les deux jambes de son marché local et national et sur une activité traditionnellement forte en France, garde son taux de croissance et sa place dans le concert des médias. En revanche, la presse écrite souffre davantage.

#### L'année de tous les dangers

Déjà victime de la baisse des petites annonces, la presse quotidienne nationale a dû faire face au premier semestre de 1990, selon la Sécodip, à une chute de 5 % de ses rentrées publicitaires commerciales, qui devrait se poursuivre toute l'année. La presse quotidienne régionale, quant à elle, a enregistré dès 1989 un ralentissement de ses recettes publicitaires, dû à la concurrence de la presse gratuite et du « hors-médias ». Et pour M. Jacques Saint-Cricq, président du directoire de

la Nouvelle République du Centre-Ouest et président du syndicat de la presse quotidienne régionale, « l'année 1990 est celle de tous les dangers ». Danger surtout entretenu par la crainte de voir la distribution, qui représente 30 % des recettes publicitaires de la presse quotidienne régionale, autorisée à la télévision. Mais le spectre devrait encore être écarté : le ministère de la communication devrait prochainement confirmer son hostilité à l'ouverture des secteurs interdits de télévision dans le contexte actuel.

Reste la presse magazine. Pour une majorité d'annonceurs, elle serait la première à être sacrifiée en cas de crise grave. Son manque à gagner en matière de publicité est déjà patent : la comparaison de septembre 1990 et septembre 1989 faite par Novamédias montre que les quatre news-magazines (*le Point*, *l'Evénement du Jeudi*, *le Nouvel Observateur*, *l'Express*) ont perdu entre 20 % et 30 % de pages de publicité. Et, si l'année 1990 a des chances d'être bénéfique pour l'Express, son PDG, M. Willy Stricker, se refuse « à triompher, compte tenu des circonstances actuelles ». Certains titres leaders de leur secteur, comme *Marie-Claire* ou *Télé 7 jours*, augmentent ou conservent leur portefeuille publicitaire, tandis qu'au contraire le *Figaro Magazine* a vu ses recettes publicitaires chuter de 17 % entre 1989 et 1990, ce qui représente une perte minimale de 100 millions de francs net.

L'ombre de la crise a incité certains groupes à prendre le problème à bras le corps. Les publications Filipacchi ont choisi de se séparer de certains de leurs magazines en mettant en vente *Sahel* et *Revue*. Tandis que le groupe Expansion, prenant acte de la baisse de 8 % des recettes publicitaires de la presse économique et financière et de la difficile reconduction des contrats de publicité financière, met en vente une partie du capital de sa banque de données électronique Dalsa, après s'être séparé en juin de sa maison d'édition, Interéditions. Un plan d'économies — réduction des frais de fonctionnement, de la pagination, abandon de projets de nouveaux périodiques autour de *l'Agefi*, etc. — accompagne des efforts de création de nouveaux modules d'espaces publicitaires et de qualité rédactionnelle. « Nous devrions retrouver en 1991 les 60 millions de francs de résultat qui étaient prévus cette année », affirme M. Hubert Ziesenis, directeur général du groupe. « Il n'est pas question d'abandonner la Tribune de l'Expansion, assure un autre dirigeant du groupe. Ce quotidien, qui devrait être rentable en 1991, est un instrument de pouvoir et représente un point d'ancrage pour le réseau EuropeExpansion, qui va s'implanter en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Turquie. »

« Il y aura des morts dans la presse économique et financière », prévient cependant M. Ziesenis, pour qui l'une des raisons structurelles de la baisse des investissements publicitaires tient au trop grand nombre de publications économiques — trente, alors que les Etats-Unis comprennent quatre magazines, la RFA quatre et la Grande-Bretagne un seul (*The Economist*). « Il n'y a pas de mauvais journaux mais de mauvais managers », assure le directeur d'Expansion, pour qui « la fin de la période euphorique en matière de publicité devrait permettre d'instaurer une gestion plus rigoureuse ».

YVES-MARIE LABÉ

#### M. Kiejman n'entend pas modifier la loi sur la presse

M. Georges Kiejman, ministre délégué auprès du garde des sceaux, n'entend pas être le père d'une nouvelle loi sur la presse « rétablissant la censure ». Agacé par l'interprétation donnée par les médias d'un article qu'il a publié au cours de l'été dans le numéro 60 de la revue *le Débat*, dans lequel il s'en prend notamment au « journalisme d'investigation », l'ancien avocat précise volontiers qu'il a plus fréquemment défendu des journalistes que des personnes s'estimant diffamées.

M. Kiejman s'est justifié en expliquant que « il ne s'agit pas de bâtir le système plus répressif » pour les journalistes que la loi de 1881, bien assez sévère puisqu'elle prévoit même des peines de prison. Mais il regrette que la récidive en matière de diffamation ne soit jamais prise en compte dans les condamnations. Il estime aussi que « l'on renonce parfois, au profit du scoop, à prendre le temps de vérifier » les informations que l'on publie. Il souhaite que la presse, véritablement devenue « un quatrième pouvoir », réfléchisse sur ses responsabilités. « Il n'y aura pas de projet de loi sur la presse », a conclu M. Kiejman.

Ag. L.

#### A Strasbourg

#### Un journaliste porte plainte pour détournement de sa signature

STRASBOURG

de notre correspondant

Jean-Louis English, éditorialiste et rédacteur en chef des *Dernières Nouvelles d'Alsace* a porté plainte contre «... pour contrefaçon et utilisation abusive d'un nom ; sur un produit imprimé ». Il vise ainsi un petit mensuel alsacien distribué à Strasbourg sous le titre *l'Alsacien d'Elzasser*, qui, dans son numéro d'octobre, accuse Jean-Marie Caro, député UDF du bas-rhin, de détournement de fonds, dans un article intitulé « Les fausses factures de karé populaires » et signé... Jean-Louis English.

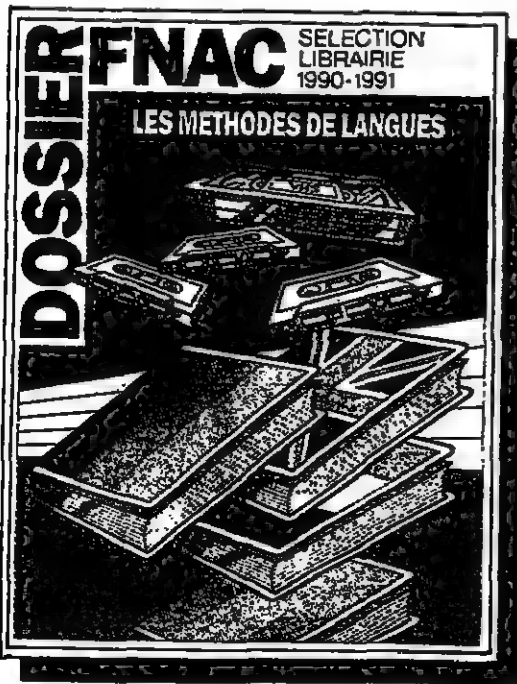
Celui-ci, qui n'a jamais écrit ce texte, a porté plainte « par principe », explique-t-il, pour utilisation frauduleuse de sa signature, d'autant plus connue qu'il signe régulièrement les éditoriaux en première page de son quotidien. Son journal le soutient dans sa démarche. Déjà, une autre action en justice avait été engagée contre ce mensuel pour l'utilisation frauduleuse de son titre. *L'Alsacien d'Elzasser* était, en effet, le titre d'un quotidien du Bas-Rhin, disparu en 1986, qui appartenait maintenant aux deux quotidiens régionaux *l'Alsace* et les *Dernières Nouvelles d'Alsace*.

Le faux *Elzasser* apparaît nettement proche du Front national. L'un de ses collaborateurs a été candidat sous cette étiquette et plusieurs articles développent les thèses de Jean-Marie Le Pen. Il est, par ailleurs, nettement antisémite, dénonçant « le franc-maçon juif Olivier Stirn » et accusant les journalistes de la télévision d'être « des larbins de la mafia judéo-socialiste ».

JACQUES FORTIER

#### METHODES DE LANGUES

## Un dossier qui bouscule les idées reçues !



Anglais, allemand, italien, espagnol. Livres, K7 audio, K7 vidéo... Toutes les méthodes de langues testées, 51 sélectionnées. La Fnac vous donne les moyens de choisir.

fnac

#### S'opposant à M. Jack Lang

#### M. Tasca ne veut pas la suppression de la Cinq

« Je ne suis pas convaincu de la viabilité du projet de relance de la Cinq tel qu'il est proposé aujourd'hui », estime dans un entretien au quotidien *Les Echos*, le ministre délégué à la communication. M. Tasca croit toujours que « les ressources publicitaires sont insuffisantes pour alimenter autant de chaînes généralistes », mais « n'en tire pas la conclusion qu'il faut fermer purement et simplement un réseau ». « Il y a une autre voie entre le statu quo et le remodelage total. Personne ne peut prôner l'écran noir ni la substitution d'une chaîne par une autre, à objectif très spécifique, comme la SEPT ou Euromusik », précise M. Tasca, prenant ainsi le contrepied des déclarations de son ministre M. Jack Lang au dernier MIPCOM (le Monde du 12 octobre), qui évoquait une telle substitution.

« Maintenir l'ensemble des réseaux en activité suppose qu'ils sachent se répartir les objectifs », analyse M. Tasca en évoquant des négociations entre chaînes privées.

L'OLYMPIA BRUNO COQUATRIX ET RADIO NOSTALGIE EN ACCORD AVEC RAYMOND GONZALEZ présentent

THE BLUES BROTHERS BAND

ORIGINAL BAND

LES 9 ET 10 NOVEMBRE 1990 20H

LOCATIONS : Tél. 47 42 25 49 - OLYMPIA - 3FNAC - VIRGIN MEGASTORE - AGENCES Collectivités : 47 42 82 45 - Minitel 3615 OLYMPIA - CLEMENTINE - NUGGETS

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



# S A N S V I S A

## Sofia

« Qui sera le dernier Bulgare à quitter la Bulgarie ?... Le ministre de l'électricité. Parce qu'il doit éteindre la lumière avant de sortir. » Sofia rit de la blague. Mais l'humour au goût bulgare n'est jamais une plaisanterie. Plongée dans une ville hantée par ses rêves de fuite vers l'Ouest.

**C**OMMENT aimer une ville qui rêverait d'être ailleurs ? Une ville en partance, au moins psychologiquement, qui aspire à oublier à la fois Boris III, son dernier roi d'avant-hier et Todor Jivkov, son dictateur d'hier, dans les travers mythiques du monde libre ? Une ville qui ne sait plus si elle est d'Orient ou d'Occident, et qui s'en moque, trop occupée à s'humilier pour sa nourriture quotidienne dans les files d'attente de ses magasins vides ? Une ville qui donnerait bien, cet automne, les Balkans, la vallée des Roses et les monts Vitoshka pour une banlieue de Toronto ?

Oui, comment aimer Sofia ? En l'aimant davantage, sans doute. Facile à dire. Il n'est de visiteur respectueux que bardé de scrupules. Vous vous voulez curieux, ouvert, chaleureux. Neutre, pour être franc. Dès votre arrivée, vous voilà plus que témoin. Partie prenante, puisque vous venez d'une contrée que la plupart des Sofiates désapprouvent d'atteindre. Vous pouvez au moins leur prouver, ils vous en prient, qu'ils sont loin du compte, pour les dollars, la liberté, même la morale, et qu'il leur est inutile de s'entêter. Dites-le donc, vous qui savez ! Donnez-leur raison de leur découragement, vous en serez remercié. Biaisiez, et ils vous soupçonneront. Vous voilà piégé, chaque jour un peu plus, poussé à trahir votre envie de Sofia, pour le réconfort de vos amis de rencontre.

Ivan, le confrère, avait prévu : « Tu viens ? Alors dépêche-toi. Bientôt, il n'y aura plus personne. » Vous avez mis ce pessimisme sur le compte de la récession économique de la Bulgarie, de son endettement, de ses diffi-



Une jeunesse en attente, impatiente, et qui lorgne avec gourmandise les promesses d'un nouveau monde. Quand elle ne s'y croit pas déjà, comme avec cette revue de mode devant les grands magasins d'Etat de Sofia.

## plein Ouest

cultés d'approvisionnement en pétrole. Vous imaginez les effets, sur le moral national, d'une révolution qui n'aurait pas osé dire son nom, en novembre dernier, ceux des mille et une ambiguïtés politiques d'un pays qui avait laissé à ses maîtres communistes le soin Mais Sofia, si troublante dans votre souvenir, par une nuit jaune et optimiste de janvier 1990, devait bien être restée Sofia.

Ivan est à l'aéroport, vous accueillant d'une dévotion. « Sais-tu qui sera le dernier Bulgare à quitter la Bulgarie ? »  
- Non...  
- Le ministre de l'électricité. Parce qu'il doit éteindre la lumière avant de sortir. »

Ivan rit de la blague. Sofia aussi, assure-t-il. L'humour au goût bulgare n'est jamais une plaisanterie. C'est vrai ? Ils s'en vont ? Cent vingt mille Sofiates (sur deux millions) ont déjà mis le cap sur le Canada, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande depuis le printemps. De toutes les queues de la capitale, celles des ambassades sont les plus patientes. Des étudiants se sont rendus en Grèce pour la cueillette des fruits et évitent d'en revenir. Il s'en trouve même en Turquie, chez l'ennemi ancestral. Sofia apprend l'anglais à cadence forcée.

Cinquante cours privés ouverts en six mois. Autant d'agences de mannequins. Et, dans une impasse de la rue Jdanov, près du marché privé, des interprètes effacent en toutes langues le caractère cyrillique d'un diplôme ou d'une lettre de recommanda-

tion. Ivan avait raison. Sofia tente de s'échapper. Vous avancez dans le sens contraire de la marche. Le décor ? La cathédrale Alexandre-Nevski, la mosquée du boulevard Dimitrov ? A vous, si vous le voulez ! Mais comme pour vous seul, ou alors pour vous et les vieux, qui s'acquiescent par la religion retrouvée. La ville vit un peu le phantasme d'un immense camp de transit pour émigrants en attente de visas.

Elle s'agglutine au ras de sol, les yeux baissés sur l'immédiat. Après de camelots qui offrent le secours de Nostradamus à la Bulgarie ou proposent des jeux d'argent sans hasard. Autour des kiosques à journaux où le porno se démocratise. Elle se laisse attirer, malgré elle, dans les zones de marché noir, à 15 leva votre dollar - contre 10 au cours officiel - près des bains municipaux, où des Triganes font fortune en quelques tours de main. La tête ailleurs, Sofia paraît être partout, sauf dans Sofia. Partout où l'histoire, passée et récente, permet une sorte de perte d'identité pro-



visoire. En tout cas une respiration, hors de portée de l'ombre de la ville. Dans des parcs qui ressemblent à ceux du Canada. Dans celui, surtout, du NKD, le palais national de la culture, édifié en 1981 par la fille du tyran. Après l'avoir voué à l'enfer stalinien, les Sofiates ont admis que ce blochaus moderne avait quelque chose de l'Opéra Bastille. Quelque chose de fréquentable.

Les jeunes s'y rendent par milliers, juste au soir venu, dans les jardins et les bassins sans eau. Les économies d'énergie garantissent une obscurité protectrice. L'étranger se méprend, voit dans cette foule lente le départ d'une manifestation ou la promesse d'un concert rock.

Ce n'est, chaque soir, rien d'autre que le signe extérieur le plus net de la présoviétique, la perestroïka à la bulgare : une morne déambulation entre deux snacks sans alcool, le Kravaj et le Magoura. Une attente, une autre, incertaine. Les filles se maquillent de rose, sans trop d'empoi. Les managers occidentaux dînent au restaurant ou à l'Hôtel Sheraton, où d'autres filles plus belles, plus en cour, jouent aussi la promesse d'un mariage à l'Ouest sur un battiment de cils. Les garçons se revendent des cassettes de Michael Jackson en avalant des graines de tournesol. « Le pop-corn bulgare », comme dit Ivan.

On vous propose en souriant un change avantageux : 17 leva votre dollar. Mais c'est surtout le marché des filières de grandes vacances. Le forum de l'Eldorado. Vous connaissez Toronto ? Racontez, on vous offre une

glace. Ou un lozina, la limonade à base de raisin qui tient lieu de Coca-Cola à ce campement des songes pour minidettes. Vous précisez que vous êtes Français. Vous décevez. Puisque vous n'acceptez pas les immigrés.

« Mais vous n'êtes pas... »  
- Nous ne sommes même pas arabes !  
Alors, vous vous révoltez. Vous

en appelez à la fierté d'être bulgare, une idée qui ne vous serait jamais venue avant. A la beauté de la ville, à votre bonheur d'être là. Ils sont dix à vous expliquer que leurs diplômes ne valent pas un « kopeck » ailleurs. Que les enfants du régime ont toujours été mieux notés, et qu'ils ont bénéficié de bourses. Ils sont déjà loin. Ceux qui restent créent des compagnies, avec l'argent de l'Occident ou le trésor de guerre du parti. Dans ces conditions, vous l'admettez, l'attachement aux montagnes entourant la capitale est un fardeau bien lourd ! « Ça ne fait rien, vous reprendrez bien une glace ? » La seconde glace a un goût curieux. Fade.

Vous aimeriez comprendre. Trouver Sofia dans Sofia. Mais il y a aussi Helena, et sa honte. Déjà étouffée des sanctions et du lait que vous apportez pour sa famille. Déjà humiliée d'entrer au Sheraton, et d'avoir à justifier, en bulgare, sa présence dans le hall. Sur le parking, contre l'église Sveta-Nedelia, au cœur des mirages soviétiques, les chauffeurs de taxi refusent nos leva. Elle refuse de payer en dollars. Elle tient bon, et vous vous sentez solidaire. Vous la suivez à pied sur le boulevard Vitosa, les bras chargés. Elle parle vite, s'essouffle : « Ce pays perd son âme. » Comment apaiser le chagrin d'une Bulgare malade de la Bulgarie ?

Helena vous a adopté, comme si, au-delà de la générosité de l'accueil, elle vous devait réparation. Il faut vider la dernière bouteille de rakia, l'alcool de fruit. Tant pis pour la queue, demain, devant l'épicerie. Son mari, un économiste mis à la retraite forcée par l'ancien régime, a écouté l'histoire du taxi en hochant la tête. En France, pareille chose serait-elle possible ? Non bien sûr « Alors, vous voyez... »

Philippe Boggio  
Lire la suite page 22

### AU SOMMAIRE



**Les Folies-Bergère** ont cent vingt ans, et toutes leurs plumes. Manque l'insolence des débats. p. 23

**Sainte-Victoire**, brûlée à vif, renaît lentement du « grand feu ». p. 21

**Les lecteurs** font part à La Reynière de leurs émois de l'été. p. 25

**Kenneth Hudson**, grand collectionneur de musées, nous guide vers ses vitrines idéales. p. 26

Échecs (p. 20) Têles (p. 20)  
Jeux (p. 24) La table (p. 25)

PARIS / NEW YORK A PARTIR DE 2395 F A/R

### DECOUVREZ LES NOUVEAUX TARIFS ACCESS VOYAGES.

NIO DE JANEIRO... A/5 2970 A/R 5275	CARACAS... A/5 2725 A/R 4675
LOS ANGELES... A/5 2025 A/R 3965	BUENOS AIRES... A/5 3695 A/R 6480
SAN FRANCISCO... A/5 2035 A/R 3960	SANTIAGO... A/5 3795 A/R 6700
MIAMI... A/5 1840 A/R 3410	NAIROBI... A/5 2280 A/R 4355
MONTREAL... A/5 1140 A/R 1980	ANTILLES... A/R 2950
SAO PAULO... A/5 3190 A/R 5225	BANGKOK... A/5 3000 A/R 5080
MEXICO... A/5 2180 A/R 4395	SIDNEY... A/5 4780 A/R 8360

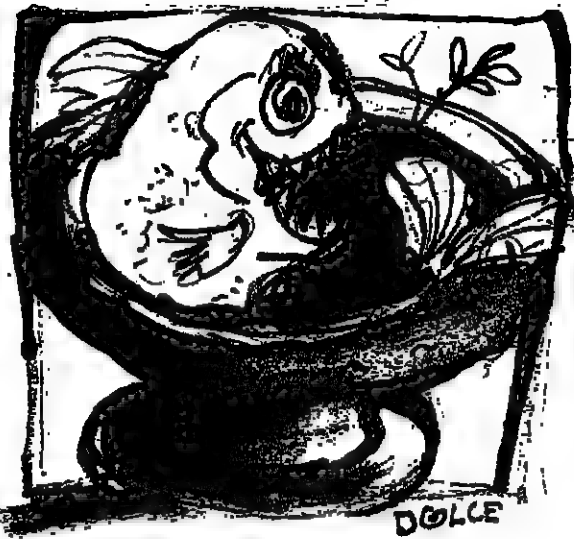
ET VOUS POUVEZ VOUS DÉPLACER EN PLÉNITUDE DE LIBERTÉ, SANS AUCUNE CONTRAINTES, EN VOYANT VOS VOTRES, EN VOYANT VOS VOTRES, EN VOYANT VOS VOTRES.

**ACCESS VOYAGES**

PARIS : MÉTRO ET RER CHATELAIN-LES-HAUTES.  
6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS. TEL. (1) 40 13 02 02. FAX (1) 45 08 83 35  
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS, LA PAK-DIEU, TEL. 78 63 67 77.



## La soupe aux piranhas



**C**ELA se voyait au premier coup d'œil : cette « tête réduite » n'était qu'un faux vulgaire. Une tête de singe épilée et grossièrement remodelée. Hâtivement peinturlurée au rouge, incisée et cousue comme les vraies, elle provoquait cependant un certain frisson rétrospectif. Un rien de bon sens aurait suffi à évaluer la supercherie, car le crâne n'avait pas été extrait et parce que les Jivaros – malgré leur génie empirique – n'ont jamais su réduire une tête avec ses os.

Pour ne pas trop décevoir la propriétaire de ce trophée contrefait, il aurait fallu lui dire qu'une bonne imitation, de nos jours, peut être considérée comme « authentique », et que cela n'enlevait rien à sa valeur émotive, sentimentale. Devant mon embarras, elle prit le parti d'en rire et, mondaine, d'affirmer : « Toutes les madeleines ne peuvent pas être de Proust, n'est-ce pas ? »

Le Louis-Lumière portait bien son nom. Paquebot transatlantique en fin de carrière, il avait été mille fois repeint en noir et blanc. Le velours des salles communes était lustré à force d'avoir frotté avec le fer à repasser. Le caractère répétitif de la vie à bord donnait l'impression d'y être en représentation.

La bibliothèque du deuxième pont était constituée d'une trentaine de volumes. Probablement des livres oubliés par les passagers. L'invention de Morel, de

Bioy Casares en faisait partie. Cela dit par souci d'honnêteté. Sa lecture, en effet, aura pu déteindre sur les souvenirs que j'ai gardés de cette traversée du Havre à Rio-de-Janeiro...

Nous étions sept à table. Personne n'aurait su dire quelle règle avait présidé à cette distribution (pas même le maître d'hôtel qui m'avoua, plus tard, que tout cela avait été strictement fortuit). Reste que nous étions sept qui, en regard des autres passagers, avions au moins un point commun : nous allions en Amazonie.

L'un, le plus âgé, était bijoutier à Manaus. Il était accompagné de son neveu (né au Brésil) à qui il avait fait visiter l'Alsace – sa région d'origine. Un troisième était missionnaire dans le Mato Grosso, chez les Indiens Caduveos. Un quatrième était ingénieur-forestier sur le bas Purus, à la frontière péruvienne. Le cinquième s'occupait vaguement d'une ligne d'autobus entre la petite ville de Guajara – Mirim et le front pionnier du Nord. Le sixième se disait aventurier professionnel, conférencier, et – pour le faire bisquer – nous l'ac-

cusions d'être un « trafiquant d'exotisme ». Le septième, c'était moi. Plus témoin qu'acteur dans cette affaire-là.

J'E n'ai pas la mémoire précise des vingt-huit repas que nous primes ensemble. Toujours est-il que, peu à peu, un rituel s'ins-

taura : midi et soir, dans le bar, nous disputions une partie de belote. Le tournoi s'accompagnait de plusieurs verres de pastis, chacun y allant de sa tournée. « Pas de messe sans vin ! », avait décrété le missionnaire.

Le petit groupe hétéroclite

avait des hauts et des bas. Quelques bouderies, quelques agacements, quelques fâcheries, firent que parfois les gens ne se parlaient pas. La belote et le pastis raccommodaient les humeurs. Si bien qu'à la veille de nous séparer, il fut décidé – je ne sais qui en eut l'idée le premier – que nous allions nous retrouver chaque surlendemain de Noël (le missionnaire avait ses obligations) pour disputer une partie et partager la boisson. Manaus serait notre point de ralliement.

Promesses de mer sont flottantes. Personnellement, je n'ai tenu la mienne ni la première année ni la seconde... Le bijoutier m'a raconté : « Mot, pareil. J'avais complètement oublié quand j'ai vu entrer dans la boutique le missionnaire, le chauffeur de bus et le conférencier ! Nous avons tapé le carton jusqu'à quatre heures du matin. La seconde année, c'est le chauffeur de bus et l'ingénieur qui se sont pointés. Mon neveu – qui est devenu Pentecôtiste – ne joue plus et ne boit plus, alors il nous manquait un quatrième... »

Nous faisons la gueule. C'est alors que s'est produit un truc pas

possible : un type d'ici, un Indien endimanché, un peu gauche, a frappé à la porte. Je lui ai ouvert et, tranquillement, avec son nez percé, il est venu s'asseoir à la table de jeu : « Curé d'Indiens mort... Caduveo savoir jouer belote... » Nous le regardâmes, estomaqués. Il a pris la bouteille en disant « Caduveo savoir boire pastis... » Il s'est servi, a ajouté de la glace et de l'eau, et, très gravement, très cérémonieusement – DE LA MAIN GAUCHE... il a coupé le jeu de trente-deux cartes ! »

**S**YLVIO était un guide hors pair. Une sorte d'homme à tout faire de la jungle. Il était capable de confectionner une paire de chaussures avec du latex fumé, de graisser un moteur au beurre de banane ou de se raser avec un défilé de banane. Son rêve était de venir à Paris et d'y faire fortune. Autour du feu, le soir, en nous racontant avec les moustiques, nous échangeâmes de mirifiques affaires d'export-import. Pourquoi ne pas commercialiser la soupe aux piranhas ? Pourquoi ne pas faire breveter le dentifrice noir des Indiens Mastenahuas ? Pourquoi ne pas mettre à la mode une boisson typiquement amazonnienne, comme la guarana ? Nous fantasmions chacun dans des espaces complémentaires et différents...

L'exotisme est un exercice d'antipode.

Jacques Meunier

### ESCALES

### TELEX

#### L'Australie en réserves

Grands espaces désertiques au centre, forêts tropicales au nord, régions montagneuses au nord-ouest et au sud-est. Grande-Barrière de corail à la hauteur de Brisbane et jusqu'en Nouvelle-Guinée : l'Australie est une formidable réserve. Huit régions figurent au patrimoine mondial de l'Unesco et deux mille parcs nationaux traduisent la volonté de protéger ce capital. Allant plus loin, l'université du Queensland, dans une opération-pilote appelée Travelcare (apprendre en voyageant), propose une vision écologique de l'Australie, avec le concours de scientifiques. Des programmes de un jour à deux semaines sur la biologie marine, l'archéologie, la migration des baleines. A Heron-Island, par exemple, découverte de la Grande-Barrière de corail : faune, flore, formation et étude des coraux. Du 24 novembre au 1<sup>er</sup> décembre, 5 000 F au départ de Gladstone. La vie dans l'outback australien, cette immense région à la fois savane, brousse et désert, au cœur de l'Australie : de Brisbane ou Sydney à Alice-Springs, et du 30 mai au 9 juin, 6 000 F environ tout compris. Réservations auprès d'Australie Tours (129, rue Lauriston, 75116 Paris, tél. : 45-53-61-15). De son côté, Tours 33 (85, bd St-Michel, 75003 Paris, tél. : 43-29-36-50 et agences de voyages) propose des excursions de deux jours à l'île des Kangourous, au sud de l'Australie (1 600 F au départ d'Adelphide). Sa découverte de la Grande-Barrière de corail dure 13 jours (départ toute l'année) et coûte 11 890 F au départ de Sydney (11 jours, 10 450 F en partant de Brisbane).

#### Attention 1991 !

Une fête, ça se prépare. Surtout un réveillon. Qui plus est, une Saint-Sylvestre ! A plus forte raison lorsqu'on décide d'aller le célébrer ailleurs. D'autres lieux que Transjours (49, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 42-61-58-28) vous invite justement à explorer dès maintenant, à tête reposée. Grâce

à une brochure disponible dans toutes les agences de voyages et qui présente trente idées de voyages-réveillons, allant du plaisir de la découverte à celui de la fête. Se recueillir à Saint-Pierre, à Bethlehem ou en Sainte Russie. Se bercer de musique dans la ville natale de Mozart ou dans celle de Chopin. Trinquier au fil de l'eau, en Allemagne. S'étourdir de fados portugais, de rhapsodies hongroises, de valses de Vienne ou de flamenco à Séville. Festoyer dans un château médiéval irlandais. Méditer à Fontevraud ou au Mont Saint-Michel. Explorer une île des Caraïbes ou fouler la neige canadienne. Sans oublier, pour le symbole, le Nouvel An à Berlin. L'embarras du choix et le choix

#### Grand train d'Ecosse

Un train pour regarder passer les moutons. Et, accessoirement, les châteaux, les lacs, la lande. Si le Queen of Scots est parmi les plus chers au monde, ce n'est pas sans raison : ses wagons presque centenaires ont été soigneusement restaurés, sa voiture-salle à manger a été fabriquée et mise sur rail en 1890, ses « chambres » sont spacieuses. Ce train est courtisé : il s'arrête quand le paysage est trop beau – à Glencoe, Loch Lomond, Stirling, Inverness, Aberdeen – et rend visite aux demeures du voisinage. A Dunrobin Castle, par exemple, où le propriétaire, lord Strathnaver lui-même, vient à sa rencontre. Ecosse, il sert à sa



Bali, 1974, photo de Mireille Dupuis.

du prix. Le Mont Saint-Michel, c'est 3 200 F et Fontevraud, 4 000 F, pour 3 jours. La croisière sur le Rhin, 3 700 F les 4 jours. L'Irlande, 5 370 F, 4 jours. La Pologne, 5 470 F, 6 jours. Israël 8 jours ou Leningrad 5 jours, autour de 7 200 F. Rome et Moscou, autour de 7 500 F, 5 jours. Budapest ou Salzbourg, autour de 7 550 F pour 4 jours. Lisbonne, 8 000 F, 5 jours. L'Andalousie, 8 400 F pour 3 jours. Vienne ou Berlin, autour de 9 000 F les 5 jours : Cuba aussi, pour 8 jours. Moscou et Leningrad ou Souzdal et la Sainte Russie, 10 000 F les 8 jours ou 12 jours sur la route de Samarcande. Enfin, le Québec, 12 000 F les 9 jours. Des prix en pension complète avec transport, hébergement, accompagnement, excursions et visites.

table saumon, truite et gibier de ses terres et fait escale à une distillerie de whiskey. Pour une réservation individuelle (30 000 F pour six jours au départ d'Edimbourg) ou en groupe (100 000 F par jour pour 28 passagers), s'adresser directement à la Scottish Highland Railway Company, 42 A, Queen Street, Edinburgh EH2 3PS, tél. : 31-220-6441.

#### Le tour du monde en vingt et un jours

Haut et loin. Il y aura dix escales exactement dans cette croisière aérienne autour du monde : de Mascate ou Delhi à cap Kennedy. Mascate donc, capitale du sultanat d'Oman, et l'hôtel Al Boustane Palace, construit par le sultan, le plus spectaculaire des

hôtels du Golfe. Katmandou, capitale du Népal, et Patan, la cité des temples et des palais. Chiang Mai, seconde ville de Thaïlande, dans une vallée entourée de montagnes boisées, avec le temple de Doi Suthep au sommet de trois cents marches et le travail des éléphants dans la forêt tropicale. Singapour sur son île. Bali (noire photo), le temple de Besakih sur les pentes du volcan Agung, et la danse incantatoire du Kejak. Sydney et une soirée au très moderne opéra. Auckland la Néo-Zélandaise et les éruptions de soufre de Rotorua. Papouète en liberté. L'île de Pâques et ses statues géantes. Mexico et, à 50 kilomètres au nord, Teotihuacan, important site archéologique. Orlando et cap Kennedy, enfin, pour visiter le centre spatial. Du 6 au 27 janvier, 21 jours, 53 heures de vol, 40 000 km, 68 000 F tout compris. En jet privé et hôtels de luxe.

► TMR, 349, avenue du Prado, 13008 Marseille, tél. : 91-71-82-10.

#### Trois italiennes

Voyage savant à « Urbino, cité idéale de la Renaissance », à Rimini et à Pesaro. Trois villes des Marches italiennes liées à l'histoire du duc de Montefeltro, gibelins, donc partisans de l'empereur contre le pape. L'Institut culturel italien (50, rue de Varenne, 75007 Paris, tél. : 42-22-12-78), commanditaire de ce voyage, a retenu des spécialistes de l'art et fixé les étapes. A Rimini, le Tempio Malatestiano, le musée renfermant des œuvres d'art de la Renaissance, et la bibliothèque. L'itinéraire passe ensuite aux « roches » de

Federico-de-Montefeltro, de San-Leo et de Sassocorvaro en particulier, à Urbino puis à Urbino : visites de l'oratoire de San-Giovanni avec les fresques de Salimbeni, de la ville et du palais ducal. Pesaro, avec la « Villa imperiale » et le musée (rétable de Giovanni Bellini et céramiques de la Renaissance). Après la visite de la « Rocca-di-Pesaro », transfert à Bologne et vol vers Paris. Du 23 au 26 novembre, 4 950 F par personne en chambre double. Ce prix comprend les vols, les nuits d'hôtel et petits déjeuners, les repas. Réservations à la CIT (48-97-20-20, M<sup>me</sup> Franca Pachli) et à l'Institut culturel italien M<sup>me</sup> Lea Laffaille.

Les Français furent les principaux visiteurs, suivis par les Allemands, de l'exposition du Titien qui accueillit 412 000 personnes au total, du 1<sup>er</sup> juin au 7 octobre derniers, au palais des Doges, à Venise.

Impressionnant succès remporté par le nouveau Musée de Stockholm abritant, depuis le 15 juin, l'épave du Vasa, imposant vaisseau de guerre suédois du dix-septième siècle, qui sombra le jour même de son lancement. En deux mois, plus de 400 000 personnes sont venues l'admirer alors que le précédent record annuel tournait autour de 580 000.

New-York pour moins de 2 000 F. C'est ce que propose Access Voyages (6, rue Pierre-Lescot, 75001 Paris, tél. : 40-13-02-02) avec, jusqu'au 26 novembre, un aller-retour Paris-New-York sur vol charter à 1 980 F par personne. Départ de Paris tous les mardis et retour tous les lundis. Possibilité de prestations complémentaires. Par exemple : une voiture pour 1 050 F la semaine, assurances comprises, payable en France.

Visit France, la filiale tourisme d'Air Inter, présente une collection d'hiver élargie. Aux brochures Visit France, Visit Europe et Escapes, elle ajoute un Visit Franco Neige et un Visit Affaires. En novembre, paraîtra la brochure annuelle Relais et Châteaux, suivie d'un Visit France Gastronomie.

Bonne santé du tourisme français en autocar qui, avec 24 millions de voyageurs et 500 millions de kilomètres parcourus, aurait enregistré, en 1990, un chiffre d'affaires cumulé de plus de 23 milliards de francs, soit près de 20 % de l'ensemble du chiffre d'affaires touristique. Des chiffres cités dans un dossier réalisé par la Lettre touristique – 42 61 09 16 – qui voit dans ce secteur « le marché de demain ».

Le « penty » breton, c'est l'équivalent nordique du mas provençal : une maison du terroir. Près de Roscoff, de Concarneau ou de Dinan, on peut en louer toute l'année : de 1 100 F à 1 500 F par semaine un penty pour 4 à 6 personnes. Ils sont répertoriés dans la brochure Formule Bretagne, disponible à la Maison de la Bretagne (15, rue de l'Arrivée, 75015 Paris, tél. : 45-38-73-15) qui effectue les réservations.

La carte Aurore a été acceptée par Air France à la suite de l'accord entre la compagnie aérienne et l'organisme de crédit Cetelem. Les détenteurs de cette carte (1,5 million actuellement) pourront l'utiliser pour l'achat de billets et de toute autre prestation vendue par les agences d'Air France en métropole, en bénéficiant des possibilités de crédit qui l'accompagnent.

Week-ends relaxation au Grand Monarque de Melun (groupe Concord), à l'orée de la forêt de Fontainebleau. Du 9 novembre au 2 décembre, quatre week-ends (deux nuits) pour s'initier, en seize heures, au shiatsu, méthode japonaise à base de pression sur des points déterminés du corps. 2 100 F par personne, en pension complète. Réservation au 40-68-53-00.

Week-end chasse en Sologne. Le Soiflet d'Orléans (38-62-17-39) a sélectionné les meilleurs territoires de cette région riche en gibier pour un samedi de chasse entrecoupé d'un brunch et d'un déjeuner typique. Possibilité d'une levée aux canards, le vendredi soir. Forfait chasse (2 nuits) : 2 500 F par personne en chambre double, 1 000 F pour les non-chasseurs.

Air Liberté au Cambodge. En assurant à partir du 31 octobre, la liaison Paris-Phnom-Penh, via Karachi, la compagnie française devient la première compagnie occidentale à se poser au Cambodge, dans le cadre de la normalisation politique. Départs d'Orly tous les mercredis, à bord d'un Airbus A 300/600 R. Prix A/R à partir de 7 950 F en classe Eco, de 18 500 F en première.

UTA incline à 40° les nouveaux sièges en cuir bleu outremer de la classe première de luxe de cinq DC-10 de sa flotte. Jal en avril 1991. Swissair en 1992 devraient pour leur part, après de nombreuses compagnies américaines et si les essais en cours sont concluants, équiper certains de leurs vols en téléphones et télescopes permettant des liaisons internationales par le biais de satellites. Gratuite en première classe, la minute de communication coûtera, d'après JAL, 50 francs environ.

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramard

سكيا من الامم



# Sainte-Victoire et martyr

Il faudra trente ans pour que la montagne Sainte-Victoire reprenne des forces et des couleurs. Beaucoup s'y emploient, tous veulent la réhabilitation de ce monument du paysage provençal. Aux impatientes, il reste Cézanne.

COMME une date de naissance et de mort : 102-1989. Comme s'il ne s'était rien passé entre ces deux millésimes.

102 avant Jésus-Christ, c'est quand cette montagne sans nom, lame de calcaire livide, crête blanche de la Gaule méridionale, est entrée dans l'Histoire au milieu d'un fracas épouvantable et d'une mer de tripaille.

Le consul romain Marius - qui allait donner son prénom si martial à des générations de Provençaux jusqu'à ce qu'un inventeur (parisien) de blagues « marseillaises » vienne le discréditer - fit entrer directement la future Sainte-Victoire (1) dans la gloire, par un choix stratégique génial.

Les Teutons, houle humaine venue de Germanie, étaient en train de s'approprier une Provence à peine habitée à la romanisation. Ils ne procédaient pas par la douceur, comme le font leurs lointains descendants d'aujourd'hui, les respectables citoyens de la République fédérale, avec chéquiers acheteurs de propriétés et impressions de Mercedes, mais par la dévastation et la rapine.

Marius se posta avec ses légions derrière une arête rocheuse, là où Sainte-Victoire se termine en queue de dragon pétrifié. Les Teutons, tranquilles, avec bobonne, bétail et butin, roulaient vers la grasse plaine d'Aix-en-Provence - par cet étroit boyau qu'on appelle aujourd'hui les gorges de Pourrières. A la sortie, ce fut l'un des plus gigantesques abattoirs humains de l'Histoire : 100 000 Teutons occis, selon le biographe grec Pline l'Ancien.

Quelque deux mille ans plus tard, le 28 août 1989, ce n'est pas

du sang qui vint de nouveau rougir la montagne et la mettre à la « une », mais un feu de trois jours - « le grand feu » - prenant en écharpe, sous la houlette d'un mistral en furie, 5 000 hectares de forêts et broussailles, annihilant faune et flore, tuant un homme (un légionnaire, ô ironie de l'Histoire !), réduisant Sainte-Victoire à n'être plus qu'un os de seiche pitoyablement planté sur un lit de charbon.

« Mais, monsieur, n'écrivez pas ça, regardez plutôt les dizaines de vies que Cézanne a laissées. Il y a cent ans, de sa montagne. On la voit nue, dépouillée, et pourtant très belle. Les pins d'Alep sont d'introduction récente, ce sont eux qui s'embranchent les uns les autres en cas d'incendie. Il faut revenir aux chênes blancs et verts indigènes, beaucoup moins réceptifs aux flammes et qui, de plus, même calcinés, repartent par le pied, ce qui n'est jamais le cas du pin », nous dit-on avec conviction à Aix-en-Provence, à l'état-major du « massif » Sainte-Victoire (le langage administratif a refusé « montagne », mot trop poétique sans doute, mais n'a pas reculé devant la « majestuosité » (sic) du site ni devant sa « réhabilitation » : Sainte-Victoire serait-elle coupable de n'avoir vu arriver les Canadair que le lendemain du début de l'incendie ?).

Nous avons visité l'été passé la mémorable exposition « Sainte-Victoire » organisée au musée Granet d'Aix, autour de Cézanne et des autres peintres de la montagne (voir l'article de Geneviève Breerette dans le Monde du 8 août). Et c'est vrai que, sur sa fin, le maître aixois réduisait quasiment Sainte-Victoire à un gris-fil bossu dans le ciel blanc. D'autres huiles de Cézanne plus anciennes, cependant, indiquent que, hors la cime, falaise rebelle à toute végétation, un vert touffu tapissait jadis les contreforts.

Une dame d'âge respectable, native de Puyoubert, où sa famille a, depuis des générations, la ferme sans doute située le plus haut sur les flancs de Sainte-Victoire, éclate de rire : « Il y a toujours eu des pins d'Alep ici et bien sûr d'autres essences. Mais, avant, il n'y avait ni incendies ni incendiaires, tout le reste est bavardages et faux-fuyants. »

Pour le brasier de 1989, officiellement, à Aix, on sait au moins qui l'a allumé : « Des débroussaillages du château de Saint-Marc, sur le versant septentrional, dont les étincelles des tronçonneuses sur une pierre, emportées par le vent, bouleversent la malheureuse à toute la contrée. La préfecture autorise certes à débroussailler même par grosse chaleur, mais demande qu'on cesse tout travail dès que souffle le mistral. » Or le mistral soufflait, mais personne n'était là pour faire appliquer la réglementation.

Heureusement, sur ce même côté nord, une coulée de pins d'Alep, ces maudits étrangers, ces complices du feu, a miraculeusement survécu, à hauteur du château de Yauvenargues, qu'acquiesce Picasso en 1958 et où il se repose aujourd'hui. C'est là que serpente la première partie de la montée (deux heures de marche sportive) vers la Croix-de-Provence, point culminant de Sainte-Victoire (1 000 mètres).

Après les pins, on passe à une garrigue de thym, myrte, romarin, genévrier et buis, sauvée elle aussi, et puis c'est l'entrée dans la zone brûlée, qui vient jusqu'au portail même de la chapelle élevée au dix-septième siècle et restaurée en ce siècle. On circule parmi les moignons restant à arracher, car cette tâche primordiale, malgré l'aide de l'armée et des scouts, est loin d'être achevée sur les 2 200 hectares anciennement boisés encerclant la montagne (le site entièrement classé depuis 1983 totalise 7 250 hectares, dont 60 % ont été

touchés par les flammes, sans compter des secteurs non classés).

Des bénévoles ont déjà replanté, ça et là, cèdres ou agas (érables de Provence), mais cela fait parfois un peu grincer les dents à Aix, où on ne parle que « pare-feu », « reboisement rationnel » et autres techniques peut-être nécessaires, mais que les adhérents de Sainte-Victoire traduisent unanimement par « atermoiements ».

La question financière n'est d'ailleurs pas complètement résolue, puisque, sur les 14 millions de francs nécessaires au seul nettoyage des surfaces brûlées, 6,5 millions seulement ont été jusqu'à présent dégagés par l'Etat, le conseil régional et le conseil général. Et la « réhabilitation », beaucoup plus onéreuse, n'est quant à elle pas encore chiffrée. On reste précautionneux sur ce point, car, pour le « nettoyage », on avait

estimé le coût à 4 000 F l'hectare, et il est en réalité de 6 000 F à 8 000 F...

Ce ne sont évidemment pas les bénéfices de l'exposition de l'été dernier (170 000 visiteurs, chiffre record en France depuis dix ans pour une manifestation picturale en province) qui permettront de combler la tirelire. Le mécénat, peut-être, espère-t-on, viendra au secours de Sainte-Victoire.

En attendant que s'écoulent les trente années minimum nécessaires au reboisement - car tout le reste est littérature, administrative ou pas - il faudra s'habituer à regarder la montagne tel un proche atteint de pelade. Ce n'est pas gai. D'aucuns préfèrent ne pas la voir, comme si elle était morte, ensevelie dans sa fragile beauté en août 1989.

C'est ce parti que personnellement nous avons choisi, revenant

carriément à Marius, dont la pyramide commémorative réduite à son soubassement, là-bas sur le champ de bataille présumé, dans le dos de Sainte-Victoire, s'abrite derrière un gros bouquet de chênes blancs, indemnes, dérobant au regard la montagne horriblement rôtie.

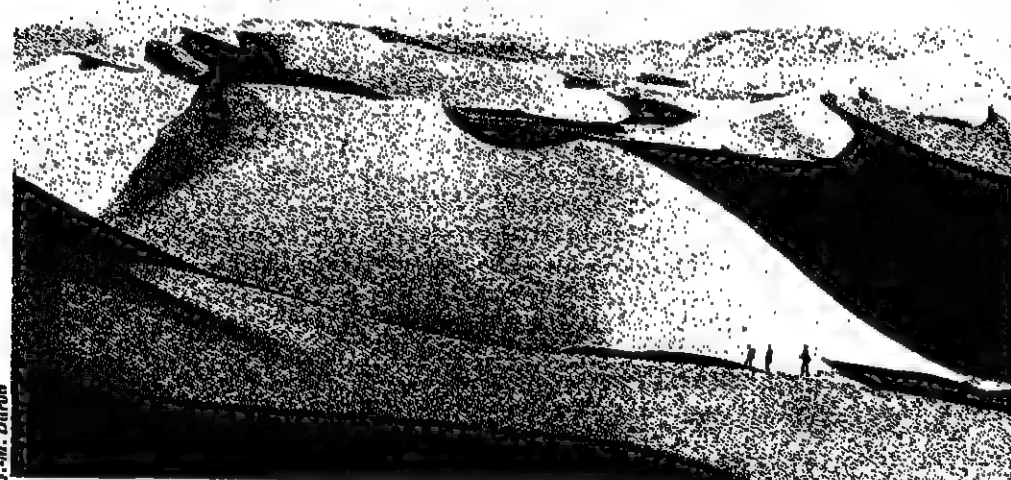
De notre envoyé spécial  
à Aix-en-Provence  
Jean-Pierre Féroncel-Hugos

(1) De même qu'ils disent le Lubéron et non pas le Lubéron, les Provençaux parlent de Sainte-Victoire et non pas de « la Sainte-Victoire », laissant ce « la » aux « étrangers », comme l'écrivain autrichien Peter Handke (voir notre guide). Cette appellation ne remonte d'ailleurs qu'au dix-septième siècle, lorsqu'on exhumait la victoire de Marius, le mêlant plus ou moins à la future victoire du christianisme en Provence... Auparavant, Sainte-Victoire s'appelait le mont Ventoux, autre version du mont Ventoux, c'est-à-dire « le mont venté ».



De la route de Cézanne, coup de zoom sur la montagne mise à nu.

## 140 Marches de Rêve!



Avec Terres d'Aventure, découvrez l'ivresse du marcheur! La terre entière est à vos pieds, avec les meilleurs guides et les plus beaux itinéraires de randonnée. Montagnes de France, du monde entier et même d'URSS! Sahara et grands déserts, haute montagne et ski d'aventure. Pour tous niveaux même débutant et à tous les prix. Catalogues gratuits sur demande en renvoyant le bon ci-dessous à T.A. 16, rue Saint-Victor 75005 PARIS ou en téléphonant au 43.29.20.40. Minitel 3615 Code Terdav.

Nom, prénom (en majuscules)			
N° Rue			
Ville		Code postal	
Profession	Tel.	Age	
Brochure Générale	Sahara	Ski de fond et de montagne	Haute montagne
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**TA Terres d'aventure**  
LE VOYAGE A PIED  
16, rue Saint-Victor 75005 PARIS. Tél. 43.29.20.40. Minitel 3615 Terdav.  
9, rue des Remparts d'Aix 69002 Lyon. Tél. 78.42.99.94. Licence A 1148

## Guide

« Sur Sainte-Victoire? Prenez la Barre et le Chirac! » Dans n'importe quelle bonne librairie aixoise, et il n'en manque pas (la mieux achalandée nous a paru être Vents du Sud, 7, rue Foch), vous vous attirerez sans doute cette désarçonnante réponse, ces temps-ci, si vous demandez la production disponible sur la montagne Sainte-Victoire.

« Chirac », c'est Marcelle Chirac, professeur émérite à l'université Aix-Marseille-III et auteur notamment d'Aix-en-Provence à travers la littérature française (Robert, Marseille 1978). Elle a publié cette année Hommage à Sainte-Victoire, la montagne de Cézanne (Tacussel, Marseille, 15 photos en couleurs, 55 p., 120 F).

« Barre », c'est Fabienne Barre, dont les photos noir et blanc viennent tout récemment d'être réunies dans un album intitulé Sainte-Victoire, dont l'image que nous publions est extraite, et est précédé par Jacqueline de Romilly (Edisud, La Calade, Aix-en-Provence, 70 p., 150 F).

Notre unique académicienne sainte-victorophile s'il en est, a justement écrit Sur les chemins de Sainte-Victoire (Julliard, 1987). Nous sommes tentés de rapprocher l'hymne de notre fameuse helléniste du discours de l'écrivain autrichien contemporain Peter Handke, auteur de la Lapon de la

Sainte-Victoire (Gallimard 1985, traduit de l'allemand, de Georges-Arthur Goldschmidt). Ces deux humanistes, pour exprimer le fort ascendant physique exercé sur eux par cette montagne vivante et, à l'époque, embourrée et heureuse, ont abouti à des textes avant tout cérébraux. Bien construits mais trop cérébraux, nous a-t-il semblé, pour un sujet aussi « chameau ».

Du Stendhal des Mémoires d'un touriste au Barrès de la Colonne inspirée, d'Edmond de Goncourt à Maurras, de Walter Scott à Simone de Beauvoir, les bonnes plumes ne manquent pas à avoir eu Sainte-Victoire pour muse. Zola, même, a situé au pied de la montagne la Faute de l'abbé Mouret. Ce bilan est déjà plus qu'honorable, mais un site aussi impérieux pourrait prétendre inspirer toute une œuvre, toute une geste, avoir en littérature ce qu'il a eu en peinture : un Cézanne, un artiste hors pair lui dédiant tout un large pan de son travail.

Le modeste mont Garlaban, au-dessus de Marseille, a bien attiré Pagnol et le plateau du Comté-dour, près de Manosque, a su retenir Giono! Sainte-Victoire, elle, attend encore son maître (1).

Sur un autre plan, elle a peut-être déjà trouvé son chef : au pied du versant sud, dans un repli du terrain où le grand feu de 1989 a

éparpillé pins et platanes et où on peut donc croire un moment que tout est comme avant, depuis 1952 la famille Bergès-Jugy, dans son mas familial, attire discrètement les amateurs d'une gastronomie provençale moderne, « une cuisine à consonances provençales » plus précisément.

C'est-à-dire qu'au Relais Sainte-Victoire (13 100-Beaurecueil. Tél. : 42-66-94-98), René Bergès ne vous servira pas la cuisine provençale rigoureusement traditionnelle, celle par exemple de Chez Brun à Marseille (« le Monde sans visa » du 13 janvier), mais la sienne, libre variation sur la tradition locale, arrosée du fameux Château-Simone. Ce vin est produit à deux pas du Relais Sainte-Victoire par la même lignée de viticulteurs depuis deux siècles, détenteurs quasi uniques de la micro-appellation Palette. Encore des miraculés du grand feu, car un peu plus à l'est les vignes même brûlèrent en 1989. ●

(1) C'est dans Sainte-Victoire (Robert, Marseille, 1973), modeste brochure de feu Henry Imoucha, fondateur en 1935 de l'association Les Amis de Sainte-Victoire, brochure achetée sur le marché des livres d'occasion à Aix-en-Provence, que nous avons pu trouver le plus de renseignements culturels, écologiques et pratiques sur la montagne Sainte-Victoire.



## Sofia plein Ouest

Suite de la page 19

A soixante-douze ans, à la chute de Jivkov l'an dernier, il avait décidé de recommencer à vivre. Maintenant, il doute, et compte sur vous pour lui donner quelques raisons d'espérer. Mais comment rassurer un Bulgare ?

Vous n'avez rien d'autre que votre amitié. Vous l'accorderiez dix fois en quelques jours. A Katia, la fille de Helena, qui voudrait bien rester, mais qui partira quand même, simplement parce qu'elle vous fait cadeau de son récit d'un amour brisé par les privations. A Pavel, le peintre, qui vous a conseillé de parler anglais dans un restaurant pour obtenir une table. Lui restant dans votre sillage. Silencieux. Bulgare masqué. Vous avez cet automne plus de droits que lui dans Sofia, puisque Sofia paraît prête à se vendre à qui n'est pas bulgare. « Dites Sheraton, partout, et je pourrai entrer avec vous. »

Alors vous vous révoltez encore. Vous exhibez vos dollars, vous dites : « Sheraton !!! », puis vous exigez de payer en leva. Vous vous faites une spécialité du scandale probulaire. Vous provoquez des discussions dans les bars. Vous encouragez un réveil, une réaction. Un jour, lors d'une de ces scènes, vous faites pleurer Tzvetia, l'étudiante, avec votre assurance. Un vieil homme se lève de sa table, s'assied à côté de la jeune fille, et doucement, dans un français parfait, lui raconte un passé enfoui.

Sofia, avant Gueorgui Dimitrov, le « libérateur » commu-

niste. La ville, malgré les soubresauts balkaniques, aimait la police de la vieille Europe. Au café Bulgaria, remplacé aujourd'hui par l'église russe, on parlait avec passion de démocratie et des modes apportées par l'Orient-Express. « Nous n'avons pas toujours été comme ça, mais je te conseille tout de même de partir, dit le vieil homme, le passé ne reviendra pas. » Puis, il se retourne vers vous : « Pour cela, pour l'aider, il lui faut des dollars. L'Europe la rendra plus forte. Après, elle reviendra. » Et devant le maître d'hôtel, vous tendez vos dollars.

Vous les suivez, lui et Tzvetia, sur les pavés jaunâtres du boulevard Rouski, qui faisaient si peur, les jours de pluie, au cher vieil Albert Londres. Après les grandes manifestations de l'hiver et de l'été, le quartier du pouvoir depuis que Sofia est capitale (1878) paraît désert. Tout ici date du début du siècle. Tout est copie. Néobaroque, néo-austro-hongrois, néobyzantin. La cathédrale comme les églises, le petit palais vert de Boris III comme le Parlement. Les années de plomb ont épargné ce décor d'opérette. En y ajoutant leurs pierres, bien évidemment.

Le nouveau régime a fini par retirer, en juillet, la momie de Dimitrov de son mausolée. Le cube de marbre, frère de celui de Lénine à Moscou, n'a plus de fonction. « Il gâche la rue », lâche Tzvetia. Le vieil homme regarde des gamins glisser sur leurs

planches à roulettes, devant l'édifice sacré. Il sourit, pour la première fois. Lui-même a été communiste, il y a longtemps, après la guerre, pour épargner sa famille. Dans les vitrines de l'annexe de la nouvelle Chambre des députés, il consulte les listes des rouges (Parti socialiste, ex-PC). Tzvetia, celle des blancs (l'Union de l'opposition). Des militants royalistes ont dressé une exposition de photographies jauniees devant le palais.

L'avenir est comme ces affiches. Inquiétant de fixité. Pour Tzvetia comme pour le vieil homme, pour Helena comme pour Ivan, « la politique des petits pas » a engourdi Sofia. Avec ces mois où si peu de choses se passent, avec le retour de la pénurie alimentaire et des coupons de rationnement, le face-à-face méfiant de la majorité et de l'opposition — onze députés les séparent — la ville se laisse aller à des vertiges plus primaires.

Ceux qui restent font la queue. Le record, pour l'essence : 7 kilomètres de voitures sagement



garées sur une file, serpentant le long des rues. Leurs propriétaires reviendront demain, après-demain. La pompe fonctionnera peut-être. Sofia perd ainsi des heures, chaque jour, à s'absenter de votre environnement de banier privilégié.

C'était, avant l'ordre stalinien, une cité partagée. Une porte, disait-on, entre deux mondes. Comme rien ne semble venir du présent, comme la jeunesse songe à passer l'éponge et que l'Europe se cantonne pour l'instant à des symboles vulgaires, l'Orient s'infiltre librement dans les ruelles du quartier macédonien, par-delà le marché. Pacotilles turques, musiques grecques et yougoslaves. Les Sofiaites redécouvrent aussi une attirance pour ces épices, rivaux discrets du rêve occidental.

On est à deux pas du Sheraton et de la statue de Lénine. Déjà ailleurs, dans une ville oscillante, plus méridionale. Tzvetia la reconnaît, et refuse de choisir. « Je voudrais habiter une ville moderne. » Elle s'excuse, doit nous quitter, appeler Genève. Le vieil homme la regarde partir, puis reprend sa marche le long de maisons anciennes qui paraissent vides. Et demande :

« Vous aimez toujours Sofia ?  
— De plus en plus.  
— Quand je ne serai plus là, vous serez peut-être le dernier. »

De notre envoyé spécial à Sofia  
Philippe Boggio



Orphelins d'une « révolution de velours » dont ils ne voient pas la fin, les jeunes Bulgares se donnent devant le photographe des airs appliqués d'enfants abandonnés qui se laisseraient volontiers adopter.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

##### 06400 CANNES

**HOTEL LIGURE \*\*\*NN**  
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
FAX 93-39-19-48  
A 300 mètres de la célèbre Croisette et des plages.  
Climatisé, insonorisé, chambres  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

##### NICE

**HOTEL LA MALMAISON**  
Best Western \*\*\*NN  
Hôtel de charme près mer,  
calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITE  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-87-62-56 - Tél. 478-410.  
Télécopie 93-16-17-99.

##### NICE

**HOTEL VICTORIA \*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. 93-88-39-60  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur câble,  
téléphone direct, minibar.

#### Montagne

##### 05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, pureté du Grand)  
2 040 m., site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle.  
Etié-hiver, plus haute crête d'Europe.  
2 hôtels 2 étoiles  
Logis de France  
Piscine, tennis, billard, cal. typ. z.  
Meublé, chambres studios, chambres.  
1/2 pens., pens. complète, p. lib.  
LE VILLARD tél. : 92-45-82-08.  
LE BEAUREGARD tél. : 92-45-82-62.  
FAX : 92-45-80-10.

#### Paris

##### PORTE DES LILAS

**HOTEL LILAS GAMBETTA \*\***  
223, avenue Gambetta  
Tél. : 43-62-85-60  
Tél. : 211838, Fax : 43-61-72-27  
Chambres insonorisées (290 à 340 F)  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

##### SORBONNE

**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 280 à 420 F. - Tél. 43-54-92-55.

#### Provence

##### AIX-EN-PROVENCE

**HOTEL RESIDENCE**  
Location d'appartements meublés  
pour séjour de courte  
ou longue durée.  
Prestations de qualité.  
L'HOTEL PARTICULIER  
Tél. : 42-38-29-92.

##### 04800 GRENOUX-LES-BAINS

**L'AUTOMNE EN PROVENCE**  
**HOTEL VILLA BORGHESE \*\*\***  
Ouvert jusqu'au 26 novembre 1990  
RESTAURANT DE QUALITÉ  
TV PAR SATELLITE  
CLUB DE BRIDGE  
Tours - Stages - Cours  
CENTRE REMISE EN FORME  
Forfaits - Ligne de forme -  
ANIMATION GOLF  
Tél. : 92-78-00-91 - Fax : 92-78-09-55.

##### ROUSSILLON 84220 GORDES

**MAS DE GARRIGON \*\*\***  
Votre fugue automnale  
dans une demeure de charme  
et de confort en campagne  
où on sera heureux de vous accueillir.  
Table gourmande, bibliothèque, feu de  
cheminée, promenades, équitation.  
Gare TGV et aéroport à Avignon  
Rens. et tél. : 90-05-63-22.

##### DROME PROVENÇALE

(PRIX D'HIVER)  
Paris/4 h par TGV (Montélimar).  
**AUBERGE DU VIEUX VILLAGE**  
**D'AUBRES.**  
Grand confort - Calme - Soleil  
S. à M. non fumeurs. Cuisine sans pré-  
tention, mais bonne, à tendance diéti-  
que. Salle de musc., sauna, UVA.  
Mirille Culmba.  
26110 Nyons - Tél. : 75-26-12-89.

#### TOURISME

Home d'enfants à la montagne  
(Jura, 900 m alt., près frontière suisse.)

##### TOUSSAINT-NOËL

Agencement jeunesse et sports. Yves et  
Liliane accueillent vos enfants dans  
ancienne ferme XVII<sup>e</sup> siècle confortab-  
lement rénovée, chères 2 ou 3 avec a.-de-bus,  
w.-c. Située au milieu des pâturages et  
forêts. Accueil volont. limité à 15 enfants,  
idéal en cas de séparation.  
Ambiance familiale et chaleureuse. Acti-  
vités : VTT, jeux collectifs, peinture sur  
bois, initiation échecs, fabrication du pain.  
1 800 F sem./enfant.  
Tél. : (16) 81-38-12-51.

## Guide

● Inévitable pour vous loger, le Sheraton, généralement considéré comme le meilleur hôtel des anciens pays de l'Est. Inévitable, car tout le centre-ville de Sofia semble tourné vers cet immeuble. L'ancien régime lui a laissé la place d'honneur, entre la mosquée des Bains et Saint-Nédélia, les boulevards Vitosha et Dimitrov, le siège du parti et la statue de Lénine, apparemment indéboulonnable, mais régulièrement inactivée à la peinture rouge.

L'accueil y est de grande classe, mais soupçonneux à l'égard des Bulgares qui viennent vous voir. Après tout, il appartient aux voyageurs de réconcilier cette institution avec les Sofiaites.

Expliquez aux maîtres d'hôtel des trois restaurants qu'il est du dernier chic de laisser vos invités se ruer plusieurs fois sur le buffet des desserts. Cinq-étoiles.

180 dollars la nuit (tél. : 87-65-41).

D'autres hôtels : le Bulgaria, sur le boulevard Rouski, vieux palace qui a connu Sofia sous la royauté. Un peu usé par les années. Demandez une chambre sur la rue, pour la vue sur le quartier historique. Son salon, au rez-de-chaussée, est le lieu de rendez-vous des Grecs de la capitale (tél. : 87-19-77). L'Hôtel Rodina (tél. : 516-311) et l'Hôtel Hémus (tél. : 86-14-15), très fréquentés sous l'ancien régime, sont aujourd'hui les lieux les moins clandestins de la prostitution sofote. Leurs bars sont les plus fréquentés de la capitale.

Les meilleurs restaurants sont privés, frères orientaux des clubs anglais. Le Club des Journalistes est le plus enfumé, comme il se doit. Ses boulettes sont excellentes, arrosées d'un risting de Schumen. Certains soirs, presse du parti et presse

d'opposition y discutent ferme. Mais, au moins, elles discutent.

D'autres restaurants sont accessibles, à condition de s'habiller, chaque soir, comme pour un mariage, et d'éviter de parler bulgare. Le plus maniéré, celui du dernier étage du NKD, le palais de la culture. Pour admirer Sofia éclairée par les néons de ses magasins. En déambulant, vous trouverez, dans l'ombre, des bistrotts qui vous serviront à manger des merveilleuses, malgré la crise alimentaire. Leur mérite : si vous plaisez au patron, aucune réservation n'y est exigée.

Pour les bars, privilégiez ceux qu'a adoptés la jeunesse sofote. Ils n'ont aucun charme, vagues imitations des snacks occidentaux. Mais les rêves y sont tournés vers les quatre points cardinaux. Le Kraval, au coin des rues Frigov Nansen et Patriarh Eftimij. Le Magoura lui fait face, de l'autre côté du parc. Et puis, tou-

jours, les cafés de rencontres, turcs, grecs, ou métissés d'Orient et d'Occident. Trois tables carrées sur fond de peinture écaillée. Mais le meilleur rakia du monde. S'il en reste.

Promenez-vous alternativement sur le boulevard Vitosha, où Sofia cherche son avenir, et dans le quartier historique, tout proche. Rien ne pourra vous échapper, ni les manifestations de rue, si elles renaissent, ni la nostalgie des vieux bâtiments. Les messes de la cathédrale sont probablement les plus ferventes de la religion orthodoxe. Passer chaque matin y allumer des cierges pour Sofia.

A lire  
Le guide Actuel de l'Est, édition complète, au Seuil. La littérature bulgare reste à traduire, voire à écrire. A chaque fois que vous rencontrez un romancier, laissez-lui vos devises. ●

1500 00 00 00



Cent vingt ans et toutes ses plumes, toutes ses paillettes, tous ses strass. Mais très comme il faut, très convenable. Trop. Le Théâtre des Folies-Bergère a perdu l'insolence sur la route du succès. Canaille, plus jamais ?

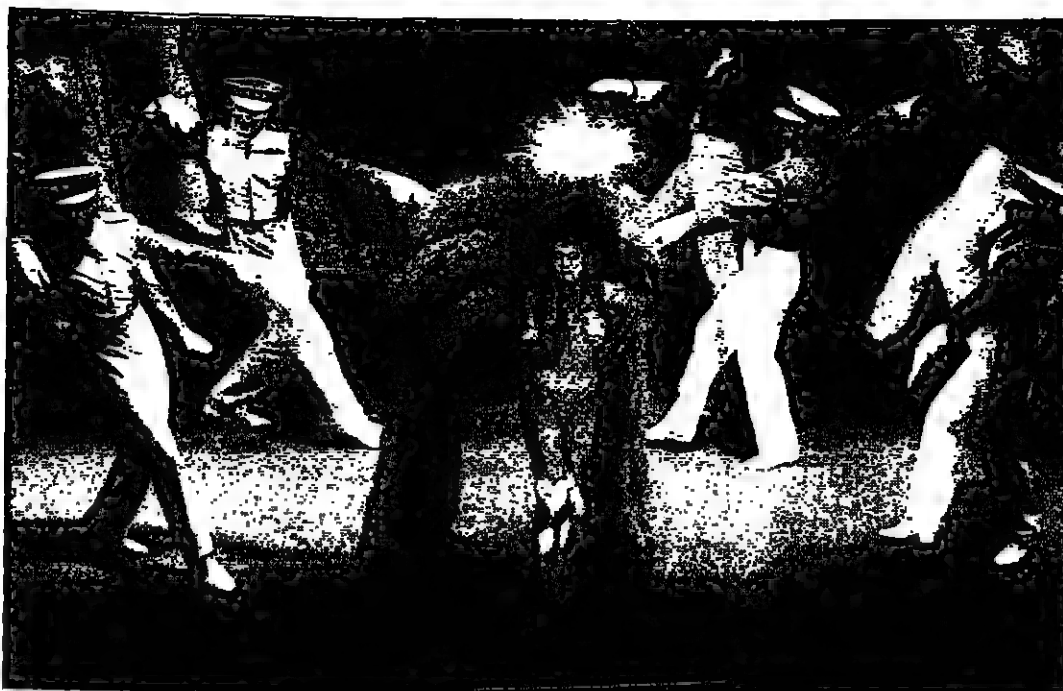
ELLES ne sont pas sises rue Bergère, mais rue Richer, en face exactement d'une de ces artères de Paris au nom figuratif et inexplicable, la rue de la Boule-Rouge (mais qui connaît, à Vaugirard, la rue du Sommet-des-Alpes ?) dans ce neuvième arrondissement qu'avait bouleversé le baron Haussmann jusqu'à sa disgrâce, l'année même de leur inauguration, en 1869.

Sont-elles, de fait, comme il est proclamé en lettres de lumière sur leur façade « le plus grand music-hall du monde » ? De Paris en tout cas, Les Folies-Bergère demeurent, en leur genre, la plus ancienne salle de spectacles en activité, car il y a bien des lustres que, tour à tour, Mayol, Pacra, l'ABC ou Bobino ont rendu l'âme.

Leur nom est déjà prometteur, même s'il ne désigne, au dix-huitième siècle, qu'un modeste lieu public où l'on danse et où l'on boit. Dans ce Paris encore maraîcher, coulait, modeste affluent de la Seine, la Grange-Batelière irriguant les primeurs. Le Second Empire ne construisit pas seulement le canal de Suez : le magasin de literie Aux Colonnes d'Hercule cède à la vague moderniste et s'invente une nouvelle raison sociale à laquelle l'établissement qui le flanque alors emprunte son nom.

Le Café des somniers élastique présente saynètes et pantomimes avant que le siège de la capitale ne le transforme en forum où Michollet et Rochefort haranguent le peuple. Mais c'est après la défaite qu'entre en scène le premier grand directeur de la salle, l'annonceur du mythe inaltérable : Léon Sari, venu des étincelants Délassés-Comiques du Boulevard du Crime, ajoute hall et promenoir aux Folies-Bergère, désormais rivalisant en faste du fameux Alhambra de Londres.

Les paradis artificiels, le



## Bergères sans folie

mélange des mondes - le grand et le demi - l'attirance délectable et le détour forcé, le fard et le fouteur : les Folies-Bergère fascinent et dégoûtent (qu'ils disent) les naturalistes bourgeois bientôt aux prises avec les tentations fin de siècle : la chair est pour eux tout sauf triste... Manet les peint, ces petites femmes. Châtrés les affiche, Edmond de Goncourt et Maupassant les fréquentent.

Huysmans évoque, bouleversé, le spectacle : « Les danseuses sont inouïes et même sont splendides, lorsque dans l'hémicycle longeant la salle, elles marchent deux à deux, dans une estompe de bleu pâle, les lèvres cerclées d'un rouge fracassant, les seins projetés en avant sur des reins saignants, soufflant des effluves d'opopanax qu'elles rabotent en s'écrasant et auxquels se mêlent le puissant arôme de leurs dessous de bras et le très fin parfum d'une fleur en train d'expirer à leur corsage » (Croniques parisiennes).

On conçoit l'échec des concours classiques que des Massenet (Jules), Gounod (Charles), Delibes (Léo), Saint-Saëns (Camille) pré-

tendirent un temps imposer en ces lieux !

La première revue digne de ce nom, financée en 1886 par un couple de limonadiers marseillais qui venait de racheter la salle, les Allemands, inauguraient un siècle de tradition sans faille. On comprend Jules Renard le sincère : « On voudrait être quelque chose dans la vie de ces femmes, celles qui se promènent, toute leur beauté dehors, et celles qui s'agitent sur la scène. » (Journal, février 1899.)

Sur le plateau apparaissent Little Tich, le nain de caoutchouc, le capitaine Costantenus avec ses trois cent trente tatouages d'animaux, Baggesen le jongleur maladroite, mais aussi trois des déesses de la Belle Époque, l'Andalouse Caroline Otero, l'ancienne dresseuse de lapins Emilienne d'Alençon et Liane de Pougy, future princesse Ghika. Au firmament, l'étoile qui les fit rêver tous, Jean Lorrain et Montesquieu, entre autres, la grande Lofe Fuller, la « Fée Électrique ».

Vers 1900, le fil de la mémoire n'égare plus seulement la légende de Fragon ou de Galipaux,

grands fantasistes dont il ne reste que le visage sur un programme violet et paille, entre la réclame pour les déshabillés d'Emilienne Asselin et la jumelle pliante « la Mignonne », les support-chaussettes Boston-Gartner et les Pilules Orientales pour la poitrine.

Dans la revue annuelle des Folies-Bergère apparaissent, jusqu'à la Grande Guerre, des figures que le cinéma a conservées jusqu'à nous. Sinoël et Marguerite Deval, Maurice Chevalier et Yvonne Printemps, Tramel et Mistinguett (en 1911), Grock et Jane Marnac, Raimu et Musidora, Dorville et Denise Grey (dès 1915...), et en 1909, l'année des débuts rue Richer de Chevalier - « Qui a engagé ce laborieux et pénible comique ? » s'insurge Fernand Nozière dans le Figaro - le théâtre a accueilli la troupe de Fred Karno, ces mimes anglais au nombre desquels se font remarquer Charles Chaplin et Stan Laurel.

C'est l'époque de l'omnibus hippomobile Madeleine-Bastille, avec ses voyageurs de l'impériale. L'air sent le croûton et la poudre de riz :

aux terrasses des cafés, l'absinthe verte emplit les verres. « Les Folies-Bergère, se souvient Maurice Chevalier (Ma route et mes chansons), étaient le plus important music-hall de Paris. Sa classe était internationale et les étrangers venaient visiter la ville s'y faisaient conduire dès le premier soir. » Et Mistinguett, sa partenaire dans la triomphale Valse renversante : « Des promenoirs aux coulisses, on respirait un autre air. Pour une fois c'était riche. » (Toute ma vie). Mais, contrairement à une légende souvent rapportée, Collette ne parut jamais sur la scène de la rue Richer.

Vint le règne d'Alexis Pitrond d'Obigny de Ferrières. Sous le pseudonyme de Paul Derval, l'ancien comédien et organisateur de spectacles devait diriger l'entreprise pendant un demi-siècle, marqué par sa rivalité avec Léon Volterra, propriétaire du Casino de Paris. La trentaine de revues qu'il a montées comportent toutes le mot « Folie » et ne présentent pas seulement des fantasistes comme Bach, Florelle, Aliberti, Jean Sablon, Marguerite Pierry, Fernandel, Charles Trenet ou Suzy Prim.

On put y applaudir des comédiens d'habitude moins enlevés. Harry Baur, Constant Rémy, Balpétré. Et si Josephine Baker s'était révélée en 1925 aux Parisiens dans la Revue nègre du Théâtre des Champs-Élysées, c'est bel et bien aux Folies-Bergère qu'elle inaugura l'année suivante la célèbre ceinture de bananes pour La Folle du jour. Paul Derval entreprit une refonte complète de la salle et des coulisses et confia au sculpteur Pico le beau motif arts-déco qui orne encore la façade.

Et quand survint la guerre, le music-hall qui avait offert une nouvelle revue dès juillet 1940, connut une activité frénétique :

l'occupant aimait Paris et l'un de ses symboles, si aimablement livré.

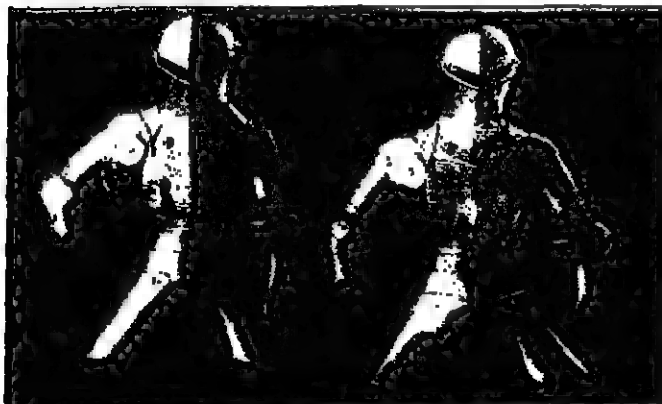
Depuis quarante-cinq ans, Michel Gyarmathy a mis en scène tous les spectacles, dont l'actuel prix de revient, vingt millions de francs, exige une rentabilisation sur cinq ans. La nature des revues et le goût du public ont évolué : plus de vedettes sur scène, des numéros presque exclusivement chantés et dansés, très peu d'attraits, dîner sur place avant un spectacle qui exige le concours de deux cents personnes.

Si le nom même du lieu conserve en province et à l'étranger une magie certaine, vérifiée tous les soirs par la diversité de la clientèle, ce qu'il offre à ses yeux « ne ferait pas rougir une chaise », selon l'administrateur, un Gascon venu de la décentralisation et ancien régisseur des tournées de Planchon et Chéreau. Strass et paillettes certes, mais selon un rituel bon enfant dépourvu des fragrances musquées, des frôlements enjôleurs d'autrefois.

C'est le principal regret qu'on éprouve dans cette salle à l'italienne qui a reçu quelque cinquante-trois millions de spectateurs en cent vingt ans et demeure le plus gros théâtre privé de France. L'insolence s'est muée en conformisme et le Vini de Folie, nom de l'actuel spectacle, tient plus de l'aimable brise que de l'ouragan dévastateur. A vrai dire, les Folies auraient besoin d'une relance novatrice pour retrouver leur attrait canaille, avec des tableaux véritablement chorégraphiés. Que n'imagineraient un Savary, un Pinter, un Arias, un Penchenat pour la belle machine à rêves, installée rue Richer pour l'éternité ?

Olivier Barrot

## Aux armes !



Armures miniatures pour la joute. Travail allemand du début du seizième siècle. Poids : 275 grammes

CHARLES QUINT enfant s'exerçait déjà au métier des armes et l'on a conservé l'armure forgée à la taille du futur empereur. Sabre et goupillon, ces deux emblèmes de la conquête des âmes et des corps, ont pu, parfois, être réunis dans un même objet : le crucifix-poignard espagnol polychrome à tête de mort dont on peut se demander s'il servait aux ecclésiastiques en déplacement (défensif) ou à quelque « guerre sainte » (offensive).

Ces curiosités, parmi une centaine d'objets « insolites », sont présentées dans l'exposition qui vient d'ouvrir au Musée de l'Armée, à l'hôtel des Invalides à Paris.

Vienne, Madrid, Paris. La collection française est la troisième au monde mais l'origine des œuvres présentées, du seizième au dix-huitième siècle, est largement

européenne et reflète, à sa manière, une histoire de la mode et du goût, une sorte d'histoire de l'art combattant.

Dans la première moitié du seizième siècle, les armuriers milanais sont les plus influents : leur prédilection pour l'imitation des formes antiques s'exprime par exemple dans le décor d'un plastron en fer. Mais le maniérisme les tente déjà et triomphe dans la saisissante « Bourguignotte au griffon », casque fermé choisi comme affiche de l'exposition.

Protecteur bien évidemment, ce heaume est aussi un masque, une image qui veut forcer le respect, susciter l'effroi, intriguer par son étrangeté, appeler en renfort les mythes et les monstres, et susciter l'incontrôlable effroi qui affaiblirait l'adversaire.

Les ateliers allemands, à partir de 1550, se distinguent avec la

production d'objets très sophistiqués, des armes « à système », comme ces armes blanches avec mécanisme de mise à feu. Ou l'épée de Nicolas de Lorraine, gravé d'un décor d'entrelacs dû aux artistes d'Augsbourg.

Les Français ne sont pas absents : d'une masse d'armes en bronze du seizième siècle à ce fusil à silex de la fin du dix-huitième siècle, spécialité nationale depuis la fin du règne de Henri IV.

Enfin, ce qui semblait une étrangeté et pourtant témoigne de la présence des « armes » dans la vie civile : les masques de dévotion, ces masques de fer caricaturant d'un gros nez ou d'une bouche énorme un péché - l'ivrognerie, la médisance - et qui, telles des prisons portatives et voyantes, étaient imposés au fautif pour lui en passer le goût.

L'exotisme des mœurs de contrées lointaines a aussi sa place aux Invalides : un grand bouclier en cuir de rhinocéros provenant de Zanzibar, qui ne protégerait sans doute pas de l'attaque des guerriers sikhs qui, au seizième siècle, avaient servi de cakras, disques en acier tranchant qui ont laissé d'inoubliables souvenirs aux voyageurs français de l'époque qui en sont revenus.

L. L.

» Armes insolites. Exposition au Musée de l'Armée, hôtel national des Invalides, 75007 Paris. Salle de l'Arsenal. Tous les jours de 10 h à 17 heures. Jusqu'au 31 décembre. Sous le même titre, un livre de Jean-Pierre Reverseau, édité par la Réunion des Musées nationaux. Cent illustrations, 250 F.

## Guide

### Spectacle

Théâtre des Folies-Bergère, 32, rue Richer, 75 009 Paris. Tél. 42-46-77-11. Représentations tous les soirs à 21 h 30 sauf lundi : « Vent de Folie ». Prix des places assises : de 93 F à 378 F. Promenoir, debout : 76 F. Dîner à 19 h 30 : 570 F et 654 F, spectacle compris.

### Monument

L'architecture des théâtres privés de Paris intéresse au plus haut point le ministère de la culture : la direction régionale Ile-de-France a donc commandé à Jean-Paul Midant, historien d'art, une étude archéologique de vingt-deux salles de spectacle dont la protection (inscription ou classement parmi les monuments historiques) pourrait être proposée à la commission supérieure, en plus des vingt-quatre théâtres, notamment les établissements subventionnés, qui sont déjà placés à l'abri des convoitises et des changements intempestifs par la loi de 1913.

Le Gymnase et la porte Saint-Martin, Daunou, les

Mathurins, et la Madeleine, salles datant des années 20, figurent dans cette étude. Les anciens panoramas, comme Renaud-Barrault et Marigny ; les cabarets, comme les Deux-Anes et la Comédie de Paris ; les salles de music-hall comme le Bataclan, Mogador ou le Casino de Paris, et bien sûr, les Folies-Bergère.

Seront inscrits à l'inventaire la salle, le promenoir et la façade arts déco, due aux architectes Piolano et Morice, qui, à la fin de 1926, mirent au goût du jour l'établissement fondé en 1869.

Le décorateur Maurice Pico à qui l'on devait la salle des fêtes du Palais des beaux-arts de Charleroi, en Belgique, est l'auteur de la fresque de la façade (qui représente, non pas Josephine Baker, mais une autre danseuse, Anita Barka) et de l'aménagement intérieur qui a été peu modifié depuis 1927 : du gris d'origine on est passé au « bleu Line Renaud » mais le décor du promenoir et du grand plafond sont toujours présents sous les rajouts successifs.



Façade du théâtre des Folies-Bergère

Le dossier administratif est prêt et sera soumis prochainement à la signature du ministre.

Une restauration de la façade pourrait ensuite être envisagée.

Renseignements : Direction régionale des affaires culturelles, Grand-Palais, Porte C, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél : 42-25-03-20. •

Locations de voitures en		RESERVATIONS : (1) 40 44 62 03	
*TARIFS PRE-PAYES EN FRANCS GARANTIS		*SERVICE AUX AEROPORTS	
*KILOMETRAGE ILLIMITE		*AIR CONDITIONNE	
*GRAND CHOIX DE VEHICULES			
INTERMEDIAIRE 575 F/sem. 145 F/jour	GRANDE 830 F/sem. 180 F/jour	DELUXE 1,470 F/sem. 235 F/jour	PREMIUM 1,280 F/sem. 220 F/jour
		MINI VAN 1,725 F/sem. 290 F/jour	
MIAMI - TAMPA - ORLANDO - FT. LAUDERDALE - FT. MYERS - TALLAHASSEE - PALM BEACH - KEY WEST - JACKSONVILLE - SARASOTA			



# Bridge

n° 1405

**TOP A BUDAPEST**  
Grâce à une entame favorable et à une manœuvre technique classique, l'Autrichien Fritz Babesch, ancien champion du monde par paires, a pu faire le top en réalisant trois levées de mieux dans un festival à Budapest.

♠ AV 763  
♥ 32  
♦ 875  
♣ 54

♠ RD 8432  
♥ 9832  
♦ RD 9876432  
♣ AV 109  
♥ DV 654  
♦ DV 105  
♣ A

Ann : S. don.  
Sud Nord  
Rouff. Filarski Parigot Kramer  
1 5 2 4  
5 3 5 6  
passé contre

Ouest entame le Roi de Pique coupé du mort, ensuite Roi de Trèfle pour l'As d'Est. Sud coupe et joue le 6 de Carreau coupé du mort, puis Dame de Trèfle coupée par Est avec le 4 de Cœur et surcoupe du 10. Comment Sud doit-il jouer la fin du coup pour réussir le PETIT CHELEM A CŒUR quelle que soit la défense ?

**Note sur les enchères**  
Les enchères de « 2 Cœurs » et de « 5 Trèfles » sont assez originales, mais logiques. Avec son fit à Cœur, Nord camoufle ses Trèfles car il sait que les annonces ne vont pas en rester là. De son côté, Sud déclare « 5 Trèfles » sur « 4 Piques » pour indiquer le contrôle de cette couleur et, par inférence, une entame si Ouest finit par jouer « 6 Piques ».

**RÉPONSE**  
Le déclarant fournit la Dame de Trèfle couverte par le Roi et l'As. Le déclarant comprit que, si Ouest avait un seul atout, il arriverait à ne perdre aucun Trèfle en en coupant un, tout en profitant de la rentrée au mort de la coupe à Pique pour défausser son Roi de Carreau sec sur l'As de Pique.

Voici le déroulement du coup : Babesch a fourni la Dame de Trèfle que Est a intré à couvrir. Alors As de Trèfle, As de Cœur, Valet de Trèfle, 7 de Pique coupé, As de Pique (défausse Roi de Carreau) et atout.

Si Est ne couvre pas la Dame de Trèfle, le déclarant tire l'As de Pique, fait l'impasse au Roi de Trèfle, donne un seul coup d'atout, tire l'As de Trèfle et coupe son dernier Trèfle avec le dernier atout du mort.

## UNE FIN SUPERBE

Les premières Olympiades par paires, qui avaient eu lieu à Cannes en 1962, avaient vu la victoire des Français Jaja et Trézel devant les Anglais Reese et Schapiro. Mais la plus belle donne du championnat avait été jouée par Parigot et Rouffino. C'est un beau problème que l'on peut résoudre à la table si on arrive à reconstituer les mains adverses.

♠ AV 763  
♥ 32  
♦ 875  
♣ 54

♠ RD 8432  
♥ 9832  
♦ RD 9876432  
♣ AV 109  
♥ DV 654  
♦ DV 105  
♣ A

Ann : S. don.  
Sud Nord  
Rouff. Filarski Parigot Kramer  
1 5 2 4  
5 3 5 6  
passé contre

Ouest entame le Roi de Pique coupé du mort, ensuite Roi de Trèfle pour l'As d'Est. Sud coupe et joue le 6 de Carreau coupé du mort, puis Dame de Trèfle coupée par Est avec le 4 de Cœur et surcoupe du 10. Comment Sud doit-il jouer la fin du coup pour réussir le PETIT CHELEM A CŒUR quelle que soit la défense ?

**Note sur les enchères**  
Les enchères de « 2 Cœurs » et de « 5 Trèfles » sont assez originales, mais logiques. Avec son fit à Cœur, Nord camoufle ses Trèfles car il sait que les annonces ne vont pas en rester là. De son côté, Sud déclare « 5 Trèfles » sur « 4 Piques » pour indiquer le contrôle de cette couleur et, par inférence, une entame si Ouest finit par jouer « 6 Piques ».

**RÉPONSE**  
Le déclarant fournit la Dame de Trèfle couverte par le Roi et l'As. Le déclarant comprit que, si Ouest avait un seul atout, il arriverait à ne perdre aucun Trèfle en en coupant un, tout en profitant de la rentrée au mort de la coupe à Pique pour défausser son Roi de Carreau sec sur l'As de Pique.

Voici le déroulement du coup : Babesch a fourni la Dame de Trèfle que Est a intré à couvrir. Alors As de Trèfle, As de Cœur, Valet de Trèfle, 7 de Pique coupé, As de Pique (défausse Roi de Carreau) et atout.

Si Est ne couvre pas la Dame de Trèfle, le déclarant tire l'As de Pique, fait l'impasse au Roi de Trèfle, donne un seul coup d'atout, tire l'As de Trèfle et coupe son dernier Trèfle avec le dernier atout du mort.

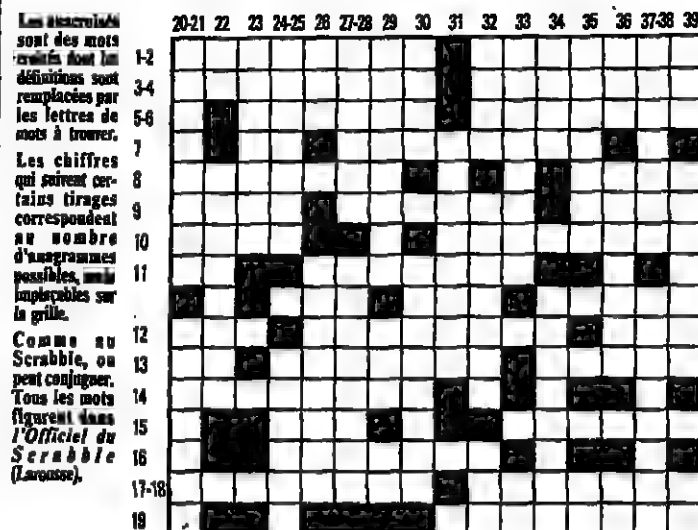
## UNE FIN SUPERBE

Les premières Olympiades par paires, qui avaient eu lieu à Cannes en 1962, avaient vu la victoire des Français Jaja et Trézel devant les Anglais Reese et Schapiro. Mais la plus belle donne du championnat avait été jouée par Parigot et Rouffino. C'est un beau problème que l'on peut résoudre à la table si on arrive à reconstituer les mains adverses.



# Anacroisés

n° 636



**HORIZONTALEMENT**  
1. CÉLÉRTY. - 2. AEFEL. - 3. EELNORRY. - 4. AEFEL. - 5. AEFEL. - 6. DEERSSU. - 7. AEFEL. - 8. EELNORRY. - 9. EOPST. - 10. EELNORRY. - 11. EMORVUX. - 12. AEFEL. - 13. AEFEL. - 14. AEFEL. - 15. AEFEL. - 16. DENNOST. - 17. AEFEL. - 18. AKLNOX. - 19. AEFEL.

**VERTICALEMENT**  
20. EEFEL. - 21. AEFEL. - 22. AEFEL. - 23. AEFEL. - 24. AEFEL. - 25. AEFEL. - 26. EEFEL. - 27. EEFEL. - 28. AEFEL. - 29. AEFEL. - 30. AEFEL. - 31. AEFEL. - 32. AEFEL. - 33. AEFEL. - 34. AEFEL. - 35. AEFEL. - 36. AEFEL. - 37. AEFEL. - 38. AEFEL. - 39. AEFEL.

**SOLUTION DU N° 635**  
1. VOLUPTE. - 2. COSTAUD. - 3. RIPIAIRE. - 4. UROLOGIE. - 5. LENTIF. - 6. CROTALES (SCROTALE RECOLTAS). - 7. OLIPHANT.

# Dames

n° 391

**Championnat des Pays-Bas, 1990**  
Blancs : Goedemoed  
Noirs : Pippel  
Ouverture : Raphaël.  
Début : hollandais

1. 32-28 18-22 26. 24-13 8-50 (n)  
2. 37-32 12-18 27. 41-37 2-8  
3. 37-32 12-18 28. 40-43 (n) 50-11  
4. 44-41 (n) 1-7 29. 43-38 8-12  
5. 34-29 (n) 19-23 30. 37-32 (n) 11-24  
6. 28-19 14-18 31. 32-28 14-19 (n)  
7. 40-29 10-14 32. 29-23 19-24  
8. 35-30 24-25 33. 26-31 6-11  
9. 30-24 14-18 34. 31-27 11-16  
10. 35-28 16-21 (n) 35. 28-22 24-29  
11. 31-26 (n) 11-16 36. 23-18 16-21  
12. 37-32 (n) 21-27 37. 26-31 5-10  
13. 32-21 16-27 38. 47-42 21-12  
14. 45-40 (n) 5-10 39. 42-38 12-26  
15. 30-24 27-32 40. 45-40 (n) 3-8  
16. 35-32 27-32 41. 38-32 26-12  
17. 43-37 4-9 (n) 42. 40-35 12-1  
18. 43-38 (n) 22-27 (n) 43. 32-27 1-6  
19. 22-21 25-30 44. 22-18 6-1  
20. 24-25 18-23 45. 27-22 1-34 (n)  
21. 29-18 (n) 12-34 46. 22-17 (n) 34-39  
22. 21-18 (n) 20-25 47. 35-31 39-11  
23. 46-29 15-18 48. 36-34 11-33  
24. 46-24 15-18 49. 36-34 11-33  
25. 12-13 15-20 (n) 50. 36-34 11-33

**NOTES**  
a) Les nouveaux damistes perdent parfois le pion en différant trop longtemps un échange libérateur. Il en est ainsi pour les Noirs dans le début classique d'enchaînement du centre droit : 4. 32-27 (1-7) ; 5. 37-32 (20-24) (Ce coup est faible et doit entraîner la perte du pion) ; 6. 34-30 (15-20) ; 7. 30-23 (10-15) ; 8. 46-41 (4-10) ; 9. 41-37 et les Noirs sont contraints au sacrifice d'un pion. Un début à connaître par cœur.

b) C'est la variante dite « 66 » qui est pratiquée dans ce début hollandais.

c) 10. 22-27 ; 11. 31-22 (18-27) n'est pas, contrairement aux apparences, un échange offensif, mais défensif, car les Blancs peuvent prendre le contrôle de la case 27 par 32-27 et dominer ainsi tout le centre.

d) Si les Noirs s'emparent de la case 26, ils immobiliseront l'aile gauche des Blancs.

e) Toujours les coups de la variante « 66 ».

f) 14. 41-37 livre le coup de dame en six temps : 14... (27-32) ; 15. 38-27 (22-31) ; 16. 36-27 (17-22) ; 17. 28-17 (12-14) ; 18. 47-36 (18-23) ; 19. 29-18 (20-47) ; N°.

Le coup du texte 14. 45-40 marque la rupture avec la variante dite « 66 », qui échoue ainsi : 14. 44-40 (5-10) ; 15. 42-37 (27-32) ; 16. 38-27 (22-42) ; 17. 47-38.

g) Les Noirs tentent d'exploiter un coup de dame de haute lignée par son mécanisme et par le nombre de temps.

a) Les Blancs n'ont pas poussé assez loin leur analyse et livrent le coup de dame en... neuf temps.

b) Le premier temps de la combinaison-grosse cylindre.

c) Si 21. 28-19 (14-32) N°-1.

d) Les Noirs se procurent, d'une manière originale, un temps de repos après cet envoi à dame.

e) Autre pointe très cachée de ce mécanisme de très haute technicité.

f) Admirable profondeur de vision réhaussée par ce sacrifice de trois pions.

g) Menaçant de prendre la dame par 49-44 (50-31) ; 36-27. B+1 et + probable à terme.

h) Menaçant de prendre la dame par 32-28, etc., B+1 et + probable.

i) Mettant la dame à l'abri avant de la doter de menaces à distance.

j) Crée un danger potentiel par (19-23).

k) 40. 22-18 n'est pas jouable car 40... (3-8) et ensuite attaque à distance par (26-31), qui assure le gain.

l) Pour contrôler la diagonale 25 à 48 et contenir les deux pions à 35 et 49.

m) Si 46. 49-44 (8-12) et les Blancs sont mat.

n) Très entreprenante fut la dame.

**PROBLÈME P. GARLOPEAU (Tonnay-Charente) 1990**

Les Blancs jouent et gagnent en quinze temps.

Le maître problème P. GARLOPEAU m'a dédié ce problème qu'il a composé pour les lecteurs du MONDE. Collage temps de repos, envoi à dame, enchaînement de rafles, une seule case d'arrêt pour la dame blanche avant le final caractéristique de ce problème : grosse cylindre par la combinaison en dix temps.

**SOLUTION : 26-21!! (28-50) (dame noire) 40-34! (temps de repos) (17-26) 37-32 (20-28) 35-30! (second temps de repos) (22-31) 43-37 (31-33) 47-41 (36-47) (deuxième dame noire) 48-42 (47-38) 49-44 (50-39) 34-31! (les Blancs rallient, entre autres, les deux dames noires sur une application du thème, image, du coup de talon) (23-34) 34-31! (seule case d'arrêt pour le gain) (18-22) (forcé) 24-38 (22-28) 38-29 (38-32) 29-42 (13-20) 42-15 (32-37) 15-47.**

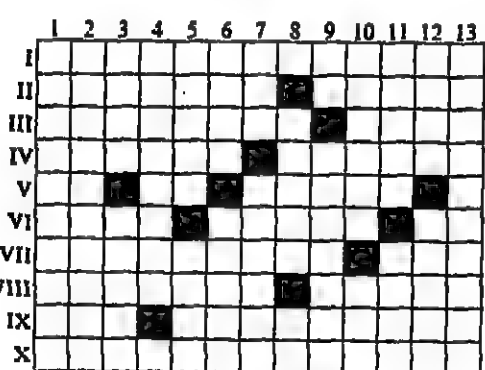
**ÉTUDE N° 1407 V. KALANDADZE (1989)**

Blancs (3) : Rf3, Dq8, Ph7.  
Noirs (3) : Rh3, Dh6, Pf2.  
Les Blancs jouent et gagnent.

**Claude Lemoine**

# Mots croisés

n° 634



**HORIZONTALEMENT**  
1. Fautes de temps. - II. Supprimé le problème. On ne le prêterait pas pour ne pas se retrouver dessus. - III. Du Sud-Ouest. Son endroit plus à Jupiter. - IV. S'enflamme parfois, malheureusement. Un peu folle. - V. En partie. Dit la même chose. Prête à cuire. - VI. Sur la Méditerranée. Adresse. Note. - VII. Vont en trio. Portion du Laos. - VIII. Au courant. Elle s'en croit, vraiment. - IX. Fait partir. Ce n'est plus elle ! - X. Étais d'âme.

**VERTICALEMENT**  
1. Après le dépaysement. - 2. N'a pas pensé à tout. - 3. C'est par là que le bât blesse. Il ne s'aimait pas et n'a pas dû beaucoup se regretter. - 4. Va ou vous invitent. - 5. Orfèvre. Soulage. - 6. Sur la tête ou dans l'assiette. Ne se quittent plus. - 7. Pronom en désordre. Font bel effet. - 8. Change l'ambiance. Apostrophe. - 9. Naturellement.

**SOLUTION DU N° 633**  
Horizontalement  
1. Nations unies. - II. Émane. Evincé. - III. Gordien. Vaud. - IV. Outillage. Ei. - V. Creg. Était. - VI. Ip. Név. Eli. - VII. Armateur. Osé. - VIII. Toise. Rôle. - IX. Ipa. Te. Sise. - X. Orogénèse. Te. - XI. Neutralisées.

Verticalement  
1. Négociation. - 2. Amour-propre. - 3. Tarte. Miaou. - 4. Indignas. Gt. - 5. Eil. Étêter. - 6. Éleve. ENA. - 7. Sénateur. El. - 8. Uv. Ga. Rossi. - 9. Nivél. Ljés. - 10. INA. Aloés. - 11. Eueils. Été. - 12. Séduiteuses.

**François Dorlet**

# Echecs

n° 1407

**Deuxième partie du match de championnat du monde, New-York, octobre 1990.**  
Blancs : G. Kasparov.  
Noirs : A. Karпов.  
Partie espagnole.  
Système fermé.

1. e4 (a) 45 23. Dc1 (n) 65 (m)  
2. Cf3 24. Cg6 66 (n)  
3. Fd5 25. Fb6 (n) 67 (p)  
4. Fd4 26. Cxb6 68 (p)  
5. O-O 27. Cxb6 69 (p)  
6. Td1 28. Cxb6 70 (p)  
7. Fd3 29. Rb1 71 (p)  
8. e5 30. Td1 72 (p)  
9. a3 31. Dg2 73 (p)  
10. a4 32. Td8 74 (p)  
11. Cb-d2 (c) 33. Td8 75 (p)  
12. a4 34. Fd3 76 (p)  
13. Fd3 35. Dd2 77 (p)  
14. e4-d4 (c) 36. Dd2 78 (p)  
15. Fd1 37. Dd4 (p) 79 (p)  
16. Txd4 38. Fd3 80 (p)  
17. Ta3 39. Dg6+ 81 (p)  
18. Ch2 (h) 40. Txd6 82 (p)  
19. Fd1 41. Dxb7+ 83 (p)  
20. Cc4 42. Txd6 84 (p)  
21. Td3 43. Dd1 85 (p)  
22. Fd3 (h) 44. Dd1 86 (p)

**NOTES**  
a) En ouvrant du pion -R, le champion du monde sait déjà qu'il se battra contre une « sicilienne » ou contre une « espagnole », armes favorites de son adversaire.

b) La variante Flohr-Zaitzev, chère au challenger depuis de nombreuses années.

c) Un terrain bien connu, fouillé dès le premier match pour le titre (11. a4, h6 ; 12. Cb-d2, e4-d4 ; 13. e4-d4, Cb4 ; 14. Dd2), aussi lors du deuxième match (11. Cb-d2, Fd3 ; 12. a4, Dd7 et 11. Cb-d2, Fd3 ; 12. a4, h6 ; 13. Fd2, Cb8) et encore lors du troisième match de 1986 (11. Cb-d2, Fd3 ; 12. a4, h6 ; 13. Fd2). Nos deux combattants ont écrit sur ce thème de copieuses analyses.

d) Kasparov a tenté aussi 13... Td8, contre Timman (Tilburg, 1986) et contre Hjarson (Dubai, 1986).

e) Après 14. Cxd4, les Blancs ne peuvent espérer obtenir un avantage, même minime, au centre.

f) 15... e5 a été longtemps joué avec la suite 16. d5, Cd7 ; 17. Ta3, c4 ; 18. a2b5, a2b5 ; 19. Cd4 ou 18. Cd4, notamment entre Kasparov et Karпов (14 et 16 du match de 1986). Karпов a expérimenté également 15... g6 et 15... Dd7. Quant à la suite aujourd'hui à la mode, 15... Ta3, c4 ; 16. Txd4, a5 ; 17. Ta3 on la trouve, en 1982, dans les parties Kasparov-Beliavsky et Sax-Beliavsky.

g) Une trouvaille prophylactique de Karпов contre Baalachov en 1983.

h) Dans la première partie du match Timman-Karпов (Kuala Lumpur, avril 1990), les Blancs essayèrent 18. Ch4, idée qui avait déjà été réfutée par une analyse de Karпов : 18... Cx44 ; 19. Cx44, Fx44 ; 20. Fx44, d51 ; 21. b4x4 ; 16. Txd4, a5 ; 17. Ta3 on la trouve, en 1982, dans les parties Kasparov-Beliavsky et Sax-Beliavsky.

i) Surprenant et fort, les Noirs n'ayant plus que quatre minutes pour les cinq derniers coups dans cette position tendue où surgissent quelques menaces comme

j) Une nouveauté bien préparée. Après 19. Cg4, Cxg4 ; 20. Dxd4, c5 ; 21. dxc5, dxc5 ; 22. e5, Dd4! les Blancs n'obtiennent rien : 23. Dg3, Ta46 ; 24. Ta43, c4 ; 25. Ff5, Cd3 ; 26. Fxd3, cxd3 ; 27. Txd3, Td5! (Hjarson-Karпов, Seattle, 1989). Les Noirs doivent maintenant envisager la menace 20. Cg4 et 21. Cx45.

k) D'où cette parade qui défend via b5 le pion a5 mais qui ne semble pas économiquement satisfaisante.

l) Menace 23. Ca3 et 24. Dc1.

m) 23... Dd8 semble supérieur à cette avance du pion c qui affaiblit le pion d6 et coupe la T-D de ses objectifs initiaux.

n) Après 24... Cg4 ; 25. h4x4 les Blancs gagnaient le pion h6 par Rf2 et Td1.

o) Une combinaison qui intervient au bon moment (sinon, les Noirs joueraient 25... Dd8).

p) Si 25... Cxb7 ; 26. Cf6+ et 27. Cx68.

q) Une imprécision grave selon certains commentateurs, 29... Dd5 regagnant le C68 sans permettre le gain de temps 30. Td1 ; cependant, après 29... Dd5 ; 30. Td1, Dxd8 ; 31. Dg3!, quoi de changé ?

r) Si 33... Td7 ; 34. Txd7, Fxd7 ; 35. Dxd5.

s) Si 35... Cd5 ; 36. f4xg6+, f4xg6 ; 37. e4xd5, Dxd8 ; 38. Fxg6+!

t) Surprenant et fort, les Noirs n'ayant plus que quatre minutes pour les cinq derniers coups dans cette position tendue où surgissent quelques menaces comme

37. Dxa7 et 37. Tc5.

u) Menace mat en h8.

v) L'écroulement : les pions d6 et c6 sont tombés (depuis 23... e5).

w) Deux pions de moins et une position perdue. Une défaite éprouvante pour Karпов, sur son terrain.

**SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1406 S. NOCEK (1985)**

(Blancs : Rf2, Tf2, Cc4. Noirs : Rb1, Fc1, Pb3 et a3.)

1. Rf1 ! a2 ; 2. Tb2+ ! Fxb2 ; 3. Cd2+ ! Ral ; 4. Cxb3+ ! Rb1 ; 5. Cd2+ ! Ral ; 6. Rg2 et 7. Cb3 mat.

On 1. Rf1 ! Ral ; 2. Tb1, Ral ; 3. Rcl ! b7+ ; 4. Rd2, b7=D ; 5. Txa3 mat.

**ÉTUDE N° 1407 V. KALANDADZE (1989)**

Blancs (3) : Rf3, Dq8, Ph7.  
Noirs (3) : Rh3, Dh6, Pf2.  
Les Blancs jouent et gagnent.

**Claude Lemoine**

سكرا من الالعين



## TABLE

Dames

## Bonnes vacances ?

C'est déjà un peu loin, les vacances, mais quelquefois les souvenirs restent vifs. En bien ou en mal. La Reyrière nous offre ici son courrier gourmand de l'été.

trop bruyante, et l'on ne peut pas toujours la couper.

Enfin, la fiche de commande des petits déjeuners me désolait toujours. Et même dans les meilleures maisons ! Comment ? On prend soin d'écrire, de cocher, ce que l'on désire, et une fois sur deux au mieux le plateau ne correspond pas à la commande ! Savent-ils lire à l'office ?

La cuisine enfin : « Sur le port de Nice, m'écrit un correspondant, on m'a servi des calamars qui n'étaient pas frais... » Parbleu ! Jamais les inspecteurs du service des fraudes n'ont eu, autant que cette année, à s'intéresser aux fraudeurs multiformes. Mais ils ne peuvent être partout.

A la radio, le ministre concerné a expliqué, satisfait, que de grosses condamnations avaient été prononcées, par exemple contre un négociant vendant de la blanquette de Limoux pour du champagne et contre un autre vendant, sous l'étiquette bordelaise, des vins venus d'ailleurs. Soit ! Mais nulle part nous n'avons lu le nom de ces fraudeurs (des escrocs, n'ayons pas peur des mots !) qui proposent, par exemple, sur leur carte, des escargots de Bourgogne qui ne sont qu'une imitation venue de Chine. Ou qui annoncent « volaille de Bresse » et servent du poulet de batterie, ou qui baptisent « foies gras du Périgord » ceux venus d'ailleurs et « magrets » des maigres de canards de basse-cour.

Que le familier de l'auberge des vacances ou le client du supermar-

ché sache, une fois pour toutes, que sous telle étiquette sur telle boîte se cache une fausse origine, une trahison, une insulte à la vraie cuisine française, celle qui ne doit rien à l'agroalimentaire mais tout au labeur difficile du paysan, au travail artisanal du cuisinier !

Il a fallu que ce soit un Belge, mon ami Robert Goffard (dans le *Guide des connaissances*), qui s'indigne d'une manifestation de vigneron du Beaujolais réclamant le droit de chapatiser leur moût de raisin de 3 degrés, c'est-à-dire apportant 54 grammes de sucre au litre ! Et quel sucre ! Là encore la chimie vient à la rescousse des profaneurs du sain et du bon. Ce n'est pas que l'on mange de plus en plus mal, comme dirait M. Ferniot, car nos chefs savent de mieux en mieux camoufler le banal, mais on mange de plus en plus malsainement. Ce serait le rôle de la législation d'élever barrière contre cette « malbouffe » qui est, aussi, mal-vivante. Le consommateur est en droit d'attendre du législateur autre chose que des paroles et que la création d'un risible Conseil national des arts culinaires !

On a vu, cet été, les patrons anonymes du *Prunier-Madeleine* (une enseigne plus que centenaire, un symbole !) mettre subrepticement les clés sous la porte. Sans doute, depuis des années, la vieille enseigne fluctuait, et l'on ne savait même pas à qui adresser des reproches. Il existe un syndicat des restaurateurs. Qu'est-il fait ? Rien ! Ne devrait-il pas exiger que l'ouverture d'un restaurant, ou son achat, ne soit plus anonyme ? Il existe un CAP chez les coiffeurs, une pharmacie ne peut ouvrir sans le diplôme de son patron. Pourquoi ne pas exiger un CAP en restauration ?

La cuisine, c'est l'affaire des femmes, disaient autrefois. La ménagère en tenait le secret de sa mère, de sa grand-mère, encore attachées aux traditions du terroir. Le cuisinier, le vrai, savait enjoliver les recettes traditionnelles. Avec fermeté, avec respect, en bon artisan. Qui a changé tout cela ? Le goût de la facilité et le manque de temps dans les ménages ? L'esprit de lucre chez le commerçant ? En tout cas, pour devenir vedettes, les toques blanches rivalisent de douteuses

fantaisies et deviennent des Eddy Barclay de la sale bouffe. Même les plus sages sont emportés dans cette course au trésor. Une chaîne pour- tant sérieuse, celle des Relais et châteaux, n'annonce-t-elle pas qu'elle va adopter une « politique de sponsoring »... M. Régis Bulot, son président, explique que la petite hôtellerie familiale doit disparaître. Ça l'amuse, semble-t-il. Soit ! Mais sponsoriser quoi ? Une course à la voile, un festival artistique ? Le client régalant sa haute addition aimerait peut-être mieux qu'elle soit moins élevée ? Et puis, tant qu'à sponsoriser (on ne désespère pas de voir une équipe des Relais et châteaux dans le Tour de France, avec escale à la *Baside de Tourtour* et course contre la montre *Relais de Mougins - Château Saint-Martin* !), pourquoi plutôt ne pas dépenser l'argent du client en encourageant un producteur d'introuvables pommes calvilles par exemple. Ou en récompensant ceux qui font des camemberts au lait cru ? Ou en subventionnant la culture oubliée du cardon, la production des pêches blanches, etc. ?

Et en obligeant ses membres à s'engager à ne servir ni conserve, ni surgelé, ni sous-vide !

On ne mange tout de même pas mal, chez nous !

Le bilan de la saison, à en croire le lecteur, se révèle positif - à l'exception de celui qui s'est vu refuser la terrasse du *Mas des sources* (à Malakoff, deux toques rouges - de confusion ? - au Gaul-Millau) parce que son invité, un Anglo-Saxon distingué mais accablé de chaleur, portait un ensemble « safari » (culotte courte).

Voilà au hasard des routes beaucoup de compliments de lecteurs.

Pour l'auberge de *Tratume* (à Montpeyroux, 63114 ; tél. : 73-96-00-09) que j'ai, il y a quelques années, signalée, à la fois étonnante de décor et satisfaisante de cuisine (signée du patron, M. Palardy). Et quel village étonnant que Montpeyroux !

Compliments aussi pour la cuisine et l'accueil de *Christian Mabeau* (à Odenas, en Beaujolais, tél. : 74-03-41-79), pour le *Gastillier*, restaurant de l'Hôtel La Setax (à Valloire, 73450 ; tél. : 79-59-01-03), pour le *Bistrot* (qui a remplacé à Chambéry le célèbre *Roubacheff*, 6, rue du Théâtre ; tél. : 79-75-10-78), pour la *Vieille Auberge de Port-de-Lanne* (place de l'Eglise ; tél. : 58-89-16-29), pour son cadre du dix-huitième siècle et sa cuisine bien sûr, mais aussi pour le petit musée d'histoire locale du patron ; pour encore le *Jardin du dolmen* (rue de la Gare, à Plouharnel, 56720 ; tél. : 97-52-33-40).

Et encore j'ai plaisir à retrouver dans ces satisfécits les *Chenets* (à

Passy, proche du Fayet, 74190 ; tél. : 50-58-82-48), dont les rillettes de lapereau au chignin savoyard sont une merveille entre autres ; le *Castel Hôtel* (rue de la Gare, à Saint-Gervais-d'Auvergne ; tél. : 73-85-70-42), depuis bientôt un siècle dans la famille ; le *Mistou* (à Pontempeyrat ; tél. : 77-50-62-46), où la cuisine du terroir est sagement interprétée par Bernard Roux, apôtre du sucre-salé ; pour *Alcide* (place Courtonne, à Caen ; tél. : 31-44-18-06), que seul cite le Michelin, tout comme le *Guide rouge* est seul à citer le *Baladin* (9, rue de l'Armorie, à Cléder, 29221 ; tél. : 98-69-42-48).

Au cours d'un long circuit de vacances, un fidèle correspondant s'est enchanté de l'*Hôtellerie de Plaisance* à Saint-Emilion, de *Maxime* à Poitiers, de *Hélène-Lucy* en Avignon, de *Charles Reynal* (la *Crémallière*, à Brive), toutes maisons certes renommées. Mais l'appétit surtout qu'il s'élève contre l'abus du micro-ondes en restauration : « Les assiettes sont froides, les aliments chauds en surface restent froids au cœur, en une minute, et le temps de goûter au plat, tout est froid ! »

Merci à ce lecteur qui, à propos de mon « article » sur les profitroilles, me signale celles qui l'ont régalé au *Village suisse* (52, avenue Saint-Jean, au Touquet ; tél. : 21-05-69-93).

Et saluons « l'actualité » des gourmands lecteurs qui, avant le chroniqueur, fût-il « gastronomique » en diable, m'ont signalé que le *Cabanon* (à Tournefeuille, 31170 ; tél. : 61-07-52-52), qui vient de rouvrir après un long temps d'oubli, est de bon accueil et de bonne cuisine ; qu'en Avignon le *Grandgousier* (17, rue Galande ; tél. : 90-85-08-85) vient d'être heureusement repris par un spécialiste du poisson : Philippe Buisson ; tandis qu'en Avignon également, dans l'île de la Barthelasse, un nouvel hôtel, la *Ferme* (tél. : 90-82-57-53), est aussi doté d'un cuisinier (fils des patrons) de qualité ; qu'enfin le successeur de Guy Girard à l'*Auberge de la Fontaine* (10, rue des Filles, à Châteauneuf-Thierry ; tél. : 23-83-83-89) se révèle excellent. Notez son nom : Eugène Corbin.

La Reynière

P.S. - Dernière lettre, bien triste celle-ci, de la charmante Christine Wluka, pour annoncer la fermeture du *Petit Berlioz* (et de sa boutique). Laureate du prix Marcolle-Casanova, cette ambassadrice de la cuisine allemande, avenue George-V, était un très intéressant restaurant de qualité.

## Semaine gourmande

## Le Jardin de la Villa Maillot

Pour les vieux Parisiens, l'avenue Malakoff, ce n'est pas le souvenir de Mac Mahon au siège de Sébastopol (« J'y suis, j'y reste ! »), ce sont les déjeuners de Florence Gould (quel bain de jouvence à relire Léautaud !) puis, au coin de la rue Pergolèse, la *Tour Malakoff* devenu, un peu avant-guerre, le *Berlioz*, restaurant bon chic bon genre (aujourd'hui un chinois !). Ce sera, désormais, avec la *Villa Maillot* (résidence luxueuse et paisible), un charmant restaurant mi-salle mi-terrace : le *Jardin*.

Alors que le *Pergolèse* vient d'être vendu, que le *Petit Bedon* sombre dans le banal, voilà peut-être mieux qu'une table de la semaine : la table de l'année ! M. Beherec, directeur, jeune de métier mais avisé, a su s'entourer. Bruno, le chef, pur Breton, aime évidemment le poisson, mais, qui mieux est, a fait ses classes et suit toujours les conseils du Méditerranéen Loulou (ex-la *Réserva* à Cagnes-sur-Mer). C'est dire la qualité et la fraîcheur du produit, qui peut être, selon votre choix, préparé en papillote, grillé ou à la vapeur d'algues. Ainsi, après la soupe de poissons de roche, le musclon au foie gras, le jambon de Parme aux figues fraîches ou

le panaché de poissons crus, et, outre le filet de bœuf moultard, le foie de veau au vinaigre de xéris et le carré d'agneau de Sisteron au jus de truffes, tout ce qui vient de la mer est ici « gourmand » (du turbot gros sel à la daurade en croûte de sel). Fromages corrects et bons desserts. Carte des vins honnête et service empressé sous la direction de Nadine. Compter 300-400 F.

► Le Jardin de la Villa Maillot, 143, avenue Malakoff, 75016 Paris. Tél. : 45-00-67-61. Fermé samedi et dimanche. Parking : Maillot. CB-AE-DC.

## Régence Plaza

Le merveilleux restaurant (avec patio) du *Plaza-Athènes* est connu. Saluons, sur la carte, un chapitre nouveau : « Aux grands chefs d'une lointaine cuisine ». C'est un joli pied de nez à la nouvelle cuisine que le chef Claude Barnier (un de la Croisière France) réalise ici, de l'omelette aux épices de Pierre de Lune à la sole sauce aux rois de Vincent La Chapelle, du foie de veau fritté aux petits oignons confits de La Varenne aux cufs d'artichauts à la moelle du Sieur Rolland, officier de bouche, et jusqu'au baba Sta-

nislas de Menon. Cela n'empêche point la carte traditionnelle du *Régence*, les desserts incomparables, la cave séduisante, le service impeccable, mais ajoute un plus à la grande maison de l'avenue Montaigne.

► Régence Plaza, 25, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél. : 47-23-78-33. Tous les jours. Parking : voir l'annuaire et François-R. CB-AE-DC.

## Yves Quintard

Petit restaurant (mais non bistrot !) de quartier, dont le chef-patron aime satisfaire ses gourmands clients, du parfait de gambas au sésame à la terrine de foie gras fine champagne, du dos de saumon crème de safran au filet de bœuf sauce Noilly, aux desserts (crème brûlée au parfum de violette, par exemple). C'est net, bon, sans chichis et l'accueil de la patronne, Corinne, aussi délicieux que les plats. Un menu à 135 F ; à la carte, compter 200-300 F.

► Yves Quintard, 99, rue Blomet, 75015 Paris. Tél. : 42-50-22-27. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : mairie du 15<sup>e</sup>. Carte bleue.

## Pierre Alain

Pierre, c'est Pierre Darrieumelou (que les gourmets ont connu à l'*Isard*, rue Saint-Augustin, avant qu'il ne quitte et que, mal « drivée », la maison ferme ses portes), et Alain Robinet, un homme de cuisine.

Avec l'aide du chef, J.-P. Bernot, ils ont repris cette agréable maison style bistrot-brasserie, restaurant de copains, qui battait de l'aile à l'enseigne du *Chien qui fume*. Déjà tout le Sud-Ouest du rugby et le Paris du show-biz en ont trouvé le chemin. Un menu comme on les doit aimer. D'abord les huîtres bien fraîches, puis un choix d'entrées (œuf placé noisette, moult sur fond de ratatouille), suivi du marché du jour « chez le boucher » et des petits plats canailles (tête de veau, gras-double, langue sauce piquante, pied de porc desséché avec sa galette de choux, etc.).

Avec aussi l'ardoise du jour (une dizaine de plats dont les poissons) et des desserts agréables. Carte des vins courte mais de prix honnêtes (dix-huit à moins de 100 francs). Un cadre à l'image de Darrieumelou, accueillant et sincère. Des additions entre 150 et 200 F.

► Pierre Alain, 68, avenue des Termes, 75017 Paris. Tél. : 45-74-03-07 (t. l. j.). Salons de 15 et 50 couverts. Parking : Termes. CB.

## Aux quatre coins de France

## GRANDS VINS DE JURANÇON CHATEAU DE ROUSSE

Direct du producteur au consommateur. Qualité et millésime en sec et moelleux. J. LABAT-LARONDE, 64110 JURANÇON. Tarif sur demande.

Les LYCÉES VITICOLES DE FRANCE se sont associés pour que vous puissiez constituer votre cave en une seule commande (Cognac, Bordeaux, Bourgogne, Val de Loire, Jura).

Demandez les tarifs au : GIK VITICOLES, 71960 DAVAYE. Tél. : 85-35-85-92.

(PUBLICITÉ)

## INDEX DES RESTAURANTS

## Spécialités françaises et étrangères

## BOURGIGNONNES

CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel, Tél. : 45-08-05-48/17-64. F. sam., dim. Cuisine bourgeoise.

## CRÉOLES

LA VILLA CRÉOLE, 19, rue d'Assin, 7<sup>e</sup>, 47-42-64-92. Recom. Bistrot Gourmand - Piano le soir F/samedi-midi et Dim.

## FRANÇAISES TRADITIONNELLES

RELAIS BELLMAN, 37, r. François-1<sup>er</sup>, 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé samedi, dimanche.

LA COUR COLBERT, 12, rue Hôtel-Colbert (5<sup>e</sup>), 43-54-61-99. T.L.J. Cadre XVII<sup>e</sup> authent. PMR 200 F.

L'ARTOIS, 42-25-01-10 - 45-63-51-50. 13, r. d'Artois, 8<sup>e</sup>. F. sam. midi, dim. SUD-OUEST.

## LYONNAISES

LA FOUX, 2, rue Clément (6<sup>e</sup>). F. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.

## POISSONS

ESPACE ST-GOTHARD, 45-38-52-58. 6, rue Alsace, 14<sup>e</sup>. F/dim. soir. Spéc. poissons. Fruits de mer. Vandes d'un chef du Périgord.

## DANJOISES ET SCANDINAVES

142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41. COPENHAGUE, 1<sup>er</sup> étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.

## ETHIOPIENNES

ENTOTTO, 45-87-08-51. F/dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13<sup>e</sup>. Dorowott, Beyenmetou av. l'Indjora.

## INDIENNES

MAHARAJAH, 43-54-26-07. 7 jours sur 7. 72, bd St-Germain. M<sup>e</sup> Maubert. SCE NON-STOP j. 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.

SAPNA, 160, r. de Charenton, 12<sup>e</sup>. F/Dim. - 43-46-73-33. Musique, danse indienne. Cuis. raffinée.

## ITALIENNES

L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchez, 14<sup>e</sup>. 45-89-08-15. F/dim., lundi. EMILIE-ROMAGNE.

## VIETNAMIENNES

NEM, 66, 66, rue Lauriston (16<sup>e</sup>), 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.



## PARCOURS

Ils sont de plus en plus nombreux à nous entraîner dans l'Histoire, dans leurs histoires, pour nous parler de nous-mêmes, les musées. Aide-mémoire aux reflets parfois trompeurs qui voudraient nous faire plus beaux que nous sommes, si l'on en croit l'homme qui a mis en fiches l'ensemble des musées du monde : Kenneth Hudson, muséologue anglais, directeur du Prix du musée européen de l'année.

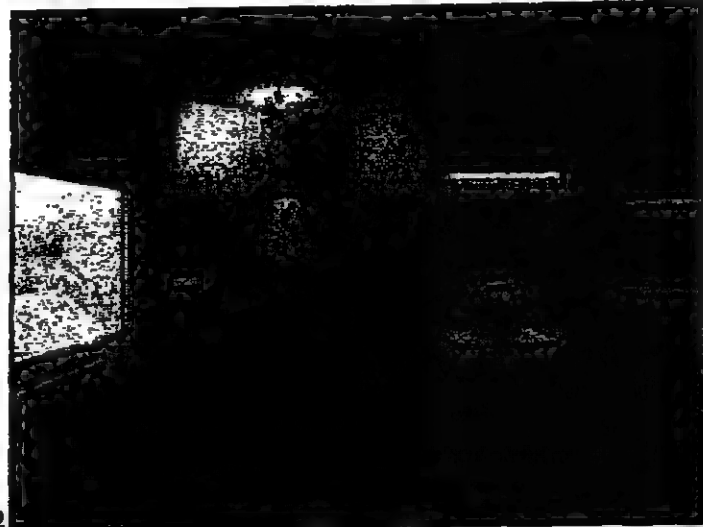
« Existe-t-il un musée que l'on puisse qualifier d'euro-péen ? »

— Kenneth Hudson : S'il a existé, c'est pour de bien mauvaises raisons. Lorsque les armées napoléoniennes rapportent à Paris les œuvres d'art volées, l'empereur organise au Musée Napoléon l'exposition de ce butin. Peut-être était-ce là le premier musée européen. On ne connaissait pas alors d'exposition internationale de peinture, si l'on excepte les collections privées des rois et des grands de ce monde. Aujourd'hui, les grands musées sont des musées mondiaux, qui baignent encore dans l'héritage colonial. Au Louvre ou au British Museum, on ne se sent pas Européen mais citoyen du monde.

» Pour trouver l'Europe, il faut aller chercher des musées plus petits, consacrés à un unique sujet dont l'influence rayonne bien au-delà du pays. Ainsi, le



Le Musée David d'Angers (1), à Angers, « baigne dans une lumière intense, a adopté une mise en scène extrêmement théâtrale de l'œuvre du sculpteur, et s'adresse plus aux sens qu'à l'intellect. Les gens ordinaires s'y sentent en sécurité, et n'ont pas le sentiment de passer un examen ».



Le Musée d'archéologie de Lisbonne (2) « tire le meilleur parti de moyens limités en s'engageant pleinement dans le jeu de la couleur et en concevant de courts textes d'accompagnement très écrits ».

Le Musée médiéval de Stockholm (3) « donne l'exemple de nouvelles techniques impressionnistes qui jouent sur l'émotion. Ce sont les authentiques murailles anciennes qui courent à travers l'espace souterrain. L'ensemble permet de percevoir la brutalité de la période ».

Le Musée d'Heidenheim (4), en Allemagne, « montre combien un scénographe inventif peut donner d'un musée une image forte. C'est une petite révolution dans la manière de présenter les moyens de transports anciens, en jouant la qualité discrète contre la quantité bruyante ».



## Le collectionneur de musées

Musée Leonardo, à Vinci, où IBM a financé la construction des maquettes tirées des dessins de Vinci. Leonardo était plus grand que l'Italie. Voilà un musée que j'appellerais européen. A Salzbourg, chez Mozart, j'ai le même sentiment : son influence dépasse l'Autriche. A Dublin, au Musée Joyce, je ne me sens pas en Irlande, même si Joyce était terriblement irlandais. L'Europe a désespérément besoin de ses petits musées, comme de ses petits magasins ou de ses petits restaurants.

— Et chez les généralistes ? — Orsay est étroitement lié aux traditions et à la culture françaises, mais, quand j'y suis, j'en vois d'abord la voûte, et la voûte, c'est l'Europe. Orsay est pour moi un monument aux chemins de fer européens. La machine à vapeur a transformé toute l'Europe en même temps. Les trains sont encore présents à Orsay où ce ne sont ni les peintures, ni les sculptures, mais le bâtiment qui gagne la bataille.

» Les musées apparaissent de plus en plus comme les révélateurs de certaines carences de l'enseignement, communes en Europe. Les enfants italiens n'apprennent plus le latin. Ainsi, au musée archéologique de Brindisi, c'est le conservateur qui doit se substituer au professeur pour traduire les textes gravés sur les stèles. Autrefois, l'école était le chien et le musée la queue, maintenant, c'est le contraire.

» En Grande-Bretagne, l'Histoire est considérée comme distasteful, on ne l'apprend plus à l'école et le musée devient le seul lieu où les enfants peuvent la découvrir. C'est sur ces absences que se construit Eurodisneyland. C'est une création artificielle, un accident, une enclave étrangère en France. La seule culture que l'Europe des gens simples ait en commun, c'est la culture américaine : ils se sentent français ou anglais et sont américains dans le même temps. Eurodisneyland

accroîtra ce sentiment d'appartenance à la culture américaine. Il faut pouvoir faire le partage entre le Nouveau et l'Ancien Monde pour comprendre ce que l'Europe veut dire.

— Les musées servent à montrer ou à cacher ?

— Waterloo est une date essentielle de l'histoire européenne. Le musée installé près du champ de bataille est très objectif, très complet. C'est probablement le plus européen des musées que nous puissions rencontrer. Si vous visitez le Musée de l'armée, à Paris, vous ne trouverez rien sur 1815. La bataille de Waterloo a tout simplement disparu. On m'a rétorqué qu'elle n'avait pas sa place dans un musée à la gloire de la gloire. De même, à Moscou, au Musée Lénine, Trotski, le fondateur de l'armée rouge, a été soigneusement gommé de la galerie qui lui est consacrée. L'on évoquera à ce propos la logique communiste, mais peut-on parler de logique française pour le Musée de l'armée ?

— Nous manque-t-il un musée ?

— Il devrait y avoir un musée du national-socialisme. Cela n'existe pas. Sur ses crimes, ses significations. Nous en avons besoin, l'Europe en a besoin. Il pourrait être à Munich ou à Berlin. Cela serait un vrai musée européen. Il devrait aussi y avoir un musée de l'émigration. Plus personne ne peut croire que les Suédois ou les Suisses étaient pauvres avant 1945 et qu'ils émigraient en Amérique ou en Australie. Même les Italiens n'ont pas de musée de l'émigration ! Et que dire d'un musée du mouvement syndical ? Quelle invention plus pleinement européenne que celle des syndicats ? Cela n'existe pas non plus. L'Europe n'est pas dans ce que nous avons, mais dans ce que nous n'avons pas : les musées pour enfants sont idéologiques. Qui leur dira comment ils sont sortis

de l'exploitation au siècle dernier, et quels sont les pays qui ont fait les premiers pas ?

— Dans quel pays mettre ces musées européennes ?

— Voyez le Musée de la Croix-Rouge, à Genève, qui est d'ailleurs un très mauvais musée : rien sur la corruption, sur les échecs, sur l'utilisation de l'institution pendant la guerre. Pour être objectif, il devrait être hors de Suisse. Ce n'est pas un pays neutre culturellement.

— Mais peut-on vraiment exporter un musée ?

— Il y a quinze ans, un Américain a créé un Musée de la pomme de terre à Bruxelles. Ce jeune homme était dévoué corps et âme à la pomme de terre. Lui-même était devenu à 80 % pomme de terre. Un jour, il a décidé de quitter la ville et de transférer son musée. Logique avec l'objet de sa passion, il voulait l'installer à Limerick, en Irlande. Mais, une fois là, il n'a pas pu obtenir les appuis nécessaires pour y rester. Alors, il est rentré à Washington, toujours avec son musée. Aujourd'hui, tous deux sont en Virginie, dans l'espoir de visiteurs plus nombreux. Son musée, on l'imagine, est très personnel, très intéressant.

— Pourrait-on franchiser des musées ?

— A la fin des années 70, un Français, M. Grégoire, haut fonctionnaire de Bruxelles, avait lancé l'idée d'une « salle européenne » dans les musées de la Communauté. A titre d'essai on a alors commencé d'installer une pièce au château de Norwich. Puis le conservateur a disparu, et l'idée, pourtant bonne, avec.

— Quels sont les grands absents des musées ?

— Il y a un Musée du ski à Oslo, près du tremplin de saut des Joux olympiques. Doublement logique,

puisqu'on peut considérer que la chose a été inventée en Norvège. C'est un phénomène européen, très important. Mais il n'y a rien sur le ski comme industrie. Rien sur les équipements, les hôtels, les remontées-pentes. L'argent n'apparaît pas. Et puis, il manque les accidents. Même chose au Musée national de l'automobile à Beaulieu, en Grande-Bretagne : rien sur les routes, sur l'environnement, et évidemment rien sur les accidents. « Le public, me dit le conservateur, n'aimerait pas cela, il vient pour le plaisir. Et puis, Ford, qui finance, n'accepterait jamais. »

— Quels sont les plus représentatifs de l'identité nationale ?

— Pour la France, le Musée Napoléon d'Ajaccio, qui est d'ailleurs à la fois national et corse, ou celui du champagne, à Epernay. En Grande-Bretagne, ce sera le Musée du fer, à Ironbridge, qui fut le premier centre métallurgique au monde, avec le premier pont en fer. En Italie, ce sera évidemment le Musée de la pâte d'Imperia.

— Quel est le rôle du conservateur ?

— Chaque pays d'Europe a son musée du costume. Les conservateurs en sont toujours des femmes. L'ordonnancement a de nombreux points communs. J'ai fait une petite enquête au Musée de Bath : les visiteurs hommes ne s'intéressaient qu'au prix des robes, au nombre de fois qu'elles avaient été portées. Si le conservateur avait été un homme, il est clair qu'il ne se serait pas intéressé seulement au design, à la

confection. Parler d'argent demeure le grand interdit de nos musées.

» De même, imaginez combien serait différent un musée militaire dirigé par une femme ! Aucune des questions que les femmes posent à la guerre n'apparaissent. Ce sont les plus arrières des musées européens. Rien n'y a changé depuis des années. Au reste, ils s'apparentent à des clubs de nostalgiques, dans lesquels les hommes viennent se soulager du passé.

Ces vétérans ont le sentiment de se retrouver chez eux dans les musées des autres pays : leur langage de camaraderie, de sacrifice et de gloire est commun. Nous avons, non loin de Bath, un Musée du tank, près d'un camp

d'entraînement de l'armée. J'ai demandé : « Pourquoi n'exposez-vous pas un tank qu'un obus a fait exploser afin que les visiteurs puissent voir la structure métallique à l'intérieur ? »

— Il y a tout de même des différences nationales ?

— Le poids énorme de l'archéologie en Grèce ou de l'art en Italie empêche ces nations de s'approprier le reste de leur passé. De plus, les Grecs ne sont absolument pas intéressés par l'environnement. Les Portugais, eux, parviennent avec des moyens réduits à créer des choses passionnantes. Les Suédois sont à l'avant-garde de la muséologie, privilégiant l'impressionnisme contre le didactisme, mais ce sont les Norvégiens qui ont su le mieux impliquer leur communauté dans les musées, qui y ont le plus fort sentiment d'appartenance, qui y retrouvent leurs racines. Les musées publics italiens sont les pires pour le confort annexe : café, restaurant, librairie, qui sont un point fort en Allemagne et au Royaume-Uni. Les Danois savent avoir du charme et c'est en fin de compte sans doute la chose la plus importante.

— Le nombre de musées s'accroît en moyenne de 5 % par an en Europe. En avons-nous vraiment besoin ?

— Il y a un aspect mathématique et un aspect biologique : si, effectivement, de nouveaux musées naissent chaque jour, il y en a tout autant qui sont mourants. Les musées naissent, mais ne meurent jamais. C'est une situation biologiquement absurde.

— Peut-on vivre sans musées ?

— Qui peut prétendre vivre sans passé ? Il y a des sourds et muets au passé, des déficients à l'Histoire, que l'on retrouve plutôt dans les professions industrielles et commerciales. Ce sont malheureusement souvent ces individus sans points de repère historiques qui contrôlent de vieux bâtiments, des machines anciennes, tout un patrimoine auquel ils ne s'intéressent pas.

» Les gens se sentent abandonnés s'ils n'ont pas de passé, s'ils n'ont pas le sentiment du passé. L'éducation actuelle est cruelle à cet égard. Une enquête récente en Grande-Bretagne faisait ressortir que 80 % de la classe des dix-huit ans ignorait le métier pratiqué par leurs grands-pères, et aucun ne pouvait dire ce que faisaient ses arrière-grands-pères. Ils n'ont pas de photos de leurs grands-parents. Et pourtant, plus que jamais, les gens ont besoin d'ancêtres : c'est pourquoi il y a, il y aura de plus en plus de musées.

Propos recueillis par notre envoyé spécial à Bath Jean-Louis Perrier

» Kenneth Hudson est notamment l'auteur de *Museums for the 1980's* et de *Museums of Influence* (Cambridge Press).

» Le Prix du musée européen de l'année a été décerné, samedi 13 octobre à Bologno, au Musée de Fourmies (Nord). Le jury a estimé qu'il témoignait d'une nouvelle génération dans les écomusées, présentant avec réalisme et humour ce qui est sans doute la plus importante collection mondiale de machines à textile.

**FIAC 90**

PARIS GRAND PALAIS

25 OCT. - 1 NOV.

سلافة العرب



28 L'inflation et le déficit commercial s'aggravent aux États-Unis.

29 Eff. négocie le rachat de Bianco et de Tardif.  
30 Goffe : la vulnérabilité des installations pétrolières.32 Marchés financiers.  
33 Bourse de Paris.

## BILLET

## Discrimination positive ?

L'histoire pourrait se suffire à elle-même. « Dans un premier temps », la direction de l'usine Bull d'Angers (Maine-et-Loire) renonce à employer des femmes sur la ligne de production de cartes électroniques qu'elle mettra en service le 5 novembre prochain. Dans ce groupe qui a perdu 2 milliards de francs au premier semestre, cette unité doit fonctionner vingt-quatre heures sur vingt-quatre et aurait dû occuper une centaine de salariés, dont la moitié de femmes. Elle utilisera exclusivement des hommes dans ses équipes de nuit.

Les syndicats crient victoire. FO proclame que « les salariés ont imposé un recul à la direction ». La fédération CGT de la métallurgie déclare que « les salariés de Bull Angers ont mis en échec le processus de flexibilité et de précarité ». Quant à la CFT, qui avait un moment envisagé de signer l'accord, elle dégage en touche.

Dans de nombreuses entreprises, notamment celles qui se sont spécialisées dans les produits de haute technologie, et qui sont soumises à la concurrence internationale, l'interdiction du travail de nuit des femmes, en application de la convention 89 de l'OIT (Organisation internationale du travail) datant de 1948, constituait une gêne. On a vu des employeurs devoir licencier des femmes pour rester dans la légalité.

Ces dernières années, des tentatives ont eu lieu pour tenir compte de l'évolution et de ses conséquences absurdes pour l'emploi féminin. M. Philippe Séguin ouvrit une possibilité, par la loi de 1987. Deux accords de 1989, l'un sur les conditions de travail, l'autre sur l'égalité professionnelle, élargirent la brèche, sous certaines conditions. De nouvelles normes ont été adoptées par l'OIT en juin 1990 qui devraient permettre une révision.

Tout cela n'empêche pas que, sur le terrain, les résistances demeurent. Pour protéger les femmes, certains souhaitent qu'elles fassent l'objet de « discriminations positives ». Il arrive, comme à Angers, que celles-ci tournent à l'avantage des hommes.

A. Le.

## Baisse du dollar et de la livre, détérioration de la conjoncture dans l'automobile

## Après 2,3 milliards de francs de pertes en 1990 Michelin annonce un plan de redressement

A l'occasion de la première conférence de presse du genre qu'il a tenue, jeudi 18 octobre, à Clermont-Ferrand, M. François Michelin, président du groupe Michelin, a annoncé pour 1990 des pertes de 2,3 milliards de francs. Il a simultanément présenté les grandes lignes d'un plan de redressement qui devrait permettre au numéro un mondial du pneumatique de redevenir bénéficiaire dès le second semestre 1991.

CLERMONT-FERRAND  
de notre envoyé spécial

Le groupe Michelin, numéro un mondial du pneumatique devant l'américain Goodyear et le japonais Bridgestone, va enregistrer une perte de 2,3 milliards de francs en 1990, au lieu d'un bénéfice de 2,2 milliards de francs en 1989. Il va prendre toute une série de mesures qui devraient, théoriquement, le rendre à nouveau bénéficiaire au cours du second semestre 1991. Telles ont été les informations fournies jeudi 18 octobre aux analystes financiers et à la presse au cours de la première réunion de ce genre qu'aient jamais tenue les dirigeants du groupe. Un véritable événement !

Loin de s'en prendre aux analystes financiers, accusés à l'assemblée générale des actionnaires du 22 juin de donner le pas à la finance sur les hommes et de ne prendre en compte que des données à court terme, le PDG, M. François Michelin, et ses collaborateurs ont exposé les difficultés auxquelles leur groupe doit faire face. Ils se sont voulus rassurants sur le long terme, grâce aux innovations développées dans les laboratoires du groupe, qui devraient conférer à Bibendum des avantages techniques et financiers incontestables.

## Nouveaux produits

L'ampleur de la perte a fait l'effet d'une douche froide, notamment en Bourse, où le cours de l'action, qui avait remonté ces jours derniers, a reperdu 10 % d'un coup. Certes, les milieux économiques et financiers s'attendaient à de mauvais résultats depuis cette même assemblée générale du 22 juin 1990 où M. Michelin avait annoncé que les deux ou trois années à venir seraient « difficiles » et n'excluaient pas le « retour de pertes ».

Le 21 septembre dernier, le groupe faisait, effectivement, état d'une perte de 363 millions de francs pour le premier semestre 1990 au lieu d'un bénéfice de 1,46 milliard de francs au 30 juin 1989. Certains analystes prévoyaient 1 milliard de déficit sur l'année :

l'estimation est plus que doublée, à 2,3 milliards, avant charges exceptionnelles s'entend.

Sans doute, la barque a visiblement été chargée : mieux vaut annoncer le pire tout d'un coup que de distiller les mauvaises nouvelles au long des mois. Mais la détérioration des résultats est réelle. Pour l'essentiel, elle est due aux baisses du dollar et de la livre sterling, qui affectent les comptes des filiales anglo-saxonnes. S'ajoutent une forte diminution des résultats d'exploitation par suite de l'augmentation des coûts d'une production visiblement ralentie pour éviter l'augmentation des stocks, l'aggravation de la conjoncture de l'automobile mondiale, une concurrence très vive qui a provoqué une ravagante guerre des prix, une sensible dépréciation sur les pneus neige et une chute des ventes aux poids lourds.

Les frais financiers ont enfin fortement augmenté sur un endettement porté de 22 milliards de francs en 1989 à près de 31 milliards de francs après rachat, pour 715 millions de dollars (4 milliards de francs) de la firme américaine Uniroyal-Goodrich. Face à cette situation qui rappelle la période noire de 1982-1984 (7 milliards de francs de pertes cumulées), le groupe Michelin a entrepris de réduire ses frais d'exploitation, par contraction des capacités de production et diminution des effectifs, déjà annoncées à Clermont-Ferrand.

Les investissements, très importants ces dernières années, seront réduits de 60 % à 3 milliards de francs et les stocks seront ramenés à 25 % du chiffre d'affaires, en attendant 20 %.

Surtout M. Michelin a insisté sur les progrès techniques réalisés. L'an prochain, un nouveau pneumatique, étudié depuis sept ans, permettra une économie d'énergie de 3 % par diminution de la résistance à l'avancement. Dans trois ans, de nouvelles machines, moins chères que les machines anciennes et construites par Michelin, permettront d'obtenir une très grande souplesse de fabrication dans le domaine du changement de dimension des pneus, une diminution des prix de revient et un accroissement des capacités de production.

De quoi mener la vie dure aux concurrents, dont certains disparaîtront, selon M. Michelin. Aucune précision n'a été fournie sur ces nouvelles machines, leurs caractéristiques et leur prix. Au royaume du secret, Bibendum est roi. Il veut bien se dégonfler d'un bon paquet d'informations financières, histoire de préparer l'avenir, en même temps qu'un appel aux actionnaires lorsque le cours de l'action aura remonté. Mais pour les secrets techniques, jamais, pas plus que ses concurrents d'ailleurs, qu'ils soient japonais ou américains.

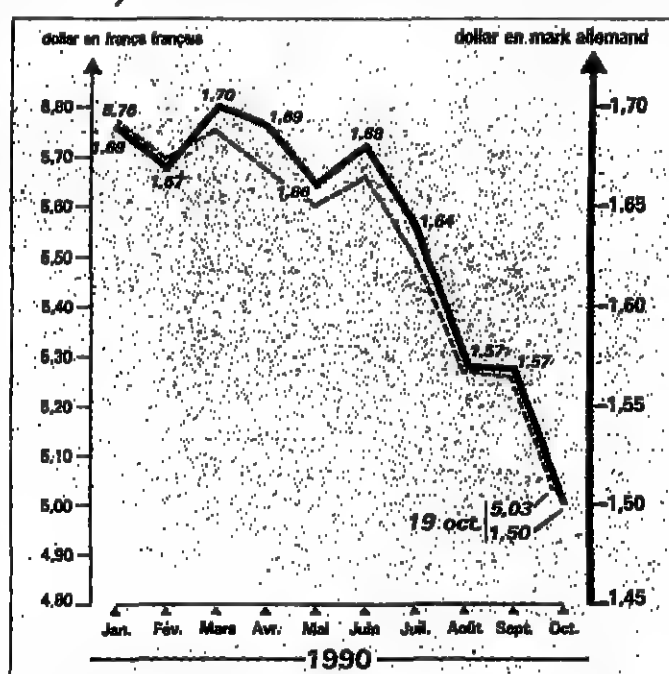
FRANÇOIS RENARD

M. Louis Schweitzer, directeur

## Le billet vert tombe à 1,50 mark et frôle les 5 francs

Alors que la bourse de New-York enregistrerait jeudi 18 octobre une très forte hausse, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles gagnant 64,85 points, le dollar poursuivait sa glissade. Poussé à la baisse par l'annonce d'une hausse des prix à la consommation de 0,8 % en septembre, et d'une reprise de l'augmentation du déficit du commerce extérieur, à 9,3 milliards de dollars en août (lire page 28), le monnaie américaine a franchi des seuils psychologiques importants. Elle s'échangeait à 1,50 DM et 5,03 francs vendredi 19 octobre au matin.

Il faut remonter au début de 1981 pour retrouver des cours aussi bas. De l'avis de nombreux opérateurs, la période d'affaiblissement du dollar, entamée fin juillet, après une relative stabilité au cours des premiers mois de l'année, n'est pas encore achevée, compte tenu de l'insolite équilibre des taux d'intérêt dans le monde et du net ralentissement de la croissance aux États-Unis.



Moyennes mensuelles. Source : Banque de France.

## Une enquête de l'Observatoire de l'endettement

## Plus les ménages ont d'enfants plus ils recourent au crédit

Plus d'un ménage français sur deux (51,8 %) est endetté, mais cette proportion croît avec la taille de la famille. À partir de trois enfants à charge, 87 % des ménages sont endettés, contre seulement 42 % pour les ménages sans enfant, selon l'enquête SOFRES menée en décembre 1989, à la demande de l'Observatoire de l'endettement des ménages (1).

Sur cent ménages endettés, 39,2 % ont un crédit immobilier, 36,4 % ont un crédit de trésorerie et 24,4 % cumulent les deux. Cette deuxième enquête fait apparaître peu de variations par rapport à la première, qui remontait à juin 1989 : la proportion des ménages endettés est constante, avec une légère baisse de l'endettement uniquement immobilier (-1,3 %) et une légère progression (+0,6 %) des ménages qui ont recours uniquement aux crédits de trésorerie et de ceux qui cumulent les deux formes d'endettement (+0,7 %).

C'est entre 25 et 34 ans qu'on a le plus recours au crédit, la tranche la plus endettée se situant entre 35 et 44 ans (78,7 % des ménages ont un ou plusieurs crédits). C'est aussi à cet âge qu'on s'endette le plus

pour l'immobilier : 56,4 % contre 33,6 % en moyenne générale. Les 25-34 ans font plus appel aux crédits de trésorerie (49,8 % des ménages), tandis que les moins de 25 ans s'adonnent au découvert bancaire (48,6 % des ménages).

Enfin, la proportion de ménages endettés est d'autant plus forte que le revenu est élevé : avec des ressources mensuelles de 5 000 francs nets, 31 % des ménages sont endettés, mais cette proportion atteint 67,4 % chez ceux qui disposent de 25 000 à 30 000 francs.

Au-delà de ces constatations, l'Observatoire commence à dresser une typologie des ménages endettés et isole deux catégories de ménages « susceptibles d'être confrontés à une situation financière difficile ». La première (7,9 % des ménages endettés) regroupe ceux qui n'ont pas de crédit immobilier, mais ajoutent à des crédits de trésorerie un appel fréquent au découvert bancaire ; ils ont moins de 35 ans, pas d'enfants et des revenus peu élevés.

La seconde (presque 10 % des ménages endettés) comprend des ménages qui accèdent à la propriété de leur résidence principale

et qui, en outre, font appel à des crédits de trésorerie, soit pour des raisons familiales (divorce ou plus de quatre enfants à charge), soit à cause de la nouvelle résidence principale (équipement, ménage du logement, ou achat d'une voiture pour se rendre au travail), soit parce que les revenus courants sont insuffisants. Il s'agit là de « mal endettés », que l'Observatoire distingue des « surendettés », car cette notion « tient compte non seulement des charges de remboursement mais aussi, le cas échéant, du loyer supporté par le locataire », le tout rapporté aux revenus du ménage, et en fonction de la taille de la famille. La grande majorité de ces ménages a un revenu inférieur à 50 000 francs annuels par unité de consommation.

JOSÉE DOYÈRE

(1) L'Observatoire de l'endettement des ménages a été créé au début de 1989 par les principaux établissements de crédit et la Banque de France. Ses travaux sont pilotés par un comité scientifique consultatif de vingt-quatre membres, présidé par M. Pierre L'Ortose, conseiller maître à la Cour des comptes.

## IDATE

## 12èmes Journées Internationales

14, 15 et 16 novembre 1990 - Montpellier

## Technologies clés, expériences, nouveaux concepts

Sans fil, à haute définition, multimédia, à valeur ajoutée, hyper-interactive, stratégique, concurrentielle, sensible aux nouveaux marchés de l'est, ergonomique... telles seraient dans le désordre quelques-unes des multiples facettes du kaléidoscope de la communication du futur. Les 12èmes Journées Internationales restitueront la variété des expériences, des travaux et des points de vue théoriques relatifs aux futurs des systèmes de communication. Trois problématiques principales structureront les travaux de quelque 90 conférenciers venus d'Europe, des États-Unis et du Japon, autour de 4 tables rondes et plus de 20 sessions.

• Quelles sont les principales innovations techniques attendues dans les dix prochaines années ? Quels seront les problèmes associés à leur développement ?

• Quelles sont les expériences en cours les plus significatives dans le monde ? Que vont-elles changer dans la pratique et dans les métiers ? (enseignement, médecine, presse-édition, banque, commerce, loisirs...).

• Sous la pression des technologies, du fonctionnement des nouvelles applications, et des évolutions réglementaires, assiste-t-on à un nouveau débat d'idées ? Quels en seront les lieux ? Quels en seront les acteurs ? Autour de quelles notions fortes ?

Avec le concours de la Fondation IDATE (Alcatel CIT, Alcatel NV, CDC, IBM France), de France Télécom, du Conseil Général de l'Hérault, du Conseil Régional du Languedoc-Roussillon et du District de Montpellier.

Information : Roland CASTANIER, IDATE  
Tél. : 67 64 16 91 - Fax : 67 65 57 19



## ÉCONOMIE

## SOCIAL

Retraités :  
la fin d'un tabou

Suite de la page 27

Ils ne participent pas au régime d'assurance-chômage et leur cotisation d'assurance-maladie (1,4 % sur la retraite de la Sécurité sociale, 2,4 % sur les retraites complémentaires, soit environ 1,7 % en moyenne pondérée) est très inférieure à celle des actifs (5,9 %).

La création de la CSG tend à réduire quelque peu cet écart. Plus largement, cette contribution - qui sera aussi prélevée sur les indemnités-chômage les plus élevées et d'autres revenus de remplacement - entend prendre acte de l'impact croissant des prestations sociales sur le revenu des ménages. Une philosophie exprimée sans ambiguïté par M. Michel Rocard le 5 octobre, lors du vingtième anniversaire de l'Union nationale des associations de soins et services à domicile.

« Il n'y a pas d'un côté le revenu des inactifs, intouchable même quand il est élevé et, de l'autre, le revenu des actifs, taxable à l'infini, même quand il est modeste ou simplement moyen », a déclaré le premier ministre.

## « Corvéables à merci »

A l'image traditionnelle de la « retraite des vieux » a succédé « l'âge d'or des retraités », même si le minimum vieillesse (1), bien qu'il soit en repli, concerne encore 1,3 million de personnes. Aujourd'hui, les ressources des retraités sont, en moyenne, comparables à celles des actifs (sans compter les revenus du patrimoine). Depuis vingt ans, cette catégorie sociale a totalement changé de visage, et les neuf millions de Français de plus de soixante ans reçoivent un peu plus de 11 % de la richesse nationale (sécurité sociale, retraites complémentaires, régimes spéciaux et professionnels).

En 1988, les retraités ayant effectué une carrière complète (près des trois quarts des hommes mais un tiers seulement des femmes) percevaient une retraite de 6 500 francs par mois en moyenne, selon le ministère de la solidarité. Pour cette même année, les anciens salariés recevaient des pensions égales à 75 % de leur dernière rémunération d'activité pour les hommes et à 65 % pour les femmes.

Dès 1984, la situation moyenne des retraités, calculée par unité de consommation, était comparable à celle de l'ensemble des ménages de salariés et supérieure à celle des ménages d'actifs disposant d'un seul salaire et ayant charge de famille.

Alors qu'en 1962 le revenu dis-

ponible des ménages d'inactifs de plus de soixante ans était à peine égal à la moitié du revenu moyen des Français, la retraite moyenne a progressé de 36 % en francs constants de 1975 à 1986, selon l'INSEE. Cette évolution correspond à l'arrivée à maturité du régime d'assurance-vieillesse : les nouveaux retraités sont de plus en plus souvent des anciens cadres, ils ont travaillé plus longtemps et cotisé davantage que leurs prédécesseurs car ils ont pu pleinement bénéficier de la croissance des « trente glorieuses ».

Pourtant, si tous les retraités ne sont pas hostiles à la CSG, nombre d'entre eux la perçoivent comme une injustice. « Nous sommes d'anciens salariés qui, toute leur vie durant, ont acquitté leurs cotisations sociales. Aujourd'hui, nous payons une cotisation maladie qui n'existait pas il y a dix ans. L'image des retraités nantis va-t-elle durer longtemps ? Les retraités seraient-ils taxables et corvéables à merci ? » a écrit M. Jules Broutin, soixante-cinq ans, ancien professeur de l'enseignement privé, à une douzaine de députés. Selon lui, la CSG « ne serait supportable que si son taux était progressif en fonction des revenus (2) ».

Certes, on peut comprendre le désappointement de ceux qui, durant toute leur vie professionnelle, ont assuré le financement des régimes sociaux. Toutefois, cotiser n'est pas épargner car le régime d'assurance-vieillesse de la Sécurité sociale, comme les régimes complémentaires, fonctionne selon la technique de la répartition.

## Solidarité inter-génération

Il en résulte que si les cotisations constituent la base du calcul des droits futurs, elles servent d'abord à payer les pensions des retraités du moment. La répartition - comme la capitalisation - constitue donc un pari sur l'avenir : le respect du « contrat » conclu avec les cotisants dépend essentiellement du rapport actifs/inactifs qui prévaut lorsqu'ils quittent la vie active. Dans ce contexte, ne pas étendre les efforts de solidarité à certaines pensions ne présente-t-il pas le risque de voir, demain, les actifs refuser de consacrer une part croissante de leurs revenus pour assurer celui des inactifs ?

Par contre, les retraités peuvent à juste titre faire valoir que, ces dernières années, le mode de revalorisation des pensions de la Sécurité sociale ne leur a pas permis de profiter pleinement de la croissance économique. En principe, les

pensions doivent suivre l'augmentation moyenne des salaires bruts. Or, depuis 1986, un amendement gouvernemental introduit chaque automne une indexation en fonction des prix. Sur la période 1986-1989, le dernier rapport du Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) conclue à un quasi-maintien du pouvoir d'achat des retraités mais force est de constater l'existence d'un manque à gagner puisque les salaires bruts ont progressé plus vite que les prix (l'écart devrait être particulièrement net en 1990).

Très prochainement, une discussion très serrée devrait s'engager à ce sujet entre les députés socialistes et le gouvernement. Une indexation légèrement supérieure aux prix pourrait peut-être faire office de compromis. D'autre part, les engagements préélectoraux concernant le relèvement des pensions de réversion sont, pour l'instant, restés sans suite.

Pourtant, s'ils sont affectés par un mode de revalorisation moins favorable qu'il pourrait l'être, les retraités ne constituent plus dans leur ensemble une catégorie sociale défavorisée. Dès lors, la solidarité actifs-inactifs doit jouer dans les deux sens.

C'est d'ailleurs ce que pratiquent régulièrement patronat et syndicats, gestionnaires des régimes de retraite complémentaires, lorsqu'ils réajustent la valeur du point (qui pèse sur la hausse des pensions) et le taux d'appel des cotisations (qui pèse sur les futurs bénéficiaires).

Dans les prochaines années, ce partage des efforts entre générations promet de prendre une acuité croissante. C'est en fonction de celui-ci que seront déterminées les difficiles mesures qui permettront de faire face au déficit croissant des régimes d'assurance-vieillesse. Mais il faudra également que cette répartition soit abordée sous un angle nouveau.

En effet, avec le vieillissement de la population et l'allongement de la durée de vie, le problème de la dépendance des personnes les plus âgées va devenir essentiel. Comment financer-t-on les dépenses de santé supplémentaires qui en résulteront ? Quelles structures d'accueil, à l'intérieur comme à l'extérieur de la famille, faudra-t-il mettre en place ? Au-delà du seul critère de l'activité, la solidarité devra aussi s'appliquer en fonction du critère de l'âge. Et, fort heureusement, tous les retraités ne sont plus des « vieux ».

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Le niveau des ressources pour percevoir le minimum vieillesse est de 2 893 francs par mois pour une personne seule.

(2) Non déductible du revenu imposable, la CSG est, de facto, légèrement progressive.

La CSG provoque  
des remous au Conseil  
économique et social

M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, a démissionné jeudi 18 octobre de son poste de rapporteur de l'avis sur la conjoncture que le Conseil économique et social (CES) doit rendre la semaine prochaine. Cette décision fait suite à l'adoption, par la section des problèmes économiques généraux, d'un amendement déposé par la CFDT et voté par la CFTC ainsi que plusieurs personnalités qualifiées.

Le texte rappelait que le CES s'était déjà exprimé en faveur d'un diaphragme du financement de la sécurité sociale et que le principe de la contribution sociale généralisée « va dans le sens préconisé par le Conseil » même si « ne règle pas tous les problèmes ». CGT, FO, CFE-CGC et l'UNAF (associations familiales) ont voté contre. M. Jean Brunet (CGPME), président de la section, doit désormais tenter de mener à bien le projet d'avis et de le faire adopter en séance plénière.

Légère hausse  
du chômage dans la CEE

Le taux de chômage dans la Communauté économique européenne a légèrement augmenté au mois d'août, en s'élevant à 8,4 % de la population active au lieu de 8,3 % en juillet, selon les dernières statistiques diffusées par Eurostat. Cette progression reflète, selon les auteurs de l'enquête, l'arrivée sur le marché du travail d'un grand nombre de jeunes en fin de scolarité. A la fin du mois de juillet, la CEE comptait 13,8 millions de chômeurs en données brutes.

Outre l'Italie qui a connu, en août, la plus forte augmentation de son taux de chômage (+ 0,4 %), les taux du Danemark et du Royaume-Uni ont également progressé (+ 0,1 %) alors que celui des autres pays de la CEE est demeuré stable.

Hors la Grèce dont les données ne sont pas communiquées et les Pays-Bas qui les présente avec un mois de retard, les taux de chômage sont les suivants : Irlande, 16,7 % ; Espagne, 15,5 % ; Italie, 10,4 % ; France, 9 % ; Danemark, 8,4 % ; Belgique, 8,2 % ; Royaume-Uni, 6,4 % ; République fédérale allemande, 5,2 % ; Portugal, 5 % ; Luxembourg, 1,6 %.

Le RPR et la loi « anti-ghetto ». - Le prochain dépôt d'un projet de loi « anti-ghetto », annoncé dimanche 15 octobre par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et du logement, « témoigne de la faillite de la gestion socialiste depuis dix ans » et « fait fi des principes mêmes de la décentralisation », selon un communiqué du député national au logement du RPR, Mme Martine Daugreilh.

## CONJONCTURE

La production industrielle  
a recommencé à croître depuis mars  
mais aurait baissé en septembre

Durant les mois d'été, la production industrielle française a vivement augmenté. Après correction des variations saisonnières, l'indice mensuel calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1985 s'est inscrit à 113,4 en juillet-août contre 113 en juin, soit une augmentation de 2,2 %. Par rapport à la même période de l'année dernière, la progression est de 2,3 %. Les seules industries manufacturières (excluant l'énergie) augmentent de 2,4 % en un mois et du même pourcentage en un an.

Ces résultats surprennent puisque les enquêtes effectuées auprès des chefs d'entreprises - par l'INSEE notamment - laissent penser à une poursuite du ralentissement observé à la fin de l'année dernière et au début de cette année. Si l'on en croit l'indice mensuel de l'Institut, c'est le contraire qui est en train de se produire : la production a redémarré dès le mois de mars et de façon relativement rapide. Par rapport à avril, la croissance est de 2,8 % - il faudra attendre les résultats de la rentrée pour savoir si ce mouvement de reprise se poursuit.

La Banque de France estime dans son enquête mensuelle de conjoncture, effectuée en septembre auprès des chefs d'entreprise, que la production industrielle « s'est légèrement repliée par rapport au niveau atteint à la fin du premier trimestre ».

On sait que la progression de la production industrielle soulignée par l'INSEE aura été tirée par la très bonne tenue des industries produisant des biens d'équipement, celles-ci ayant progressé de 4,7 % entre juillet-août 1989 et juillet-août 1990.

Faut-il voir là les premiers effets de la réunification allemande et des énormes besoins industriels qu'elle suscite ? Toujours est-il que le déficit commercial mensuel de l'année dernière, qui avait atteint 4,9 milliards de francs en moyenne entre la France et l'Allemagne, n'est depuis le début de l'année que de 4 milliards de francs, soit une amélioration de plus de 18 %.

## Conséquences de la crise du Golfe

L'inflation et le déficit commercial  
s'aggravent aux États-Unis

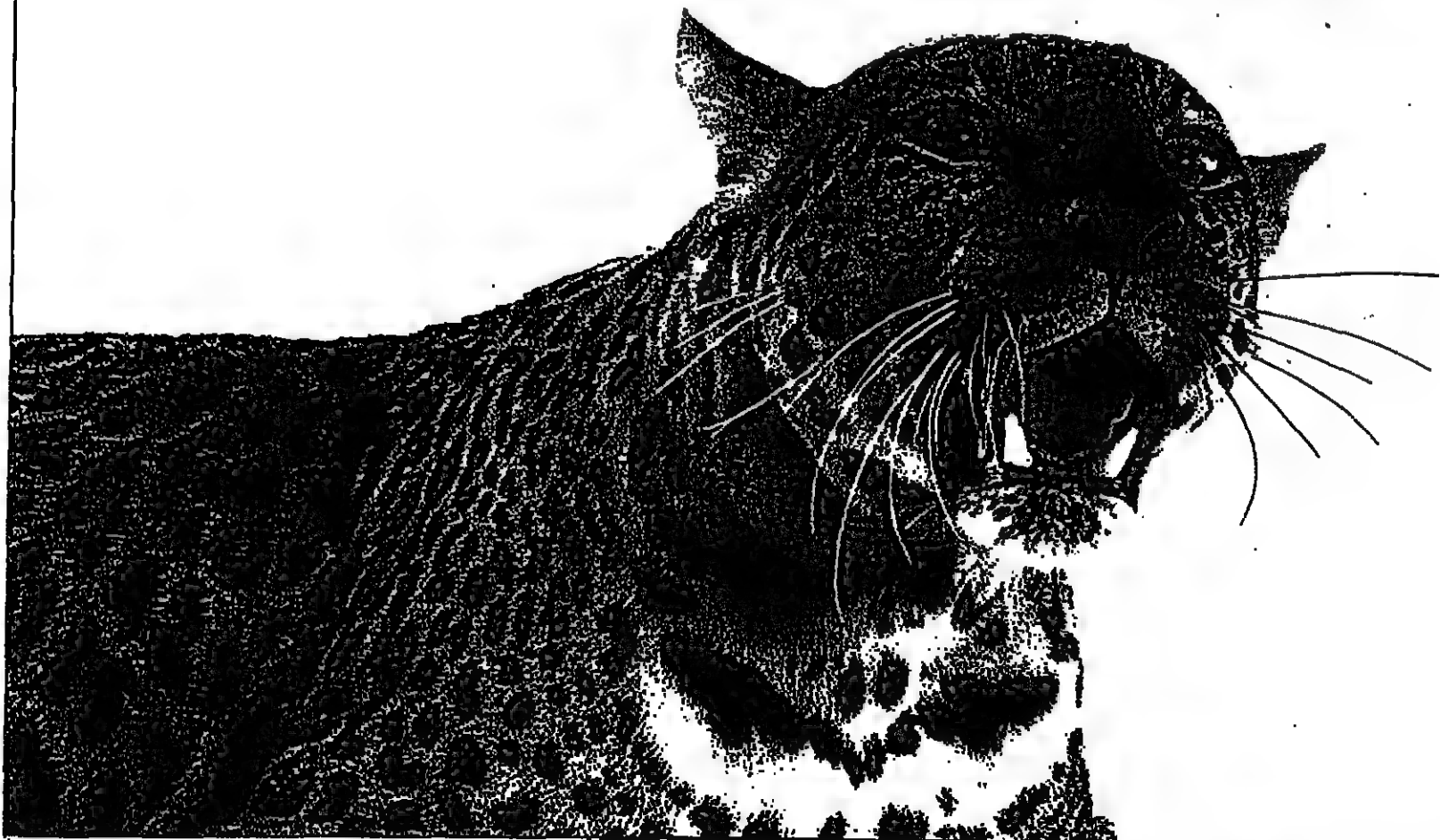
Les résultats du renchérissement des prix pétroliers sont inscrits dans les chiffres publiés jeudi 18 octobre par les pouvoirs publics américains : les prix de détail ont progressé de 0,8 % en septembre (après 0,6 % en août) et le déficit commercial a légèrement augmenté en août pour atteindre 9,3 milliards de dollars (environ 46,7 milliards de francs) contre 9,1 milliards en juillet (chiffre révisé).

Selon le département du travail, les prix de l'énergie ont bondi de 5,6 %, leur plus forte hausse mensuelle depuis l'établissement de statistiques relatives à ce secteur en 1957. Les prix de l'essence, du fioul, du gaz naturel et de l'électricité ont fortement augmenté, alors que les prix hors énergie progressaient de 0,4 %, comme en août. L'augmentation cumulée des prix de détail dans les neuf premiers mois de 1990 a atteint 6,6 %, contre 4,6 % pour toute l'année 1989. Si la hausse des prix se poursuit au même rythme jusqu'à la fin de l'année, l'inflation pourrait atteindre 9,5 %.

De son côté, le département du commerce note que le déficit

commercial du mois d'août (9,3 milliards) est le plus élevé depuis janvier dernier (10,2 milliards). Sans le renchérissement des prix pétroliers, toutefois, le résultat aurait été beaucoup plus favorable : si les exportations ont augmenté de 500 millions de dollars (2,52 milliards de francs) pour atteindre 32,6 milliards de dollars, et les importations de 700 millions à 42 milliards, ces dernières auraient en fait diminué de 100 millions hors « effet Golfe ».

□ Premier vol régulier de Kuwait Airways depuis l'invasion de l'émirat. - La compagnie aérienne koweïtienne Kuwait Airways a effectué jeudi 18 octobre sa première liaison régulière depuis l'invasion de l'émirat par les troupes irakiennes le 2 août dernier. a-t-on appris au siège de la compagnie, transféré provisoirement au Caire. Un Boeing 727 de la compagnie aux couleurs bleu et blanc a quitté Le Caire pour Djeddah (Arabie saoudite), Bahrein et Dubaï avec trente-cinq passagers à bord. Un deuxième vol reliera vendredi Le Caire à Bahrein.

APPROCHEZ  
VOUS ÊTES ASSURÉ !

سكيا من الامن



## ÉCONOMIE

### INDUSTRIE

Regroupement dans la distribution de carburants

#### Elf négocie le rachat de Bianco et de Tardy

Le groupe Elf négocie le rachat de la totalité du capital de la société Bianco, deuxième distributeur français indépendant de produits pétroliers, sous la marque Avia. Elf avait déjà acquis il y a deux ans 20 % du capital de cette société familiale qui, avec 122 points de vente, est très bien implantée dans le Sud-Est, notamment en Savoie, berceau de la société, en Isère, sur la Côte d'Azur, ainsi que dans les pays de Loire.

Bianco, l'un des derniers «grands» indépendants français avec 400 salariés et plus de 6 milliards de francs de chiffre d'affaires, distribue environ 2 millions de tonnes par an de produits pétroliers, soit directement grâce à un réseau de stations-service et de revendeurs affiliés à l'association Avia France, soit en tant qu'intermédiaire grossiste. Il détient environ 2,5 % du marché français du fioul domestique et 3 % du marché des carburants. Les négociations engagées entre le groupe Elf et la société présidée par M. René Bianco sont apparemment très avancées. Elles ont été précipitées par la hausse des cours du pétrole qui revalorise considérablement les stocks et donc la valeur de l'entreprise, qui comme toutes les sociétés de la branche a un prix de cession sans rapport avec la rentabilité.

Parallèlement, Elf Aquitaine a engagé des discussions - en vue d'une prise de contrôle - avec un autre distributeur très important de produits pétroliers, le groupe nantais Tardy, qui lui-même avait racheté en 1988 les activités de distribution de combustibles de Monténay. Lorsque Elf aura parachevé ces négociations avec Bianco et Tardy, il contrôlera quelque 20 % du marché de la distribution de carburant automobile en France.

Après de multiples péripéties juridiques

#### La Cour d'appel de Paris confie le parc Mirapolis au Crédit national

La Cour d'appel de Paris vient de confier le parc Mirapolis, près de Cergy-Pontoise, en règlement judiciaire, et ses 47 hectares de terrains à la société Cergy-Parc formée par le Crédit national, principal créancier du parc (pour 108 millions de francs) avec le Crédit d'équipement des PME et le Comptoir des entrepreneurs, pour 115 millions de francs, dont 27 millions comptant. Celle-ci va signer un contrat de location-gérance pour 1991 et 1992 avec les forains qui assurent l'animation du parc depuis 1989 et y ont déjà investi 30 millions de francs.

Le parc Mirapolis, ouvert en mai 1987, avait déposé son bilan le 22 janvier dernier, malgré divers efforts, par suite d'une fréquentation inférieure aux prévisions et à des frais financiers élevés. Le 26 avril, le tribunal de commerce de Paris avait confié le parc au groupe Champion-Concorde, composé à 75 % du GIE Mira-Fête formé par les forains et à 25 % du groupe Concorde de l'homme d'affaires saoudien Gaith Pharaon. Parallèlement, une société immobilière (67 % Gaith Pharaon, forains 17,5 %, GOBTP 15 %) devait prendre en charge le développement touristique des 32 hectares environnant le parc et placés en option (le Monde du 11 mai).

Mais le parquet avait fait appel de la décision, estimant que le groupe Pharaon, déjà principal actionnaire (à 52,29 %) de l'ancienne société Paris-Fant, ne pouvait présenter de plan de reprise et que le jugement d'avait pas prévu le sort des réserves de terrain. Le groupe Pharaon avait fini par se désister, l'établissement public d'aménagement de Cergy ayant déclaré inconstructibles ces réserves. Le groupe Cergy-Parc va étudier avec les collectivités locales les possibilités de resserrer la superficie du parc et d'installer des aménagements de loisirs sur les terrains libérés, comme le prévoyait le groupe Champion-Concorde.

#### La grève des camionneurs à la frontière franco-espagnole

#### Circulation rétablie au Perthus et bloquée au Pays basque

Les négociations se poursuivent à Madrid entre le ministère des transports et les routiers (un document préparatoire devait être soumis vendredi 19 octobre au matin aux grévistes), les piquets de grève ont été levés et la situation est redevenue normale dans les Pyrénées Orientales, à la frontière du Perthus.

Au Pays basque, en revanche, du côté français, la circulation, tant routière que ferroviaire, a été tota-

lement bloquée jeudi après-midi, les camionneurs protestant contre le transport par rail de chargements habituellement convoyés par la route et contre l'interpellation de l'un d'eux, qui a blessé un automobiliste espagnol. Quatre cents voyageurs de la SNCF ont dû, jeudi en fin d'après-midi, descendre du train Paris-Lisbonne et franchir à pied le «vieux pont» sur la Bidassoa qui conduit en Espagne.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

##### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations octobre 1986 à taux variable

Les intérêts courus du 20 octobre 1989 au 19 octobre 1990 seront payables à partir du 20 octobre 1990 à 400 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 44,45 francs (montant brut : 444,45 francs). En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 22,20 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,88 francs, faisant ressortir un net de 368,92 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

##### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 14,20 % octobre 1983

Les intérêts courus du 16 novembre 1989 au 15 novembre 1990 seront payables à partir du 16 novembre 1990 à 639 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 71 francs (montant brut : 710 francs). En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 35,46 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,20 francs, faisant ressortir un net de 589,34 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

##### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations à taux révisable octobre 1983

Les intérêts courus du 16 novembre 1989 au 15 novembre 1990 seront payables à partir du 16 novembre 1990 à 590,14 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 43,35 francs (montant brut : 433,50 francs). En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 21,65 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,66 francs, faisant ressortir un net de 559,84 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

##### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 9,20 % novembre 1989

Les intérêts courus du 27 novembre 1989 au 26 novembre 1990 seront payables à partir du 27 novembre 1990 à 460 francs par titre de 5 000 francs. En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 69 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,20 francs, faisant ressortir un net de 381,80 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

##### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 9,20 % septembre 1990 assimilables à novembre 1989

Les intérêts courus du 8 octobre au 26 novembre 1990 seront payables à partir du 27 novembre 1990 à 63 francs par titre de 5 000 francs. En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 9,45 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 1,26 francs, faisant ressortir un net de 52,29 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

#### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE Obligations à taux variable 1987/1996 (tranche B)

Les intérêts courus du 25 octobre 1989 au 24 octobre 1990 seront payables à partir du 25 octobre 1990 à 524,34 francs par titre de 5 000 francs. En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 78,65 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,48 francs, faisant ressortir un net de 435,21 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

#### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE Obligations à taux variable 1987/1998 (tranche C)

Les intérêts courus du 26 octobre 1989 au 25 octobre 1990 seront payables à partir du 26 octobre 1990 à 524,34 francs par titre de 5 000 francs. En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 78,65 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,48 francs, faisant ressortir un net de 435,21 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

#### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE Obligations à taux variable 1987/1997 (tranche D)

Les intérêts courus du 31 octobre 1989 au 30 octobre 1990 seront payables à partir du 31 octobre 1990 à 526,84 francs par titre de 5 000 francs. En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 79,02 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,52 francs, faisant ressortir un net de 437,30 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

#### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE Obligations 12,50 % octobre 1984

Les intérêts courus du 5 novembre 1989 au 4 novembre 1990 seront payables à partir du 5 novembre 1990 à 562,50 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 62,50 francs (montant brut : 625 F). En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 31,21 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 12,50 francs, faisant ressortir un net de 518,79 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

#### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE Obligations à taux variable octobre 1984

Les intérêts courus du 5 novembre 1989 au 4 novembre 1990 seront payables à partir du 5 novembre 1990 à 400 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 44,45 francs (montant brut : 444,45 F). En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 22,20 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,88 francs, faisant ressortir un net de 368,92 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

#### SAPAR FINANCE Obligations à taux révisable trimestriel octobre 1989

Les intérêts courus du 13 août 1990 au 12 novembre 1990 seront payables à partir du 13 novembre 1990 à 128,10 francs par titre de 5 000 francs. En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 19,21 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,56 francs, faisant ressortir un net de 106,33 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts. Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

#### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 16,30 % octobre 1982

Les intérêts courus du 8 novembre 1989 au 7 novembre 1990 seront payables à partir du 8 novembre 1990 à 733,50 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 81,50 francs (montant brut : 815 francs). En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 40,70 francs auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 16,30 francs, faisant ressortir un net de 676,50 francs. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

### LA BOURSE EN DIRECT

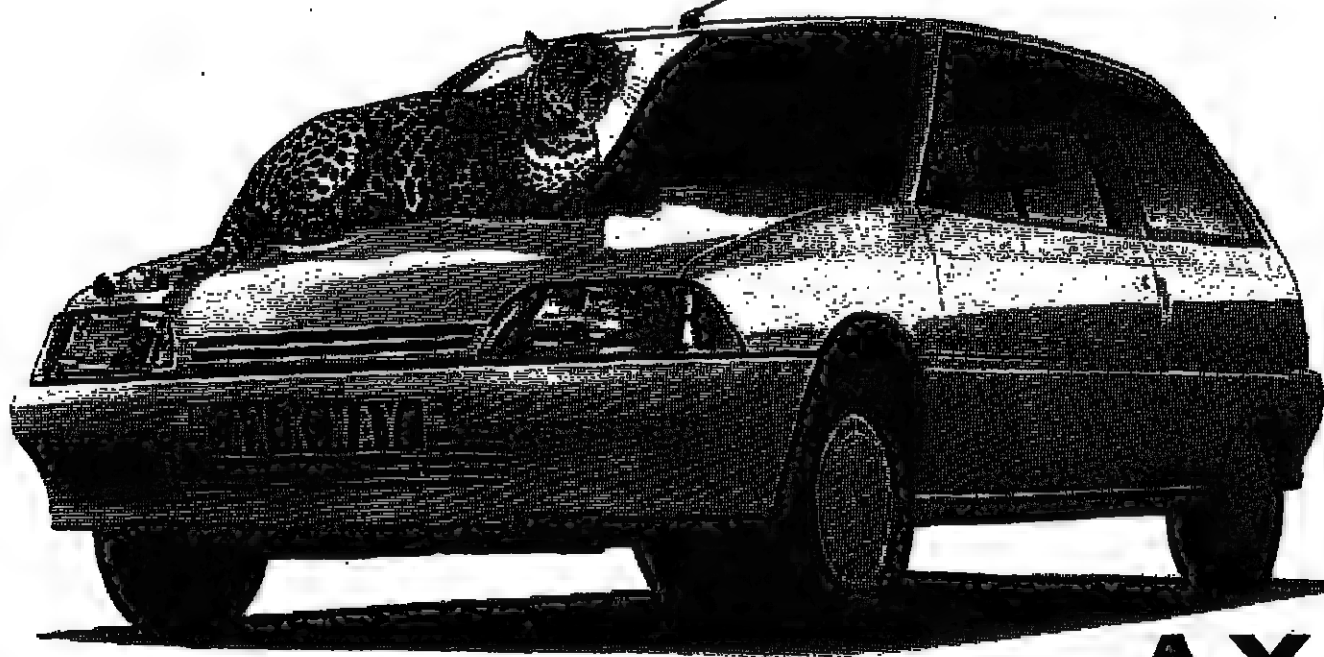
#### LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

#### BOURSE

36.15 LEMONDE

## POUR 699 F PAR MOIS LES 24 PREMIERS MOIS, APPRIVOISEZ UNE CITROËN AX K.WAY ASSURÉE TOUS RISQUES\*.



CITROËN partenaire TOTAL

# AX K.WAY

UNE SÉRIE PERSONNALISÉE CITROËN



Pour apprivoiser l'AX K.WAY, utilisez la méthode douce. Choisissez la solution L.O.A., C.L.V. "TOUS RISQUES" sur 61 mois qui vous fait bénéficier d'une assurance "tous risques" mensualisée.

\* Du 15 au 31 octobre, Citroën vous réserve ce financement sur l'AX K.WAY. Prix tarif au 15.09.90 : 47 500 F TTC pour une AX K.WAY 3 portes. Location avec option d'achat C.L.V. "TOUS RISQUES" Premier versement de 14 450 F TTC (dépot de garantie de 7 125 F, plus un premier loyer de 7 325 F TTC) suivi de 24 loyers de 699 F TTC et de 36 loyers de 1 283 F TTC (assurance tous risques comprise, souscrite par le bailleur).

Option finale d'achat : 9 500 F TTC couverte éventuellement en partie par le dépot de garantie. Coût total en cas d'acquisition : 79 753 F TTC.

Offre valable sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar et de réponse aux conditions particulières de la police d'assurance UAP souscrite par le bailleur. La notice relative à ces dispositions est disponible chez ASSUPAR, société de courtage d'assurance, 137, rue Victor-Hugo - 92300 Levallois-Perret.

Relations clientèle 05.05.24.24 (appel gratuit) ou minitel 3615 CITROËN. Modèle présenté : Citroën AX K.WAY - Année modèle 1991.



OCCASIONS  
DU LIONTOUT  
LE MONDE  
SAIT QUE  
L'ON PEUT  
COMPTER  
DESSUS.

DU 17 AU 27 OCTOBRE

# DES OFFRES A NE PAS LAISSER PASSER!

- DES VEHICULES EQUIPES "PLUS"
- DES REPRISES EXCEPTIONNELLES
- UN FINANCEMENT SPECIAL
- ET DES MILLIERS DE CADEAUX A GAGNER

Chez les Concessionnaires et Agents affiliés à l'opération.



RESEAU PEUGEOT TALBOT

## ÉCONOMIE

### ÉNERGIE

La stabilisation des prix de l'or noir

## Les installations pétrolières dans le Golfe sont inégalement vulnérables

Après plusieurs semaines de vives tensions, le marché pétrolier s'est quelque peu calmé. Les cours du brut, qui avaient dépassé 40 dollars, sont retombés aux alentours de 37 dollars par baril depuis une semaine sur les marchés de New-York et de Londres.

L'envolée des prix depuis deux mois est en effet liée pour l'essentiel à la crainte d'une déflagration militaire. Jusqu'ici, le marché pétrolier mondial s'équilibre à peu près en dépit des effets du blocus de l'Irak et du Koweït, mais il ne dispose plus d'aucune marge de sécurité.

Cette situation impose une « prime de risque » qui varie avec l'appréhension portée par les marchés sur l'ampleur du risque. Il est évident qu'un conflit militaire constitue le risque principal, dans la mesure où il peut endommager non seulement les champs koweïtiens et irakiens mais aussi ceux de l'Arabie saoudite, qui fournit actuellement plus du tiers des exportations mondiales.

Depuis le 2 août, l'Irak est maître des champs pétroliers koweïtiens (1). S'il est contraint de se retirer de ce territoire, ne cherchera-t-il pas, avant de partir, à détruire les installations de sa « neuvième province » ? De plus, qu'elles soient obligées de reculer ou qu'elles puissent se maintenir au Koweït, les armées de Saddam Hussein ont, de toute façon, l'ensemble du pétrole du Golfe à portée d'avion : de Bassorah, la grande ville du sud de l'Irak, il n'y a que 300 à 400 kilomètres à faire pour survoler les champs saoudiens les plus proches, et environ 1 000 kilomètres pour atteindre le vertical des gisements des Émirats arabes unis les plus éloignés. Sans parler des champs irakiens, dont certains sont proches de la frontière irakienne.

Des bombardements aériens peuvent-ils détruire les installations pétrolières ? Oui et non. Les puits et pipelines terrestres sont trop petits pour être de « bonnes » cibles. En revanche, les raffineries, les centrales électriques et les réservoirs de stockage sont suffisamment grands pour être des objectifs potentiels. Les plates-formes et postes de chargement offshore sont, eux, des cibles très difficiles à mettre hors d'usage pour longtemps, comme l'a montré la guerre Iran-Irak.

En revanche, les actions de sabotage sont sûrement plus efficaces, même si les installations pétrolières n'y sont pas toutes également vulnérables. Au tout premier rang de la vulnérabilité, viennent les grosses machines tournantes de grande capacité, que celles-ci soient des compresseurs, des pompes, des turbines ou des alternateurs. Tous ces matériels, en effet, sont fabriqués uniquement à la demande. Pour les remplacer —

et ceci vaut, bien sûr, pour les destructions par attaque aérienne, — il faut donc les commander, les faire fabriquer, les importer et enfin les mettre en place. Ce qui demande forcément beaucoup de temps. Sont donc particulièrement vulnérables les centrales électriques, les stations de pompage et les raffineries.

Sont tout aussi vulnérables les unités de séparation et de traitement (où le pétrole brut est débarrassé de son gaz « fatal », ou le gaz naturel de ses condensats) qui comprennent beaucoup de vannes et d'appareils électriques et électroniques de contrôle, longs à refaire et à remettre en place.

Les tuyaux — essentiellement les oléoducs et les postes de chargement — peuvent être facilement détruits ou coupés. Mais leur réparation est un travail courant et rapide dès que l'on a assez de tubes et de soudeurs.

### Puits éruptifs ou non

Le problème des puits est beaucoup plus délicat. Mais il faut distinguer plusieurs situations, d'une part selon que les puits sont éruptifs (le pétrole monte spontanément jusqu'à la surface) ou non (le pétrole doit être pompé pour monter jusqu'à la surface), d'autre part selon que leur équipement interne comprend ou non des vannes de sécurité. Celles-ci sont installées en haut de la couche productrice, c'est-à-dire à une profondeur allant de 1 500 à 3 000 mètres dans la région du Golfe.

Supposons que l'on mette le feu à un puits non éruptif. Le pompage s'arrête immédiatement puisque l'incendie détruit la tête de puits et ses équipements annexes. Le pétrole redescendra de lui-même dans le puits. Il sera donc très vite hors de portée des flammes et l'incendie s'arrêtera très rapidement.

Si le puits est éruptif — ce qui est très fréquent au Proche-Orient, — le pétrole jaillira spontanément en surface et alimentera donc l'incendie pendant des semaines ou des mois. A moins que le puits ne soit équipé de vannes internes de sécurité. Ce qui est toujours la règle pour les puits offshore, mais ce qui

Ce repli à des niveaux encore très élevés s'explique avant tout par l'apaisement des tensions politiques dans le Golfe. La recherche de solutions diplomatiques semblant éloigner le spectre d'une guerre, les opérateurs se sont quelque peu rassurés.

ne l'est pas pour les puits terrestres anciens de la région. Dans ce cas, l'éruption produit dans le puits un débit tel que les vannes se ferment automatiquement. Si l'on veut saboter « efficacement » un puits éruptif équipé de vannes internes, il faut donc d'abord retirer ces vannes, ce qui nécessite d'apporter sur place un treuil à câble et de « travailler » plus ou moins longtemps sur chaque puits.

Bien évidemment, l'incendie d'un puits — et encore plus l'incendie de plusieurs — dégage une chaleur énorme et interdit toute approche de la zone en feu. Sauf par les rares spécialistes qui éteignent d'abord l'incendie et ensuite reprennent le contrôle du ou des puits en éruption, soit en réussissant à remettre une tête de puits, soit en forant à proximité un puits dévié qui rejoindra la couche productrice dans les environs immédiats du puits en éruption pour y injecter des boues spéciales de façon à colmater ce dernier. Ces opérations de forage de puits déviés sont classiques mais elles durent toujours des semaines ou des mois.

Sans mettre le feu, on peut aussi saboter des puits en y injectant du ciment. La remise en production d'un champ ainsi saboté peut nécessiter le forage de nouveaux puits. Ce qui est forcément très long. Il faut, en effet, remplacer tous les puits cimentés par des puits « neufs » ; or, sur les très gros champs de la région, les puits se comptent par centaines, voire par milliers. Malgré consolation : le pétrole des puits cimentés reste « en conserve » au lieu de partir en fumée...

YVONNE REBEYROL

(1) En 1989, l'Irak a produit 138,6 millions de tonnes de pétrole et le Koweït 79,4 millions de tonnes. Rappelons que la production mondiale a été, l'an dernier, de 3 090 millions de tonnes, dont 236,3 millions de tonnes par l'Arabie saoudite, 142 millions de tonnes par l'Iran. Quant aux réserves estimées à la fin de 1989 à 136,8 milliards de tonnes pour le monde entier, l'Arabie saoudite occupe le premier rang avec 34,7 milliards de tonnes, l'Irak le deuxième avec 13,4 milliards de tonnes, le Koweït le troisième avec 13 milliards de tonnes et l'Iran le quatrième avec 12,7 milliards de tonnes.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### CAP GEMINI SOGETI

#### BONNES PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 1990

À u cours du premier semestre 1990, le Groupe CAP GEMINI SOGETI a réalisé un chiffre d'affaires consolidé hors taxes de 3.944 millions de francs, soit une progression de 18,4% par rapport à celui réalisé pendant la même période de l'exercice précédent (3.330 millions de francs).

Le résultat courant avant impôts ressort à 360 millions de francs contre 384 millions de francs pour la même période de l'année précédente.

Pour l'ensemble de l'exercice 1990, et compte tenu des acquisitions réalisées au cours de l'été (\*), le chiffre d'affaires du

(\*) SCS en Allemagne et HOSKINS en Grande-Bretagne.

Groupe CAP GEMINI SOGETI devrait être voisin d'environ 9 milliards de francs (+ 28% par rapport à l'an dernier) et le résultat net d'un pourcentage comparable à celui constaté au cours des exercices précédents, c'est à dire de l'ordre de 7%.

Avec aujourd'hui un effectif total de près de 20.000 personnes et un chiffre d'affaires prévisible supérieur à 2 milliards de dollars en 1991, CAP GEMINI SOGETI, premier groupe européen de services et de conseil en informatique, consolide son rang de 4ème groupe mondial après les américains EDS, IBM et Computer Sciences Corp.

**CAP GEMINI SOGETI**  
L'EXPERTISE INFORMATIQUE

السيد محمد الجليل







## MARCHÉS FINANCIERS

## M. Jimmy Goldsmith se met au vert

LONDRES

de notre correspondant

A cinquante-sept ans, qui n'est pourtant pas normalement l'âge de la retraite, M. Jimmy Goldsmith a décidé de se retirer du monde de la finance internationale pour se consacrer à la défense de l'environnement. « Je ne veux plus m'occuper activement d'affaires. Ce chapitre de ma vie est terminé », a-t-il déclaré. Par le biais de la Fondation Goldsmith, à but non lucratif, il va désormais faire campagne contre l'énergie nucléaire et les produits chimiques, militer pour la protection de la couche d'ozone, des forêts équatoriales et autres causes semblables. Il a pour cela annoncé, le 16 octobre, qu'il vendait à Lord Hanson, patron du conglomérat anglo-

américain du même nom, ses forêts nord-américaines en échange des mines d'or que ce dernier possédait aux États-Unis à travers la société Newmont.

L'échange porte sur 511 millions de livres (environ 5,1 milliards de francs). L'industrie du bois demande une gestion suivie alors qu'il s'agit apparemment de recueillir les dividendes de ces mines d'or nord-américaines. M. Goldsmith ne s'occupera pas directement de leur exploitation, gardera comme capital ce fonds de père de famille et ne dépensera que les bénéfices pour ses besoins personnels et ceux de la cause qu'il a désormais embrassée à temps complet.

DOMINIQUE DHOMBRES

Accusé de corruption

## L'ancien président de la Bourse de Hongkong est condamné à quatre ans de prison

TOKYO

de notre correspondant

C'est l'une des figures du monde des affaires de Hongkong et ancien président de la Bourse de l'archipel que le jury de la Haute cour de justice vient de reconnaître coupable des deux chefs d'accusation pour lesquels il avait été arrêté en 1988. M. Ronald Li était accusé d'avoir accepté, en 1986 et 1987, 500 000 actions de Cathay Pacific Airways et 300 000 de Novell Enterprise Ltd, une firme textile, afin de favoriser l'entrée à la Bourse de Hongkong de ces deux sociétés. M. Li a été condamné jeudi 18 octobre à deux ans de prison pour chaque affaire. Il risquait une peine de sept ans, mais il a bénéficié de la clémence du jury en raison de ses « contributions passées ».

Au cours des vingt dernières années, M. Li fut le grand patron d'une sorte de club de financiers

dominant la colonie. Avec un sens certain des affaires, il avait fondé en 1969 le Far East Stock Exchange. Il fut surtout l'artisan, au milieu de la décennie écoulée, de la fusion des quatre Bourses de Hongkong en une seule entité qui n'allait pas tarder à devenir l'une des places boursières les plus dynamiques du monde.

C'est en homme à poigne que M. Li mena la Bourse de Hongkong. Au début du krach d'octobre 1987, il décida de suspendre les transactions pour quatre jours, provoquant un tollé de protestations. Cette fermeté allait conduire à une réforme du fonctionnement du marché des actions de la colonie, dont la réputation avait été fortement endommagée. M. Li n'est apparemment pas au bout de ses peines : il devra en effet faire face en février prochain à d'autres chefs d'accusation avec sept membres de la direction de la Bourse.

Ph. P.

Craintes de dévaluation de la couronne

## La Banque nationale suédoise relève de nouveau le taux directeur

STOCKHOLM

de notre correspondant

La Banque nationale suédoise, qui avait, vendredi 12 octobre, déjà relevé son taux directeur de 2 %, a décidé, jeudi 18 octobre, de rajouter 3 %, ce qui porte ce taux à 17 %. Pour calmer les rumeurs de plus en plus persistantes de dévaluation de la couronne suédoise et pour endiguer la fuite des devises qui en une semaine se chiffrent à 13 milliards de couronnes (10,8 milliards de francs), la Banque a voulu frapper fort. Dans une conférence de presse convoquée à la hâte, le premier ministre, M. Ingvar Carlsson, annonça qu'il n'y avait pas de dévaluation et que le gouvernement avait décidé de ne pas attendre à janvier, comme il l'avait prévu, pour prendre de nouvelles mesures d'austérité. Il en donna le détail dans les prochaines semaines après concertation avec l'opposition.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE

IMMOBANQUE

Le Conseil d'Administration, réuni le 16 octobre 1990 sous la Présidence de Monsieur Gérard BELLAUD, a examiné les comptes arrêtés au 30 juin 1990.

Les recettes locatives du 1<sup>er</sup> semestre 1990 s'élèvent à F. 280 millions contre F. 283 millions pour le 1<sup>er</sup> semestre 1989, faisant ressortir une progression de 1,6 %. Cette augmentation résulte essentiellement des produits des opérations de crédit-bail qui ont été portés de F. 176 millions pour le 1<sup>er</sup> semestre 1989 à F. 212 millions pour la même période de 1990.

Le montant des plus-values réalisées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 1990 ressort à F. 8,8 millions, provenant notamment de la cession de deux immeubles qui étaient exploités en location simple.

En raison de ces plus-values, le résultat net comptable au 30 juin 1990 s'élève à F. 106 millions contre F. 53 millions pour le 1<sup>er</sup> semestre 1989.

A ce jour les dossiers signés et en cours de signature représentent un montant d'investissements de plus de F. 600 millions, montant conforme aux prévisions d'activité.

Le Président a ensuite commenté le projet de Loi de Finances pour 1991 qui, s'il était adopté, aurait pour effet de modifier le statut fiscal des SIGOMI.

Les Membres du Conseil d'Administration ont exprimé le vœu que les démarches engagées par les Représentants de la Profession auprès des Pouvoirs Publics aboutissent au maintien de la stabilité de l'environnement, spécialement française qui a servi de modèle à d'autres pays européens, et permis aux SIGOMI de participer efficacement au développement de l'investissement immobilier d'entreprise.

Enfin, le Président a souligné que les investisseurs prenant conscience de la dégradation importante de l'activité immobilière qui ne tient pas suffisamment compte de la rentabilité de l'activité financière et de l'importance de la qualité de la technique de location simple. Ce constat est estimé à F. 2,5 milliards, à comparer avec un montant de capitalisation immobilière actuelle de la Société de F. 1,2 milliard.

NEW-YORK, 18 octobre ↑

Vigoureuse reprise

Wall Street s'est rapidement remis de son dernier malaise. Jeudi, un vigoureux mouvement de reprise s'est développé et l'indice Dow Jones, sans finir à ses plus hauts niveaux de la journée, s'inscrit à la clôture à 2 452,72, avec une avance de 64,85 points (+ 2,7 %). Un instant, il avait atteint le coté 2 461,65. Le bilan de la journée a été tout aussi éloquent, puisque sur 1 972 valeurs traitées, 1 114 ont monté, 441 seulement ont baissé et 417 n'ont pas varié.

Facteur-clé de cette reprise : la baisse assez rapide des prix du pétrole brut sur le marché libre en liaison avec l'offre du président irakien Saddam Hussein de vendre son brut à 21 dollars.

Deuxième élément de satisfaction : la détente sur le front des taux d'intérêt enregistrée sur le marché des changes. Enfin, les investisseurs ont accueilli avec une certaine satisfaction les dernières statistiques sur la situation économique américaine.

L'activité, déjà accrue la veille, a encore un peu augmenté avec 204,12 millions de dollars échangés contre 199,59 millions.

VALEURS	Cours du 17 octobre	Cours du 18 octobre
Alcoa	52 5/8	54
AT&T	30 7/8	32
Chrysler	11 1/2	12 1/2
Du Pont de Nemours	31 1/2	32 3/8
Eastman Kodak	17 1/2	18
Exxon	48 1/2	48 1/2
Ford	30 5/8	30 1/2
General Electric	50 1/2	51 1/2
General Motors	35 1/2	35 3/8
Goodyear	26 1/8	26 1/8
IBM	100 3/4	105 1/8
ITT	41 1/8	42 1/8
Intel Corp.	74 1/8	77
Pfizer	55 1/4	55 1/2
Schlumberger	52 1/4	52 1/4
Union Carbide	14 5/8	15 1/8
Westinghouse	28 1/2	28 1/2
Xerox Corp.	30 3/4	31 3/4

LONDRES, 18 octobre ↑

Reprise

Les cours des valeurs ont bondi en fin de séance pour terminer en nette hausse jeudi au Stock Exchange. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 14,8 points, à 2 082,6, soit un progrès de 0,7 % par rapport à la veille.

La baisse des cours du pétrole et les perspectives d'un accord sur le budget américain ont encouragé la place londonienne. L'annonce d'une hausse mensuelle des investissements du chômage en septembre en Grande-Bretagne n'a pas eu d'incidence sur les cours et les investisseurs se sont portés à l'achat de valeurs avant le discours jeudi soir devant les banquiers de la City du Chancelier de l'Échiquier M. John Major. Le bilan des transactions est resté étroit avec seulement 347,5 millions d'actions échangées contre 644,4 millions mercredi.

De nombreux secteurs se sont améliorés, notamment les brasseries, les alimentaires et les intermédiaires, soutenues par le repli du sterling. Le groupe de traitement des déchets Caird a été repêché à la suite de craintes d'un abandon de l'OPA lancée le 21 septembre dernier par la compagnie d'eau Severn Trent.

FAITS ET RÉSULTATS

■ Baisse de 61 % des résultats de Financier. — Le bénéfice consolidé avant impôt (après le groupe) de Financier a chuté de 61 % au premier semestre, tombant à 20,2 millions de francs contre 52,3 millions au 30 juin 1989. Le chiffre d'affaires consolidé de ce courtier sur les marchés monétaires et financiers est demeuré stable avec 254,3 millions de francs contre 252,4 pour la période équivalente de 1989. Deux secteurs sont à l'origine de l'érosion des résultats : Financier Espagne et Financier Bourse. C'est, d'ailleurs, en Espagne, bien qu'il y ait eu une progression notable dans un marché lui-même déprimé, n'est pas encore à son apogée la rentabilité. Ce seuil, grâce à un renforcement des équipes et l'augmentation à 51 % de la participation de Batif Banque (groupe Altus Finance), doit être dépassé au cours du prochain exercice.

■ Précision concernant la société de Bourse Glardet reprise par le Crédit mutuel. — La société L. Finance, à l'origine de l'ensemble du trou de 200 millions de francs découvert à la société de Bourse Glardet, n'est pas une filiale de cette dernière (le Monde du 19 octobre). Elle n'a pas de lien de capital. Elle est présidée par M. Daniel Benoist d'Antigny, mari de M. Yves Glardet, responsable de la société de Bourse. Le directeur général de L. Finance, M. Delaruelle, était quant à lui jusqu'en février dernier l'associé et le gérant des fonds communs de la société de Bourse.

■ Création de Barclays Puget-Mahé Gestion, société regroupant les produits de gestion collectifs de ce groupe. — Deux filiales françaises du groupe britannique Barclays, Barclays Bank et la société de Bourse Puget-Mahé, viennent de regrouper leurs produits de gestion collectifs et leurs équipes de gestion au sein d'une filiale commune appelée Barclays Puget-Mahé.

PARIS, 19 octobre ↑

Michelin pèse sur la cote

Pour la sixième séance consécutive, la Bourse de Paris s'est apprêtée vendredi à franchir une nouvelle étape de hausse. Mais le plongeon de Michelin (-12 % peu après l'ouverture matérielle en liaison avec l'annonce par le groupe d'un déficit d'au moins 2,5 milliards de francs en 1990), a donné une bonne pierre dans le jeu des investisseurs. En progression de 0,18 %, l'ouverture, puis de 0,61 % quelques instants après, le CAC 40 repartait ensuite tout son avance et repassait même le seuil des 1 000 points. En début d'après-midi, il s'inscrivait à 0,20 % en dessous de son niveau précédent. Plus tard dans la soirée, la Bourse parvint néanmoins à combler son retard et à remonter sensiblement (+ 0,80 %) et à finir ainsi la semaine en positif avec une hausse hebdomadaire de 5 % environ.

Mais elle aurait pu faire beaucoup mieux sans le coup de Michelin. L'action de la firme de Clermont-Ferrand fait partie des valeurs composant l'indice CAC 40 et a le seul poids pour 1 % dans ses calculs. Prévisible chute de Silabond ? La veille dans l'après-midi, M. François Michelin avait annoncé devant la presse que son groupe envisageait pour 1990 un déficit d'au moins 2,5 milliards de francs. L'information avait produit l'effet de la foudre que les analystes ne comptaient, au plus, que sur une perte de 1,5 milliard. Le moment choisi pour faire cette révélation n'a pas été du tout de tout le monde, puisque la Bourse n'eut connaissance de l'information que plusieurs heures après l'ouverture des cotations.

Bref, le marché a lourdement plié de ce côté-là, sans pour autant voir l'impulsion qu'il avait commencée à lui donner Wall Street dans la veille par des statistiques économiques moins mauvaises que prévu. Autre valeur mise au piquet : Dassault électronique après l'annonce d'une chute de 73 % de ses résultats pour le premier semestre.

TOKYO, 18 octobre ↑

La hausse continue

La Bourse de Tokyo a terminé la journée de vendredi en hausse pour la cinquième séance consécutive. Le Nikkei affichait un gain de 114,41 points à 24 481,49 points, soit une avance de 0,47 %. La progression avait touché de très près le seuil des 25 000 points, le Nikkei ayant terminé la séance en hausse de 2 %, après avoir ouvert sur une avancée de 0,7 %. Jeudi le Nikkei avait gagné 507,72 points. Dans un marché animé, près de 500 millions de titres avaient changé de mains durant la matinée, contre 280 millions jeudi matin et 700 millions pour l'ensemble de la journée. Le dollar, qui se maintient sous la barre des 125 yens, et la fermeté des obligations ont encouragé d'investisseurs, ont indiqué les opérateurs.

VALEURS	Cours du 18 octobre	Cours du 19 octobre
Alcatel	545	578
Edison	1 150	1 170
Hitachi	1 350	1 420
Fujitsu	1 950	2 100
Hitachi	1 420	1 430
Hitachi	1 750	1 810
Hitachi	753	783
Hitachi	5 500	5 500
Hitachi	1 870	1 920

Gestion. Dirigée par M. Louis de Robert-Chabot, cette firme dispose de 10 SICAV et de 25 FCP gérés par un total d'environ 10 milliards de francs. L'objectif est de doubler ce montant d'ici 5 à 7 ans, « si le marché le permet », en s'adressant à des investisseurs et aux industriels de taille moyenne.

■ Dow Chemical : chute de 52,1 % des bénéfices. — Deuxième groupe chimique des États-Unis, Dow Chemical annonce pour le troisième trimestre une chute de 52,1 % de son bénéfice, dont le montant revient à 282 millions de dollars, pour un chiffre d'affaires malgré tout en hausse de 15,8 % à 4,92 milliards de dollars. Pour les neuf premiers mois, le résultat net de Dow dépasse tout juste 1 milliard de dollars (1,1 milliard), en baisse de 46,1 % par rapport à celui de la même période l'année dernière. La direction du groupe attribue ces très mauvais résultats notamment à la flambée des cours du pétrole, qui constituent pour lui à la fois une matière première et une source d'énergie.

■ Chiffre d'affaires en hausse, résultat en baisse pour Origine-Denrois. — Le groupe Origine-Denrois a annoncé une hausse de son chiffre d'affaires consolidé à 1,07 milliard de francs pour le premier semestre 1990, contre 933 millions de francs à semestre comparable en 1989, soit une progression de 10 % à périmètre constant et de 14 % à périmètre ajusté. Le groupe avait en effet acquis les sociétés Coudeville-Alfred Grey dans la distribution de matériaux, Comalco, Reintam et Minotaur dans la location de matériel, ainsi que la société Maurel dans le secteur des enduits. Le résultat net avant impôt et amortissement des survalues s'élève pour sa part à 46,7 millions de francs, contre 54,7 millions de francs pour la même période de l'exercice précédent.

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amatel Assoc.	399	395	Idemora	132	132
Asystel	105	105	L.M.S.	280	280
B.A.C.	190	190	Idemora	114	114
B.C.M.	880	858	Idemora	313	313
Bulfinch (L)	400	400	Idemora	88	88
Bulfinch (L)	210	210	Idemora	133	131
Calder de Lyon	3170	3169	Idemora	180	180
C.A.L. de Fr. (C.F.)	1078	1071	Idemora	588	588
Calder de Lyon	398	380	Idemora	90	90
Calder de Lyon	427	427 10	Idemora	401	401
C.E.G.E.P.	205 80	210	Idemora	610	610
C.F.P.	282	282	Idemora	301	301
Chemins d'Origny	490	481	Idemora	202	203
C.N.I.M.	800	805	Idemora	420	420
Codexor	280	275 60	Idemora	180	180
Comarag	272	280	Idemora	179 80	174 50
Conformax	777	776	Idemora	138	143
Dalson	322 30	325	Idemora	238	248
Dalson	394	398	Idemora	148	148
Dalson	590	588	Idemora	380	380
Danachy Worms Co.	641	641	Idemora	820	820
Danachy et Girard	246	246			
Danachy	780	783			
Daville	485 80	480			
Dobson	185	185			
Edison Belford	222 50	228			
Europ. Population	410	405			
Fluor	125	125			
G.F. (group. Ind.)	350	380			
Grand Livr.	427	428			
Graphopack	180 30	178			
Idemora	318	318			
I.C.C.	236 80	236			
Idemora	308 10	310			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

## Marché des options négociables le 18 oct. 1990

Nombre de contrats : 35 624

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Banque	480	12,50	-
CEC	520	57	-
EDF-Agencement	600	59	-
Edison SA-PLC	90	6,60	-
Edison SA-PLC	90	6,20	-
Hercules	480	55,50	-
Idemora	340	19,50	-
Michelin	78	6	-
Midat	680	27	63
Midat	680	27	63
Perrier	1 280	12,70	-
Perrier	520	48	70
Rhône-Poulenc CI	260	11	23
Saint-Gobain	380	36	55
Saint-Gobain	1 280	9	28
Société Générale	280	45,20	55
Société Générale	120	1,50	4,60

## MATIF

Notation 10 % - Cotation en pourcentage du 18 oct. 1990

Nombre de contrats : 58 791

COURS	Échéances
Décembre 90	Mars 91
98,40	98,32
97,58	97,52

Options sur notation

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Le Monde-RIL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Vendredi 19 octobre

Laurence Parisot,

PDG de l'IFOP.

Lundi 22 octobre

Pascal Sarda,

PDG de Colibau.

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 19 OCTOBRE

Cours relevés à 14 h 28

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
3740	CINE.SR.	3765	3765	3781	+ 0.42	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	1290	Oranville Bank	1270	1273	1275	+ 0.38
3800	RAB.T.P.	900	900	950	+ 5.56	1130	C.C.F.T.P.	1135	1135	1135	0.00	1130	C.C.F.T.P.	1135	1135	1135	0.00	1130	C.C.F.T.P.	1135	1135	1135	0.00
1000	C.Lyon.T.P.	1000	1000	1000	0.00	1000	C.Lyon.T.P.	1000	1000	1000	0.00	1000	C.Lyon.T.P.	1000	1000	1000	0.00	1000	C.Lyon.T.P.	1000	1000	1000	0.00
1000	Rennet.T.P.	1416	1417	1426	+ 0.34	250	Cpt. E.M.	252	252	257	+ 1.91	346	Lafarge	340	339	346	+ 1.78	1250	Salmans Ly.	1115	1115	1136	+ 1.79
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St. Paul.T.P.	1500	1500	1482	- 0.30	147	Cpt. P. R. S.	147	147	147	0.00	341	Salmans Ly.	340	341	341	+ 0.29	410	Salmans Ly.	405	405	405	0.00
1000	St.																						

**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du mont.	% de couverture	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
<b>Obligations</b>								
Emp.États 8,18%77	118 60	3 58	Cofacel	1131	.....	Midat Deploy	500	520
Emp.États 9,05%76	88 30	2 65	Cogitex	359	397	Moon	143 80	143 20
10,80% 75/94	100 80	1 33	Complan	498	509	Navigation (M)	234	.....
Emp.États 12,25%80	100	13 17	Cia Industriale	4200	4300	Optima	344	326
Emp.États 10,04%82	100 01	16 96	Cpt Lyon Alcatel	118	405 50	Oréal (C)	228	.....
Emp.États 14,4% 81	101 34	9 60	Copicon	715	715	Oréal Desmarins	1230	1250
Emp.États 13,49%83	108 45	11 08	Couche Mail Prov	25	25 4	Palm Investment	672	680
Emp.États 12,25 84	104 65	9 38	C Ouedes Gie Ind	360	364 80	Palm Industrie	650	650
Emp.États 11% 85	105 65	2 22	C Ouedes Gie Ind	338	350	Pactum	139 50	139 50
10,20% mont 85	101 03	8 21	C Ouedes Gie Ind	121	121	Paribas (CP)	650	648
OAT 5% 6/2000	99 15	3 87	Dalhby	570	670	Paribas (C)	214 10	.....
OAT 9,3% 12/1987	99 67	8 40	Dagoberto	1410	1380	Paribas Online	241	241 60
OAT 9,2% 12/1987	99 67	8 40	Dagoberto	1000	1800	Paribas Online	310	315
OAT 11,2% 6/1996	98 87	7 03	Dahomei Vapour	3650	3700	Petit Collins	1014	.....
PTT 12,28 85	102 40	9 08	Diderot Bank	1031	1072	Piper Hardsuit	2050	1990
PTT 10,30% 85	98 50	6 09	Essex Basin Vicky	2090	.....	P.M.	309	300
CRB Pabres 5000F	100 30	3 91	Essex Basin Vicky	355	357	Polmar	851	670
CRB Pabres 5000F	102 25	2 91	Essex Basin Vicky	150	151	Proceding (C)	1075	1078
CRB Suez 5000F	100 25	3 91	Essex Basin Vicky	774	774	Reunited	118	120
CNE 11,5% 85	101 80	2 91	E.L.M. Leclerc	730	730	Reunited	240 20	248 80
CNE 11,5% 85	101 80	2 91	Enfilé Investment	528	527	Rougeir	412	406
CNE 11,82 5000F	100 30	2 81	Ent. Mag. Publ.	4080	4100	S.A.C.E.R	351	360
CNE 9 5% 85	91 70	4 32	Ent. Mag. Publ.	1680	1670	S.A.F.A.A	492	408 a
CNE 10,00% 6/2000	101	7 87	Ent. Ind. Export	25	.....	S.A.F.I.C. Alcan	280	.....
CHARR 6% 3% 100	.....	.....	Europ Studies Int	25	.....	SAFT	1245	1222
CMCA	1035	.....	Finalex	24	.....	Sage	262	260
Curex	.....	.....	F.I.P.P.	168 50	168 80	Saint Domingue (F.)	800	800
CSC 6 jany. 1989...	571	.....	F.N.A.C.	1380	.....	.....	.....	.....

075	000	Suma (a mla)	000	000
715	724	Sazan	92 50	92
488	....	Serviciu M.	158 50	....

[illegible][illegible]

COTE DES CHANGES							
PAR LE MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 19/10	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 18/10
			achat	vente			
Extr-Union (1 unit.)	5 061	5 051	5 040	5 490			
Ecu	8 268	8 551					
Allemagne (100 dm.)	363	363	322 500	345 500	Or fin (100 gr.)	60 400	60 700
Autriche (100 S.)	16 928	16 267	16 750	16 850	Or fin (100 gr.)	60 800	61 200
Belgique (100 F.)	257 270	287 270	287 270	287 270	Napoléon (20F)	383	385
France (100 F.)	1 000	1 000	4 250	4 750	Pièce Fr (10 F.)	430	432
Danemark (100 kr.)	67 940	67 830	84	105	Franc Suisse (20 c)	442	433
Gr. Bretagne (1 L.)	9 982	9 982	4 050	4 050	Franc Suisse (20 c)	348	353
Gr. Bretagne (100 sh.)	3 324	3 326	4 050	4 050	Franc Suisse (20 c)	442	433
Gr. Bretagne (100 sh.)	389 390	387 950	87	85	Souverain	2 200	2 200
Gr. Bretagne (100 sh.)	68 200	68 180	82 500	80 500	Franc 10 dollars	1 150	1 160
Gr. Bretagne (100 ach.)	47 534	47 534	5 100	5 850	Pièce 5 dollars	850	850
Gr. Bretagne (100 ach.)	5 343	5 343	3 500	3 500	Pièce 50 pesos	2 330	2 315
Gr. Bretagne (100 ach.)	3 769	3 796	3 500	3 500	Pièce 10 florins	385	387
Gr. Bretagne (100 ach.)	4 262	4 262	3 860	3 860			
Gr. Bretagne (100 ach.)	3 081	3 980					

**SICAV** (sélection)[illegible]

### Hors-cote

[illegible]

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
45 55 31 33

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu



